Christiane Gagnon

Ph.D. en aménagement de l'Université de Montréal
Professeure, département des sciences humaines, UQAC
Membre du Groupe de recherche et d'interventions régionales (GRIC)

(1994)

La recomposition des territoires

Développement local viable : récit et pratiques
d'acteurs sociaux dans une région québécoise

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par mon épouse, Diane Brunet, bénévole, guide retraitée du Musée de la Pulperie de Chicoutimi à partir de :

Christiane Gagnon

**La recomposition des territoires.
Développement local viable: récit et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise.**

Préface de Michel Bassand. Paris : L'Harmattan, Éditeur, 1994, 272 pp. Collection : Logiques sociales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 7 octobre 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Christiane_Gagnon@uqac.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 26 août 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Christiane Gagnon

Ph.D. en aménagement de l'Université de Montréal
Professeure, département des sciences humaines, UQAC
Membre du Groupe de recherche et d'interventions régionales (GRIC)

La recomposition des territoires.

Développement local viable: récit et pratiques
d'acteurs sociaux dans une région québécoise.

Préface de Michel Bassand. Paris : L'Harmattan, Éditeur, 1994,
272 pp. Collection : Logiques sociales.

[269]

Table des matières

[Liste des sigles et abréviations](#) [267]

[Dédicace](#) [7]

[Remerciements](#) [9]

[Préface](#) par Michel Bassand [11]

[Introduction](#). La recomposition territoriale : une dynamique incontournable [15]

PREMIÈRE PARTIE

REGARD SUR LA RECOMPOSITION DES TERRITOIRES

Chapitre I. [Tensions constitutives des territoires](#) [21]

[L'approche méthodologique](#) [21]

[La mondialisation](#) [22]

[La singularité du lieu](#) [27]

[Maîtrise et non-maîtrise sociales du territoire](#) [30]

[La marginalisation versus l'équité](#) [33]

[Vers une mutation sociospatiale : le cas du Saguenay—Lac-Saint-Jean à l'aube du XXI^e siècle](#) [38]

[L'exploitation historique des ressources naturelles](#) [41]

[L'augmentation des écarts entre la région du SLSJ et l'ensemble du Québec](#) [43]

[La relocalisation intrarégionale de l'industrie de l'aluminium](#) [45]

[Conclusion](#) [57]

DEUXIÈME PARTIE

RÉCITS ET PRATIQUES D'ACTEURS LOCAUX

Chapitre II. [À la reconquête du Lac Saint-Jean](#)

[Prologue](#) [61]

[Une tempête comme les autres](#) [64]

[Le contexte sociopolitique des années 1970-1980](#) [66]

[Le plan initial d'Alcan concernant la stabilisation des berges](#) [71]

[L'étude d'impact : du technique au social](#) [73]

[L'action collective s'organise](#) [79]

[La stratégie du compromis du promoteur](#) [81]

[L'attente interminable et inexploquée des audiences publiques](#) [85]

[Les audiences publiques : un lieu de médiation sociale](#) [91]

[Le rapport du BAPE](#) [113]
[Un dénouement théâtral](#) [119]
[Vivre avec le décret](#) [126]
[Épilogue](#) [129]

Chapitre III. [Appartenance et autonomie locales en jeu : remaniement territorial à Laterrière](#)

[Prologue](#) [131]
[L'opposition politique locale](#) [133]
[La communauté laterroise et son organisation territoriale](#) [134]
[L'annexion : une solution idéale... pour Chicoutimi](#) [136]
[Les termes du choix : une annexion forcée ou volontaire ?](#) [142]
[La recherche de solutions](#) [148]
[Les négociations directes](#) [150]
[La position d'Alcan](#) [152]
[La position du ministère des Affaires municipales](#) [154]
[Les dernières heures du dénouement](#) [155]
[Épilogue](#) [157]

Chapitre IV. [Maîtriser son cadre de vie : la qualité de l'air à Ville de la Baie](#)

[Prologue](#) [159]
[L'action collective environnementale](#) [162]
[L'activité industrielle d'Alcan à Ville de La Baie](#) [165]
[L'essai de médiation du MENVIQ régional](#) [169]
[L'itinéraire d'Alcan jusqu'au recours collectif des mesures intérimaires aux études](#) [176]
[L'étape du recours collectif](#) [179]
[Alcan et le dragage de la rivière Saguenay](#) [184]
[Le réaménagement de l'embouchure de la rivière à Mars](#) [187]
[Épilogue](#) [191]

TROISIÈME PARTIE
LA MAÎTRISE SOCIALE DU TERRITOIRE

Chapitre V. [Éléments d'analyse et de compréhension](#)

[Stratégies et argumentations d'acteurs](#) [196]
[Limites et possibles de la maîtrise sociale du territoire](#) [208]
[Conclusion](#) [216]

Chapitre VI. [Habiter son territoire : une stratégie viable de développement local](#)
[219]

[Savoir et pouvoir des acteurs sociaux](#) [220]

[Identité](#) [223]

[La viabilité des écosystèmes humains et physiques](#) [225]

[Solidarité et équité](#) [226]

[Annexe I](#) [231]

[Bibliographie](#) [241]

[267]

La recomposition des territoires.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

[Retour à la table des matières](#)

ALCAN	Aluminium du Canada, Limitée
BAPE	Bureau des audiences publiques sur l'environnement
BPC	Benzo-pyrène
CADC	Comité d'aide au développement des collectivités
CEB	Comité de l'environnement de la Baie
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
CRE	Conseil régional de l'environnement
CRL	Conseil régional des loisirs
CSN	Confédération des syndicats nationaux
FARC	Fonds d'aide au recours collectif
FMN	Firme multinationale
FSSA	Fédération des Syndicats du secteur aluminium inc.
HAP	Hydrocarbure aromatique polycyclique
kt	Millier de tonnes métriques
kt/a	Millier de tonnes métriques/année

kW	Kilowatt
kW/h	Kilowatt/heure
M \$	Million de dollars
MAM	Ministère des Affaires municipales
MENVIQ	Ministère de l'Environnement du Québec
MER	Ministère de l'Énergie et des Ressources
[268]	
MLCP	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
MMSRP	Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
MRC	Municipalité régionale de comté
MW	Mégawatt (1 000kW)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
PSBLSJ	Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean
SECAL	Société d'électrolyse et de chimie Alcan
SEES	Société d'expansion économique du Saguenay
SHS	Société historique du Saguenay
SLSJ	Saguenay-Lac-Saint-Jean
SOC-CRENT	Société en commandite de création d'entreprises
SQAE	Société québécoise d'assainissement des eaux
UMRCQ	Union des municipalités régionales de comtés du Québec
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi

La recomposition des territoires.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

La carte du monde se redessine. Les retournements spatiaux auxquels nous assistons témoignent d'une profonde restructuration non seulement économique et technologique mais aussi sociale. Mondialement et localement s'instaure une nouvelle dynamique sociospatiale. Le territoire devient alors l'objet d'un enjeu incontournable. Le présent volume convie donc à la compréhension et à l'exploration fine et détaillée de trois enjeux territoriaux, opposant trois protagonistes principaux : des communautés locales, la grande entreprise et l'État, autour de problématiques d'environnement et d'aménagement du territoire. Le cas proposé est celui de la région-ressources du Saguenay, Lac Saint-Jean (Québec, Canada). L'approfondissement d'une étude de cas, triangulant les rapports société civile/grande entreprise/État, permet d'illustrer concrètement des dimensions de cette nouvelle dynamique sociospatiale. Entre le privé et le public, entre le redéveloppement et le sous-développement, entre le local et le global, entre les contraintes de la mutation économique et les tentations de maîtrise du développement local des communautés, entre la recherche d'équité et l'inéquité, se noue et se joue la recomposition sociale des territoires.

Détentrice d'un Ph.D. en aménagement de l'Université de Montréal et d'un postdoctorat dans le domaine de l'évaluation des impacts sociaux, Christiane Gagnon est actuellement professeur au département des sciences humaines à l'Université du Québec à Chicoutimi et membre du groupe de recherche et d'interventions régionales (GRIC).

[7]

À Elisa, Jeanine, Jean-Louis,
Nicolas et Mario

[9]

La recomposition des territoires.

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Je remercie vivement toutes les personnes qui ont accepté de participer à la recherche. Sans leur généreuse collaboration, la reconstitution de leurs récits aurait échappé à la mémoire du temps. Ce livre est en quelque sorte un témoignage de leur persévérance en vue de maîtriser leurs territoires d'appartenance.

Je suis aussi redevable des encouragements aux collègues Mme Caroline Andrew, M. Gilles Bergeron, M. Jean Désy, M. Pierre Hamel, Mme Anne Gilbert et aux amis, Mme Lise Savard et M. Gérard Briand et de l'appui logistique de Mesdames Esther Cloutier, Diane Crevier, Louise Lessard et de M. Claude Chamberland. L'écriture de ce volume s'appuie sur des travaux de recherche doctorale qui se sont réalisés grâce au soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (1986-1991). De plus, le Fonds pour la Formation de Chercheurs et l'Aide à la Recherche (FCAR) et l'Université du Québec à Chicoutimi ont fourni une aide financière à l'édition.

Ce livre atteste un désir de communication avec un public élargi. Puisse cette lecture procurer aux acteurs sociaux des pistes de réflexion et susciter chez les étudiantes et les étudiants le goût de la recherche et du dépassement.

[11]

La recomposition des territoires.

PRÉFACE

par Michel BASSAND

Institut de recherche sur l'environnement construit
École Polytechnique fédérale de Lausanne

[Retour à la table des matières](#)

La Recomposition des territoires est un superbe livre ! Il démontre que tout en se mondialisant, les sociétés contemporaines font renaître les collectivités locales. Pourtant il n'y a pas si longtemps de cela, de nombreux chercheurs en sciences sociales avaient décrété la mort des collectivités locales ! Elles n'étaient plus que des survivances des sociétés préindustrielles, condamnées à disparaître !

Christiane Gagnon, à partir d'études de cas dans une région québécoise, le Saguenay- Lac-Saint-Jean, met en relief la vitalité des collectivités locales et leur rôle essentiel dans la gestion du Québec et de son territoire. La démarche est parfaitement claire : les premiers chapitres du livre sont consacrés à présenter la problématique et le cadre régional, les suivants relatent très finement la dynamique de décisions où des collectivités et des acteurs locaux jouent un rôle significatif. En conclusion, des stratégies sont dégagées pour l'action et la réflexion. Juste, solide, complète, élégante et vivante, cette étude s'inscrit dans un important courant en sciences sociales et en aménagement du territoire en vue de rendre compte des transformations des territoires des sociétés contemporaines. *La Recomposition des territoires* fait avancer cette problématique de manière décisive.

Nous aimerions nous associer à ce mouvement en apportant une touche plutôt sociologique qui s'inscrit, pensons-nous, parfaitement dans la démarche présentée. Nous sommes acteurs et analystes d'une dynamique de la modernité. Nous sommes de ceux qui pensent, en fonction d'une analyse des sociétés contemporaines, que la modernité n'arrive pas à son terme, mais bien au contraire se redéploie très largement.

Quelques aspects de la modernité, et non des moindres, ne sont pas nouveaux, ils ont parfois des antécédents fort anciens. Nous pensons à la mondialisation des transactions économiques, sociales, politiques et culturelles, avec l'accroissement redoutable des inégalités Nord-Sud. Cette mondialisation remet en cause les institutions politiques des États, [12] bien sûr pas toutes et pas systématiquement. Néanmoins des systèmes politiques totalitaires se sont effondrés et la privatisation et la dérégulation vont bon train. L'affirmation des sciences et des techniques s'amplifie, elles deviennent les cadres culturels majeurs des femmes et des hommes contemporains. Cette hégémonie des sciences et des techniques met très sérieusement en cause - mais pas elle seule - l'organisation du travail fondée sur le taylorisme et le fordisme. Elle contribue encore à générer des pratiques de mobilité et de communication à l'échelle du monde. La crise de l'environnement prend elle aussi une envergure mondiale. Dans ces turbulences, l'individualisme et l'individuation s'exacerbent. De nouveaux rapports sociaux dominés par la technocratie surgissent et annoncent une société programmée. Bien sûr ces divers aspects de la modernité sont en interaction et n'ont que peu de sens pris isolément. Ensemble, ils expliquent la recomposition des territoires. Ainsi, si certaines métropoles sont en déclin, d'autres deviennent des pôles incontournables. Sous une forme ou une autre, elles sont les points fixes à partir desquels le monde se recompose rendant possible une mobilité généralisée. Le réseau des métropoles forme l'armature et le carrefour du monde.

Ces quelques propos suggèrent une formidable rationalisation du monde avec ses séquelles. Pourtant la modernité implique un autre mouvement. En effet, partout, dans les métropoles et hors d'elles, se développe une contestation de cette rationalisation, dans sa globalité ou dans certains aspects particuliers. Les collectivités locales, mais pas elles seules, émergent comme des acteurs de premier plan. Parfois, elles s'expriment sous forme de résistances à la modernité, mais

le plus souvent leur combat fait partie du mouvement de modernisation. D'ailleurs les deux temps sont indissociables.

C'est exactement dans cette mouvance que la recherche de Christiane Gagnon se situe. Les collectivités locales qui émergent face à Alcan, à l'État québécois sont autant des opposantes que des partenaires. Leurs valeurs sont notamment la qualité de la vie, le développement durable, l'identité, [13] l'autonomie, la participation, l'équité. Ces valeurs sont inhérentes à la modernité. La gestion du sociospatial, quel que soit l'acteur considéré, passe par leur prise en compte.

La modernité ainsi n'est pas le fait exclusif des acteurs détenant les clés de la rationalisation du monde. Ceux qui au nom de l'identité, les collectivités locales notamment, contestent cette rationalisation sont dans leur opposition des partenaires importants. Grâce aux conflits qu'ils suscitent, ils font émerger une modernité plus équitable. C'est là un des enseignements fondamentaux de ce livre. Un très grand merci à Christiane Gagnon.

Michel BASSAND

Institut de recherche
sur l'environnement construit
École Polytechnique fédérale de Lausanne

[15]

La recomposition des territoires.

INTRODUCTION

La recomposition territoriale : une dynamique incontournable

[Retour à la table des matières](#)

La carte du monde remue. Ici et là les anciennes frontières disparaissent sous le poids des nouvelles. Des nations, des États et des localités tantôt éclatent ou se réconcilient, tantôt se vident ou se surpeuplent. Un des facteurs de cette mouvance : la polarisation spatiale des activités économiques. Elle propulse des villes, des régions au rang d'espaces centraux ou au contraire les plonge dans la spirale du déclin. La séparation manifeste de la carte du monde - entre deux grandes puissances, entre l'Est et l'Ouest, ou encore entre le Nord et le Sud - s'estompe. La carte du monde se redessine. Les retournements spatiaux, auxquels nous assistons, témoignent d'une profonde restructuration non seulement économique, technologique mais sociale. L'incertitude règne. Les paradigmes, les structures, les valeurs, les savoir-faire se modifient, donnant lieu à une *recomposition des territoires* incontournable. Mondialement et localement, s'instaure une nouvelle dynamique sociospatiale.

Cette dynamique témoigne de l'essoufflement d'un modèle de développement axé sur la croissance à tout prix et sur l'usage inconditionnel des ressources. Ce modèle, qualifié de productiviste, libéral, inégal, fordiste, a fait l'objet de nombreuses critiques tant de la part

d'acteurs sociaux que de scientifiques (Beaud, Dumont, Lipietz, Par-tant, Sachs). Les impératifs de l'économie nationale et/ou mondiale ne suffisent plus à justifier ou à légitimer les interventions d'un pouvoir technico-économique centralisé. L'utopie de la croissance sans limites - fondée sur l'exploitation inconsidérée des ressources, la consommation effrénée, la technologie miraculeuse, l'individualisme à outrance - a creusé des écarts sociaux et spatiaux, des inégalités inacceptables pour plus d'un individu, d'une communauté. Même la classe moyenne de l'« american way of life » est en [16] voie de rétrécissement (Harrison et Bluestone, 1988). Les espaces dévitalisés, les communautés et les groupes sociaux marginalisés ne sont plus localisables d'un seul côté de la carte. Les territoires « en souffrance » affligent maintenant les pays riches et industrialisés.

Devant cette marginalisation et l'incapacité grandissante des États et de leur « providence » d'assurer une redistribution équitable des richesses entre les régions et les générations, des communautés locales confrontent l'ordre imposé, recherchent des solutions pour asseoir leur survie et leur pérennité. En Europe ¹ comme en Amérique ² la détermination de communautés locales, de ne plus être des spectateurs passifs d'un développement décidé ailleurs et par d'autres, s'affirme. Cela s'exprime notamment par une volonté de maîtriser le développement de son territoire d'appartenance.

Faut-il y lire une réaction de fermeture traduisant un refus du changement dans le sens de l'uniformisation des modes de vie, de la mondialisation des marchés ? - Ou, au contraire, une ouverture en vue d'un nouveau partage des biens et des richesses afin d'assurer le bien-être des individus et des communautés ? Ou encore l'effet d'un simple paradoxe entre les mouvements de mondialisation et de territorialisation ? Fait certain, de plus en plus, l'orientation souhaitée par les populations passe par la satisfaction des besoins humains fondamentaux des générations présentes et futures, par la prise en compte des capacités de support des écosystèmes ainsi que par le renforcement de l'au-

¹ C'est une des conclusions des recherches menées sous l'égide du Conseil de l'Europe sur le thème *Culture et régions d'Europe* et dont le rapport a été rédigé par M, Michel Bassand, 1990.

² À ce titre, citons les exemples québécois des Opérations-dignité (années 70) et plus récemment celui du cri de contestation de la région de l'Abitibi-Témiscamingue (1993).

tonomie, de la résilience des communautés locales. Cette orientation caractérise un paradigme émergent, soit celui du développement durable ou viable. Bien qu'il ait été popularisé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED, 1988), il fait suite à un ensemble de travaux, dont le rapport Dag Hammarskjöld (1975), celui de la Stratégie mondiale de [17] la conservation (1980) et ceux sur l'écodéveloppement (1980) ³. Ce paradigme s'inscrit dans un processus global de restructuration des rapports sociospatiaux et d'affirmation de la vitalité des micro-territoires ⁴.

La notion de territoire ici utilisée ne repose pas sur une dimension physique, sur un cadre naturel ou administratif, bref sur des limites ou des distances bien établies. Nous définissons le territoire comme la résultante et la partie constitutive d'un ensemble complexe et réticulaire d'interactions qu'établissent les acteurs à partir de leurs lieux de vie, d'espaces sociaux, de traits culturels, des usages des ressources mais aussi de contraintes exogènes ou endogènes. Comme le rappelle Mela, il n'est de territoire « qu'humain et social » (1992 : 5). Il n'y a pas non plus un territoire mais une multitude de territoires construits par les acteurs ⁵. Et ces territoires forment des réseaux qui ont une spécificité, voire une singularité, qu'il convient d'examiner concrètement à la lumière des stratégies et pratiques des acteurs locaux.

Le façonnement de ces territoires sous-tend aussi des logiques différenciées ⁶. Schématiquement, d'un côté, la logique a-spatiale, reposant sur les impératifs d'un mode de production fordiste, commande une mobilité des capitaux, des biens et des personnes. De l'autre côté, une logique territoriale valorise les ressources et les valeurs humaines, les initiatives et la création de l'emploi local, l'appartenance à la com-

³ Le terme d'écodéveloppement a été utilisé par M. Strong, lors de la conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm (1972). Voir Sachs, 1980.

⁴ Cette recomposition est encore plus visible dans les années 90, à travers, entre autres, la problématique du partenariat entre les acteurs. Voir *Les partenaires du développement face au défi du local* (sous la dir. de C. Gagnon et J.-L. Klein, 1992).

⁵ L'argumentation sur la multiplicité des territoires est inspirée d'Yves Barel.

⁶ Elles ne s'opposent pas de façon manichéenne, mais participent d'un même regard.

munauté, à son territoire ⁷. Cette dernière logique induit un changement de rationalité, de perspectives. Elle participe [18] d'un autre paradigme, soit celui du développement local ⁸. Si ces deux logiques spatiales coexistent, par contre elles peuvent donner lieu à des affrontements, à des conflits entre les acteurs. Le territoire devient alors l'objet d'un enjeu. Le présent volume convie donc à la compréhension, à l'exploration fine et détaillée de trois enjeux territoriaux, opposant trois protagonistes principaux, soit des communautés locales, la grande entreprise et l'État, autour de problématiques d'environnement et d'aménagement du territoire. Le cas proposé est celui de la région-ressources du Saguenay—Lac-Saint-Jean (Québec, Canada).

Trois parties tissent le présent volume. La première s'attarde au cadre conceptuel, méthodologique et présente des éléments de la dynamique sociospatiale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, au cours des années 80, début 90. La deuxième partie relate, sous forme de récit chronologique, les trois enjeux : la gestion privée d'un immense lac en milieu habité ; le remembrement territorial d'un village agroforestier, suite à l'implantation d'une aluminerie ; la qualité de l'air d'un quartier urbain industriel. La troisième partie renvoie à l'analyse et à l'interprétation des enjeux sous l'angle des formes et des contraintes de la maîtrise sociale du territoire, défi majeur de l'actualisation d'un développement localement viable. En guise de conclusion, des stratégies, à l'échelle des communautés locales, sont dégagées, dans un contexte de recomposition des territoires.

L'approfondissement d'une étude de cas, triangulant les rapports société civile/grande entreprise/État, permet d'illustrer concrètement des dimensions de cette nouvelle dynamique sociospatiale. Entre le privé et le public, entre le redéveloppement et le sous-développement, entre le local et le global, entre les contraintes de la mutation économique et les tentatives de maîtrise de développement local des communautés, entre la recherche d'équité et l'iniquité, se noue et se joue la recomposition sociale des territoires.

⁷ À cet effet, voir les travaux de Sthör et Taylor.

⁸ Ce paradigme correspond à une approche de la science régionale dite « par en bas », par opposition rhétorique à « par en haut » (Isard, 1987).

[19]

La recomposition des territoires.

Première partie

Regard sur la recomposition
des territoires

[Retour à la table des matières](#)

[20]

[21]

La recomposition des territoires.
Première partie :
Regard sur la recomposition des territoires

Chapitre I

Tensions constitutives des territoires

[Retour à la table des matières](#)

La première partie de ce chapitre identifie des tensions constitutives des territoires, dans les années 80-90, tandis que la deuxième jette un regard sur un cas concret, soit celui de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean (Québec) dans ses rapports avec l'industrie de l'aluminium. L'objectif de ce chapitre n'est pas de discuter une théorie ou de présenter une critique de la littérature sous l'angle des théories du développement ou des mouvements sociaux. Il s'agit ici de proposer un cadre d'interprétation de la dynamique de la recomposition de même que celle des enjeux territoriaux, reconstituée dans la deuxième partie du volume.

L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'approche méthodologique choisie n'est ni disciplinaire, ni verticale ou positiviste (relation causale). L'approche adoptée relève d'une posture davantage phénoménologique, c'est-à-dire centrée sur la construction et la représentation des acteurs (deuxième partie) et, ensuite, compréhensive, c'est-à-dire privilégiant la compréhension des liens, des rapports entre territoire et société. Pour comprendre « du dedans » comment évolue et se façonne la dynamique des territoires, à la faveur de l'action des agents privés et publics, l'approfondissement d'une étude de cas, à travers la reconstitution de trois enjeux territoriaux, s'imposait. Cette reconstitution repose sur une recherche documentaire très fouillée (cf. bibliographie, sections II et III), sur une revue de presse ainsi que sur une trentaine d'entrevues. Ces entrevues semi-ouvertes se sont déroulées au cours de l'année 1989 et duraient en moyenne 1 heure et 30 minutes.

Vouloir saisir et expliciter des liens significatifs entre les sphères du social et du spatial s'avère une tâche quelque peu [22] audacieuse, tant par sa complexité, son étendue que par l'état actuel des connaissances. Loin de nous l'idée de prétendre offrir ici une explication « généralisable ». L'exploration des liens, que nous proposons ici, s'inscrit dans la poursuite des travaux amorcés depuis une dizaine d'années par des géographes, des sociologues, des économistes, des aménagistes dans le champ du développement urbain et régional, voire local. Cette exploration s'appuie sur une recherche empirique fouillée, constituant l'essentiel de notre apport.

Le concept de tension sert de lieu intégrateur, en vue d'une mise en perspective de la dynamique de la recomposition des territoires. Il exprime bien la dialectique, le mouvement de va-et-vient qui caractérise cette dynamique sociospatiale. Nous avons retenu quatre tensions majeures qui selon nous agitent et façonnent les territoires : 1) la mondialisation ; 2) la singularité du lieu ; 3) la maîtrise versus la non-maîtrise sociale du territoire ; 4) la marginalisation versus l'équité. Toutefois, ces tensions n'engagent pas forcément une opposition ou une apposition. Elles peuvent exister à la fois de façon synchronique et diachro-

nique. La tension médiatise des orientations, des éléments d'une dynamique, des stratégies d'acteurs en apparence contradictoires, mais qui sont en réalité constitutifs d'un même regard, d'une même entité.

LA MONDIALISATION

[Retour à la table des matières](#)

La mondialisation ou globalisation désigne le processus par lequel les rapports sociospatiaux et économiques s'internationalisent. Les frontières s'évanouissent ou s'assouplissent, laissant théoriquement libre circulation aux capitaux et aux marchés. Du coup, des régions s'affirment tandis que d'autres déclinent. Des régions gagnent, d'autres perdent. Ce mouvement n'est pas récent : le mode de production capitaliste a déjà opéré la division internationale du travail et de la production, notamment par le biais des firmes transnationales. Ce qui apparaît nouveau, à l'aube du XXI^e siècle, c'est l'intensité et l'accélération du mouvement de globalisation des territoires et avec elle « l'implosion urbaine » (Benko et Lipietz, 1992).

[23]

Une profonde transformation sociospatiale s'est amorcée. Cette transformation - qui heurte de plein fouet les relations capital/ travail, capital/nature, production industrielle/rôle de l'État et des nations, la répartition démographique et celle des ressources - entraîne des conséquences différenciées sur la dynamique régionale et urbaine (Aydalot, 1984 ; Henderson et Castells, 1987 ; Benko et Lipietz, 1992 ; Scott et Storper, 1986). La crise économique des années 70 et les récessions successives des dernières décennies ont entamé une réorganisation structurelle des économies nationales ainsi qu'une re-concentration des activités autour des mégapoles et métropoles. Avec les années 90, des mégapoles émergeraient comme gagnantes, et de façon surprenante, dans des nations en difficulté. La Silicon Valley, Los Angeles, New York, Londres servent le plus souvent d'illustration à cette réussite économique urbaine, suivie d'une expansion phénoménale de l'agglomération. Parallèlement, des métropoles - telles Zürich, Frankfurt, Milan - seraient des métropoles gagnantes, notamment à cause des réseaux et des partenariats qui les traversent (Benko et Li-

pietz, 1992). Selon ce cadre d'analyse, le repositionnement des activités industrielles en Europe suit un corridor spatial défini, de Londres à Milan, qui traverse perpendiculairement quelques nations centrales (cf. La Datar). Ce corridor drainerait toutes les activités économiques, laissant plus ou moins des résidus aux autres nations, aux autres régions. Celles qui, en dehors de ce corridor réussissent, seraient en quelque sorte des accidents de parcours...

La reconversion industrielle et technologique est amplifiée par les nouveaux accords commerciaux transnationaux. En Amérique, l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis aurait pour effet d'accentuer le déclin des régions canadiennes faibles ou en difficultés (Higgins, 1990). Les régions dites mono-industrielles ou peu diversifiées ressentent déjà les conséquences de cet accord et l'ampleur du réajustement auxquelles elles sont soumises.

Dans ce vaste réaménagement spatial, les stratégies du capital transnational jouent un rôle fondamental : elles accélèrent le mouvement du capital (Taylor et Thrift, 1982), internationalisent la production (Michalet, 1979) et orientent la dynamique [24] sociospatiale locale (Gagnon, 1991-c). Étant donné que les firmes transnationales fonctionnent « par-delà les limites des marchés intégrés au niveau national ou continental », elles sont capables « d'optimiser la répartition géographique de ces diverses fonctions à l'échelle mondiale » (Stöhr, 1987 : 211). Leurs stratégies sont élaborées en fonction des lois de l'accumulation du capital et de leur intégration verticale à l'échelle internationale, ce qui entraînerait la subordination des économies locales à l'économie mondiale (Savary, 1988). En somme, le mouvement de la relocalisation industrielle des firmes multinationales (FMN) modifie l'organisation des espaces régionaux et locaux. C'est ce qui se produit dans le cas de l'industrie de l'aluminium, qui, attirée par les tarifs hydroélectriques préférentiels d'Hydro-Québec, oriente le développement de la vallée du Saint-Laurent, maintenant surnommée, par les producteurs, la « vallée de l'aluminium », à cause de la concentration des usines le long du fleuve Saint-Laurent (figure 1).

Le rôle des FMN dans la mondialisation de l'économie a fait l'objet de nombreuses recherches depuis une vingtaine d'années. Ces recherches ont démontré le poids fondamental des multinationales dans la localisation et la concentration industrielles. De ces études, nous retenons quatre éléments : 1) les FMN ne sont pas « simplement porteuses

d'une logique de mondialisation », mais elles s'enracinent dans des États nationaux (Beaud, 1989 :17) ; 2) la logique spatiale des FMN et des entreprises modifie l'organisation territoriale des villes ou des régions (Aydalot, 1984) ; 3) la mondialisation de l'économie ne résulte pas seulement de forces de nature économique mais s'appuie sur des forces sociopolitiques ; 4) les FMN ont des activités largement « déterritorialisées », dans le sens où l'essentiel de leurs activités est assuré par plusieurs établissements, dans plusieurs régions du monde. Le processus de globalisation ne se limite cependant pas à la sphère de l'économie mais atteint les sphères du social, du politique et du culturel. Pour illustrer comment cette tension traverse ces autres sphères, nous prenons comme exemple les rapports environnement/développement. Au seul chapitre de l'énergie, on observe une croissance continue de l'utilisation de la voiture privée dans les pays industrialisés (OCDE, 1991-b).

[25]

CARTE DES LOCALISATIONS DES ALUMINERIES ET DES PRODUCTEURS AU QUÉBEC...

[26]

Ce type de consommation, considéré par les ménages comme répondant davantage aux besoins, ne tient cependant pas compte des coûts environnementaux et sociaux engendrés par ce choix individuel et collectif. Or « le développement ne peut se maintenir si la base de ressources ne fait que se détériorer ; l'environnement ne peut être protégé si la croissance ne tient pas compte du coût de la destruction de l'environnement. Ces problèmes ne peuvent être traités séparément, dans le cadre d'institutions et de politiques fragmentaires. Ils sont imbriqués dans un système complexe de causes et d'effets » (CMED, 1988 : 44). À ce titre, l'externalisation des coûts environnementaux et sociaux - lire des coûts absorbés par l'ensemble de la société et de la planète - n'a pas permis à ce jour de revoir en profondeur notre mode de consommation ou de production industrielle.

Lorsqu'il s'agit de faire face à des problèmes environnementaux, tel l'effet de serre ou encore la diminution de la couche d'ozone, la mise en oeuvre de solutions correctrices mobilise plus d'un État (OCDE (a), 1991). L'ampleur des problèmes environnementaux de cet ordre oblige l'adoption d'une perspective globale et concertée entre les institutions, les entreprises, les États. La pollution ne reconnaît ni les frontières, ni les idéologies. Personne n'est à l'abri des méfaits de la dégradation des écosystèmes. L'interdépendance et la complexité des situations nécessitent des stratégies et des actions à l'échelle mondiale. Les traités internationaux en matière de normes de pollution sont un exemple de cet effort de concertation entre les nations (cf. le protocole de Montréal sur la couche d'ozone, 1987).

Du point de vue de la sphère du social, il existe évidemment des coûts sociaux au processus de mondialisation, voire de reconcentration de la production et de changements technologiques. La perte massive d'emplois dans tous les pays industrialisés est sans doute la conséquence dramatique la mieux connue. Si des grandes villes ou régions urbaines peuvent être qualifiées de gagnantes d'un point de vue strictement économique, ces dernières n'ont pu enrayer la prolifération des problèmes sociaux (drogue, violence, sous-scolarisation, racisme, etc.). La problématique Nord-Sud a [27] fait irruption dans plusieurs grandes villes, notamment aux États-Unis, comme l'illustrent les violents événements de Los Angeles (Rieff, 1991). Alors peut-on qualifier une région de gagnante lorsque la qualité de vie de la population (sécurité, pollution, dégradation du tissu social, paupérisation, etc.) a atteint un seuil moral d'insoutenabilité ? Jusqu'à quand la ville, comme lieu de vie, pourra-t-elle survivre ? Jusqu'où ira le contrôle des exclus sociaux pour maintenir la société duale ou à « deux vitesses » ? Comment la valorisation de la ressource humaine, annoncée comme une voie de sortie de crise, pourra-t-elle se réaliser, dans un contexte de détérioration sociale accélérée ? Ces questions posent l'urgence d'un débat collectif de nature éthique, liant le social et le spatial. Si la forte tension à la mondialisation commande une vision plus interdépendante des problèmes et leur traitement concerté, notamment en matière d'environnement, il n'en demeure pas moins que cette tension comporte des écueils, sur le plan social et humain, dont nous apercevons à peine la pointe de l'iceberg (voir plus loin la discussion sur la marginalisation, p. 33).

De façon synchronique, une autre tension toute aussi vive, soit celle de la singularité du lieu, agit dans la recomposition des territoires. Cette notion est ici associée à toutes les tentatives de la société civile de se réapproprier le processus du développement, dans une perspective endogène et autonome. Dans ce contexte, le regard porte sur des pratiques locales, sur des potentialités de développement économique et social propres à chaque milieu, à chaque localité.

LA SINGULARITÉ DU LIEU

[Retour à la table des matières](#)

Dans la littérature comme dans la pratique (voir la deuxième partie du volume), la tension suscitée par l'action du local, par la protection d'un mode d'organisation réticulaire centrée sur des stratégies et des savoirs d'acteurs locaux refait surface avec plus d'acuité. « En conséquence, il (le local) devient une de ces données que la théorie sociale se doit de prendre en compte » (Coomaert, 1985 : 151). [28]

Toutefois, cette lecture, comme nous le soulignons précédemment, ne s'oppose pas forcément à celle de la globalisation. Comme le note May (1986), il s'agit « de deux facettes d'un même regard ». Le local peut se situer dans un mouvement de complémentarité avec le global, alors que le regard sur le global domine le discours, celui sur la singularité du lieu reste encore à découvrir, à formuler, à systématiser. Il appartient en quelque sorte à l'expérience collective de chaque communauté et de ce fait multiple. Le regard sur la singularité des territoires nécessite donc une appréhension fine et empirique des pratiques et stratégies d'acteurs à l'échelle du local, sous l'angle du dedans, du micro, de l'initiative. Le champ de l'urbain et les enjeux territoriaux offrent alors un lieu d'observation du local, comme forme réticulaire du social.

Ces observations participent à la théorie du développement local. Au Québec, nous pouvons distinguer deux courants de recherche. Dans le premier cas, les recherches portent surtout sur la dimension économique, sur les initiatives des collectivités territoriales et sur celles des petites et moyennes entreprises, notamment dites alternatives. Dans un livre intitulé *L'autre économie*, Lévesque, Joyal et Chouinard

(1989) font part des initiatives rattachées au développement économique local. Le deuxième courant, soit celui du développement territorial, met davantage l'accent sur le rôle proactif des communautés, sur les aspects sociaux, culturels et territoriaux à l'œuvre dans le processus du développement local. Cette approche « considère le territoire comme cadre de vie à améliorer au profit des populations locales et régionales et insiste sur des stratégies de création d'emplois à partir d'innovations locales et de maîtrise des diverses retombées quant à l'exploitation des ressources du territoire » (Dionne, 1992 : 391). Les travaux du Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) et ceux du Groupe de recherche interdisciplinaire de l'est du Québec (GRIDEQ), respectivement de l'Université du Québec, s'inscrivent davantage dans cette approche. Ces recherches, comme celles effectuées dans plusieurs autres pays sur cette question, participent à la redécouverte du local, comme figure significative du social.

[29]

Ce retour sur le local, sur les acteurs locaux, en tant que sujets intervenant dans toutes les sphères - économique, sociale, culturelle, spatiale - permet un recentrage sur les potentialités de changement contenues dans les pratiques sociales innovatrices. Dans les années 80, la sociologie des mouvements sociaux a mis en évidence le rôle des nouveaux acteurs sociaux - les jeunes, les tiers-mondistes, les féministes, les écologistes - dans la production des territoires (Melluci, 1978, 1983 ; Offe, 1984 ; Touraine, 1984). Selon cette approche, les acteurs ne font pas que réagir aux situations, mais ils investissent le local comme lieu privilégié de la production sociospatiale. En défendant des valeurs, un mode de vie et de travail, qu'ils peuvent ainsi mieux maîtriser, les acteurs définissent un territoire et participent à l'émergence d'un autre modèle de développement. C'est une repolitisation du territoire et avec elle la recherche de l'autonomie, l'affirmation de l'enracinement et de la solidarité locale (Gagnon, 1989). Avec les années 90, l'action des mouvements sociaux urbains est traversée par un nouveau courant : pragmatisme, individualisme et partenariat orientent l'action (Hamel, 1991).

Dans la lecture du singulier, les acteurs, toutes catégories confondues, participent, selon des relations de pouvoir dissymétrique, à la construction des territoires. L'État central, une municipalité, une multinationale et un groupe de citoyens n'ont évidemment pas le même

poids, la même prégnance sur le territoire. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faille accorder aux premiers un pouvoir déterminant et exclusif. Il n'y a pas forcément de gagnants et de perdants selon un processus déterminé à l'avance. Il peut tout simplement y avoir, selon certaines conditions, des scénarios gagnants (Gagnon, Hirsch et Howitt, 1993). Par exemple, lorsqu'une municipalité soutient l'activité communautaire, elle contribue à renforcer la cohésion sociale, à établir des relations de partenariat avec la communauté. Si le promoteur, privé ou public d'un projet industriel, reconnaît que l'insatisfaction et les conséquences négatives sociales peuvent affecter, à long terme, la sécurité et la viabilité de son investissement, sa proposition négociée peut faire l'objet d'un scénario acceptable pour la communauté locale et les groupes affectés. Des [30] bénéfices directs et utiles peuvent alors être envisagés : compensations financières, formation et emplois, infrastructures éducatives ou soutien à des projets de développement local.

L'action collective et individuelle des acteurs locaux, qu'elle soit d'ordre offensif ou défensif, agit singulièrement sur la recomposition des territoires. Il ne faut pas oublier que plusieurs projets industriels, décidés par les centres, financiers ou politiques, ont lamentablement échoué, justement suite à la non-considération ou non-compréhension de la singularité du lieu, voire de la spécificité culturelle et sociale des groupes ou communautés affectés. Il ne devrait pas y avoir de dichotomie entre le regard globalisant ou singularisant, mais un mouvement itératif et synchronique. Toutefois, cette intégration n'est pas évidente : l'analyse sur le développement a évacué la notion de territoire (Gore, 1984) et la science régionale n'a pas réussi la réconciliation de l'approche « par en haut », centrée sur la croissance par le renforcement du pôle, et de celle « par en bas », centrée sur la canalisation des initiatives locales (Isard, 1987 : 175). Cela constitue un défi scientifique et social. De même la maîtrise sociale du territoire par les communautés locales.

MAÎTRISE ET NON-MAÎTRISE SOCIALES DU TERRITOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement dialectique entre maîtrise et non-maîtrise sociale du territoire compose la troisième tension constitutive de la recomposition des territoires. Les rapports entre environnement/ développement/ pratiques des acteurs médiatisent cette tension. C'est d'ailleurs à travers la lunette de cette tension que nous analyserons (voir chapitre V) les enjeux territoriaux reconstitués dans les trois chapitres suivants.

Jusqu'à récemment, l'opposition fallacieuse entre environnement et développement a perpétué la crise socio-environnementale que nous connaissons. La multiplication des problèmes socio-environnementaux, au cours des vingt dernières années, témoigne de cette perte de maîtrise des individus et des collectivités concernant leurs lieux, leurs conditions de vie et de travail. Le modèle productiviste, associé à [31] la seule croissance économique, a atteint son seuil d'inefficience. Le rapport de la CMED confirme : « [...] à elle seule la croissance ne saurait suffire. En effet, une forte productivité peut tout à fait coexister avec la plus grande indigence, et l'environnement ne peut qu'en pâtir » (1988 : 52).

Depuis plus de vingt ans, commissions internationales indépendantes, rapports gouvernementaux et études scientifiques (Brown, 1989 ; CMED, 1988 ; Dumont, 1975 ; OCDE, 1991 (a), etc.) mettent en exergue les limites de ce modèle, voire les effets potentiellement menaçants pour la santé humaine et la pérennité des ressources. Les ressources vitales (eau, air, sol) ont été considérées comme gratuites et inépuisables tandis que les conséquences sur l'humain ont été secondarisées dans l'évaluation des impacts et surtout dans leur intégration au niveau du processus décisionnel. Quels sont les effets synergiques et cumulatifs des polluants industriels - classifiés comme déchets dangereux et localisés dans des sites urbains - sur les écosystèmes, sur la santé des individus ou des communautés affectés ? Quelles seront les répercussions socio-sanitaires de l'enfouissement des déchets dans les villes ? Quels sont les impacts d'un mode de production industriel

laissant échapper émissions et poussières polluantes ? La liste des questions s'avère trop longue pour être ici énumérée, mais, en revanche, celle des réponses, en matière de connaissances sur les conséquences sociales et leur prévision, brille par sa minceur. Les solutions demeurent insuffisantes pour assurer le redressement des écosystèmes physiques et des humains menacés. Faute de volonté politique, l'application des moyens disponibles reste lettre morte ! Comme le notait la CMED dans son rapport final, intitulé *Notre avenir à tous* (1988), l'actualisation du développement durable, c'est-à-dire harmonisant économie, protection de l'environnement et besoins sociaux, passe par la volonté politique. Au-delà du discours, où est cette volonté ?

Pour plus d'un politicien local la question de l'urgence écologique demeure non prioritaire. La planification écologique territoriale ainsi que son intégration à une politique de vitalité sociale et de viabilité économique font défaut à l'échelle des collectivités locales. Ces dernières sont d'ailleurs le plus [32] souvent à la remorque des ministères de l'Environnement nationaux pour l'établissement de nonnes et de bilans environnementaux globaux - qui d'ailleurs ne rendent pas compte des capacités portantes locales. Eu égard au secteur industriel, les nonnes édictées doivent s'adapter aux données fournies par l'industrie, à leurs impératifs de productivité et à leurs choix technologiques subséquents (Gagnon, 1992). Pourtant les risques se sont diversifiés, complexifiés, de telle sorte qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer un contrôle global. Par exemple, l'OCDE note que les pays « évolueront vers une situation où tous les risques industriels ne pourront être couverts par des mécanismes traditionnels de prévention - comme les autorisations ou les normes » (OCDE (a), 1991 : 213). Concernant l'industrie de l'aluminium et la politique québécoise, nous avons noté que certaines technologies et normes existant dans le contrôle de la pollution tardent à être appliquées, tandis que d'autres produits à caractère mutagène, tels les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), ne sont toujours pas réglementés dans la législation (Gagnon, 1992). Il n'est donc pas surprenant, dans ce contexte, que les collectivités territoriales, responsables de la gestion du capital environnemental collectif, éprouvent de sérieuses difficultés à maîtriser et à gérer les « impacts » des activités humaines et industrielles sur leurs ressources et leur territoire.

Malgré la prétention de l'humain de vouloir contrôler la nature, de rendre la machine intelligente par le biais de technologies performantes dites de pointe, il existe une perte de maîtrise de l'outil et de la technologie par l'humain. Face à une situation d'incertitude créée, entre autres choses, par l'introduction continue de nouvelles technologies, des chercheurs ont recommandé l'usage de la prudence, voire une interrogation fouillée sur les effets pressentis d'une technologie nouvelle avant son adoption (Castoriadis et Cohen-Bendit, 1981 ; Illich, 1975 ; Ellul, 1983). Certes il existe une méthode d'évaluation des impacts des changements technologiques, mais son application est d'une part non systématique et d'autre part se limite le plus souvent à la faisabilité du changement. La technologie, qui existe en dehors de l'humain, agit comme un système indépendant (Ellul, 1992) [33] où les besoins sont inventés pour répondre à l'invention. Il n'y pas que les technologies de reproduction qui posent des questions éthiques, mais l'ensemble de notre rapport à la technologie. Dans ce contexte, la maîtrise des territoires commande la maîtrise de l'outil et de ses conséquences (Illich, 1975).

Cette tension de non-maîtrise du territoire est confrontée à une pression contraire, peut-être moins visible à l'échelle planétaire, mais bien vivante à l'échelle locale, soit celle de la maîtrise sociale du territoire. Les tentatives de maîtrise portées par les communautés, qui tentent de répondre à la satisfaction des besoins fondamentaux et de faire émerger de nouvelles valeurs, sont nombreuses (Bassand, 1990 ; Klein et Gagnon, 1989). Ces tentatives revêtent différentes formes et couvrent différents pans du cadre de vie et de la « socialité ». Leur ténacité dans l'action et l'éducation populaires a permis, entre autres, d'élargir le débat sur l'environnement à celui sur le développement viable dans un contexte de concertation avec les acteurs. Cela connote une tension de maîtrise des territoires. Comme nous le verrons dans les chapitres subséquents, l'action et les pratiques de la base sociale, des associations, bref de la société civile s'avèrent centrales dans le façonnement et la recomposition des territoires.

LA MARGINALISATION VERSUS L'ÉQUITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Il semble qu'à mesure que le fossé se creuse - entre les riches et les pauvres, le Nord et le Sud, les régions, les villes, les régions gagnantes et perdantes -, des territoires et des individus se retrouvent marginalisés. La mondialisation et ses changements technologiques entraînent une profonde restructuration des activités économiques ayant pour conséquence l'exclusion sociale et territoriale. La force de cette quatrième tension qui traverse la recomposition des territoires, soit la marginalisation, peut-elle être compensée par des valeurs, telles l'équité et la convivialité ?

Plus d'un auteur propose la valorisation de la ressource humaine comme voie de sortie de crise. La question que cela [34] pose en contrepartie est comment réaliser ce recentrage sur l'humain dans un contexte de détérioration sociale ? Si l'on prend pour postulat que la formation de cette ressource passe par la culture, le savoir-faire local, la tradition familiale, par des organisations régionalement fortes, comme le mentionnent Benko et Lipietz, bref par un tissu social cohésif, comment ces villes rendues insoutenables pourront-elles répondre à ce défi fondamental de meilleur partage des ressources ? Et ces mégapoles gagnantes des pays industrialisés, jusqu'à quand le seront-elles si l'on évoque la montée fulgurante de la Chine et la réussite économique des dragons du Sud-Est asiatique ? Beaud (1989) ne projette-t-il pas la fin prochaine de la prospérité de l'ensemble euro-américain ?

En adoptant un regard dichotomique sur la division socio-spatiale, on condamne, du moins dans le discours, la majorité des régions, notamment celles en dehors du circuit industriel de pointe, à une représentation d'incapacité partielle ou à venir. Pas surprenant alors que les jeunes de ces régions émigrent dans les grands centres et viennent gonfler les rangs des chômeurs. Ce qui inévitablement amplifie les problèmes sociaux subséquents. Hors des districts industriels, point de salut ! semblent affirmer les géographes industriels. N'y aurait-il, à la limite, qu'un seul modèle de viable ? Le modèle japonais par exemple, qui consacre au travail et à l'entreprise toutes les vertus ? Au-delà du

pouvoir de centralisation et d'uniformisation que représente l'idéologie de la mondialisation, n'y a-t-il pas place au respect des spécificités ?

Nulle est notre intention de nier que des régions éprouvent de sérieuses difficultés à prendre le train de la prospérité économique, notamment les régions rurales ou les régions industrielles axées sur l'exploitation des ressources naturelles ou sur un secteur industriel en mutation technologique. Au Québec, par exemple, les régions dites périphériques ou ressources, tel le Saguenay—Lac-Saint-Jean, éprouvent de sérieuses difficultés sociales et économiques (nous y reviendrons dans la deuxième partie). Pourtant cette région possède une industrie de pointe, l'industrie de l'aluminium. Mais en séparant (instituant ?) les gagnantes des perdantes, les métropoles des autres, une nouvelle bipolarité est créée [35] sur une base strictement économiciste, sur la base d'un modèle industriel performant. En terme de conséquence sociale, comme personne ne veut perdre, les régions et les localités se vident de leur plus précieuse ressource, la personne humaine. Ce mouvement est accéléré et encouragé par les gouvernements qui, a priori ou conséquemment, favorisent la concentration des services, la décélération des mouvements migratoires régionaux, la fusion des municipalités, bref la centralisation des pouvoirs. L'extrapolation du modèle ou du paradigme de mondialisation conduit directement à la fermeture de localités, de régions, au refus d'existence de tout ce qui n'est pas performant, productif. Cela pose donc directement des questions éthiques fondamentales, des choix de société.

La situation précaire de plusieurs individus et communautés requiert une véritable recherche collective et individuelle en vue d'une redistribution équitable des ressources et des revenus. C'est devenu un enjeu majeur qui, si actualisé, transformera tout autant le mode de production que celui de la consommation. « For sustainable development to become a reality it is necessary for the livelihoods of the poor to be given priority, but how can this priority be pursued at the local level while the effects of international development systematically "marginalizes" them ? » (Redclift, 1987 : 36). Malheureusement, l'important rapport de la CMED, sous la direction du premier ministre de la Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, reste muet sur les moyens pour assurer la réduction de l'écart entre les riches et les pauvres, le dépassement du paradoxe de la croissance, de la consommation dans le Nord, pour l'aide humanitaire aux populations du Sud - de plus en

plus aux prises, de surcroît, avec de graves problèmes environnementaux. Comme d'autres l'ont souligné, le destin du Nord est irrémédiablement lié à celui du Sud. Déjà le Sud et les pays qui jusqu'ici ont été marginalisés dans leur niveau de vie, ont fait savoir qu'ils n'assumeront pas seuls la survie de la planète, c'est-à-dire qu'ils ne renonceront pas aux profits et aux bénéfices du développement productiviste, au nom d'une rationalité écologiste qui, selon eux, renforcerait la position du Nord. Un dilemme délicat [36] que la dernière Conférence mondiale sur l'environnement [Brésil, 1992] n'a pu résoudre.

La marginalisation s'inscrit dans une vision de la société duale ou à « deux vitesses ». Cette vision, reprise par certains États, se matérialise par la création d'emplois très performants et mobiles et d'autres emplois de type convivial et peu rémunérés. Repousser à la marge et exclure des individus des lieux de travail, de consommation et de loisir sont à l'origine non seulement d'une pression déstabilisante pour les collectivités territoriales et les gouvernements, mais un fait moralement inacceptable. La marginalisation de territoires, de communautés, de groupes sociaux et d'individus a un coût social inestimé et inestimable, dont les résultats désastreux à long terme pour l'ensemble de la société s'avèrent inacceptables.

Des théoriciens de l'échange inégal (Amin, 1970 et 1973 ; Frank, 1972) ont déjà démontré, dans les années 70, les effets pervers du développement, soit le sous-développement et la marginalisation d'espaces nationaux. Dans les années 90, non seulement l'écart demeure, entre les nations, entre les riches et les pauvres, mais il s'est accentué, sous l'effet notamment du désengagement de l'État-providence. Cette situation dramatique s'est implantée au cœur même de l'« American way of life ». Harrison et Bluestone (1988) notent qu'il s'est produit une véritable polarisation économique : la classe moyenne américaine s'amenuise tandis que celle des plus démunis et celle des plus riches s'accroissent. Bassand (1990 : 82) observe le même écart sensible entre les régions d'Europe.

Une des conclusions du rapport Dag Hammarskjöld (1975), intitulé *Que faire ?* et rédigé par un collectif d'une centaine de chercheurs, dénonçait les politiques de développement qui ont laissé pour compte la satisfaction des besoins fondamentaux (nourriture, santé, logement, éducation) et sociaux (expression, création, détermination de son destin, esthétique) d'individus, de collectivités et de nations. Douze ans

plus tard, soit en 1987, la CMED lançait sensiblement le même cri d'alarme. Dans plusieurs pays du tiers-monde comme [37] dans des régions périphériques, le modèle fordiste du développement a entraîné des conditions de vie problématiques. Les statistiques sur le taux de mortalité, de sans-abri, d'analphabétisation, d'accès aux logements salubres, de chômage, de dégradation des ressources vitales, à l'intérieur de grandes villes de pays industrialisés de même que dans les pays en voie de développement, appuient la thèse de l'exclusion sociale.

L'exclusion découle d'un choix de développement basé sur une croissance économique à court terme, sur l'inégalité de la répartition des ressources, sur le gaspillage des ressources naturelles et humaines et sur l'accumulation de quatre dettes : la dette extérieure, la dette intérieure, la dette sociale et la dette écologique (Sachs, 1986-a). Les pays riches gaspillent et surexploitent les ressources tandis que les pays du tiers-monde les surutilisent pour les vendre aux pays industrialisés (Dumont, 1975). Malgré une augmentation du PNB de 3,7% par habitant dans les pays industriels et de 1,6% dans les pays du tiers-monde de 1960-1978, un développement social soutenable n'a pu être assuré (Sachs, 1986-a : -54).

Pour que l'idéologie dominante du développement ne continue pas d'aggraver les inégalités sociospatiales des pistes d'action ont été avancées :

- * l'utilisation prioritaire des ressources humaines, la création de beaucoup d'emplois, la mise en œuvre de projets locaux basés sur l'initiative populaire et orientés vers l'amélioration des conditions de vie des populations (Sachs, 1981) ;
- * le développement des territoires exclus, l'économie des énergies et des ressources naturelles, la mobilisation et l'interaction des ressources régionales, la différenciation des paradigmes en fonction des facteurs économiques et non économiques propres à chaque territoire, la promotion des circuits à petite échelle, l'accroissement du pouvoir décisionnel, l'accroissement des capacités à résoudre les problèmes internes aux régions, la mise sur pied de structures de participation populaire (Stöhr, 1984) ;

[38]

- * l'adaptation des stratégies de développement des États et des territoires à leurs spécificités et la reconnaissance de la « multidimensionnalité » du développement (Dommergues, 1988-a) ;
- * la prise en compte de la dimension morale, légitime et éthique dans le processus décisionnel (Ellul, 1992) ; car ce qui est en cause dans l'action directe des citoyennes et citoyens c'est la recherche du Sens.

Ces pistes d'action ou stratégies s'adressent tout aussi bien aux États, dont le rôle central est déterminant dans le redressement attendu, qu'aux acteurs locaux, dont l'exercice de l'autonomie, de la solidarité, de la créativité, de la critique ⁹ stimule la mise en place de nouveaux mécanismes de prise en charge du développement.

La recomposition sociale des territoires passe donc par quatre grands types de tensions, alimentées par un mode de production industriel, des paradigmes, des représentations et des stratégies d'acteurs. Ces tensions médiatisent la reconstitution des territoires et les soumettent à des modifications continues, dont l'issue ne s'avère pas forcément déterminée à l'avance, malgré le poids imposant de certains agents privés ou publics. La présentation de l'étude de cas qui suit rend davantage concret notre propos et permet de saisir les formes singulières de ce changement, dans le contexte d'une région périphérique du Québec.

⁹ Le dernier discours des Verts en France va jusqu'à récuser l'expansion démographique et économique de la région de l'Ile-de-France.

VERS UNE MUTATION SOCIOESPATIALE : LE CAS DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN À L'AUBE DU XXI^e SIÈCLE

[Retour à la table des matières](#)

Le choix de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean [SLSJ] s'avérerait fort pertinent. En effet, cette région, qui a connu au cours de son histoire une première phase d'industrialisation et d'urbanisation (1910-1926), une deuxième phase d'expansion [39] industrielle (1939-1943), est entrée dans une troisième phase, celle de la désindustrialisation (1976-).

Indubitablement, la région du SLSJ est engagée, depuis la fin des années 70, dans un revirement territorial significatif. Le changement est perceptible à la fois au niveau du phénomène de reconversion industrielle (modernisation et perte d'emplois), du remodelage de son territoire (perte de la sous-région de Chibougamau-Chapais, menace de fermeture de villages ruraux, fusion de municipalités urbaines) et de sa réorganisation sociale (diminution critique de la population dans certains villages, exode des jeunes, diminution des investissements d'infrastructures, gonflement du taux de chômage, etc.).

Refusant de se laisser abattre par les répercussions de la modernisation de l'industrie de l'aluminium et des pâtes et papier (perte drastique d'emplois), par le désengagement partiel de l'État-providence ou par la saignée de leur population, des collectivités territoriales réagissent et se tournent vers une approche alternative de développement où la prise en charge devient un *modus vivendi*. Les paradigmes du développement « par le bas » ou endogène, du développement local gagnent du terrain auprès des communautés lourdement affectées. À l'Anse Saint-Jean, devant un taux de chômage de 46% (1989) la population prend les grands moyens : elle décide solidairement de faire avancer son projet de station touristique alpine (Mont-Édouard), et ce malgré le moratoire du gouvernement québécois sur la construction de nouveaux centres de ski. Ailleurs, autour de comités d'aide au développement des collectivités (CADC), des petites municipalités en difficulté tiennent des journées d'information et de formation pour leurs

citoyens, choisissent des solutions adaptées à leur contexte et expérimentent de nouvelles avenues. Et cela afin de promouvoir le développement durable et local dans leurs communautés.

[40]

À l'échelle régionale, des initiatives originales prennent forme, telle la création d'un Laboratoire de développement durable ¹⁰, d'une Société en commandite de création d'entreprises (Soccrent) ¹¹ ou d'un fonds de développement régional ¹². L'objectif n'est pas ici de faire la liste de toutes ces initiatives, mais d'exposer les tendances lourdes auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales régionales dans leurs tentatives d'actualisation d'un « autre » paradigme de développement, davantage fondé sur les besoins et les initiatives locales. Dans un contexte de mutation, trois tendances majeures marquent la dynamique sociospatiale de la région depuis le début des années 80 :

- * un développement axé sur l'exploitation historique des ressources naturelles ;
- * l'augmentation de l'écart socio-économique par rapport à l'ensemble du Québec ;
- * la restructuration industrielle, notamment celle de l'industrie de l'aluminium.

Précédemment, quelques mots sur les caractéristiques géographiques de cette région. Son écoumène relativement concentré, de forme

¹⁰ Ce Laboratoire, fonctionnant comme une structure de concertation régionale, vise à susciter des initiatives locales selon les principes du développement soutenable.

¹¹ Cette initiative partenariale, qui regroupe les grandes entreprises, le gouvernement du Québec et l'Université du Québec à Chicoutimi, vise à supporter la création d'entreprises et du coup à amoindrir les effets négatifs de la désindustrialisation. Le budget de Soccrent pourrait atteindre un niveau se situant entre 25 et 30 M\$ d'ici quelques années et la société aurait créé quelque 750 emplois depuis cinq ans (*Le Quotidien*, 7/02/91).

¹² Il s'agit ici d'une proposition dans le cadre de la négociation avec Hydro-Québec au sujet du projet d'aménagement hydroélectrique de l'Ashuapmushuan.

longitudinale, se localise le long des voies d'eau : la rivière Saguenay, le lac Saint-Jean et ses tributaires. Elle couvre un territoire de 103 901 km². Située à 500 km au nord de Montréal, la chaîne de montagnes des Laurentides, partie du bouclier canadien, isole cette région des autres agglomérations urbaines du sud du Québec (figure 1, p. 25). Ce n'est qu'en 1950 que cette région fut [41] directement reliée à la ville de Québec par une route goudronnée. Administrativement, le Saguenay—Lac-Saint-Jean fait partie d'une des seize régions administratives instituées par le gouvernement du Québec en 1988.

En 1992, cette région compte 60 municipalités locales, excluant les territoires non organisés (T.N.O.), quatre municipalités régionales de comtés (MRC) et une communauté autochtone montagnaise. La répartition des municipalités se fait comme suit : 39 sont situées au Lac-Saint-Jean tandis que 21 municipalités se retrouvent au Saguenay. Bien qu'il existe un grand nombre de municipalités réparties sur un territoire étendu, la concentration démographique, urbaine à 75%, se fait autour de trois sous-régions : 1) le Haut-Saguenay, fortement industrialisé et urbanisé, composé des villes de Chicoutimi, Jonquière, Ville de La Baie ; 2) le Bas-Saguenay avec ses municipalités à vocations touristique et forestière ; 3) le Lac-Saint-Jean, sous-région à vocations agricole, forestière, industrielle et touristique, regroupant les villes d'Alma, Roberval, Saint-Félicien et Dolbeau.

L'EXPLOITATION HISTORIQUE DES RESSOURCES NATURELLES

[Retour à la table des matières](#)

Historiquement, la dynamique sociospatiale de la région du SLSJ se caractérise par une économie basée sur l'exploitation des ressources par la grande entreprise ou par des monopoles ¹³. La problématique actuelle de développement du SLSJ ne relève pas uniquement des conditions relativement récentes de renouvellement du capital financier ou industriel : celle-ci fait partie des conditions historiques ancrées dans l'espace-temps. Un bref survol historique, notamment au

¹³ Pour une synthèse historique voir Girard, C. et N. Perron, *Histoire du Saguenay - Lac- Saint-Jean*, 1989.

chapitre du passage au capitalisme industriel, retient ici notre attention.

À l'instar de l'économie québécoise, financée, dirigée et contrôlée de l'extérieur, la région du SLSJ, dans la première [42] moitié du XX^e siècle, s'articule autour de l'économie nord-américaine, tant par l'entremise des capitaux que des marchés. Dès les débuts de la colonisation, la dynamique sociospatiale suit le rythme d'une exploitation intensive des ressources par la grande entreprise. Du commerce des fourrures (Compagnie de la Baie d'Hudson) à l'étape de l'industrialisation (Price, Alcoa), le territoire a été fortement convoité pour ses ressources naturelles, tels le bois et l'eau. L'ouverture tardive de la région du SLSJ à la colonisation (1838), par rapport aux régions de Québec ou de Montréal, s'explique notamment par la politique d'affermage de l'État québécois : les ressources du territoire (fourrures, pêche) faisaient l'objet de contrats d'exclusivité entre l'État et les compagnies moyennant un fermage (loyer). À peine cinquante ans après les modestes et difficiles débuts de la colonisation, la grande industrie s'implante le long des cours d'eau, d'abord avec la production de la pâte et du papier et ensuite avec l'aluminium.

C'est l'immense potentiel hydraulique des cours d'eau de cette région nordique qui excite la convoitise des premiers producteurs d'aluminium. Alcoa, compagnie américaine qui donnera ensuite naissance à Alcan ¹⁴, achète, de la Québec Development Company ¹⁵, le

¹⁴ Dans le présent volume, Alcan désigne la Société Alcan Aluminium limitée, dont le siège social est situé à Montréal. La marque de commerce et l'acronyme Alcan peuvent désigner le groupe des sociétés Alcan, ou toute filiale d'exploitation ou groupe dans un contexte local ou national (Campbell, C.D., 1985 : vi). Les termes Société et compagnie sont ici utilisés pour désigner Alcan ou ses filiales. La filiale Sécal exploite les usines de la région du SLSJ et du Québec.

¹⁵ La Quebec Development Company (QDC) achète les concessions sur la rivière Saguenay de la Compagnie Oyamel. J.B. Duke, le principal actionnaire s'associe à William Price, qui avait le monopole régional de l'exploitation forestière, de la pâte et du papier, pour aménager deux sites hydroélectriques et obtenir du gouvernement québécois l'exhaussement des eaux du lac Saint-Jean. Devant l'impossibilité de réaliser ses projets industriels, Duke, peu avant sa mort, signe une entente avec Alcoa. Cette transaction soulève d'ailleurs tout un débat juridique aux États-Unis, qui

premier barrage hydroélectrique (Isle-Maligne) et les droits d'exploitation sur la rivière Saguenay (figure 1, p. 25). Avec ces atouts, elle construit en 1925, à Arvida, à quelques dizaines de kilomètres de cette puissante [43] source d'énergie, la plus grande aluminerie des pays de l'Ouest.

À ce titre, le SLSJ participe au déploiement industriel capitaliste qui atteint alors le Québec et l'Amérique du Nord. L'organisation territoriale s'en trouve modifiée. Une large partie des communautés locales, autrefois organisées autour d'activités de subsistance agroforestières et d'un mode de vie villageois, s'urbanisent et se modernisent, suivant l'idéologie du progrès et de la croissance. Elles délaissent les activités agricoles et forestières pour travailler à l'usine et vivre en ville. Pour ses travailleurs, Alcoa engage les meilleurs urbanistes de l'époque et construit tout près de l'usine une ville-compagnie modèle, soit Arvida. Cet événement marque l'accélération du passage d'un mode de vie rural à un mode de vie urbain ainsi que d'un mode de production autosuffisant de type agroforestier à un mode de production industriel. En résumé, historiquement la dynamique sociospatiale du SLSJ a été modelée par l'exploitation des ressources naturelles (faune, forêt et eau), dont l'abondance a favorisé la localisation d'industries manufacturières, structurant dès lors l'activité économique régionale et l'articulant à l'économie mondiale.

L'AUGMENTATION DES ÉCARTS ENTRE LA RÉGION DU SLSJ ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#)

Tant du point de vue démographique que du point de vue des revenus, des emplois et de la scolarité, l'écart entre la région du SLSJ et l'ensemble du Québec s'accroît. Le poids démographique du SLSJ dans le Québec diminue progressivement depuis le début des années 80. La région accuse un bilan migratoire négatif, notamment à cause de l'exode d'un nombre appréciable de jeunes (15-29 ans) et de l'ex-

trouve peu d'écho au Québec (Pour plus de détails historiques, voir l'article de J. Igartua, 1985).

portation d'une main-d'oeuvre qualifiée vers les grands centres ¹⁶. Le revenu per capita (9 895 dollars canadiens) en 1986 ne totalise plus que 82% de la moyenne québécoise (12 039 [44] dollars canadiens) ¹⁷, alors qu'en 1971, il y avait peu de différence.

Ces écarts se comprennent aisément lorsque nous examinons l'évolution du taux de chômage : entre 1975 et 1987, la région du SLSJ a enregistré un taux moyen de chômage de quelque 13,8%, soit plus de 3,1% par rapport au taux moyen de l'ensemble du Québec. Par exemple, en 1983 le taux de chômage atteignait 17% et pour la catégorie des 15-29 ans 20% ¹⁸. Dans ce contexte de chômage endémique, les rangs des assistés sociaux se gonflent et le précieux potentiel humain est perdu. Dans la seule année de 1991, 4 000 personnes n'occupaient plus d'emploi à plein temps [1 000 de ces emplois étaient transformés en emploi à temps partiel] ¹⁹. La structure de l'emploi s'est aussi largement transformée depuis 1981 : les secteurs primaire et secondaire ont décru et l'emploi manufacturier, dominé par les industries de l'aluminium, du bois et des pâtes et papier, accuse des pertes dramatiques. Plus de 2 000 emplois bien payés ont été délestés par Alcan au cours des années 80. Et cette saignée n'est pas terminée. Toutefois, l'emploi dans le secteur tertiaire, qui représente le plus fort pourcentage de l'emploi total, soit 71% en 1986, a affiché une croissance appréciable (11,9% entre 1981 et 1986). Cette tendance rejoint celle observée dans les pays industrialisés. La tertiarisation de l'économie régionale entraîne une précarité de l'emploi et une diminution des revenus salariaux. Avec l'avènement des centres commerciaux, le nombre de commerçants régionaux diminue au profit des grandes chaînes de commerce qui centralisent leurs profits ailleurs.

Selon un nouvel indice de disparités régionales de l'emploi et des revenus, les régions du SLSJ, de la Mauricie-Bois-Francs et de la Côte-Nord accusent un écart important par [45] rapport à la moyenne québécoise ²⁰. Pourtant, deux d'entre elles font actuellement l'objet

¹⁶ Québec, MMSRFP, Gauthier, G., 1989 : 5.

¹⁷ Financial Post, 1972-1987.

¹⁸ *Ibid* : 15, (cf. note 16).

¹⁹ MMSRPP, bureau régional.

²⁰ Cet indice tient compte du nombre d'emplois, du revenu moyen, du nombre de prestataires de la sécurité du revenu et de la population totale. Cf. *Les Affaires*, 1990-04-14.

d'investissements importants dans l'industrie de l'aluminium. Au SLSJ, « c'est une mauvaise performance au niveau du nombre d'emplois qui vient recalculer son classement général, ce qui trahit la rationalisation des effectifs engagés par les grands transformateurs de matières premières » ²¹. Comme pour le taux global de chômage, celui des jeunes et celui des femmes affichent une contreperformance plus importante que dans le reste du Québec. Même chose pour la proportion de personnes de la région ayant complété des études universitaires soit, 11,3% au SLSJ contre 15,9% dans l'ensemble du Québec (1986). Par contre, les personnes ayant obtenu un certificat d'une école de métier ou autres écoles non universitaires sont plus nombreuses dans cette région ²². En somme, de ces quelques données, il ressort que la région du SLSJ éprouve, dans les années 80, de sérieuses difficultés : jusqu'où l'écart, par rapport aux autres régions urbanisées du Québec, continuera-t-il de se creuser ?

LA RELOCALISATION INTRARÉGIONALE DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

Historiquement, comme il a été souligné, l'industrie de l'aluminium a joué un rôle majeur dans l'articulation de la région du SLSJ au mode de production industriel internationalisé. La restructuration industrielle, qui s'est amorcée à la fin des années 70, s'est traduite par une relocalisation intrarégionale des usines. Ce processus dit de modernisation a affecté aussi bien le niveau de l'emploi que l'aménagement du territoire, que la fiscalité des municipalités concernées. Pour comprendre les conditions de ce redéploiement à l'intérieur d'une région donnée, il importe de revenir à un des facteurs-pivots, soit les conditions de production d'énergie hydroélectrique.

[46]

Rappelons que le principal motif évoqué par Alcoa pour localiser sa deuxième aluminerie canadienne à Arvida (1925) concerne l'extraordinaire potentiel hydraulique de cette région. Pour continuer son

²¹ Loc. cit

²² Québec, MMSRFP, Gauthier, G., 1989 : 20.

expansion, Alcoa avait alors besoin d'un accès à des sources importantes d'énergie. L'offre du millionnaire américain Duke au président d'Alcoa, concernant la vente du barrage d'Isle-Maligne, arrive à point dans la stratégie d'expansion de la compagnie. Avec cette transaction, Alcoa s'assure, pour un certain temps, de l'exclusivité de la production d'aluminium de première fusion en Amérique du Nord et aménage, au fil des ans, le plus important complexe hydroélectrique du Québec. Ce complexe est si imposant que, lors de la nationalisation de la production hydroélectrique par le gouvernement du Québec (1963), il représente 27,5% de la puissance installée québécoise ²³ et 92,8% de la puissance installée de la région du SLSJ ²⁴. Toutefois, Alcan échappe à la nationalisation, à titre de producteur industriel. Quelques mots sur la configuration technique de ce réseau hydroélectrique.

Le réseau hydroélectrique

Depuis la fin des années 50, Alcan gère un bassin hydrographique de 73 000 km², Soit une superficie équivalente à la province canadienne du Nouveau-Brunswick. Son réseau hydroélectrique comporte six barrages pour une puissance installée de plus de 2 687 MW et une génération moyenne de 1950 à 2 000 MW. Ce qui confère à Alcan, avec sa centrale de Kemano (Colombie-Britannique), le titre du plus important producteur privé d'énergie hydroélectrique du Canada ²⁵.

Le réseau régional comporte six centrales hydroélectriques : Chute-des-Passes Dangereuses (750 MW), Chute-du-Diable (205 MW), Chute-à-la-Savane (210 MW), Isle-Maligne (402 MW), Chute-à-Caron (224 MW), Shipshaw (896 MW). [47] Les trois premières sont localisées sur la rivière Péribonca et les trois autres sur le Saguenay ²⁶ (figure 1, p. 25). Trois réservoirs alimentent les centrales : le lac Manouane (2,66 X 10⁹ m³), les Passes-Dangereuses (5,23 X 10⁹ m³) et le plus important, le lac Saint-Jean (5,42 X 10⁹ m³). Ce réseau lui per-

²³ Faucher, P. et J. Bergeron, 1986 : 43.

²⁴ Ce fait a eu pour conséquence qu'Hydro-Québec s'est longtemps tournée vers Alcan pour couvrir les besoins d'électricité des collectivités locales.

²⁵ Alcan, Une entreprise en plein essor, 1968 : 1.

²⁶ Alcan, Mise à jour, Précis 1983, 1983 : 1.

met de répondre à la totalité de ses besoins d'électrolyse au Québec, incluant ses usines de Beauharnois et de Shawinigan, son complexe industrialo-chimique de Vaudreuil et ses installations portuaires ²⁷.

Modernisation, relocalisation intrarégionale et énergie hydroélectrique

Il y a un lien très étroit entre la modernisation, la relocalisation intrarégionale des alumineries et l'accès à l'énergie hydroélectrique. Selon Alcan, pour soutenir sa compétitivité et son marché, diminuer ses coûts de production et de main d'œuvre, il lui faut entreprendre un vaste programme de modernisation pour ses vieilles usines d'électrolyse au Québec. En 1977, « en pleine crise du marché de l'aluminium » ²⁸, Alcan annonce la construction future de l'aluminerie de Grande-Baie. C'est la première étape de son plan de modernisation au SLSJ. Des investissements d'environ 1,8 milliard de dollars sont alors prévus pour les dix prochaines années. Alcan construira deux nouvelles usines d'électrolyse, une à Ville de La Baie et une autre à Chicoutimi. Le projet de modernisation, suivant les ententes du bail de la Péribonca sur l'exploitation des forces hydrauliques, comporte un engagement ferme de la part d'Alcan, soit la production d'un million de tonnes métriques/année d'aluminium. Un autre projet de construction d'usine est prévu à Alma afin de remplir cet engagement (figure 1, p. 25).

La modernisation comporte une autre dimension, soit la fermeture graduelle et partielle de la première usine d'électrolyse, [48] soit Arvida. Il s'agit en fait d'une nouvelle redistribution spatiale de la production de lingots d'aluminium d'Arvida vers les usines de Ville de La Baie, Laterrière et Alma. Dans une enquête instituée par le Bureau du Commissaire général du travail (1982), suite à une requête déposée par la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium (FSSA) pour l'extension du certificat d'accréditation de l'usine Arvida à l'usine Grande-Baie, la multinationale argüe que cette usine est non pas une

²⁷ Dans des circonstances exceptionnelles et pour une période de temps limité, Alcan achète de l'électricité pour répondre à ses diverses obligations.

²⁸ Alcan, Rapport annuel, 1977.

usine de remplacement, comme le prétend le syndicat, mais une usine d'expansion. Le Bureau du Commissaire général du travail accepte l'argumentation de la compagnie, ce qui lui permet de construire une usine non syndiquée :

« Comme je vous l'ai démontré dans mon témoignage : l'usine Grande-Baie fait partie du programme d'expansion et l'usine Grande-Baie a été construite pour répondre à l'expansion. Ceci ne veut pas dire que dans cinq (5) ou dans dix (10) ou dans quinze (15) ans, une autre usine ne sera pas appelée à remplacer des vieilles installations.[...] un de ces jours nos usines devront être remplacées comme, un de ces jours, l'usine Grande-Baie devra aussi être remplacée ». ²⁹

Pourtant, en 1975, Alcan, dans sa *Proposition pour l'implantation d'un nouveau complexe d'électrolyse et de transformation de l'aluminium au Saguenay, Québec*, présente la future usine comme un projet pilote du programme de reconstruction des usines canadiennes d'électrolyse, afin d'améliorer sa situation concurrentielle mondiale : « Une partie de la capacité de production de la nouvelle usine d'électrolyse est destinée à être intégrée au programme à long terme pour la reconstruction des usines » ³⁰. L'observation de l'évolution de la production, [49] de 1981 à 1989, fait voir une diminution graduelle à l'usine d'Arvida en faveur de l'usine de Grande-Baie.

Mais pourquoi Alcan décide-t-elle de relocaliser ses alumineries au SLSJ, alors qu'elle aurait pu le faire, dit-elle, à Bécancour (Québec) ou ailleurs dans le monde ? « Si la solution Bécancour a été écartée, la raison principale, c'est qu'on trouvait qu'il était socialement difficilement acceptable de construire une usine en-dehors de la région du SLSJ avec de l'énergie produite au SLSJ » ³¹. Cette déclaration d'Alcan confirme toute l'importance du facteur énergétique de même que la « sensibilité régionale » de la multinationale face aux conséquences sociales et politiques de ses choix de restructuration. L'utilisation de

²⁹ Bureau du Commissaire général du travail, 1982-12-16, vol. II : 442-443.

³⁰ Alcan, *Proposition pour l'implantation d'un nouveau complexe d'électrolyse et de transformation de l'aluminium au Saguenay, Québec*, Montréal, 1975 : 1.

³¹ Bureau du Commissaire général du travail, 1982-12-15, vol. 1 : 246.

l'expression « socialement acceptable » fait probablement allusion au fait qu'il est politiquement délicat de ne pas investir dans une région qui lui procure l'essentiel de son bénéfice net : 227 M\$ sur 443 M\$ (1987) ³², et cela dû en grande partie aux bas coûts d'électricité.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'Alcan jouit, à cause de l'exploitation de son propre réseau hydroélectrique, d'un avantage concurrentiel de tout premier ordre par rapport à l'ensemble de l'industrie de l'aluminium. Ainsi, le fait de posséder son propre réseau hydroélectrique ³³, avec une puissance installée appréciable, permet à Alcan de produire, dans les années 80, un kilowatt/heure au coût le plus bas au monde, dans la filière de l'aluminium, soit autour de 2,5 mills ³⁴. Ce que ne dément d'ailleurs pas Alcan ³⁵. Alors que pour l'ensemble de l'industrie mondiale de l'aluminium, le coût de l'énergie a doublé, entre 1970-1980 - ce qui [50] représente 35% de la facture ³⁶ dans certains cas -, Alcan n'a pas eu à subir d'augmentation substantielle de ce coût majeur de production, mis à part le relèvement des redevances gouvernementales québécoises sur l'utilisation des forces hydrauliques. La hausse mondiale du coût de l'énergie a été si importante dans les années 1970-1980 qu'elle a entraîné une relocalisation mondiale de l'industrie de l'aluminium. En effet, des pays producteurs d'énergie à bas coût comme le Canada, le Brésil, l'Australie ont vu naître de nouvelles alumineries et poindre de nouveaux producteurs, comme le démontre le cas du Québec.

L'avantage concurrentiel d'Alcan signifie un coût de revient de la tonne d'aluminium fort concurrentiel : « 50\$ à l'Alcan contre 300\$ pour ses concurrents américains et plus de 950\$ pour les alumineries

³² Le Quotidien, 1988-04-30.

³³ Dans les autres pays, où la Société Alcan ou ses filiales possèdent des usines d'électrolyse, elles achètent en tout ou en partie l'électricité, sauf en Angleterre ou en Écosse où elles exploitent des centrales au charbon ou hydroélectriques pour la totalité de leurs besoins. Alcan, *Rapport 10-K*, 1989 : 9.

³⁴ OCDE, 1983 : 35. 1 mill = 1 millième de dollar.

³⁵ Alcan, Mémoire présenté à la Commission élue permanente des *Richesses naturelles, des Terres et Forêts* qui étudie les politiques énergétiques du Québec, 1977 : 10.

³⁶ Nappi, C., 1988 : 187.

japonaises » ³⁷ (chiffres 1980). À plusieurs reprises ³⁸, ses administrateurs divulguent le secret de la performance d'Alcan au Canada et aux États-Unis, soit la propriété partielle ou totale des approvisionnements en énergie. Lors de la récession du début des années 80, la Compagnie a pu maintenir intacte sa capacité de production, contrairement à ses compétiteurs ³⁹. Il est indubitable qu'« Alcan jouit d'une rente enviable vis-à-vis les autres gros consommateurs d'énergie au Québec, vis-à-vis la concurrence étrangère dans l'industrie de l'aluminium » ⁴⁰. Cette rente, définie « comme la réduction du coût causée par la disponibilité d'énergie hydraulique » ⁴¹ s'avère la « clef de sa rentabilité » ⁴². À cet égard, il convient de souligner que la région du SLSJ, fournisseuse d'énergie, occupe une place centrale dans le procès de production Alcan : « La région a [51] toujours été et demeurera toujours l'assise majeure du réseau mondial d'Alcan » ⁴³.

Une des stratégies de la Compagnie consiste à miser sur l'avantage énergétique et sur l'augmentation de ses capacités de production hydroélectrique. Les récents discours du président d'Alcan (1988-1989), devant l'assemblée des actionnaires de la Société, rendent explicite cette stratégie visant à investir dans la construction de nouveaux barrages hydroélectriques ou dans l'amélioration de leurs performances. Car non seulement Alcan tire un avantage concurrentiel de sa production d'aluminium à bon marché, mais des profits importants de la vente d'électricité à des tiers, au Québec comme en Colombie-Britannique ⁴⁴. Un des objectifs serait d'y générer là un maximum de revenus en provenance de la vente d'énergie, avant son utilisation à

³⁷ *Commerce*, 1983 : 28.

³⁸ À cet effet, voir notamment l'article de la revue *Commerce*, 1984-07 : 27-28 et *Fortune*, 1983-02 : 124-130.

³⁹ American Metal Market 1982-08-06.

⁴⁰ CSN, Mémoire présenté à la Commission permanente des Richesses naturelles, des Terres et Forêts 1977 : 18.

⁴¹ Faucher, P. et J. Bergeron, 1986 : 42.

⁴² Voir Assemblée nationale, *Journal des Débats*, Commission permanente des Richesses naturelles, des Terres et Forêts, 1977 : B-251.

⁴³ *Le Quotidien*, 1998-04-15.

⁴⁴ Selon des estimations conservatrices, cela représenterait une moyenne annuelle de près de 100M\$ et ce pour l'électricité excédentaire produite au Québec.

des fins de production d'aluminium ⁴⁵. Au Québec, la production d'électricité dite excédentaire est vendue ou échangée en majeure partie à Hydro-Québec et à des tiers régionaux - les papetières, la Base de Bagotville, Elkem Metal - en vertu de contrats à court et long termes. La vente lucrative d'électricité excédentaire est une pratique qui remonte à l'acquisition et la construction des barrages. Tout ce qui touche directement (signature du bail de la Péribonca) ou indirectement (les audiences sur les berges du lac Saint-Jean [voir chapitre II] ou les explorations juridiques en vue d'aménager un nouveau barrage sur la Péribonca) la production hydroélectrique fait donc l'objet d'une attention systématique de la part de la Société.

L'accès à une énergie hydroélectrique abondante et bon marché est donc déterminante dans la relocalisation des usines d'électrolyse au Québec, notamment dans la région du SLSJ. Du moins les témoignages de la Compagnie, au sujet de l'usine Grande-Baie, vont-ils dans ce sens : « La raison [52] majeure c'est qu'on disposait, au Québec, d'une énergie que l'on produisait nous-mêmes [...]. La décision a été prise après la diffusion par le gouvernement d'une nouvelle politique de taxation sur l'électricité » ⁴⁶. Cette assertion rappelle que les investissements de modernisation servent de lieu de négociation, auprès du gouvernement du Québec, à l'égard des avantages consentis au chapitre de l'exploitation des forces hydrauliques. L'analyse de contenu des documents suivants le confirme : 1) la transcription des débats de la Commission parlementaire des richesses naturelles et des terres et forêts (1977) ; 2) le bail de la Péribonca (1984) ; 3) les audiences publiques sur le Programme de stabilisation des berges (1985). Ces trois événements, très significatifs du point de vue de la maîtrise régionale des retombées de l'exploitation des ressources naturelles et donc du développement, ont tous un point en commun : ils révèlent les termes de la négociation entre l'État québécois et la multinationale, plus précisément les avantages consentis à cette dernière à l'égard de l'usage privé du territoire et des forces hydrauliques, au cours des années 70-80.

⁴⁵ Propos rapporté par M. Martel dans le *Réveil à Chicoutimi*, 1989-01-31, à la suite de la lecture d'un document interne de Sécal se référant à Kémano (1988).

⁴⁶ Bureau du Commissaire général du travail, 1982-12-16, vol. II: 427.

Lors de la Commission parlementaire des richesses naturelles et des terres et forêts (1977), où la CSN avait demandé la nationalisation des centrales d'Alcan et le gouvernement suggéré le relèvement du taux des redevances statutaires sur l'utilisation des forces hydrauliques, le président de Sécal déclare :

« Nous avons un programme d'expansion, de modernisation et d'amélioration de nos usines au Québec, qui va naturellement dépendre de la disponibilité de fonds sur les marchés mondiaux, de la stabilité des relations de travail, et je devrais souligner, la sécurité de l'approvisionnement d'énergie » ⁴⁷.

Dans ce discours, Alcan suggère que ses investissements de modernisation au Québec seront conditionnels à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. La sécurité réfère [53] d'abord à la demande syndicale de nationalisation et, ensuite, aux conditions d'exploitation de cette énergie [cf. coût des redevances]. À une interrogation d'un membre de la Commission sur les effets d'une augmentation du coût des redevances sur le programme de modernisation et d'expansion - les redevances totalisaient 2,8 millions de dollars canadiens, selon une tarification datant de 1946 -, le directeur de Sécal répond : « En principe, chaque fois que nos coûts montent, c'est 1 dollar canadien [*de l'argent*] qu'on ne va pas dépenser [*pour la modernisation dans la région*] » ⁴⁸. Par ailleurs, à ce moment, Alcan a déjà acheté les terrains de la nouvelle usine de Grande-Baie et a accordé les contrats d'ingénierie.

Le bail de la Péribonca concernant les tarifs d'utilisation des forces hydrauliques de cette rivière a été renouvelé dans le plus grand secret, vingt-cinq ans avant la dernière échéance renouvelable, lors du débat public sur la gestion des ressources, soit précédemment à la tenue des audiences publiques sur les berges du lac Saint-Jean ⁴⁹. L'analyse du décret survenu entre Alcan et le gouvernement du Québec actualise ce

⁴⁷ C.f. Assemblée nationale, *Journal des débats*, 1977 : B-244.

⁴⁸ Commission permanente des Ressources naturelles..., 1977 : B-253.

⁴⁹ Aucune discussion publique n'a eu lieu et aucun acteur local, sauf quelques politiciens, ne connaissait la négociation autour du renouvellement de ce contrat, puisque ce dernier n'était pas parvenu à échéance.

lien avec les investissements de modernisation, puisque ces derniers deviennent une condition, cette fois de la part de l'État, pour le renouvellement de la location des forces hydrauliques de la rivière Péribonca. Avec ce bail, la multinationale s'assure un approvisionnement d'énergie pour les 75 ans à venir, à compter de 1984 :

« Le présent bail pourra à l'option de la compagnie, être renouvelé pour une durée additionnelle de vingt-cinq ans, à sa voir du 1^{er} janvier 2034 au 31 décembre 2058, à condition que la compagnie ait réalisé vers l'année 2015 un projet d'expansion et de modernisation évalué à trois (3) milliards de dollars (dollars de 1983) et devant porter la capacité totale de la compagnie [54] **au Québec** à environ 1,000,000 de tonnes métriques année. La compagnie entreprendra la construction d'une première usine, à savoir celle de Laterrière dès l'été de 1984, et la compagnie y effectuera les dépenses en immobilisations selon son rythme normal de construction d'une aluminerie » ⁵⁰.

C'est le ministre régional de l'époque et quelques politiciens qui ont négocié cette entente, très avantageuse pour la Compagnie, contre un projet de modernisation déjà entamé. À ce moment, les conséquences de la modernisation, en termes de pertes d'emplois directs et indirects n'avaient pas été évaluées ⁵¹. La négociation d'un maintien d'un niveau d'emploi aurait sans aucun doute assuré une plus grande stabilité économique qu'un niveau de production et d'investissements. Huit ans après la signature du bail, la production québécoise d'Alcan a atteint la vitesse de croisière de 600 kt/a, soit 60% de la capacité totale de production prévue dans le bail.

Dans le cas des audiences publiques sur la stabilisation des berges (1985), le lien est plus ténu dans le discours. Toutefois, l'enjeu pour la Compagnie est énorme : il s'agit de conserver les droits, acquis en 1922, sur la gestion du niveau du lac Saint-Jean, droits par ailleurs contestés par des municipalités, des groupes de riverains et des écolo-

⁵⁰ Bail de la Péribonca, 1984, L.Q., chap.19 : 88-89.

⁵¹ Selon un éditorialiste régional, les efforts de rationalisation sur la masse salariale au SLSJ représentent une économie de 100 M\$ par année (2, 000 emplois X 50 000 \$). Multipliée par trente-et-un ans (durée du bail), le résultat est d'environ 3 milliards \$, soit le montant des investissements de modernisation. *Le Réveil*, 1987-04-29.

gistes. L'argumentation de la Compagnie a consisté à démontrer que l'obtention d'un droit exclusif de gestion du niveau du lac, à la cote maximale de 17,5 pieds, lui est absolument nécessaire pour ses besoins de modernisation, bien qu'il ait été reconnu que la technologie de l'usine de Laterrière permettrait une économie d'énergie substantielle (380 MW contre 450 MW à Arvida), compte tenu du déplacement de la production :

[55]

« Question : Compte tenu de la modernisation future des usines, est-ce que l'Alcan aura les mêmes besoins, après la construction de Laterrière ou d'autres usines que vous avez planifiées ?

Réponse d'Alcan : Oui, c'est très clair comme question et de fait, après la construction de l'usine Laterrière, la totalité de l'énergie produite par Alcan servira à faire de l'aluminium. Actuellement ce n'est pas la totalité qui sert à faire de l'aluminium, ça peut servir à d'autres fins » ⁵².

Malgré une faible hydraulicité, due à un manque de précipitations à l'été 91, Alcan réussit à fournir de l'électricité à ses clients industriels et à l'ensemble de ses usines ainsi qu'à la nouvelle usine de Laterrière, et ce en écartant l'achat d'électricité à Hydro-Québec ⁵³. La position concurrentielle d'Alcan découle non seulement de l'exploitation privée d'un vaste réseau hydroélectrique mais d'un ensemble d'infrastructures qui a constitué, au fil des ans, un véritable monopole territorial permettant à la Société une activité spatiale intégrée régionalement.

Les bases du monopole territorial

Avant 1980, la multinationale Alcan a établi les bases de son monopole territorial, maillant, par ses nombreuses infrastructures, le territoire régional :

⁵² Québec, BAPE, Audiences publiques sur le programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, 1985-01-11 : 206, 207.

⁵³ Alcan, Rapport annuel, 1991 : 5

- * **6 centrales hydroélectriques** pour une puissance totale installée de 2 687 MW,
- * un **réseau de lignes électriques** desservant non seulement ses alumineries mais aussi des municipalités et des industries régionales,
- * un **réseau d'eaux contrôlées** (rivières et lac),
- * un **chemin de fer relié** au chemin de fer national,

[56]

- * un **port de mer** en eau profonde pour l'exportation de lingots et de produits régionaux et l'importation de matières premières, telles la bauxite et l'alumine,
- * deux **usines métallurgiques** : Arvida et Isle-Maligne,
- * un grand **centre de chimie inorganique** où est transformée de la bauxite en alumine, où sont produits du fluorure d'aluminium, du gallium et autres produits servant à l'industrie aérospatiale et militaire (Vaudreuil, Jonquière),
- * un **centre international de recherche** et de développement,
- * deux petites **usines de première transformation** : produits semi-finis, tels la tige d'aluminium, le câble électrique et des ébauches de relaminage,
- * et un **réseau de propriétés foncières** le long des cours d'eau et du lac Saint-Jean ainsi que dans les villes industrielles.

Avec les années 80, le paysage industriel se modifie. Non seulement deux nouvelles usines d'électrolyse se construisent, Grande-Baie (1981) et Laterrière (1989), mais le redéploiement régional d'Alcan sous-tend une diversification de sa production, notamment par l'implantation de petites usines technologiques sur le territoire de la ville de Jonquière :

- * **usine Dubuc** avec la production du dural ou duralcan, nouvel alliage composé de céramique et d'aluminium dont les

applications se retrouvent dans les secteurs de l'automobile, du sport, de l'aérospatial et du militaire ;

- * **Technologie C-Axis**, usine de matériaux de renforcement entrant entre autres dans le duralcan ;
- * **usine de traitement de l'écume** pour toutes les alumineries d'Alcan au Québec.

En résumé, le redéploiement de la production à l'échelle intrarégionale se manifeste par l'augmentation de la capacité de production, la décentralisation des opérations d'électrolyse, la création de petites usines technologiques et la modernisation d'un ensemble d'équipements allant du centre de calcination à l'usine de fluorure, en passant par l'agrandissement des centres de coulée.

[57]

Toutefois, cette restructuration industrielle entraîne nombre d'impacts socio-environnementaux de nature cumulative. Pour n'en mentionner que quelques-uns, soulignons :

- * la perte d'emplois (2 000 entre 1980-89),
- * les modifications dans l'aménagement du territoire (Laterrière, Chicoutimi),
- * les impacts sur l'environnement (diminution, d'une part, de la pollution, telle celle causée par les hydrocarbures aromatiques polycycliques [HAP], mais augmentation, d'autre part, des émissions totales, des rejets, de la production de déchets dangereux [brasques]),
- * les impacts sur les revenus fonciers et la répartition de l'assiette fiscale (augmentation de revenus pour certaines municipalités, telles Laterrière, Chicoutimi et Ville de La Baie, mais diminution pour Jonquière).

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Ce premier chapitre a d'abord permis une lecture plus théorique des tensions qui traversent la recomposition des territoires, soit celle de la mondialisation, de la singularité, de la perte de contrôle et de maîtrise du territoire, de la marginalisation et de l'équité. Ensuite, à partir d'une étude de cas, soit celle de la dynamique sociospatiale de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, nous avons examiné les formes concrètes et empiriques qu'empruntent ces tensions, notamment celles de la mondialisation et de sa contrepartie, la restructuration industrielle.

L'exploitation historique des ressources naturelles, l'augmentation des écarts sociaux et économiques entre la région du SLSJ et l'ensemble du Québec, la relocalisation intrarégionale de l'industrie de l'aluminium sont parties intégrantes de la dynamique sociospatiale du SLSJ. Cependant, le retournement territorial auquel nous assistons n'est pas uniquement dépendant de facteurs structurels, de pressions de globalisation ou de modes de gestion des ressources naturelles, mais aussi de rapports sociopolitiques, de facteurs endogènes et culturels locaux, bref d'une dimension plus qualitative, plus [58] fluide. Et il importe de mieux comprendre sa portée heuristique. Les chapitres II, III, IV illustrent finement comment sur le terrain se nouent et se dénouent les enjeux territoriaux. La reconstitution de ces enjeux, à partir des discours, des stratégies et des pratiques conflictuelles des acteurs territoriaux, révèle de façon concrète comment se recomposent les territoires.

[59]

La recomposition des territoires.

Deuxième partie

Récits et pratiques
d'acteurs locaux

[Retour à la table des matières](#)

[60]

[61]

La recomposition des territoires.
Deuxième partie :
Récits et pratiques d'acteurs locaux

Chapitre II

À la reconquête du Lac Saint-Jean

« J'ai découvert le lac en 1960. J'étais venu me baigner à Saint-Gédéon. Il y avait de belles dunes de sable. Pour moi c'était quelque chose qui n'existait nulle part ailleurs. Il n'y a rien de comparable au lac Saint-Jean. C'est quelque chose de formidable qui nous appartient et qui est unique au monde. C'était un acquis ; mais quand on a commencé à jouer dedans avec des roches, c'était plus pareil. Je voulais conserver le lac dans son état le plus naturel possible pour les générations futures ». ⁵⁴

[Retour à la table des matières](#)

⁵⁴ Entrevue n° 6.

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Le lac Saint-Jean, c'est une véritable mer intérieure d'eau douce dont le périmètre couvre 220 kilomètres de littoral, entaillé par quatre affluents majeurs. Seize municipalités bordent ses tributaires et ses rives tantôt légèrement escarpées, tantôt sablonneuses. Endroit de villégiature recherché tant pour la baignade, la voile que pour la pêche à la ouananiche (saumon d'eau douce), cet immense plan d'eau (5^e au Québec) symbolise « l'identité et l'appartenance des Jeannois et Jean-noises ainsi que tout un contexte historique de développement » ⁵⁵.

La qualité des plaines agricoles et l'accessibilité de ce plan d'eau ont incité plusieurs colons à s'y établir, peu après l'ouverture du Saguenay en 1838. Toutefois, l'exhaussement des eaux du lac en 1926, suite à la construction du barrage d'Isle-Maligne, a transformé cette mer intérieure en véritable [62] réservoir, inondant les terres agricoles et mettant fin au rêve des premiers pionniers. Les débuts de l'industrialisation au Saguenay-Lac-Saint-Jean entraînent une domestication de ce lac, c'est-à-dire son aménagement hydroélectrique pour les fins des industries des pâtes et papier et de l'aluminium ⁵⁶. Aujourd'hui, ce réservoir est intégré à un important complexe hydroélectrique, géré exclusivement par une compagnie, Alcan. Ce type d'aménagement a non seulement historiquement modifié l'organisation du territoire et des activités humaines locales, mais a orienté définitivement la dynamique sociospatiale régionale. Les aménagements hydroélectriques sur les rivières Péribonca et Saguenay et le maintien artificiel du niveau du lac à une cote maximale de 17,5 pieds ont influé sur l'exploitation agricole et forestière, les activités urbaines, touristiques et récréatives et accentué le problème de l'érosion des berges.

Les imposants travaux d'aménagement effectués par la compagnie afin de stabiliser cette érosion ont altéré irrémédiablement le caractère

⁵⁵ Idem.

⁵⁶ Ce relèvement artificiel du niveau du lac par la Quebec Development Corporation en 1926 a provoqué une opposition majeure entre les agriculteurs, les industriels et Québec (voir annexe 1).

naturel des berges - recouvrement en gravier et en perrés (grosses pierres) de plusieurs kilomètres de plages de sable - suscitant, à plus d'une reprise, le mécontentement des riverains voyant les berges reculées et conséquemment leurs propriétés endommagées. Au début des années quatre-vingt, la nouvelle législation québécoise en matière de qualité de l'environnement et notamment la procédure d'évaluation environnementale, soumettant ce type de travaux à un examen plus rigoureux et public, offrent un cadre structuré d'intervention pour le gouvernement et les populations locales. L'introduction de ces nouvelles règles du jeu change le rapport de force historiquement établi entre la compagnie et les communautés. Ces dernières, jusque-là privées de leurs capacités de remettre en question le mode de gestion privée des berges et du lac, ouvrent plus largement le débat ne se limitant pas à une simple critique de la proposition d'Alcan quant à son programme décennal de stabilisation des berges. Pour conserver [63] un climat sociopolitique régional positif à son égard, la Société affirme avoir trouvé un *modus vivendi* entre ses propres besoins, les pressions d'ordre environnemental, touristique et récréatif ainsi que les attentes des utilisateurs. La multinationale, propriétaire majoritaire des berges du lac Saint-Jean de même que des servitudes de baignage des berges ⁵⁷, adopte alors une stratégie discursive axée sur le compromis.

Pour réguler ce débat social rendu explicite et intense lors des audiences, le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) reçoit en 1984 un mandat ministériel de réconciliation des intérêts économiques, environnementaux et sociaux divergents. La gestion et l'exploitation du lac pour des fins strictement industrielles interfèrent de plus en plus à la fois avec une logique de préservation des écosystèmes biophysiques, une volonté de gestion partagée et intégrée des ressources de même qu'avec la perspective de nouvelles retombées économiques, pour les collectivités territoriales, suscitée par la vogue du récréotourisme. L'État, l'Alcan, les municipalités et les groupes de défense de l'environnement et des droits des riverains constituent les principaux protagonistes de cet enjeu territorial. Alcan, par le biais de sa filiale québécoise la Société de chimie et d'électrolyse Alcan (Sécal), agit à titre de promoteur pour l'aménagement des berges, de gestionnaire du lac, de propriétaire foncier et de producteur d'hydroélec-

⁵⁷ Droit d'inondation sans compensation pour les dommages matériels.

tricité. À la défense, les comités locaux et régionaux d'environnement. Quelque part entre les deux, l'État québécois intervient, par la voie de ses ministères de l'Environnement (MENVIQ), du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) et de l'Énergie et des Ressources (MER). Enfin, la quinzaine de municipalités directement concernées, entre deux représentations dominantes du lac, soit celle de réservoir soit celle de lieu de vie, se laissent courtiser à la fois par la multinationale et les opposants au mode de gestion privée, laissant à l'État central le soin de trancher le débat.

Au-delà de l'opposition entre des acteurs et des logiques d'aménagement et de développement, de l'issue de cet enjeu, [64] ce qui apparaît en filigrane c'est toute la dynamique des rapports sociospatiaux, médiatisée par ce mouvement incessant de conquête du territoire, voire de reconquête du Lac-Saint-Jean comme espace vécu.

UNE TEMPÊTE COMME LES AUTRES

[Retour à la table des matières](#)

Le 22 octobre 1979. Le lac Saint-Jean est presque au niveau maximum permis par l'arrêté en Conseil de 1922, soit 17,5 pieds. À Roberval, des vents d'ouest soufflent à 50 km/h. Une tempête s'annonce. Les vagues atteignent une hauteur d'un mètre. Escaliers, quais, arbres, terrains sont emportés à une vitesse foudroyante. En quelques heures, l'érosion ravage les berges aménagées des riverains de Saint-Henri-de-Taillon, de Saint-Cœur-de-Marie et de Saint-Méthode. À certains endroits, les flots déchaînés du lac érodent vingt pieds de terrain. Par hasard, un fonctionnaire du MENVIQ est sur les lieux.

« Ce jour de tempête d'octobre 1979, je prends des photos. Étant donné que je mène une étude sur le potentiel récréotouristique des berges pour le compte du MENVIQ et de l'O.P.D.Q., je circule dans le coin avec ma camionnette du gouvernement. Tout à coup, il y avait deux monsieurs qui couraient en arrière du véhicule. Qu'est-ce qui se passe ? J'arrête. Je n'étais pas certain. Ils avaient l'air vraiment en colère.

— Est-ce que ça va arrêter ça. Qu'est-ce que vous faites le ministère de l'Environnement ?

Une engueulade en règle.

— Peut-on se parler calmement ?

— Avez-vous vu le lac ? À 17,2 pieds avec une tempête, ne voyez-vous pas les dommages ?

— Oui, je les ai même photographiés.

Je leur explique ce que je fais et que le ministère de l'Environnement (à ce moment les SPEQ) ne connaît pas le problème.

[65]

Le lac Saint-Jean n'était pas alors une priorité au ministère.

— Par contre vous pouvez peut-être faire quelque chose. Vous avez une association. Vous êtes en maudit contre le ministère. Écrivez et plaignez-vous !

Le ministre Léger venait justement de faire le message à la population à l'effet que s'il y avait des problèmes, de le faire savoir au gouvernement. Alors les plaintes ont commencé à entrer au ministère. En décembre 1980, le sous-ministre m'a alors demandé.

— Qu'est-ce qui se passe au Lac-Saint-Jean

Je lui ai raconté l'histoire. D'autres personnes au ministère prenaient conscience du problème ».

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'il y a une tempête sur le lac et que des dommages importants surviennent lorsque le niveau du lac est haut ; de façon générale, l'automne et le printemps sont particulièrement propices à ces événements. Or, depuis quelque temps, la colère monte chez les Jeannois et Jeannoises. Ils en ont assez de déplacer régulièrement leurs chalets, leurs maisons ou de perdre leurs aménagements récréatifs en bordure du lac. Ils ne sont pas non plus très satisfaits de voir leurs berges recouvertes de gravier ou de gravillon ou de perrés pour contrer l'érosion grandissante. À cause principalement du mode de gestion du lac et des travaux d'Alcan, chaque année, l'étendue et la superficie de leurs plages de sable fin diminuent.

Au Lac-Saint-Jean, la question des berges a fait couler beaucoup d'encre en soixante ans d'histoire. Il ne faut pas oublier que l'inonda-

tion des terres agricoles et forestières de 1926 a soulevé des débats houleux à l'Assemblée nationale. « La tragédie du Lac-Saint-Jean » s'est même retrouvée au Conseil privé de Londres, portée par les agriculteurs (voir annexe I). La perte de cette cause est restée gravée dans la mémoire des pionniers, fils et filles d'agriculteurs. Propriétaires d'un petit lopin de terre cultivé en bordure du lac, ils [66] sont devenus, de génération en génération, le plus souvent locataires d'un petit espace de villégiature ou ont concédé à Alcan les droits de baignage de leur terrain. L'événement relié aux audiences publiques sur le programme de stabilisation des berges vient raviver cette page d'histoire, dans un contexte sociopolitique toutefois fort différent.

LE CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE DES ANNÉES 1970-1980

[Retour à la table des matières](#)

Avec les années 1970-1980, un nouveau contexte juridique prend forme : la loi sur la qualité de l'environnement (1972), la création du MENVIQ (1980), la réglementation sur les études d'impact et la politique d'assainissement des eaux (1980) rendent normatives, pour les agents privés et publics, les interventions en matière d'environnement.

Du côté social, l'équilibre des forces sociopolitiques régionales se modifie avec la naissance du mouvement écologiste régional. Entre 1978-1980, plus d'une cinquantaine de comités locaux d'environnement voient le jour au Saguenay—Lac-Saint-Jean, la région étant alors la seule à posséder un Conseil régional de l'environnement avec la région du Bas-Saint-Laurent. Déjà en 1978, ce Conseil demande au gouvernement québécois l'arrêt immédiat des travaux de stabilisation des berges, tant et aussi longtemps qu'une étude d'impact ne viendra pas faire le point sur la nature des travaux qu'exécute Alcan ⁵⁸. Quant aux comités locaux, ils travaillent à la sensibilisation et à l'éducation populaires, tout en exerçant des pressions sur divers paliers décisionnels.

⁵⁸ *Le Quotidien*, 1978-09-26.

À ce moment-là, des riverains commencent à manifester publiquement leur mécontentement face aux derniers travaux d'Alcan, soit le rechargement de plages avec du gravier ⁵⁹. Bon an mal an, depuis 1966, Alcan exécute des travaux de stabilisation sur les berges, selon des priorités qu'elle-même [67] établit. Par exemple, entre 1975 et 1980 inclusivement, près de 200 000 tonnes métriques de pierres et de gros gravier ont été déposées sur les berges ⁶⁰. En rapport avec la nature des travaux et les dommages subis par l'érosion, les riverains adressent des plaintes à Alcan. Toutefois, à cette époque, plusieurs se font éconduire sous prétexte que la compagnie est propriétaire et a des droits ⁶¹.

Avec la vogue du récréotourisme, la population locale prend conscience des autres potentialités du lac et des contraintes imposées par le mode d'exploitation industrielle de cette ressource naturelle. Cette prise de conscience est renforcée par les résultats des recherches effectuées par l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Eau) et le MENVIQ. L'étude menée par le MENVIQ, qui donnera naissance au rapport 19, émanait d'une demande du milieu, soit celle de la Conférence administrative régionale. L'OPDQ accepte alors de la financer, pendant trois ans, pour un montant d'un million. L'étude devra porter sur la qualité des eaux du lac, de ses tributaires (18 rapports) et une autre sur le potentiel récréotouristique des berges du lac, incluant les niveaux du lac, les travaux de stabilisation et la tenure foncière. Non seulement les fonctionnaires affectés à cette étude colligent des données techniques, mais ils circulent sur le terrain en partageant leur représentation du lac avec les citoyens : « On répétait sans cesse aux gens qu'ils avaient une richesse extraordinaire, avec leurs 144 km de plages de sable, les îles, le potentiel récréotouristique de pêche. On trouvait que c'était le paradis » ⁶².

Rédigé en 1980, le rapport 19 intitulé *L'étude préliminaire de la mise en valeur des rives du lac Saint-Jean*, signé par des fonctionnaires à l'emploi du MENVIQ (le ministère refuse de l'identifier à son

⁵⁹ Alcan, Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, (PSBLSJ), 1982, annexe 19 : 65.

⁶⁰ *Le Lingot*, 1981-10-14

⁶¹ Entrevues n^{os} 6-9.

⁶² Entrevue no 9.

nom), fait un constat surprenant dont plusieurs avaient déjà l'intuition : large privatisation des berges, travaux de stabilisation inadéquats, faible préservation du [68] caractère naturel des plages, forts potentiels récréatif et touristique.

« C'était la première fois qu'une étude permettait de conclure que c'était un lac privatisé. Mais à cause de ses conclusions, le rapport 19 a eu l'effet d'une bombe. [...] C'était la première fois qu'on établissait une problématique d'ensemble pour le lac Saint-Jean et des problèmes d'érosion avec des ouvrages plus ou moins adéquats. On a soulevé toute une série de questions ou d'interrogations pour lesquelles nous n'avions pas nécessairement de réponses, mais auxquelles une étude d'impact pourrait répondre ».

Les conclusions de ce rapport renforcent l'opinion publique devenue plus sensible à la problématique globale du mode industriel de gestion du lac et à l'état de plus en plus artificiel des berges :

« Nous remettons en cause tout le programme de réfection des rives de la Société Alcan. En effet, malgré la bonne volonté manifeste de celle-ci et l'argent investi (sic), les travaux de réfection nous apparaissent souvent inappropriés car on ne s'attaque pas au véritable problème. Il est clair en effet dans notre optique que ces situations anarchiques prévaudront tant et aussi longtemps que l'on persistera à maintenir le lac à un niveau maximum de 17,5 pieds. Il ne faut jamais perdre de vue non plus que la convention passée entre la "Quebec Development Company" et le Gouvernement de la province de Québec date de 1922 et qu'il était très difficile pour les autorités en place à l'époque de prévoir les conséquences négatives qui se font sentir aujourd'hui. Il est donc urgent de réexaminer cette convention dans le contexte de 1980.

[69]

Il est également permis de se demander si le maintien de la cote maximale à 17,5 pieds est absolument nécessaire pour répondre à la demande hydroélectrique des usines de l'Alcan ou si elle ne constitue pas plutôt une forme de garantie ou une marge de sécurité pour la production constante d'énergie hydro-électrique. [...]

Les rives du lac Saint-Jean possèdent un potentiel écologique et récréatif élevé. Elles subissent toutefois une pression de plus en plus forte

d'une foule d'utilisateurs dont les intérêts sont souvent divergents et qui se traduit par une détérioration graduelle des potentiels » ⁶³.

Il n'en fallait pas plus pour attiser la flamme des communautés. À cause même de ses conclusions, le rapport 19 connaît une distribution clandestine : officiellement, il n'est pas publié. Toutefois, deux cents copies circulent de façon restreinte : Alcan obtient une copie du rapport et qualifie certaines conclusions de tendancieuses, lors d'une entrevue à la radio locale ⁶⁴.

Pourquoi ce rapport est-il gardé secret par les autorités du MENVIQ ? Le contenu est-il si important qu'il puisse affecter la politique d'information du ministère ?

« À l'époque, il était plus réticent à dévoiler l'information ; il avait peur que certaines informations soient mal interprétées par la population, par des non-professionnels. Il craignait peut-être que ça interfère avec des actions posées dans le cadre du programme d'assainissement des eaux » ⁶⁵.

[70]

Des citoyens cherchent à se procurer une copie du rapport 19. Ils s'adressent au MENVIQ, après des démarches infructueuses auprès de l'OPDQ, commanditaire de l'étude.

« Paraît-il que ce rapport est entre les mains de la Société Alcan. S'il est vrai que la Société Alcan possède ce document, il est juste que l'O.P.D.Q. qui a mis des gros argents [sic] dans cette étude le possède aussi. Il serait juste que nous possédions aussi ce document et qu'il soit grand temps qu'il soit rendu public, puisque c'est avec l'argent (sic) du public qu'il a été constitué. [...] Nos demandes de maintenir le niveau du lac à 16 pieds sont corroborées par les conclusions du rapport, ainsi que bien d'autres de nos revendications pour la sauvegarde du lac » ⁶⁶.

⁶³ Québec, MENVIQ, 1980 : 123-124.

⁶⁴ *Le Quotidien* fait une série d'articles au sujet de ce rapport à l'automne 1980.

⁶⁵ Entrevue n° 9.

⁶⁶ Lettre de G. Leblanc au MENVIQ.

Cinq ans plus tard, lors des audiences publiques sur les berges, ce rapport demeure tout aussi politiquement controversé. Suite à une demande de dépôt officiel à la Commission d'enquête, le représentant du ministère de l'Environnement spécifie, à la demande de l'avocat d'Alcan ⁶⁷, que le rapport n'engage que ses auteurs et non le ministère. À la demande expresse de l'avocat d'Alcan, cette assertion est déposée par écrit auprès de la Commission. Conséquemment, la Commission ne pourra pas invoquer cette étude dans son rapport.

L'information détaillée contenue dans le rapport 19 a tout de même permis aux fonctionnaires d'amorcer des échanges avec la multinationale au sujet de la gestion du niveau du lac, des problèmes d'érosion et des travaux de stabilisation. Cependant, c'est surtout l'adoption d'une réglementation assujettissant les travaux sur des cours d'eau à l'évaluation et à l'examen des impacts sur l'environnement (L.R.Q., chap. Q-2, article 31.1) qui donne du poids à ces échanges et aux demandes des riverains. Désormais, Alcan devra soumettre ses travaux, de plus de 300 mètres sur les berges, à une [71] procédure d'examen et d'évaluation des impacts environnementaux, possiblement à des audiences publiques.

LE PLAN INITIAL D'ALCAN CONCERNANT LA STABILISATION DES BERGES

[Retour à la table des matières](#)

Malgré l'adoption officielle de cette réglementation environnementale (décembre 1980), Alcan dépose (mars 1981) un plan quinquennal de stabilisation des berges auprès du ministre. Le ministère refuse l'ensemble du plan car, d'une part, il existe une nouvelle réglementation et, d'autre part, les priorités établies par la Société pour la réfection des berges ne correspondaient pas, selon le ministère, aux problèmes et aux priorités vécus par les riverains. Alcan essuie une fin de non-recevoir pour ce premier plan :

⁶⁷ Transcription des audiences publiques, 1985-01-11 : 214.

« Les priorités (celles d'Alcan) sont contestées parce qu'elles sont basées sur les demandes des associations qui gueulent le plus fort et non pas sur de véritables priorités reliées à des urgences face à des problèmes d'érosion » ⁶⁸.

Tout de même, le plan initial d'Alcan n'est pas complètement inutile, puisqu'il sert à justifier la soustraction d'un certain nombre de travaux à la procédure réglementaire en cours. Cela provoque une clameur chez des riverains qui multiplient les démarches auprès des politiciens locaux et provinciaux pour éviter que des travaux se fassent juste avant le processus d'étude d'impact proprement dite.

Face à cette situation, une nouvelle association regroupant les propriétaires riverains, SOS Lac-Saint-Jean, demande au ministre de l'Environnement un moratoire sur ces travaux, jusqu'à la tenue des audiences publiques, alors prévues pour 1982. Des résidents de Saint-Henri-de-Taillon adressent aussi une requête au ministre de l'Environnement lui demandant de stopper les travaux d'empierrement et d'épandage de gravier que fait Alcan, arguant que ces méthodes détruisent [72] l'environnement et qu'elles ne donnent pas les résultats escomptés ⁶⁹. SOS Lac-Saint-Jean riposte auprès du ministre de l'Environnement :

« Monsieur le Ministre, les gens de chez nous n'acceptent plus de laisser massacrer le plus cher de leur patrimoine régional pour permettre à une compagnie d'arrondir ses profits afin de garder au niveau de la compétition mondiale le rang dont elle prend plaisir à s'enorgueillir. Le dégoût nous envahit rien qu'à penser que ces gens pourraient encore se permettre d'épandre du gravier sur des plages de sable fin, et ce avec la permission du gouvernement québécois ! [...] Il y a urgence non pas à protéger les berges contre un exhaussement des eaux du lac, mais bien à exiger l'abaissement des eaux à un niveau convenable jusqu'à conclusion d'une étude d'impact. [...] La population du Lac-Saint-Jean prend de plus en plus conscience de ce qu'elle a sacrifié jusqu'ici à même ses richesses naturelles sous divers prétextes. Elle est maintenant en état d'alerte Vis-à-vis les événements actuels relatifs à ce sujet » ⁷⁰.

⁶⁸ Entrevue n° 9.

⁶⁹ Lettre du 5 août 1981.

⁷⁰ Lettre du 7 août 1981.

Le nouvel organisme décide d'interpeller le président d'Alcan, accusant son entreprise de s'enrichir aux dépens du bien public et de faire des travaux peu ou pas efficaces, et menaçant de poursuivre la compagnie par le biais d'un recours collectif. Alcan justifie sa position pour l'exécution de ces travaux, en s'appuyant sur l'intérêt majeur de cette ressource :

« Le lac Saint-Jean est une ressource naturelle unique et un centre d'intérêt majeur. Personne n'en est plus conscient que nous. C'est pourquoi nous souhaitons pouvoir mener à terme [73] *notre programme d'amélioration et de consolidation des berges du lac Saint-Jean* » ⁷¹.

Finalement, un décret gouvernemental vient soustraire une partie des travaux de stabilisation des berges de la procédure d'évaluation environnementale. En vertu de la loi sur la qualité de l'environnement, « le Conseil des ministres peut, sans avis, soustraire un projet de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, dans le cas où la réalisation du projet est requise afin de réparer ou prévenir des dommages causés par une catastrophe naturelle ou appréhendée » (L.R.Q., chap. Q-2). C'est donc au nom d'une catastrophe appréhendée qu'il permet ces travaux à la veille de l'étude d'impact. En août 1981, Alcan installe donc 11 000 pieds de perrés et 17 900 pieds de gravier sur les berges du lac, soit l'équivalent d'environ 3% du périmètre du lac, au coût de 475 000\$. Cette opération de réfection des berges alimente un climat de mécontentement et de protestation de la part des organismes et riverains affectés, à la veille d'une vaste étude d'impact incluant aussi bien les dimensions environnementales que sociales, conformément à la directive du ministre de l'Environnement.

⁷¹ Alcan, Bulletin, 1981-09-17.

L'ÉTUDE D'IMPACT: DU TECHNIQUE AU SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Pour faire cette étude d'impact, Alcan engage le Laboratoire LaSalle et la firme la plus prestigieuse en matière d'environnement, la firme André Marsan et Associés, filiale du groupe Lavallin. Toutefois, l'annonce de cette vaste étude se fait dans un climat social tendu : le consultant essuie au départ une insulte publique mettant en doute son objectivité. Voyant l'ampleur du problème qui se profile derrière son mandat, qui au départ ne porte que sur l'érosion, le consultant, André Marsan, décide de prendre personnellement la direction de l'étude et de développer, pour la circonstance, une approche participative de consultation visant à identifier les attentes du milieu et les lieux possibles de consensus.

[74]

Toutefois, l'intégration d'une importante composante sociale ne découle pas d'un choix personnel du consultant ou du promoteur mais plutôt d'une directive ministérielle. Selon cette dite directive, les impacts sociaux doivent faire partie intégrante de l'étude d'impact. La directive précise la nature des impacts sociaux que devra comprendre l'étude d'impact :

« Pour ce qui est du milieu humain, vous ferez une description de tous les éléments sociaux, culturels et économiques pouvant être perturbés directement et indirectement par votre projet (utilisation du territoire, potentiels touristiques, valeurs récréatives, sociales et économiques des plages, patrimoine...).

Vous devez porter une attention particulière sur l'opinion et les attentes des associations de locataires et propriétaires de chalets autour du lac Saint-Jean ainsi que sur les municipalités et les différents organis-

mes locaux, face au programme de stabilisation prôné par votre Société » ⁷².

Un scénario sophistiqué de consultation (ateliers-miroirs, montages audio-visuels, cartes, rétroaction, consultation par secteurs et groupes d'intervenants) est élaboré par le consultant pour donner la parole aux citoyens sur leurs attentes et les solutions techniques proposées. Les Conseils régionaux de l'environnement, des loisirs et de la culture sont invités à participer à la mise en œuvre de cette consultation, en identifiant les personnes et organismes à interviewer. Aucun effort n'est négligé pour convaincre la population de la bonne volonté du Promoteur à résoudre le problème des berges. Pour la compagnie, il n'y a pas de risque à prendre avec une situation qui pourrait mal tourner ou affecter à la baisse les retombées économiques relatives à la production hydroélectrique.

[75]

« C'est important pour Alcan de régler le problème des berges et que les solutions soient socialement acceptées. Ils étaient prêts à mettre les efforts voulus car ils savent que c'est une épée de Damoclès qui pend au-dessus de leur tête et qui peut tomber éventuellement » ⁷³.

Et les moyens financiers de la compagnie sont là : un million de dollars pour l'étude d'impact et trois millions et demi pour l'ensemble de l'opération incluant la phase des audiences publiques. « Chaque fois qu'on dépassait le mandat, on allait voir Alcan pour lui demander son accord. Mais il n'y avait aucune contrainte d'argent. Elle était prête à mettre le paquet » ⁷⁴. Le problème des berges se révèle plus complexe que prévu et la dimension technique s'avère insuffisante pour régler le problème :

⁷² Alcan, PSBLSJ, annexe 17, Devis du ministère de l'Environnement du Québec, partie A.

⁷³ Entrevue no 9.

⁷⁴ Entrevue no 8.

« On avait répondu de façon vague, à savoir comment on allait résoudre techniquement le problème des berges. On avait confiance à l'époque qu'on pouvait résoudre tous les Problèmes complexes d'environnement. On n'imaginait pas toute la complexité du lac Saint-Jean » ⁷⁵

La dimension sociale de l'étude d'impact revêt une importance toute particulière dans la résolution du problème. Le vice-président régional de Sécal affirme :

« Le gros de l'étude d'ailleurs, ou la plus grande partie de l'étude est l'aspect social de la réfection des plages, parce que sur le plan technique quand même, ce sont des formules connues, on n'invente rien, mais sur le côté social c'est important et peut-être que dans le passé on ne s'est peut-être pas assez penché là-dessus, mais avec l'étude qu'on va entreprendre maintenant, [76] *on va examiner beaucoup l'impact social sur les travaux qu'on veut faire* » ⁷⁶.

Suite à une vaste consultation populaire, Alcan connaît maintenant en détail - secteur par secteur, association par association, meneur d'opinion par meneur - leurs perceptions de la problématique, leurs suggestions et interrogations sur le programme des travaux de stabilisation des berges, ainsi que leurs opinions sur la compagnie... Cela constitue une véritable mine de données pour Alcan : le compte rendu de cette partie de la consultation se retrouve à l'annexe 15 de l'étude d'impact et comprend 415 pages. La compagnie connaît si bien les opinions et les attentes qu'elle affirme lors des audiences publiques :

« Ça serait très surprenant qu'on entende quelque chose qu'on n'a pas entendu ! On a fait une recherche dans le milieu qui est complète, et je serais très très surpris de découvrir quelque chose de très nouveau dans les mémoires » ⁷⁷.

⁷⁵ Idem.

⁷⁶ CBJ-PADIO-CANADA, 1981-10-16.

⁷⁷ Transcription des audiences, 1985-01-11 : 90.

Par ailleurs, avec les résultats de cette consultation, Alcan réalise l'ampleur de l'insatisfaction accumulée par les citoyens et la « véhémence de leurs revendications ». Elle fait le constat, noir sur blanc, que les citoyens privilégient un niveau du lac plus bas pour réduire l'érosion : sur 1 849 membres d'associations de propriétaires ou de locataires, 1 506 membres soit 83% préfèrent un niveau entre 15,5 et 16,5 pieds. Alcan affirme : « La majorité des répondants pense que la baisse du niveau du lac est la façon la plus sûre de réduire l'érosion ».

Toutefois, en cours de route, le scénario de consultation élaboré par le consultant subit un revers. Alcan modifie son processus de consultation et décide de ne s'en tenir qu'à « une seule série de rencontres » ⁷⁸. L'étape prévue des « ateliers-miroirs » [77] disparaît. À partir de maintenant le contrôle de cette opération revient directement au président de Sécal et à son imposant service de relations publiques. La firme Marsan perd la responsabilité de la dimension sociale de l'étude. Cela constitue un point déterminant dans l'évolution de l'enjeu ⁷⁹. Un an plus tard, les trois conseils régionaux, engagés dans cette dynamique interactive, accuseront Alcan de ne pas avoir consulté véritablement la population ⁸⁰.

Mais pourquoi Alcan modifie-t-elle le processus de consultation initialement prévu ? Selon un acteur clé, Alcan craint que la consultation ainsi menée alimente une fermentation, un risque d'explosion sociale ⁸¹ : « À un moment donné, m'a-t-il dit, l'étude d'impact est partie avec de belles intentions démocratiques, mais il faut être pratique. On est assez avancé dans le processus et on n'a pas l'intention d'aller jusqu'au bout » ⁸².

Chaque stratégie ou intervention risquant de mettre en péril les retombées économiques de l'exploitation hydroélectrique doit être contrôlée. Dès lors, « la stratégie était approuvée au plus haut niveau, car il y avait des répercussions économiques importantes » ⁸³. Le plus haut niveau signifie le bureau du président d'Alcan à Montréal. Il y a

⁷⁸ *Le Quotidien*, 1982-07-27.

⁷⁹ Entrevue n° 8.

⁸⁰ *Le Quotidien*, 1989-08-30.

⁸¹ Entrevue n° 8.

⁸² Entrevue n° 9.

⁸³ Entrevue n° 10.

des hésitations et des réorientations au fil des événements : « Il y a tellement eu d'histoires que nous n'étions pas certains de ce qui se passait, même chez Alcan », confie un haut cadre de la maison-mère.

Le nouveau scénario d'approche sociale s'oriente vers une méthode plus neutre : un vaste sondage d'opinion comportant 50 questions est adressé à 1 965 riverains. Par ailleurs, la multinationale invite, à ses frais, une trentaine de représentants de la presse régionale, d'organismes et de collectivités locales à visiter le Laboratoire d'hydraulique LaSalle de Montréal, pour « échanger sur le sujet très ardu d'un modèle [78] réduit d'érosion et constater de première main la complexité technique de l'étude détaillée d'un plan d'eau à vocation multiple comme le lac Saint-Jean » ⁸⁴.

Alcan s'applique maintenant à conquérir des appuis du milieu, car elle sait que pour conserver ses droits et privilèges acquis en 1922, les appuis politiques locaux s'avèrent fondamentaux. La résistance s'annonce plus importante que celle envisagée, car déjà quelques municipalités ont donné leur appui à une association de propriétaires, en faveur d'une baisse du niveau du lac et même d'une révision des droits d'Alcan ⁸⁵.

La commande au service des relations publiques d'Alcan est ferme : pas question de perdre un pouce dans la négociation car le lac Saint-Jean, « c'est la raison principale pour laquelle Alcan est au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est là qu'on garde l'eau pour faire fonctionner les centrales » ⁸⁶. Et si le gouvernement s'avisait de recommander une baisse du niveau du lac, Alcan lui lance un avertissement, en rapport avec les conséquences de sa décision, lors des audiences publiques.

« Si y a pas d'eau dans les réservoirs, on ne fera pas d'électricité et si on ne fait pas d'électricité, on ne bâtit pas d'aluminerie, c'est sûr, c'est une réaction en chaîne. Mais quel doit être le niveau qu'on doit avoir dans le

⁸⁴ Alcan, *PSBLSJ*, annexe 18 :12.

⁸⁵ *Le Lac-Saint-Jean*, « Alma serait favorable à une loi qui limiterait les droits d'Alcan », 1981-09-16.

⁸⁶ *CJPM-TV*, 1981-10-16.

lac pour être capable de faire marcher nos alumineries ? On dit c'est à 17,5 pieds que là où notre chose va très très bien » ⁸⁷.

« S'il fallait baisser le niveau du lac d'une manière substantielle, il est évident qu'on aurait de la difficulté à faire marcher nos usines, et là ça pourrait compromettre des projets d'expansion [79] qu'on pourrait avoir dans le Saguenay—Lac-Saint-Jean » ⁸⁸.

En clair, Alcan met dans la balance son programme de modernisation d'usines et les investissements de remplacement versus sa gestion de la ressource eau en vue de sa production hydroélectrique (voir chapitre I). Dans ce contexte, le promoteur ne néglige aucune démarche susceptible de faire connaître cette position de négociation.

L'ACTION COLLECTIVE S'ORGANISE

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement à l'étude d'impact et à la consultation d'Alcan, la contestation s'organise ⁸⁹. L'argumentation selon laquelle la multinationale fait des « profits astronomiques à même les richesses naturelles » et détériore un « bien précieux » comme le lac Saint-Jean nourrit les demandes de révision des droits acquis d'Alcan quant à la gestion du lac et aux limites territoriales acquises avec les servitudes de baignage.

SOS Lac-Saint-Jean assume un leadership, confiante de gagner la partie. Malgré des moyens financiers plus que modestes, toutes les énergies disponibles sont mises en branle. Des tournées autour du lac

⁸⁷ CBJ-RADIO-CANADA, 1981-10-10.

⁸⁸ CKRS-TV, 1981-10-16

⁸⁹ Par ailleurs, un autre débat, soit celui sur l'aménagement de l'Ashuapmushuan par Hydro-Québec, pour des fins hydroélectriques, accapare une partie des forces vives de cette région. Les municipalités appuient le projet de barrage, à cause des allégations de retombées économiques. Au sujet de cette lutte, Denis Trottier affirme que le projet marque un point tournant dans la perception des questions environnementales : « dorénavant plus un politicien n'osera ridiculiser les écologistes, seuls quelques éditorialistes se le permettront » (1988 : 95).

sont organisées, afin de sensibiliser la population locale et les riverains : « On n'était pas suffisamment de monde et on n'avait pas assez d'argent. On est allé avec nos tripes et notre cœur, avec des vrais arguments. On a cru qu'on allait gagner jusqu'à la dernière minute » ⁹⁰.

[80]

Une demande d'appui est envoyée en 1981 à divers groupes sociaux et à tous les conseils municipaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean afin que ces derniers entérinent une résolution adressée au ministre de l'Environnement. Cette résolution exigeait une étude sur les droits de la Société et ses servitudes de baignage, afin de reformuler un nouvel arrêté en conseil limitant les droits acquis. Trois municipalités répondent favorablement à la demande d'appui.

La requête de révision des droits d'Alcan. sur le territoire est aussi adressée aux politiciens locaux et aux ministres provinciaux qui, sans trop s'aventurer, reconnaissent d'une part le problème des droits d'Alcan et d'autre part la qualité du travail des bénévoles :

« - Votre demande de révision des droits de l'Alcan relatifs au niveau des eaux du lac Saint-Jean n'est pas illégitime, ni déraisonnable. Mais il serait prématuré de toucher à ces droits au moment où il est en train de se faire une étude d'impact sur l'érosion des berges du lac. Ce qui ne vous empêchera pas de soulever cette question dans le cadre des audiences publiques qui suivront la remise de l'étude d'impact » ⁹¹.

« [...] Il est important, et le ministre de l'Environnement en est très conscient, de respecter les droits de la compagnie Alcan mais aussi de limiter ces droits dans une perspective raisonnable » ⁹².

« [...] En terminant, je vous félicite de vos efforts pour protéger un patrimoine naturel si magnifique. Il est maintenant acquis que le développement économique se fera en harmonie avec l'environnement et non à son détriment » ⁹³.

[81]

⁹⁰ Entrevue n° 4.

⁹¹ Lettre de Jacques Brassard, 1981-12-18.

⁹² Lettre de Michel Gauthier, 1981-12-08.

⁹³ Lettre de Bernard Landry, 1989-09-01.

« [...] Je voudrais tout d'abord vous féliciter pour le rôle éminemment utile que vous jouez dans notre communauté en consacrant tant de temps et d'énergie à défendre cet élément majeur de notre patrimoine naturel : le lac Saint-Jean. [...] N'est-il pas pour le moins "anormal" que ce soit l'Alcan elle-même qui soit responsable des jauges et de la collecte des données ? » ⁹⁴.

Des politiciens du Lac-Saint-Jean et quelques ministres encouragent discrètement les revendications des groupes sociaux. Toutefois, avec le temps, cet appui s'édulcore. Leur accord au bail de la Péribonca vient saper toute négociation virtuelle avec Alcan : « Les politiciens provinciaux, on ne les a pas vus. Le député Jacques Brassard a ramené de Québec le bail de la Péribonca, signé un an avant les audiences » ⁹⁵.

LA STRATÉGIE DU COMPROMIS DU PROMOTEUR

[Retour à la table des matières](#)

Malgré la complexité de la problématique, l'étude d'impact se réalise rondement. Quatorze mois après le début officiel de l'étude, soit en août 1982, c'est le premier dépôt du rapport préliminaire du consultant auprès du promoteur. Toutefois, ce premier rapport ne plaît pas entièrement au promoteur. Le consultant soumet trois scénarios de gestion du niveau du lac au promoteur : un à 17,5 pieds, un à 16,5 pieds et un autre à 15,5 pieds. Il doit refaire ses devoirs : « Comme il était difficile de respecter le niveau à 15,5 pieds, ils [Alcan] m'ont demandé de faire des scénarios où on pourrait dépasser pendant quelque temps, d'où les trois niveaux-cibles ajoutés » ⁹⁶. Dans la seconde version, le consultant élabore donc six scénarios de modes de gestion, dont celui privilégié par Alcan, soit le niveau-cible 17,5 (automne) / 16,5 pieds (été). En voulant réconcilier les intérêts non convergents de

⁹⁴ Lettre de Jacques Brassard, 1981-08-01.

⁹⁵ Entrevue n° 4.

⁹⁶ Entrevue n° 8.

la [82] compagnie et de la population locale, l'écriture de la conclusion s'avère difficile pour le consultant :

« Nous sommes aujourd'hui à la préparation de ce fameux rapport final et je peux vous assurer qu'il n'est pas facile de conclure. Nous faisons face à un problème difficile de conciliation entre de multiples exigences et attentes exprimés de toute part, lesquelles ne convergent pas toujours » ⁹⁷.

Une conclusion unique ne peut être dégagée car « aucun des modes de gestion étudiés n'offre de solution satisfaisant tous les critères à la fois » ⁹⁸. Des matrices d'évaluation sont élaborées par le consultant afin de déterminer le mode de gestion le plus performant. Du point de vue du « scénario social, la gestion sous le niveau maximal 16,5 pieds se dégage parce qu'elle est la seule à accumuler deux premières places » ⁹⁹. Du point de vue du scénario économique, le consultant met l'accent sur le conflit entre deux modes de gestion : à 17,5 pieds la génération d'énergie est maximisée tandis qu'à 15,5 pieds il y a des pertes de capacité de génération d'énergie mais l'érosion est minimale, ce qui diminue le coût des travaux de rechargement des plages ¹⁰⁰. Contrairement au promoteur, le consultant favorise un mode de gestion à un niveau maximal de 16,5 pieds. Il en est si persuadé que, même après la fin de son mandat, il revient régulièrement dans cette région pour rencontrer personnellement les organismes du milieu, afin de tenter de les convaincre d'adopter cette position lors des audiences. Cette solution lui apparaît comme celle remportant le plus large consensus dans la population.

Comme Alcan sait aussi que le choix majoritaire de la population consultée est en faveur d'un abaissement du niveau du lac, la compagnie élabore une nouvelle stratégie : la [83] stratégie dite du compromis. Cette stratégie consiste à adopter une rhétorique où le nouveau mode de gestion proposé implique théoriquement une baisse du lac :

⁹⁷ Lettre de A. Marsan, 1982-07-06.

⁹⁸ Alcan, *PSBLSJ*, Rapport synthèse, tome 1, 1983 : 241.

⁹⁹ Loc. cit.

¹⁰⁰ Ibid. : 243.

« Attendre que les eaux du lac atteignent un niveau-limite de 17,5pieds au printemps sous l'effet de la crue comme cela se passait souvent avant 1926. Quelques jours après la crue, abaisser progressivement le niveau-limite du lac sous les 16,5 pieds au plus tard le 1^{er} juillet et le maintenir à ce niveau pour le reste de l'année » ¹⁰¹.

La stratégie du compromis signifie un « deux pour un », c'est-à-dire qu'avec le mode de gestion d'Alcan, soit le niveau-cible 3 (scénario de mode de gestion proposé par l'étude d'impact), des travaux spécifiques de stabilisation seront effectués : 45 km de rechargement de plages avec du sable, 40 km de perrés dans les zones de non-villégiature et 9 km de blocs de béton dans les zones de chalets ¹⁰². Les travaux et le mode de gestion sont présentés comme un tout indissociable et non négociable. Le promoteur propose de réaliser des travaux à la satisfaction des riverains, en remplaçant les traditionnels blocs de béton et en revoyant sa méthode de rechargement des plages, c'est-à-dire du gravier recouvert de sable. Ces travaux de stabilisation s'étendront sur une période de cinq à dix ans à raison de 2,5 millions de dollars annuellement ¹⁰³. Avec l'ensemble de son programme de stabilisation des berges, Alcan allègue que pour l'avenir ce qu'elle offre « est plein de bon sens, réalisable, et a même l'avantage de permettre la mise en valeur des berges du lac Saint-Jean » ¹⁰⁴.

Avant même que le rapport-synthèse de son *Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social* soit accessible au public, Alcan annonce son choix de mode de gestion. Elle entreprend une vaste campagne de publicité afin de convaincre [84] la population du bien-fondé de son choix et de recueillir les premiers commentaires. La Société invite la population à venir à des rencontres publiques où elle explique son nouveau mode de gestion, soit le niveau-cible 3, solution qui se situe entre un mode de gestion à 16,5 et 17,5 pieds. Précédemment, elle n'avait fait que des rencontres privées avec les élus, qui n'avaient pas encore lu ou étudié l'étude d'impact. À la fin de cette

¹⁰¹ Édition spéciale du *Lingot*, 1983-09.

¹⁰² *Progrès-Dimanche*, 1983-01-30.

¹⁰³ *Le Quotidien*, 1982-12-04.

¹⁰⁴ Transcription des audiences, 1985-01-11 : 34

opération, Alcan annonce qu'elle accordera un nouveau délai pour recevoir d'autres commentaires ou mémoires ¹⁰⁵. Parallèlement, le service des relations publiques de l'entreprise cherche à obtenir des appuis par résolution auprès des municipalités et des MRC.

Le discours de la multinationale, axé sur la promesse d'un compromis - « Alcan baissera le niveau du lac » -, est largement diffusé lors d'opérations de publicité, à des heures de fortes cotes d'écoute, par la large diffusion d'un numéro spécial du *Lingot* (journal de l'entreprise), etc. Sous le thème « Un lac qu'on connaît mieux », le promoteur affirme que la solution de son mode de gestion, le niveau-cible 3, représente un compromis entre ses intérêts économiques et ceux de la population. Car ce niveau-cible pour la gestion du lac implique, selon Alcan, une perte de revenus liés à la production hydroélectrique. Cette perte théorique représente 13 mégawatts (MW), soit 0.5% de sa production, ce qui équivaut, au taux de remplacement d'Hydro-Québec, à un montant d'environ 2,5 millions de dollars canadiens. Toutefois, selon le MENVIQ, ces pertes devraient être plutôt évaluées à 5 MW ¹⁰⁶. Par ailleurs, le vice-président régional de Sécal avoue qu'une perte théorique de 13 MW n'aurait aucune influence sur les besoins de la compagnie à court terme. Malgré tout, il continue de soutenir avec véhémence que cette solution représente une équation entre les besoins en énergie de la compagnie et les attentes de la population.

¹⁰⁵ Loc cit.

¹⁰⁶ Québec, MENVIQ, 1985-06-10.

[85]

L'ATTENTE INTERMINABLE ET INEXPLIQUÉE DES AUDIENCES PUBLIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Il s'est écoulé deux ans entre le dépôt de l'étude d'impact et les audiences. Cet inhabituel laps de temps illustre la dimension à la fois complexe et politique de ce dossier. Été 1983. La population attend d'une semaine à l'autre l'annonce de la tenue des audiences publiques. L'annonce arrive finalement à l'automne 1984 sans qu'aucune explication officielle du retard ne soit donnée.

Que s'est-il donc passé entre décembre 1982, dépôt préliminaire des rapports-synthèses de l'étude d'impact, et janvier 1985, début des audiences ? Pourtant, dès le 31 août 1981, le sous-ministre de l'Environnement demande au service hydrique de préparer la position du ministère quant « au mode de gestion du lac Saint-Jean » en vue des audiences publiques ¹⁰⁷. En 1982, ce même sous-ministre annonce publiquement que des audiences devraient avoir lieu au cours de l'année suivante. Quelques mois plus tard, en tournée régionale, le président du Bureau des audiences publiques (BAPE) annonce la tenue prochaine des audiences.

Après le dépôt de la version préliminaire de l'étude d'impact par Alcan (déc. 1982), le promoteur est amené à déposer deux nouveaux documents : l'annexe 18, *Démarche sociale du promoteur*, et l'annexe 19, *Réponses aux questions complémentaires* du MENVIQ (été 1983). Les 58 questions complémentaires posées au promoteur concernent la gestion historique du niveau du lac et la capacité d'évacuation et d'énergie produite en fonction du débit de chaque centrale. La balle est maintenant dans le camp du MENVIQ. En regard de la procédure environnementale, la direction générale des évaluations environnementales du MENVIQ doit se prononcer sur la conformité et la recevabilité de l'étude d'impact par rapport à la directive ministérielle. Exceptionnellement, l'ensemble de cette procédure prendra tout près de deux

¹⁰⁷ Québec, MENVIQ, note de service, 1981-08-31.

ans avant d'être officiellement complété, depuis la consultation inter-ministérielle sur la version [86] préliminaire (déc. 1982) jusqu'à l'avis de recevabilité (oct. 1984), en passant par une série de rencontres et de discussions avec le promoteur sur l'évaluation des pertes énergétiques. En toute fin de parcours, le MENVIQ demande à des consultants externes des études sur la validation du modèle mathématique utilisé par le consultant ainsi qu'à Alcan une révision des calculs sur les pertes énergétiques relatives aux modes de gestion, selon un niveau du lac minimum constant.

Mais pourquoi ces études supplémentaires à cette étape finale (déc. 1983), alors que la question énergétique est identifiée et reconnue, depuis l'enclenchement du processus, comme la pierre angulaire du dossier ? Le ministère de l'Environnement du Québec demande de nouveaux calculs sur les pertes énergétiques :

« Lors des discussions entre le MENVIQ et Alcan, pour clarifier toutes les questions, ils ont dit [le MENVIQ] :

—Avant de vous donner le décret, on veut tout recalculer les modes de gestion hydraulique d'Alcan.

Cette question aurait dû être posée bien avant. Nous (le consultant) on a reçu les résultats de la gestion de M. Lemay.

Finalement, le MENVIQ a tout fait recalculer les apports d'eau dans le bassin et les effets sur le niveau du lac compte tenu de la demande de l'électricité sur une longue période de temps. Mais bizarrement, Alcan ne semblait pas trop ennuyée par ce revirement de situation » ¹⁰⁸.

Selon cet acteur, le promoteur accepte très bien les nouveaux délais. Selon un autre témoignage, ces délais au contraire renforcent les attentes d'Alcan :

« Avant les audiences, plus ça allait, plus le temps s'étirait. Le temps a joué en faveur [87] d'Alcan. Au fur et à mesure que le temps passait, ils (Alcan) reprenaient espoir. Ils voyaient qu'il allait se passer quelque chose, par exemple, un changement de gouvernement » ¹⁰⁹.

¹⁰⁸ Entrevue n° 9.

¹⁰⁹ Idem.

Ce délai est encore amplifié lorsque le promoteur refuse de déposer officiellement son étude d'impact tant que les résultats des nouvelles études commandées par le MENVIQ ne seront pas connus et discutés ¹¹⁰. Une fois cette exigence du promoteur remplie, le sous-ministre de l'Environnement doit l'inciter, par écrit, à soumettre l'étude d'impact. Finalement, le 7 septembre 1984, Alcan dépose la version officielle de son étude : 3 rapports-synthèses de plus de 500 pages, un résumé et 20 annexes techniques pour un total de plus de 2 000 pages. Six semaines plus tard, le MENVIQ émet l'avis de recevabilité de l'étude d'impact, qu'il juge « digne de mention au point de vue de la qualité et de l'effort consenti pour cerner le problème d'érosion » ¹¹¹, et, simultanément, le ministre annonce la tenue prochaine (janvier 1985) des audiences publiques.

Entretemps, au printemps 1984, la multinationale a négocié, pour une deuxième fois, une exemption par autorisation spéciale du gouvernement du Québec (décret), pour des travaux urgents de stabilisation sur cinq sites : 800 mètres de perrés, 91 mètres de gravillon et la construction d'un épi.

Du côté des communautés, la recherche d'une position solidaire continue à alimenter les interventions. Trois mois après l'annonce des résultats de l'étude d'impact, SOS Lac-Saint-Jean publicise sa position et organise aussi sa tournée d'information : il dénonce la consultation partisane d'Alcan et, du coup, affirme que l'érosion est due essentiellement au haut niveau du lac et que son abaissement demeure la solution la plus valable et la moins coûteuse pour enrayer l'érosion. L'étude d'impact est analysée : « *On a passé l'étude de fond en comble, page par page, avec des petits ciseaux, afin de tracer [88] les recoupements ; car eux, ils avaient tout fait pour ne pas faire les recoupements. Tout était traité séparément* » ¹¹².

Malgré tout, la solidarité entre les forces populaires locales ne s'étend pas à l'ensemble de la région et de ses réseaux : « C'est beaucoup plus une solidarité entre groupes d'individus ayant les mêmes objectifs, qu'une solidarité régionale. Tu as différentes classes d'individus, les élus politiques sont habituellement solidaires les uns des

¹¹⁰ Québec, MENVIQ, 1985-11-07.

¹¹¹ BAPE, transcription des audiences publiques, 1985-01-11 : 26

¹¹² Entrevue n° 4.

autres et les groupes écologistes le sont entre eux » ¹¹³. Le soutien ne dépasse pas les frontières de la sous-région du Lac-Saint-Jean. Selon le responsable du dossier des berges dans un organisme parapublic, la situation précaire de la solidarité entre les deux sous-régions reproduit la division intrarégionale de la production instaurée par la firme :

« La dimension énergétique aurait pu être discutée aussi au Saguenay. On a le Saguenay et le Lac-Saint-Jean et on dirait que les deux ne se mêlent pas. [...] Alcan c'est elle qui a créé la division entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean : des barrages ont été mis au Lac-Saint-Jean et le développement industriel s'est fait au Saguenay. Il y en a encore qui ne l'acceptent pas et avec raison » ¹¹⁴.

De son côté, Alcan, étude d'impact en mains, décide d'organiser des rencontres publiques (janvier 1983). Toutefois, selon les comptes rendus journalistiques, les rencontres publiques organisées par Alcan ne remportent pas le succès escompté. Les participants aux rencontres font preuve de scepticisme quant au compromis présenté par la compagnie et critiquent la manière de faire les travaux dans les années précédentes. Toutefois, ils se montrent plus favorables aux prochains travaux de stabilisation qu'Alcan entend effectuer. Un des experts d'Alcan présent aux rencontres raconte :

[89]

« Les gens n'avaient pas confiance à Alcan. Les gens ne croyaient pas aux solutions. Ils croyaient que tout était "paqueté" Ils croyaient que c'était possible un niveau à 15,5pieds. Ils ont raison : tu défais la Grande et la Petite Décharges et tu pourrais gérer à 15,5 pieds. C'est une question de choix économique : perte d'eau donc d'électricité. Il faut creuser le canal pour laisser passer plus d'eau dans le Saguenay et ça, ça coûte cher. À 15,5 pieds, il n'y a plus rien à faire (en terme d'érosion), compte tenu des risques de tempête.

¹¹³ Entrevue n° 5.

¹¹⁴ Idem.

On sentait à un moment donné (lors de la tournée d'information) que ça commençait à glisser. Les gens sentaient qu'Alcan s'éloignait. Le vent a changé avec le climat [la proximité des élections québécoises] » ¹¹⁵

Des rencontres plus informelles sont mises sur pied par le service de relations publiques auprès des municipalités. Dans cette symbolique « traversée du lac Saint-Jean » ¹¹⁶, les opposants craignent le pire :

« Ça nous a coupé l'herbe sous les pieds quand Alcan a commencé à faire sa série de représentations autour du lac, dans les diverses municipalités. De bons dîners étaient offerts ; vers la fin, quand il restait certains dossiers à débloquer, il y avait des ententes particulières » qui étaient prises avec certaines municipalités ou organismes pour des festivals, projets, etc. On n'a pas de preuve spécifique pour le dossier des berges, mais ça s'est intensifié à ce moment » ¹¹⁷.

[90]

Ce qui fait dire à SOS Lac-Saint-Jean et aux trois conseils régionaux qu'il ne s'agit plus ici d'un processus de consultation où les citoyens sont des partenaires du processus décisionnel, mais davantage d'une « consultation-lobbying où l'art consiste plus à vendre une position à une population » ¹¹⁸. Selon certains acteurs, Alcan a entrepris une sorte de campagne de charme auprès des groupes de riverains et des municipalités pour vendre des ententes à la pièce, pour défaire le consensus et les amener à accepter leur mode de gestion ¹¹⁹ : « certaines municipalités ont manqué de clairvoyance ; elles se sont fait avoir par l'appât immédiat du gain » ¹²⁰.

¹¹⁵ Entrevue n° 8.

¹¹⁶ La traversée du lac Saint-Jean est une compétition internationale de nage qui a lieu à chaque été.

¹¹⁷ Entrevue n° 2.

¹¹⁸ *Le Quotidien*, 1983-08-30.

¹¹⁹ Entrevues n° 4, 5, 8, 9.

¹²⁰ Entrevue n° 9.

La sollicitation d'appuis de la part de la multinationale auprès de la population porte relativement fruit : huit municipalités, deux MRC, une chambre de commerce, trois organismes socio-économiques, six associations de riverains et six autres organismes ont envoyé une lettre au service des relations publiques de Sécal. Cependant, le contenu est peu uniforme : tantôt il s'agit de félicitations pour l'étude d'impact, tantôt d'un appui inconditionnel au programme de stabilisation des berges ou à une position précise quant au mode de gestion. Certains manifestent une opinion timorée, telle la Corporation municipale de la ville de Saint-Félicien qui, tout en accordant son appui à Alcan pour stabiliser les berges du lac Saint-Jean, lui suggère une baisse du niveau du lac ¹²¹. D'autres encore, sollicités par Alcan peu de temps après le dépôt de l'étude d'impact préliminaire, croient appuyer une diminution de 50% de l'érosion (Métabetchouan), alors qu'en réalité la baisse ne sera que de 16,1% si le niveau proposé par Alcan est entériné par le gouvernement ¹²².

À quelques semaines des audiences, d'autres organismes font connaître publiquement leur position. Ainsi, le Conseil régional des loisirs (CRL), qui travaille en concertation avec [91] les municipalités et les MRC dans le secteur du récréotourisme, propose un niveau à 16,5 pieds maximum pour l'année (même position que le consultant), arguant que ce niveau s'avère le plus susceptible de concilier les intérêts sociaux, environnementaux et économiques de la région. L'opinion publique se mobilise devant l'intensité du débat : quelque 10 000 personnes signent une pétition demandant un niveau maximum à 15,5 pieds, position adoptée par les organismes environnementaux. Finalement, une cinquantaine d'associations appuie cette dernière position.

À quelques jours des audiences, un flottement persiste quant à la réelle mobilisation de la population : une trentaine de personnes seulement se sont présentées aux centres de documentation. Devant cette situation jugée inquiétante, les groupes environnementaux réitèrent leur offre aux groupes ou personnes qui auraient besoin d'aide pour comprendre les 2 000 pages que totalise l'étude d'impact ¹²³. Quelques jours avant le début de la première partie des audiences, les écologis-

¹²¹ Résolution n° 83, 153.

¹²² Alcan, *PSBLSJ*, tome 1, 1983 : 203.

¹²³ Le Lac-Saint-Jean, 1984-12-12.

tes tentent de former un front commun aligné sur les attentes des riverains ¹²⁴.

LES AUDIENCES PUBLIQUES : UN LIEU DE MÉDIATION SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

Le mandat que le ministre de l'Environnement donne au Bureau des audiences publiques (BAPE) revêt un caractère particulier. Non seulement parce que c'est l'un des plus importants confiés jusqu'à maintenant, mais à cause de la nature même du mandat. En effet, le ministre souhaite que la procédure enclenchée puisse « concilier les intérêts environnementaux, sociaux et économiques de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean », conciliation souhaitée par le promoteur ¹²⁵.

[92]

Pour présider cette délicate mission de médiation ou de conciliation, le ministre désigne la vice-présidente du BAPE, Louise Roy, comme présidente de la Commission. La Commission chargée de faire enquête situe « son mandat dans le cadre de la recherche d'un compromis qui soit aussi respectueux que possible de l'environnement naturel unique que constituent le lac Saint-Jean et ses rives » ¹²⁶. Pour la vice-présidente du BAPE, c'est la population qui sera l'interlocutrice privilégiée lors des audiences.

Le BAPE est conscient de son rôle de régulateur et de la portée historique de l'audience : elle sera l'occasion « de faire état des transformations et du cheminement qui ont marqué l'évolution de la région depuis le début du siècle jusqu'à nos jours » ¹²⁷. Cette prise en considération du « caractère unique » du dossier amènera la Commission à traiter l'étude d'impact en regard d'un contexte plus global, questionnant alors les droits acquis d'Alcan sur ce territoire, la tenure des ter-

¹²⁴ *Journal de Québec*, 1985-01-05.

¹²⁵ Entrevue n° 8.

¹²⁶ BAPE, *Rapport d'enquête et d'audience publique*, 1985 :1.

¹²⁷ *Ibid.* : 5.

res, les mesures du niveau du lac et la production hydroélectrique d'Alcan, etc. Ce qui fera dire à Alcan que le BAPE dépasse son mandat ¹²⁸.

Le mandat du BAPE s'inscrit dans un contexte politique incertain, puisque les futures élections provinciales pourraient retarder la décision gouvernementale. Alors, plusieurs intervenants se demandent quel conseil des ministres prendra la décision concernant les berges et ses rives, et selon les recommandations de quel ministre de l'Environnement.

La première partie des audiences

L'ouverture des audiences publiques a lieu le 11 janvier 1985. Toute la région est aux aguets. Il s'agit d'un événement historique. Les audiences sont télédiffusées et plusieurs émissions portent sur le sujet. Peu de journalistes de la presse nationale assistent aux audiences, malgré des efforts en ce sens de la part des opposants. Toutefois, les médias et [93] les participants régionaux remplissent la salle. L'aménagement de la salle suit un protocole préétabli : à l'avant, au centre, les quatre membres de la Commission d'enquête. D'un côté, cinq spécialistes gouvernementaux et de l'autre le promoteur avec seize consultants.

Avant le débat public, la présidente de la Commission annonce les règles du jeu : chaque personne peut poser trois questions au promoteur et aux personnes ressources, afin de préparer la production de leur mémoire pour la deuxième partie des audiences. Par la suite, le ministère de l'Environnement est invité à faire état de la démarche que suit le gouvernement du Québec dans le présent dossier. En fait, il s'agira plutôt d'un rappel historique des lois, d'un survol des fonctions et pouvoirs du MENVIQ et du cheminement technique du dossier des berges du Lac-Saint-Jean. Peu sur le rôle joué par les citoyens dans ce dossier et encore moins sur les objectifs poursuivis par le ministère. Pendant cette audience, le MENVIQ entend apporter des réponses, des analyses et des éclairages.

¹²⁸ Entrevue n° 9.

La présentation subséquente, soit celle du promoteur, identifie clairement les balises de sa participation à l'audience. C'est le vice-président régional de Sécal, filiale d'Alcan, qui prend la parole. L'intervention du vice-président consiste davantage à donner le ton sur les limites et les objectifs de la compagnie dans cette audience qu'à expliquer la position spécifique sur le programme de stabilisation des berges. Comme Alcan l'a déjà fait savoir par le biais des médias, il n'est pas question d'y « négocier » ou d'y faire de « nouveaux compromis ».

« C'est la première fois qu'Alcan se retrouve devant le Bureau des audiences publiques sur l'environnement du Québec [...] Que recherchons-nous par ces audiences ? D'abord nous y sommes pour y échanger sur le mode de gestion du lac et sur le programme de stabilisation des berges. Nous y sommes aussi pour concrétiser le consensus nécessaire et tant souhaité par tous. [...] La réalisation au cours [94] des trois dernières années, de l'étude d'impact a constitué une immense source d'apprentissage et d'acquisition de connaissance pour l'entreprise et la population. Cette connaissance exceptionnelle est maintenant disponible pour tous et constitue, nous croyons, un ajout précieux au patrimoine régional » ¹²⁹.

Pour Alcan, sa contribution régionale est déjà faite avec l'étude d'impact et les travaux de stabilisation qu'elle est prête à payer (40 millions de dollars). Quant au compromis, il réside dans le choix du mode de gestion, soit le niveau-cible 3, et l'entreprise annonce que cette position est désormais non négociable.

« L'Alcan ne se présente pas aux audiences avec une position de négociation [...] C'est dans la conciliation des besoins, des facteurs divergents que réside la seule approche viable dans ce dossier, et nous estimons avoir fait cet effort de conciliation » ¹³⁰.

Alcan spécifie clairement qu'elle désire par-dessus tout conserver ses acquis et ses droits concernant la gestion du lac et la production hydroélectrique. Baisser le niveau du lac pour contrer les effets négatifs de l'érosion est loin d'être la solution privilégiée :

¹²⁹ BAPE, transcription des audiences, 1985-01-11 : 30.

¹³⁰ Ibid. : 35.

« C'est bien sûr que si le problème se situait à trouver un moyen de contrer l'érosion, la solution serait de baisser le plus bas possible le niveau du lac, et ceci nous permettrait, en même temps, de limiter les travaux de réfection et de réparation.

Mais, madame, sachez que ce n'est pas notre mandat. Notre mandat est celui d'établir un niveau du lac et une liste de travaux permettant [95] de protéger les berges du lac Saint-Jean, d'évaluer les inconvénients que doivent subir les utilisateurs, incluant l'Alcan, et de les faire connaître » ¹³¹.

Pourquoi donc maintenir un niveau du lac si haut et faire des travaux de stabilisation des berges pour quelques millions par année ?

« La proposition d'Alcan constitue un changement important par rapport à notre position antérieure, c'est-à-dire à notre mode de gestion passé. Vous savez que le niveau idéal, pour nos fins propres, s'est toujours situé au niveau maximum lorsque possible ; c'est à ce niveau qu'Alcan évite les pertes énergétiques et peut donc maximiser sa production d'énergie et, par voie de conséquence, sa production d'aluminium.

[...] La perte que subira Alcan en limitant sa production d'électricité se fera sentir, à court et moyen termes, et même à long terme, en perte de capacité de production de l'aluminium et, par voie de conséquence, en pertes de retombées économiques pour la région » ¹³².

La seule évocation de perte d'emplois dans une région industriellement peu diversifiée, captive et chroniquement en chômage fait évidemment frémir. Le vice-président de Sécal tente de démontrer à la Commission et à la région que la perte d'électricité conséquente à la baisse du niveau du lac se traduira par une diminution de la production d'aluminium et donc par une perte d'emplois et de retombées économiques. S'il réussit cette démonstration, la partie est presque gagnée. D'autant que la multinationale s'enorgueillit de son appartenance culturelle et de la nouvelle entente sur la Péribonca :

¹³¹ Ibid. : 32.

¹³² Ibid. : 34.

[96]

« Alcan est née au Québec, elle fait partie aujourd'hui du patrimoine collectif, et elle a bien l'intention d'y rester. C'est dans cet esprit d'ailleurs qu'elle vient de renouveler, pour les prochains soixante-quinze ans, avec le gouvernement du Québec, l'entente sur l'utilisation de la rivière Péribonca » ¹³³.

« Comme en 1922, le gouvernement actuel s'est montré favorable à notre demande et a renouvelé, sous conditions, l'entente pour 50 ans, avec possibilité d'extension pour un autre quart de siècle.

Pourquoi le gouvernement a-t-il souscrit à notre argumentation ? Pourquoi a-t-il permis à Alcan de conserver son propre réseau hydroélectrique ? D'une part, parce que nous produisons cette électricité exclusivement pour des fins de développement industriel [...]

En somme, ce renouvellement du bail de la Péribonca, n'est-il pas une preuve tangible que la société est globalement satisfaite du comportement d'Alcan dans la conduite de ses affaires au Québec ? » ¹³⁴.

Alcan se présente donc aux audiences avec une position ferme : il y a déjà eu un compromis sur le choix du mode de gestion et ce dernier est appuyé par une étude scientifique. Il n'est donc pas question maintenant de négocier. Alcan considère qu'elle a fait son bout de chemin et que c'est à la population de faire le reste, car elle ne peut faire seule le compromis.

« L'Alcan était prête, à ce moment-là (lors du sommet économique de 1984), et demeure prête aujourd'hui à contribuer à trouver cet équilibre (entre les besoins économiques, environnementaux et de loisirs de la région).

[97]

Mais l'Alcan ne peut l'assumer seule, d'autres doivent y contribuer. Il est essentiel que ce soit bien compris. L'Alcan ne se présente pas aux audiences avec une position de négociation » ¹³⁵.

¹³³ Ibid. : 35.

¹³⁴ Alcan, Document position..., 1985 : 6.

¹³⁵ Loc. cit

Après les présentations d'usage de la Commission, du MENVIQ et du promoteur, la discussion s'amorce avec la salle. Un des premiers thèmes abordés est la cogestion du lac. Plusieurs organismes régionaux voudraient que la gestion du lac ne relève plus seulement de la multinationale, mais d'un comité tripartite. La présidente demande : « Est-ce qu'Alcan accepterait de gérer le lac dans le cadre d'un comité de gestion conjoint ? » :

« — C'est une question fort complexe. Comité de gestion ça veut dire beaucoup beaucoup de choses. Si c'est de l'information, c'est un comité d'information, [...] on pourrait en parler [...]. S'il fallait que ce soit géré par un comité de gestion, disons qu'il y en a un comité de gestion qui doit s'asseoir à toutes les fois qu'il y a un changement, le territoire est assez grand [500 km sur 200 km]. Et nous autres, on voit pas très bien comment ça pourrait marcher. Et c'est pour cette raison que nous sommes assez catégoriques là-dessus, et nous ne voyons pas du tout comment un comité de gestion ou un comité de cogestion pourrait venir régler une problématique qui est loin d'être définie.

Tout au contraire, on prétend que le gouvernement, en nous accordant un droit d'opérer un réservoir, il faut le faire à l'intérieur des conditions qui sont dictées, ça on en convient. On doit rendre compte finalement de notre gestion, de la manière dont on fait les choses, [98] mais avec les autorités élues, les autorités en place » ¹³⁶.

Au lieu d'un comité de gestion, la compagnie préférerait donc informer la population par l'entremise des MRC. Cette interrogation suscite des précisions sur la façon dont Alcan entend consulter les collectivités locales et les riverains ; d'abord, les gouvernements élus, ensuite, informellement les riverains :

« À la base, disons que nous [Alcan], on a comme principe de travailler avec les gouvernements élus, les gouvernements en place. Ça veut dire que les gouvernements qui nous concernent, nous, c'est, d'une part les municipalités, les M.R.C et finalement, le gouvernement provincial. Mais finalement, il y a les riverains là-dedans. [...] Nous avons une équipe de

¹³⁶ *bid* : 95-98.

trois personnes qui sont constamment autour du lac, ils arpentent le lac, ils font le tour régulièrement et ils sont au courant de ce qui se passe » ¹³⁷ .

La manière de mesurer le niveau du lac est remise en question, car cela pose problème aux riverains qui veulent connaître les relevés journaliers. C'est Alcan qui assure le relevé journalier du niveau du lac et qui a le contrôle sur les instruments de mesure. Il y avait précédemment des jauges que tout citoyen pouvait facilement lire en des points donnés. Depuis, ces dernières ont été remplacées par des jauges automatiques, ce qui fait que les riverains ne peuvent plus avoir accès à la lecture du niveau du lac. De plus, qui peut garantir la fiabilité de ces jauges ? À cette interrogation, un ingénieur d'Alcan répond :

« Je vous signalerai que le problème, le plus gros problème qu'on a eu, c'est avec la station de vent, o.k. ! Effectivement, il y a eu quelques [99] *problèmes également avec la station de niveau, mais c'est la preuve qu'on s'en occupe.*

(L'intervenant) — Madame la présidente, étant donné que ces jauges automatiques il faut les accepter, c'est de l'automatique, c'est Alcan qui les a posées, et c'est très dispendieux. Pour monsieur-tout-le-monde, est-ce que ça serait possible d'avoir une bonne vieille échelle comme il y avait il y a à peu près trente-cinq, quarante ans, à l'abri du vent, à l'abri des vagues, sur laquelle nous pourrions lire la hauteur et le niveau du lac ? » ¹³⁸ .

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la mesure du niveau du lac dépend de ces jauges et est fondamentale dans l'enjeu, puisque les droits de gestion d'Alcan - et par conséquent ses interventions - sur la cuvette du lac Saint-Jean sont déterminés à partir d'une mesure très précise, légalement définie. Cette mesure, basée sur différentes cotes de niveau, fixe les droits respectifs des parties ¹³⁹. Comme le contrôle de la mesure relève du principal intéressé, certains prétendent que le zéro de Roberval, unité de référence arbitraire établie originellement

¹³⁷ *Ibid.* : 338-339.

¹³⁸ *Ibid.* : 161-162.

¹³⁹ BAPE, *Rapport d'enquête et d'audience publique*, annexes, 1985 : 43.

(1913) sur le quai Scott de Roberval, aurait été manipulé. Ce zéro, qui sert de référence pour fixer les différentes limites (servitude de baignage et niveau maximal du lac), est mis en doute par plusieurs intervenants, mais ne donne lieu ni à une preuve de manipulation, ni à une preuve d'erreur en regard des contrats de 1922, selon les experts cités.

Les droits de propriété des riverains suscitent une vive discussion entre la salle et le promoteur. Encore là, « le doute persiste sur la réelle étendue des propriétés d'Alcan sur les rives » ¹⁴⁰. Cette question ne peut être vraiment élucidée lors des audiences, ce qui fait noter à la Commission, dans son rapport, qu'à première vue, les droits de propriété des [100] riverains apparaissent réduits et confus, recommandant alors au gouvernement une recherche plus approfondie à ce sujet ¹⁴¹. Comme la cote de niveau en pieds sert à définir les limites de propriété, la présidente demande si cette dernière pourrait être préjudiciable aux riverains ?

« — La société Alcan achète une servitude de baignage de la cote dix-sept et demi (17 1/2) à vingt-deux (22), mais s'il y a une érosion et un recul, il y a deux (2) mètres qui partent, mais on est toujours encore à dix-sept (17) et vingt-deux (22). De sorte qu'on disait. Ça peut devenir préjudiciable.

— Alors au fond, c'est préjudiciable, si je comprends bien, dans la mesure où le terrain s'érodant...

— Oui

— ...la servitude de baignage verticale s'applique sur la bande de terrain...

— Recule toujours

— C'est ça. La servitude de baignage recule avec le terrain qui recule » ¹⁴².

Là-dessus Alcan préfère ne pas répondre immédiatement, soulignant qu'il est difficile de commenter un texte qui n'a pas été vu (Alcan n'avait-elle pas déjà lu et commenté publiquement le rapport 19 en 1980-1981 ?). Le lendemain, à la réouverture des audiences, les avo-

¹⁴⁰ BAPE, *Rapport d'enquête et d'audience publique*, 1985 : 1.9.

¹⁴¹ Ibid. : 1.20.

¹⁴² BAPE, transcription des audiences, 1985-01-11 : 221.

cats d'Alcan expliquent qu'avec la courbe de niveau établie dans les rapports de l'arpenteur-géomètre de 1926, il serait assez facile aujourd'hui pour les propriétaires riverains de délimiter « exactement » les limites de leurs propriétés, sinon, « un arpenteur-géomètre pourrait facilement tracer une ligne de démarcation là, puis indiquer où est rendue l'érosion aujourd'hui » ¹⁴³.

[101]

Comment serait-il possible, dans un contexte d'érosion et après tant d'années, pour un arpenteur-géomètre, de retrouver des vestiges précis tels des repères d'arpentage ou des coins de construction d'époque, afin de retracer cette ligne pour certifier des limites de propriété, selon la description apparaissant aux contrats ratifiés en 1926 ? De plus, compte tenu des moyens techniques du temps, il est peu vraisemblable que cette ligne, qui délimite le lac sur une distance de plus de 200 kilomètres, ait été arpentée.

Et les propriétaires riverains qui se plaignent d'avoir subi des pertes de terrain ? La présidente, interrogeant le promoteur à ce sujet, reçoit cette réponse de son avocat :

« Madame la présidente, il faut jamais non plus perdre de vue qu'en front des propriétés riveraines, des propriétés privées, nous avons des servitudes de baignage. [...] Maintenant, écoutez, vous me dites, est-ce que c'est possible ? Je ne peux pas vous répondre non, c'est impossible, je ne peux pas vous répondre ça. Mais ce que je peux vous dire cependant, c'est qu'il n'a jamais été porté, il n'a pas été porté à ma connaissance que nous grugions du terrain de propriétés privées, mais c'est pas impossible » ¹⁴⁴.

Entre 1964 et 1981 au moins, 41 km de côte ont été érodés, soit 22,4% du littoral. « Les principales zones affectées correspondent aux secteurs suivants : pointe Saint-Méthode, Saint-Prime, pointe Chambord, Desbiens, Saint-Henri-de-Taillon, Pointe-Taillon, zone à l'est de la rivière Mistassini » ¹⁴⁵. « Y'a des places où ça a reculé d'une centaine de mètres. On peut projeter dans le futur et dire que ça reculera

¹⁴³ Ibid. : 21.

¹⁴⁴ Ibid. : 28.

¹⁴⁵ Alcan, *PSBLSJ*, annexe 4, 1983 : 22.

d'autant. Ça n'arrêtera pas, mais ça avancera moins dans le temps », affirme le consultant.

[102]

Cette question de l'érosion et du recul dramatique des berges cause tout un émoi dans la salle, lorsque le consultant affirme qu'à moyen terme (1 à 10 ans) certains bâtiments de Saint-Cœur-de-Marie seront menacés de disparition. À la réouverture des audiences (troisième jour), sur demande du promoteur, le consultant rectifie son affirmation : l'érosion ne pourrait survenir que dans quatre ou six siècles. Dans cet écart énorme où se situe la bonne réponse ? Quant à Alcan, elle qualifie de malheureux le fait que cet incident se soit déroulé devant les caméras de télévision ¹⁴⁶.

Alcan est propriétaire de 97% des servitudes de baignage et gestionnaire exclusif du niveau du lac. À ce titre, « Alcan n'aurait-elle pas une responsabilité civile en regard des dommages causés aux riverains, propriétaires ou locataires ? » interroge la Commission. Et l'avocat du promoteur de répondre :

« La responsabilité civile, telle que prévue au Code civil de la province de Québec ne s'applique pas dans le dossier C'est qu'en 1922, lorsqu'on a consenti, si vous voulez, le droit à Alcan ou à ses auteurs d'exhausser les eaux du lac Saint-Jean, on a aussi, évidemment, consenti à ce que l'Alcan érode certaines terres et cause un certain dommage. Maintenant, ces dommages causés aux riverains devraient être compensés non pas en vertu des dispositions du Code civil du Québec, mais en vertu de la Loi sur le régime des eaux.

Or, la Loi sur le régime des eaux prévoit que dans le cas où on érode des terrains, dans le cas où de l'érosion s'effectue, l'utilisateur des ressources hydrauliques doit s'entendre avec le propriétaire pour obtenir la propriété du terrain baigné ou du terrain érodé, et l'utiliser évidemment dans le futur à titre de servitude.

[103]

Alors c'est ce qui a fait que passé la cote 17,5, nous avons, sur à peu près l'ensemble du territoire, sauf à certains endroits, des servitudes de baignage qui vont souvent jusqu'à 22, 22,5 et 25.

¹⁴⁶ *Le Soleil*, 1985-01-14.

[...] En d'autres termes, l'Alcan n'a aucune obligation légale de faire des travaux de stabilisation des berges.

[...] L'Alcan est tenue d'acheter la partie de terrain érodée du propriétaire, et de s'entendre avec lui. Ça peut même aller jusqu'à l'expropriation, s'il y a pas entente, ce qui n'a jamais été fait » ¹⁴⁷.

Malgré ces allégations de la part de l'avocat d'Alcan, la Commission n'est pas convaincue. Elle dénote une confusion persistante, en ce qui a trait aux droits des riverains. Quant au gouvernement du Québec, principal propriétaire (27,7%) après Alcan, il avoue n'exercer aucune surveillance sur ses terrains, puisqu'il a renoncé à toutes formes d'indemnité auprès d'Alcan, en regard de l'érosion de ses terrains, qu'ils soient de nature récréative (ex. parc Pointe-Taillon) ou autres ¹⁴⁸.

Deuxième journée des audiences. La reprise se fait sous le signe d'une demande de mise au point, adressée au promoteur industriel, par la présidente de la Commission du BAPE. Soulignant un certain nombre d'imprécisions quant à sa proposition de mode de gestion, la présidente demande de préciser noir sur blanc son niveau-cible 3, et « d'évaluer sa performance, de la même façon, par rapport aux mêmes critères qui ont servi dans l'évaluation des autres scénarios qui sont étudiés dans l'étude d'impact » ¹⁴⁹. « Cet avertissement, s'il n'était pas pris au sérieux, compromettrait même la continuité des audiences », suggère la présidente.

[104]

La compréhension du compromis Alcan

Dans la salle comme à la table des commissaires, plus d'un se demande où réside le compromis Alcan, puisque des spécialistes en hydraulité du MENVIQ ont précédemment affirmé que le niveau-cible 3, mode de gestion du promoteur, correspond ou est très voisin du

¹⁴⁷ BAPE, transcription des audiences, 1985-01-11 : 184-186.

¹⁴⁸ *Ibid.* : 315

¹⁴⁹ *Ibid.* : 2.

mode de gestion historique, c'est-à-dire très proche de la gestion que la compagnie a exercée jusqu'à maintenant.

Ce choix de mode de gestion ne correspond pas à celui estimé comme le plus performant du point de vue du consultant. Car, affirme le promoteur, il serait impossible de gérer de façon réaliste à un niveau maximum de 16,5 pieds. Le niveau à 16,5 pieds maximum, bien que le plus performant, selon l'étude d'impact, ne s'avère pas satisfaisant pour Alcan, du point de vue de sa production hydroélectrique. Du début à la fin, elle défend une solution hybride : le niveau-cible 3. L'insistance qui est mise sur ce choix de mode de gestion démontre que cela est très important pour la compagnie, voire ses bénéfices. Car si pour produire de l'aluminium il faut beaucoup d'électricité (15 000 kW/h pour une tonne d'aluminium), le coût de revient du kW/h détermine, dans une large mesure, sa marge de profits.

À une question d'un commissaire, le promoteur avoue que son objectif premier est de produire au maximum de l'électricité. Comme il gère un bassin versant aussi grand que le Nouveau-Brunswick, un faible écart dans le mode de gestion pourrait chambarder sa production d'électricité. Sensibles à cette réalité, à plusieurs reprises les environmentalistes tentent de connaître l'ensemble de la production hydroélectrique par rapport à l'utilisation réelle pour la production de l'aluminium. Or toute l'électricité produite ne sert pas qu'à la fabrication de l'aluminium, mais pour des ventes à des tiers, notamment aux papetières régionales et à l'Hydro-Québec. Cherchant à faire divulguer ces chiffres, SOS Lac-Saint-Jean talonne le promoteur :

[105]

« — Est-ce que l'électricité qui sert à produire de l'aluminium est entièrement utilisée dans les usines de la compagnie Alcan du Saguenay—Lac-Saint-Jean ?

— L'électricité qui est produite au Saguenay—Lac-Saint-Jean ne sert pas uniquement au Saguenay—Lac-Saint-Jean [aux usines]. Il sert à l'ensemble des installations québécoises de l'Alcan. [...] C'est qu'avec des arrangements que l'on a faisais avec Hydro-Québec, la quantité d'électricité qu'on a besoin à Shawinigan et à Beauharnois nous est fournie par Hydro-

Québec, et en échange, on leur redonne l'électricité ici, au Saguenay. [...] c'est qu'on s'échange des biens, mais sans aucun échange d'argent » ¹⁵⁰

Cependant, les réponses ne concordent pas toujours d'une fois à l'autre. Les ventes, achats et coûts d'électricité demeurent un secret industriel jalousement gardé.

« — Je n'ai pas dit que l'Alcan n'achetait pas d'électricité de l'Hydro-Québec ; j'ai dit que l'Alcan ne fabriquait pas d'aluminium avec l'électricité de l'Hydro-Québec. [...] on en achète, mais on n'en achète pas pour faire de l'aluminium » ¹⁵¹.

Il y aurait donc des achats et reventes à l'Hydro-Québec ¹⁵². Il y a aussi un certain imbroglio sur les chiffres concernant la quantité de kW vendue à des tiers. Le promoteur soutient qu'il fournit 190 mégawatts (MW) d'énergie ferme, ensuite que les papetières utilisent 156 MW et enfin un participant relève, dans une publication officielle du *Lingot*, des ventes de 277,7 MW pour 1981, ce qui n'est pas démenti.

[106]

Alcan vend donc un surplus d'énergie à des tiers, mais en même temps certifie qu'elle aura besoin de toute l'électricité qu'elle produit, une fois la modernisation de ses usines complétée.

« Et de fait, après la construction de l'usine de Laterrière, la totalité de l'énergie produite par Alcan servira à faire de l'aluminium. Actuellement, ce n'est pas la totalité qui sert à faire de l'aluminium, ça peut servir à d'autres fins » ¹⁵³.

Précisément, quelles sont donc ces autres fins ? Que rapportent-elles ? Les audiences ne permettent pas de faire la lumière sur cet

¹⁵⁰ *Ibid.* :459-460.

¹⁵¹ *Ibid.* :428

¹⁵² *Ibid.* :455.

¹⁵³ *Ibid.* : 207.

élément déterminant dans le choix de solutions pour la gestion du lac Saint-Jean et l'aménagement des berges.

Le contenu de cette première partie des audiences fourmille d'interventions et de questions à l'intention du promoteur. Afin de pouvoir donner la parole à tous ceux qui l'ont demandée, la commission ajoute deux nouvelles séances de travail. Pareille participation populaire est mémorable dans toute l'histoire du BAPE ! Malgré ses appréhensions par rapport à cette première partie des audiences, où les actions et les intentions d'Alcan sur la gestion du territoire sont passées au peigne fin, le promoteur tire son épingle du jeu. À la suite de ce marathon de questions, Alcan souhaite que « le dialogue franc des derniers jours contribuera à instaurer une meilleure relation entre Sécal, les riverains et les utilisateurs du lac » ¹⁵⁴. Quant aux citoyens et associations, le gros du travail reste à venir, car il leur faut maintenant rédiger les mémoires pour les présenter lors de la deuxième partie des audiences.

La deuxième partie des audiences

Le BAPE s'attendait à recevoir une soixantaine de mémoires. Finalement, 107 mémoires sont déposés, auxquels s'ajoutent [107] cinq interventions verbales et deux pétitions (10 000 et 3 000 signatures). Lors des huit séances itinérantes, les commissaires reçoivent plus de 2 200 pages de documents. La majorité des mémoires provient, par ordre décroissant, des riverains, des MRC et municipalités, du milieu environnemental et faunique, des usagers, du milieu socio-culturel, économique et du loisir ¹⁵⁵. Pour la Commission, il est clair que la très grande majorité souhaite une baisse du niveau du lac. La commission retient « qu'à un niveau constant de 16 pieds, une bonne partie des citoyens et des groupes trouveraient satisfaction » ¹⁵⁶. Ceci représente en quelque sorte une moyenne. Dans les faits, il y a des positions qui diffèrent, telle celle du principal protagoniste, SOS Lac-Saint-Jean.

¹⁵⁴ *L'Hebdo du Lac*, 1985-01-23.

¹⁵⁵ Québec, BAPE, *Rapport d'enquête et d'audience publique*, annexes, 1985 : 21.

¹⁵⁶ Ibid. : 27.

« La recommandation centrale concerne l'abaissement du niveau maximal du lac Saint-Jean à 15,5 pieds, et le maintien d'un minimum garanti à de 14,0 pieds en juillet et août suppose la révision de l'Arrêté en Conseil de 1922. La position que nous présentons aujourd'hui a reçu l'appui de 78 organismes et associations qui représentent au total 21 645 membres.

Le rehaussement et la régularisation des eaux du lac Saint-Jean en 1926 à un niveau maximal de 17,5 pieds furent à l'origine de nombreux drames sociaux d'importance qui ont marqué la population régionale. [...] Encore aujourd'hui, l'érosion arrache chaque année des berges plus de 200 000 M³ de sable.

L'érosion des berges du lac Saint-Jean constitue hors de tout doute possible un problème collectif d'une rare envergure, comme en témoigne d'ailleurs le caractère tout à fait historique du processus des audiences en cours. [...] L'envergure des travaux réalisés à ce jour [108] *témoigne sans équivoque de l'influence érosive du niveau trop élevé du lac.*

SOS Lac-Saint-Jean recommande :

— que seuls les travaux urgents de stabilisation de berges et seuls les travaux de réfection et d'ensablement en zone de plages très utilisées soient autorisés au cours des cinq premières années ;

— que toutes les zones de plages peu ou moins utilisées du pourtour immédiat du lac, incluant Pointe-Taillon et Pointe-Racine, soient incluses au programme ;

— que les îles privées ou publiques à fort potentiel récréatif soient incluses au programme ;

— que les perrés soient prohibés dans toute la zone de plages de sable, du moins pour les cinq premières années du programme ;

— que l'utilisation du gravillon et du gravier soit prohibée dans toute zone de plages de sable.

Près des trois quarts (70%) des riverains installés au lac depuis au moins 1975 ont déjà subi des pertes de terrain ou de plage. Près de la moitié (45%) de l'ensemble des riverains ont enregistré au cours des dernières années d'autres dommages pour lesquels ils ont assumé des déboursés totalisant 2 000 000 \$.

Nous rappelons que le lac Saint-Jean représente avant toute chose un bien collectif précieux sur lequel toute la population dispose d'un droit de regard légitime ».

Les positions des municipalités et des MRC, par rapport au programme de stabilisation des berges, témoignent d'une grande diversité quant aux choix et aux solutions à apporter. Toutefois, un lieu commun les caractérise : la plupart se servent des audiences pour faire état de leurs demandes particulières ou récriminations envers Alcan. Par exemple, la Corporation municipale de Chambord appuie les travaux de [109] stabilisation, mais elle veut qu'Alcan enlève les perrés et les remplace par des structures plus environnementales et plus sécuritaires, « afin de remettre en état toutes les plages propres à la baignade », les travaux précédents ayant porté atteinte à la valeur récréative de ces plages. Le niveau idéal du lac devrait se fixer entre 16,5 et 14,5 pieds, car jusqu'à maintenant,

« de nombreux acres de terres agricoles ont été noyés par les hauts niveaux, les rendant presque irrécupérables [...]. La protection des berges est tout aussi importante, sinon plus, que de produire de l'électricité pour l'Alcan. Le lac Saint-Jean est un don précieux que la nature dans sa sagesse a mis des milliers d'années à réaliser pour le bien de la faune, de la flore et des gens. Est-ce qu'Alcan doit être la plus forte ? », demande la Corporation municipale de Chambord.

À la suite d'une consultation auprès de ses agriculteurs (130) et de ses associations de riverains, la Corporation municipale de Saint-Méthode n'est « pas d'accord à ce que le niveau de 17,5 soit constant. Elle recommande des niveaux de 17 et 16 pieds ». Un trop haut niveau nuit à l'agriculture et à la vocation récréotouristique, affirme la municipalité de Saint-Méthode :

« Considérant que cette vocation est très reliée à la gestion utilitaire du niveau du lac Saint-Jean, la municipalité de Saint-Méthode a été sacrifiée en 1926- 1928 pour permettre le développement de l'industrie lourde au Saguenay (inondation du village). Nous n'acceptons pas d'être sacrifiés de

nouveau par une gestion des eaux du lac Saint-Jean à un niveau trop haut. Ce qui ferait disparaître les secteurs de villégiature existants » ¹⁵⁷.

La Corporation municipale de Sainte-Monique recommande que le niveau maximum du lac soit maintenu à 15,5 pieds, car le lac « est un site naturel qu'il est important de conserver et de protéger, un site de loisir unique, et que de nombreux propriétaires voient leur terrain s'éroder, un lac qui devrait aussi être géré comme tel » ¹⁵⁸. Elle reproche à Alcan d'avoir proposé un compromis et, avant toute négociation, d'avoir déterminé de façon unilatérale le niveau à 17,5 pieds. La municipalité de Saint-Gédéon demande aussi que le programme de stabilisation des berges soit démarré en toute urgence afin de préserver le caractère de villégiature de la municipalité. Elle se dit prête à considérer la proposition Alcan selon certaines conditions : remettre les plages à un niveau de qualité qui prévalait historiquement, reconnaître une zone agricole et des cas particuliers.

La municipalité de Saint-Henri-de-Taillon, qui voit sa population doubler en été, a deux préoccupations principales dans le cadre de ce projet d'aménagement : sa marina et ses plages. Un niveau trop bas amènerait selon elle des problèmes de surveillance des plages (utilisation de voitures motorisées) et de prises d'eau potable. Elle s'associe au mode de gestion proposé par Alcan, demandant cependant la disparition du gravier sur les plages. La municipalité de Saint-Prime a des appréhensions quant au mode de gestion d'Alcan. Elle souhaite une gestion du lac à un niveau plus bas, pour augmenter la superficie des plages avec un minimum garanti de 14 pieds en été, pour l'approche des bateaux de plaisance à la marina. Une diminution de la durée de la crue du printemps protégerait contre les impacts négatifs au point de vue écologique. Cette municipalité ne souhaite pas le maintien d'un niveau élevé du lac, car cela a des conséquences nuisibles sur le potentiel de ses terres agricoles. En conséquence, il est recommandé que le promoteur s'engage à créer un comité de gestion où siègeraient les municipalités, à titre de partenaires. Par voie de résolution, la municipalité demande à Alcan de ne plus céder de droits sur la tourbière et

¹⁵⁷ Mémoire de la Corporation municipale de Saint-Méthode, 1985

¹⁵⁸ Mémoire de la Corporation municipale de Sainte-Monique.

l'ensemble du territoire de Saint-Prime, sans l'approbation du conseil municipal.

[111]

Du côté de la municipalité d'Hébertville Station, on réclame dans les plus brefs délais des travaux de rechargement des plages avec du sable et la disparition des roches et perrés laissés lors des travaux précédents. Elle propose que le niveau du lac, lors de la crue printanière, soit à un niveau maximum de 17,5 pieds et redescende pour le 15 juin, à un niveau de 16,5 pieds pour une gestion réelle de 16 pieds. Elle demande aussi la formation d'un comité de gestion multipartite, composé des MRC, des ministères, des organismes régionaux de développement et d'utilisateurs. Quant à la ville d'Alma, qui avait été une des premières à remettre en cause les droits d'Alcan, elle ne se prononce ni sur le programme de stabilisation des berges, ni sur le mode de gestion proposé par Alcan.

La ville de Métabetchouan, accusant aussi une détérioration de son potentiel socio-récréatif et économique, demande que le rechargement des plages se fasse en sable et que le gravier autrefois épandu soit déplacé. Quant au mode de gestion, la ville réclame une baisse du niveau du lac, car « les berges reculent plus rapidement en utilisant le lac comme réservoir plutôt que de le laisser à son état naturel ». La ville de Mistassini veut maintenir et améliorer le potentiel récréotouristique du lac « bien collectif » et protéger ses berges. Pour réduire l'érosion, elle propose un niveau maximal et minimal de 16,5 pieds et 14,5 pieds pour les trois mois d'été, et le reste du temps une gestion à 16 pieds. Étant donné les mésententes observées entre Alcan et les utilisateurs, la ville de Mistassini croit à la nécessité d'un comité de gestion, afin d'apprécier les impacts de la gestion de la compagnie.

La ville de Roberval se joint à deux autres organismes locaux pour demander que la protection de l'île aux Coulevres soit incluse dans le programme de stabilisation des berges. Elle recommande au printemps un niveau moyen de 14,5 pieds, et en été un seuil minimal de 14,5 pieds, principalement à cause de ses activités nautiques. La ville de Saint-Félicien a un potentiel récréotouristique axé sur une forte tradition en nautisme (à cause des infrastructures de nautisme, un niveau du lac plus élevé est apprécié) ; elle donne son aval au programme de

stabilisation [112] des berges et, compte tenu des enjeux en cours, accepte le mode de gestion proposé par Alcan.

La MRC Maria-Chapdelaine regroupe quatorze municipalités, dont trois sont directement touchées par le programme de stabilisation des berges. À la suite d'une consultation, cette dernière recommande à Alcan d'ajouter à son programme des travaux pour la protection de trois secteurs menacés par l'érosion et de revoir son échéancier de réalisations. À l'égard du mode de gestion du niveau du lac, elle propose une baisse en vue d'une gestion réelle de 16 pieds pour l'année, sauf pour les deux semaines de la crue (16,5). En outre, pour cette MRC il serait préférable que l'ensemble du programme de stabilisation des berges soit sous la supervision d'un comité de suivi régional, formé exclusivement des MRC et d'Alcan, abondant ainsi dans le même sens que la compagnie. La MRC du Domaine-du-Roy regroupe dix municipalités, dont cinq sont directement touchées par le programme de stabilisation des berges, soit Chambord, Roberval, Saint-Prime, Saint-Félicien et Saint-Méthode. Le mémoire ne statue pas sur le niveau à privilégier en vue d'une diminution de l'érosion, car « la production d'une contre-expertise de la position d'Alcan nous était impossible pour des raisons de disponibilité de ressources humaines et matérielles ». Elle avance que les potentiels du lac Saint-Jean (récréotouristique, écologique et archéologique) sont soumis à certaines contraintes : privatisation des berges « largement influencée par la politique de location de l'Alcan » et mauvaise exploitation des aires naturelles (nidification). Enfin, la MRC du Domaine-du-Roy propose la création d'un comité de gestion avec les élus municipaux et les organismes du milieu qui aurait comme mandat de procéder à des études, des consultations et de s'occuper du suivi des travaux. La MRC Lac Saint-Jean Est englobe seize municipalités dont sept sont baignées par le lac Saint-Jean. Tout en affirmant ses pouvoirs et ses intentions en matière d'aménagement du territoire, elle ne se prononce pas sur un niveau précis et sur le programme de stabilisation des berges, mais souhaite « un niveau moyen de gestion réelle » qui tienne compte des potentiels du lac et des orientations d'aménagement choisies. La création d'un comité conjoint [113] avec Alcan est souhaitée, car « les structures démocratiques telle la MRC Lac-Saint-Jean sont les maîtres d'œuvre de toute action reliée à l'aménagement du territoire ».

Dans leurs mémoires, la plupart des municipalités et des MRC invoquent le potentiel et le développement récréotouristiques pour arguer d'un mode de gestion plus approprié à leurs besoins.

LE RAPPORT DU BAPE

[Retour à la table des matières](#)

On se rappellera que le mandat d'enquête administrative du BAPE comporte la rédaction d'un rapport dans lequel il fait ses recommandations au ministre de l'Environnement et par la suite au Conseil des ministres. Entre la fin des audiences et le dépôt du rapport, certains acteurs continuent leurs pressions.

Avant même le dépôt du rapport du BAPE, Alcan fait connaître au Conseil des ministres sa position corporative. D'abord, une conférence de presse régionale d'Alcan fait passer sans équivoque le message suivant : « Si le Conseil des ministres n'accepte pas sa proposition, Alcan remettra en question les travaux projetés autour du lac ».

« Il ne faut pas penser que quelqu'un va décider du niveau du lac, et que ceci va obliger l'Alcan à faire des travaux, non pas du tout. Si le Conseil des ministres décidait d'exiger un niveau inférieur, c'est bien sûr que nous autres on dit : notre proposition concernant les travaux ne tient plus » ¹⁵⁹.

Ensuite, un mémo d'Alcan en date du 25 mars 1985, visant à « sensibiliser les autorités gouvernementales aux enjeux ainsi qu'au traitement qu'ils ont reçu dans le contexte des audiences », fait état de leur position présentée comme inéluctable. Le Conseil des ministres se retrouve devant [114] l'équation suivante : les demandes énergétiques d'Alcan vont de pair avec le niveau du lac et les travaux de stabilisation des berges et le tout conditionnera les investissements projetés au Saguenay—Lac-Saint-Jean :

¹⁵⁹ CKRS-TV, 1985-04-18.

« Les besoins en énergie d'Alcan correspondent à ses besoins de production et justifient ses projets de développement. La raison d'être d'Alcan au Saguenay—Lac-Saint-Jean demeure l'autarcie énergétique qui compense pour l'éloignement des marchés et des matières premières.

Toute décision du gouvernement imposant un mode de gestion différent de celui proposé (17 pieds et 16 pieds réels) entraînerait des conséquences encore plus importantes sur l'ensemble de nos opérations, et pourrait même nous obliger à repenser notre infrastructure actuelle de même que nos objectifs de développement. De plus, le programme de stabilisation pourrait devoir être réexaminé.

Notre proposition a comme avantage de permettre la continuité de nos activités industrielles, tout en contribuant dans la mesure de nos moyens au développement de l'ensemble des ressources du territoire » ¹⁶⁰.

Dans un bilan public sur sa participation au BAPE et au débat sur la propriété privée ¹⁶¹, Alcan reconnaît les coûts et les bénéfices de cet exercice auquel elle s'est prêtée :

« Cet exercice démocratique [les audiences] nous est apparu coûteux, complexe, chargé d'émotions, entraînant fréquemment la polarisation du débat. Cependant, cet exercice nous a exposés directement aux attentes des Jeannois. Certaines décisions corporatives viendront [115] remédier aux difficultés de communication que nous avons pu observer».

Les recommandations du BAPE

Normalement, le mandat du BAPE en est un d'enquête et d'analyse scientifique. Dans ce cas-ci, l'accent du mandat a été mis sur la réconciliation des intérêts économiques, environnementaux et sociaux, bref sur ce que l'on désigne maintenant comme de la médiation environnementale. C'est dans cet esprit que le BAPE soumet au ministre de l'Environnement ses 48 recommandations, le 13 mai 1985. D'ailleurs, la présidente de la Commission sur les berges du lac Saint-Jean

¹⁶⁰ Alcan, *Mémo*, 1985-03-25.

¹⁶¹ *Le Quotidien*, 1986-04-17.

prend bien soin de spécifier que le rapport en est un non pas de critique, mais de conciliation :

« Nous n'avons cherché d'aucune façon à faire de procès. Nous n'avons pas voulu adopter une approche de critique fondamentale. Ce que nous avons plutôt cherché à faire, c'est de rassembler les éléments nous apparaissant pertinents pour en arriver à la solution ou à une solution respectueuse de l'ensemble des intérêts » ¹⁶².

L'établissement d'un nouveau contrat social entre les partenaires, soit la multinationale, les collectivités locales et les riverains, utilisateurs des ressources du lac Saint-Jean est souhaité :

« Sans oublier le passé, tous souhaiteraient pouvoir jeter les bases d'une nouvelle relation sociale maintenant axée sur une meilleure association des partenaires intéressés à l'utilisation des ressources régionales » ¹⁶³.

En résumé, concernant le mode de gestion, le BAPE estime que le niveau maximal de 16 pieds en gestion théorique, soit [116] 15,5 pieds en gestion réelle ne devrait jamais être dépassé sauf pour 3,4% du temps au mois de mai et 7,2% du temps au mois de juin. Durant la crue du printemps, le niveau ne devrait jamais aller au-delà de 17,5 pieds. Pour les mois de juillet et août, une contrainte de 14 pieds minimum pendant 80% du temps est proposée. L'argumentation du BAPE repose sur les considérations suivantes :

- * diminution de l'érosion de 41% ;
- * respect de la politique d'autarcie énergétique d'Alcan ;
- * le lac comme atout de développement récréotouristique ;
- * amélioration des conditions pour la faune.

¹⁶² Le Lac Saint-Jean, 1985-06-04.

¹⁶³ Québec, BAPE, Rapport d'enquête et d'audience publique, 1985 : 1.1.

Ces considérations regroupent les grands problèmes ou usages du lac, sans toutefois recommander de priorités dans le cas de conflits entre ces usages. Pour veiller à la surveillance du programme de stabilisation des berges, le BAPE propose au gouvernement la mise sur pied d'une commission permanente de trois membres reconnus par les différents partenaires de la gestion du lac. À l'égard des travaux de stabilisation, la Commission souhaite que le choix des travaux se fasse en consultation avec les citoyens, en tenant compte des particularités des sites, de leur fréquentation actuelle et potentielle.

Malgré le caractère documenté du rapport, plusieurs points fondamentaux y demeurent imprécis, tels les besoins réels d'Alcan en matière énergétique, les droits des riverains, la tenure des terres, etc. Le BAPE recommande au gouvernement une continuité de la recherche afin d'éclairer les points obscurs. À ce titre, il propose :

- * que les MRC et les municipalités utilisent leur pouvoir de réglementation et de zonage de manière à assurer un développement ordonné de la villégiature ;
- * que des études soient entreprises sous la direction du MLCP pour mieux connaître la dynamique faunique du lac et de ses tributaires ;
- * que des données de terrain soient recueillies pour évaluer les problèmes d'érosion propres à chaque secteur du lac ;

[117]

- * que des stations anémométriques soient mises en place pour évaluer de façon précise l'érosion ;
- * que le MER entreprenne la révision de la carte de la tenure des terres ;
- * que les autorités gouvernementales effectuent des mises à jour de certaines questions juridiques, entre autres les droits d'Alcan d'éroder les rives, les droits des propriétaires riverains, des instances locales et régionales, compte tenu de l'Acte de 1922.

Le rapport du BAPE arrive au bureau du ministre de l'Environnement moins d'un an avant le changement de scène politique. Bien sûr, il y avait assez de temps pour que le gouvernement péquiste prenne une décision, mais les représentants du peuple en décident autrement.

À la suite du dépôt et de la publication du rapport, les uns et les autres font connaître leurs réactions. Dans l'ensemble, les organismes du milieu appuient les recommandations du rapport, bien que le mode de gestion proposé soit perçu comme un compromis par rapport aux demandes initiales des riverains et des organismes environnementaux. Tel est le cas du Conseil régional des loisirs (CRL) qui considère le rapport comme « le dernier compromis des compromis ». D'autres organismes suggèrent au gouvernement d'agir et d'appliquer immédiatement les recommandations du BAPE.

Trois mois après le dépôt du rapport, le ministre péquiste de l'Environnement soutient qu'il n'a pas encore tous les éléments en main pour se faire une idée éclairée du problème. Pourtant lui et ses fonctionnaires possèdent l'étude d'impact, le rapport du BAPE et l'analyse environnementale du MENVIQ. Le round des négociations politiques entre Alcan et le gouvernement redémarre.

Les députés régionaux se prêtent au jeu de l'attente : aucune démarche officielle n'est enclenchée afin de rencontrer le ministre de l'Environnement sur cette question ¹⁶⁴. Le temps file. Le mandat de ce gouvernement tire à sa fin. À un [118] moment donné, le député du Lac-Saint-Jean suggère comme solution de dénouement au dossier des négociations directes avec Alcan, affirmant que c'est ce que recommande le BAPE - ce que dément immédiatement le BAPE ¹⁶⁵.

Finalement, en octobre 1985, à quelques semaines des élections provinciales, le ministre péquiste de l'Environnement fait connaître au public régional ses intentions d'en arriver à une entente à l'amiable (avec Alcan), invoquant le respect des droits :

« On aurait pu passer à la phase deux en se disant que l'Assemblée nationale, étant souveraine, a toujours le droit de légiférer, et mettre de côté toute forme de négociation pour en venir à une décision unilatérale gou-

¹⁶⁴ Le Quotidien, 1985-08-20.

¹⁶⁵ Le Quotidien, 1985-09-07.

vernementale. Ce n'est pas dans nos façons d'agir et moi je suis suffisamment optimiste pour prétendre que des négociations conduites avec compétence et entre groupes de bonne foi peuvent nous apporter une solution qui nous éviterait l'odieux de bafouer des droits » ¹⁶⁶.

Le principal protagoniste, SOS Lac-Saint-Jean, inquiet de cette attitude, interroge le gouvernement : « Le gouvernement est-il prêt à accepter un autre mode de gestion que celui recommandé par le BAPE ? » Et le ministre concerné de répondre : « À quelques pouces près, oui, mais les écarts seront très minces » ¹⁶⁷. Les intervenants locaux, favorables au rapport du BAPE, appréhendent maintenant la suite des événements, car ils intuitionnent que la réponse, longuement et patiemment attendue, ne pointe pas à l'horizon politique.

Jusqu'alors, Alcan n'avait pas réagi publiquement aux recommandations contenues dans le rapport du BAPE ; maintenant elle jubile. La multinationale se dit heureuse de la déclaration d'intention du ministre, y voyant la marque du [119] respect des droits des parties. Dès lors, la compagnie annonce que les travaux pourront commencer en 1986.

Les proposeurs d'un nouveau mode de gestion du lac, insatisfaits de la tournure des événements, réactivent le dossier. Ils décident d'organiser une nouvelle offensive pour faire pression auprès du gouvernement. Plusieurs organismes ayant présenté des mémoires écrivent au ministre de l'Environnement lui rappelant l'aspect non négociable du niveau de gestion du lac tel que proposé par le BAPE et la nécessité de créer un comité de suivi. Et puis, devant l'imminence d'un changement de gouvernement, le mutisme s'installe. Le gouvernement péquiste abandonne le dossier crucial et chaud des berges aux mains du prochain gouvernement libéral. Le parti libéral remporte la majorité des sièges au Québec, le 2 décembre 1985. Contrairement à la tendance provinciale, le Saguenay—Lac-Saint-Jean élit quatre députés péquistes. La région plonge dans le camp de l'opposition.

¹⁶⁶ *Le Lac-Saint-Jean*, 1985-10-22.

¹⁶⁷ *Le Quotidien*, 1985-10-16.

UN DÉNOUEMENT THÉÂTRAL

[Retour à la table des matières](#)

Avec le changement de scène, le décor se modifie. Les acteurs sociaux locaux craignent le pire : un dénouement avec des cris et des grincements de dents. Quelques indices du dénouement étaient toutefois apparus quelques mois précédant le fameux décret.

Pendant la campagne électorale, le Premier ministre Robert Bourassa, invité à prendre position sur le dossier des berges, confirme qu'il n'y aura pas de négociations avec Alcan, puisque advenant l'élection de son parti il y aura un décret immédiat ¹⁶⁸. Cette affirmation est par ailleurs reprise par le candidat libéral de la circonscription du Lac-Saint-Jean. Toutefois, après les élections, le nouveau ministre de l'Environnement en poste ne souscrit pas à l'idée du Premier ministre de délivrer automatiquement un décret à Alcan. Il affirme poursuivre les négociations avec Alcan, soulignant [120] que le bail de la Péribonca, signé en 1984 et donnant des droits d'exploitation hydroélectrique pour cinquante ans, ne facilite pas les négociations ¹⁶⁹.

Le rapport synthèse du MENVIQ, intitulé *Analyse environnementale*, et daté du 7 novembre 1985, annonce l'orientation du dénouement, soit le décret. Ce rapport constitue l'avis et le jugement de l'équipe technique de la Direction de l'évaluation environnementale. Cet avis des fonctionnaires ne va pas tout à fait dans le même sens que celui du BAPE et des propositions des groupes de pression. En effet, il suggère un niveau maximal de 16,5 pieds et minimal de 14,5 pieds (été), sans préciser s'il s'agit de gestion réelle ou théorique - ce qui dans les faits peut représenter jusqu'à un pied de différence et donc entraîner des impacts socio-environnementaux. Ensuite, le rapport propose un comité de surveillance composé exclusivement de fonctionnaires et d'Alcan. Finalement, cette direction ministérielle propose l'acheminement d'un décret au Conseil des ministres avec onze conditions. Cependant, le rapport ne fait pas l'unanimité au sein de l'équipe

¹⁶⁸ CBJ-RADIO CANADA, 1986-02-21.

¹⁶⁹ Loc, cit.

d'analyse et « occasionne de nombreuses discussions entre les fonctionnaires » ¹⁷⁰.

Dans les milieux environnementaux, ce rapport, qui n'est rendu public qu'en mars 1986, fait l'effet d'une douche froide. Le CRE interprète cette position du MENVIQ comme étant un déni du processus démocratique et de consultation du BAPE : « Depuis maintenant 64 ans que l'Alcan, grâce à ses privilèges, règne en prince sur cette région, cette situation de fait soulève de plus en plus de contestations de ces fameux privilèges » ¹⁷¹. Pour le CRL, le gouvernement québécois se retrouve devant un choix très clair :

« Assurer des profits à court terme à l'Alcan ou permettre dans une région qui le souhaite, l'émergence d'une industrie récréotouristique [121] susceptible de diversifier ses sources de revenus et de mettre à profit l'entrepreneuriat local » ¹⁷².

L'idée d'engager une bataille judiciaire refait surface chez les opposants. Plus rien ne fait croire à un règlement satisfaisant pour ceux qui recherchent un nouveau partenariat respectueux des intérêts des riverains.

Le décret

Finalement, le 11 juin 1986, le gouvernement Bourassa autorise, par décret, la délivrance d'un certificat d'autorisation pour la réalisation du programme de stabilisation des berges d'Alcan, valable pour une période de dix ans. Le décret est assorti de cinq conditions :

1. Alcan pourra ainsi gérer le lac à 17,5 pieds pendant 10 mois. Pour la période du 24 juin au 1^{er} septembre, le niveau réel ne dépassera que très rarement 16 pieds et en aucun temps ne dé-

¹⁷⁰ Entrevue n° 9.

¹⁷¹ CRE, Communiqué de presse, 1986-03-06.

¹⁷² *Le Devoir*, 1986-03-05.

passera 16,5 pieds dans les limites normales de gestion, et un niveau minimum de 14 pieds sera maintenu environ 80% du temps si le lac se comporte selon l'expérience statistique des quarante dernières années.

2. Alcan accepte de contribuer pour moitié au coût d'une nouvelle station hydrométrique du niveau du lac. Cette station sera et construite, gérée et contrôlée par le MENVIQ.
3. Alcan s'engage à faire le rechargement des plages avec du sable sur celles ayant déjà fait l'objet de travaux de stabilisation. Les autres travaux de stabilisation (ex. épis : infrastructures faites de roches et s'avancant dans le lac sur une largeur de 6 mètres) devront faire l'objet d'une expérimentation avant que leur utilisation ne soit généralisée.
4. Alcan accepte de procéder à une consultation préliminaire du milieu pour la planification des travaux, soit le MENVIQ, le MLCP, des MRC et des municipalités concernées. Après la réception de l'autorisation du sous-ministre de l'Environnement de procéder aux travaux, le public et les riverains seront informés.
5. Alcan s'engage à former une équipe chargée du programme de stabilisation des berges opérant à Alma.

Chez Alcan, tout le monde est content : l'essentiel du contenu de l'étude d'impact fait partie du décret et les règles du jeu sont claires pour au moins dix ans ¹⁷³.

En région, les réactions témoignent d'une profonde consternation. Le décret ne tient pas compte des positions des acteurs sociaux. Pour eux rien n'est changé ou à peu près :

« Absolument rien n'est changé et Alcan n'a pas plus de contraintes que dans les années passées si ce n'est de ne pas laisser descendre le niveau de l'eau plus bas que 14 pieds. Mais outre cela, le lac demeure à la disposition d'Alcan comme cela a toujours été le cas. [...] Les dommages se produisent au cours de la dernière semaine de mai et de la première de

¹⁷³ Sécal, Conférence de presse, 1986-06-20

juin de même qu'à l'automne, mais pour ces dates, Alcan n'a aucune contrainte quant au niveau du lac, puisque le niveau maximal au printemps est fixé à 17,5 pieds » ¹⁷⁴.

Pour les tenants d'une position visant à stopper l'érosion par l'adoption d'un niveau du lac à 15,5 pieds, le décret ne comporte aucun compromis, mais constitue un net recul par rapport à ce qui avait été recommandé par le BAPE. Le décret « a compromis beaucoup de choses : le sérieux de [123] l'étude d'impact, le BAPE, le consultant » ¹⁷⁵. La principale conséquence du décret, du point de vue des acteurs locaux, sera l'« artificialisation » des rives. Ce qui impliquerait, à plus ou moins long terme, la disparition ou l'altération d'un riche potentiel récréotouristique. Car pour maintenir un niveau du lac à 17,5 pieds et diminuer en même temps l'érosion, cela nécessite de nombreux et lourds travaux de stabilisation. Parce qu'ils n'ont pas réussi à faire réviser les droits d'Alcan en matière de gestion du niveau du lac, les organismes environnementaux considèrent qu'ils ont perdu la bataille. Alcan est perçue comme la grande gagnante de cet affrontement. « C'est un beau décret à gérer pour Alcan : le niveau du lac n'est pas trop engageant » ¹⁷⁶.

Le décret, notamment la partie concernant les modalités de la gestion du lac Saint-Jean, est en marge des recommandations du BAPE et de celles de la majorité des acteurs locaux individuels et collectifs. La seule explication réside dans une démarche uniquement politique : d'aucuns affirment que le décret s'est négocié directement dans le bureau du Premier ministre avec le ministre de l'Énergie et des Ressources et Alcan ¹⁷⁷. Les rumeurs veulent que les officiers du MENVIQ aient reçu la consigne de régler le dossier selon la décision retenue, soit le mode de gestion Alcan, avec, à la toute dernière minute, des petites concessions « pour sauver la face ».

Devant la télévision communautaire d'Alma, aux lendemains de l'annonce du décret, Alcan demande à la population de faire confiance à son sens des responsabilités pour l'application du programme de sta-

¹⁷⁴ Entrevue n° 10.

¹⁷⁵ Entrevue n° 8.

¹⁷⁶ Entrevue n° 2.

¹⁷⁷ Entrevues n° 4, 6, 8.

bilisation des berges. La multinationale réitère son engagement à consulter les municipalités, les MRC et les groupes de riverains pour les travaux qui s'étendront sur 94 km, soit 20% du littoral du lac. Toutefois, elle rappelle clairement que :

[124]

« Le premier objectif de l'entreprise est d'être rentable ; que le lac Saint-Jean est une ressource essentielle à la réalisation de cet objectif et que cette ressource énergétique permet ainsi à Alcan de maintenir sa position concurrentielle sur un marché mondial de plus en plus compétitif » ¹⁷⁸.

Dans le débat régional qui suit la décision gouvernementale, le ministre de l'Environnement, interpellé, riposte aux accusations de faiblesse qui lui sont adressées. Pour lui, la décision gouvernementale comporte des différences majeures par rapport aux propositions initiales d'Alcan : l'imposition d'un niveau minimal pour l'été (14 pieds), l'augmentation du rechargement en sable des plages, des modalités de consultation et d'information de la population, permettant une gestion du lac non « plus en vase clos ». Ce qui n'aurait été obtenu « qu'après de longues et pénibles discussions ». Le ministre soutient que la problématique environnementale et le poids politique d'Alcan ne sont pas liés : « Que la compagnie soit une multinationale ou pas ne change rien à la problématique environnementale proprement dite » ¹⁷⁹.

Les impacts du décret sur le développement

Pour certains intervenants, la pilule du décret est plus amère que prévue. Là où le bât blesse, c'est au niveau de la confiance de ses capacités de changement et de développement local : « La leçon est vraiment sur la façon de considérer le développement local et régio-

¹⁷⁸ Sécal, Conférence de presse, 1986-06-20.

¹⁷⁹ *Le Quotidien*, « Le ministre s'explique », date inconnue.

nal. L'emprise qu'exerce la multinationale dans la région est omniprésente et a beaucoup d'influence sur les enjeux politiques » ¹⁸⁰.

Une impression domine : celle d'avoir perdu une occasion historique de faire un plan global d'aménagement et de développement régional.

[125]

« — Avec le décret, c'est le statu quo. On a perdu la chance de faire quelque chose de bien et de global ¹⁸¹.

— Le décret renforce des approches de développement qu'on a toujours connues. C'est toujours un développement à la pièce, négocié avec chaque intervenant, sans stratégie d'ensemble. Les préoccupations des collectivités passent un peu isolées par rapport aux intérêts de la compagnie ¹⁸².

— Tous les projets de développement (qui ont une incidence sur le lac) devront maintenant passer par des compromis et des négociations avec Alcan ¹⁸³.

— Ca va brimer un paquet d'initiatives reliées à l'utilisation du territoire, qui auraient pu s'exprimer autrement » ¹⁸⁴.

Pour les MRC, ce décret implique que leurs interventions ou plans d'aménagement autour du lac doivent maintenant tenir compte des travaux de stabilisation d'Alcan ¹⁸⁵. Pour les municipalités, certains de ces travaux sont tout de même considérés comme une occasion permettant l'amélioration du potentiel récréotouristique actuel ou la protection d'habitats fauniques. En ce qui concerne les ouvrages qui n'étaient pas compris dans l'étude d'impact - mais qui ont été demandés par la suite dans les mémoires des municipalités -, leur réalisation

¹⁸⁰ Entrevue n° 2.

¹⁸¹ Entrevue n° 8.

¹⁸² Entrevue n° 2.

¹⁸³ Entrevue n° 3.

¹⁸⁴ Entrevue n° 4.

¹⁸⁵ Entrevue n° 5.

dépendrait des capacités de négociation de chaque municipalité et de son poids politique auprès de la compagnie ¹⁸⁶.

[126]

En termes d'activités économiques, les travaux de stabilisation génèrent des revenus surtout pour les camionneurs : 85% du budget d'Alcan pour ce programme est versé aux camionneurs et 15% aux ingénieurs ¹⁸⁷. Environ 469 000 tonnes de sable ¹⁸⁸ devront être déversées sur les plages en plus des travaux relatifs aux interventions complémentaires (perrés, terrafix et épis).

VIVRE AVEC LE DÉCRET

[Retour à la table des matières](#)

Vivre avec le décret est plus acceptable pour certains riverains ou collectivités que pour d'autres : cela dépend du type d'activités récréatives pratiquées, de la localisation de la propriété, des attentes, de la gravité de l'érosion, des dommages attendus, des travaux de stabilisation prévus. Cette diversité entre les besoins des riverains donne l'occasion au ministre de l'Environnement de justifier ainsi sa position par rapport aux mesures du décret :

« Les représentations contenues dans les nombreux mémoires soumis lors des audiences étaient en fait assez diversifiées, ne présentaient pas de consensus sur des points précis, mais s'accordaient sur une orientation générale : la nécessité de changer les règles du jeu dans la gestion du lac et de modifier certaines propositions d'Alcan » ¹⁸⁹.

Le programme de stabilisation des berges commence réellement en 1987, après une absence de travaux de stabilisation (sauf les urgences appréhendées pour lesquelles la société obtient des autorisations spé-

¹⁸⁶ Entrevue n° 2.

¹⁸⁷ Entrevue n° 10.

¹⁸⁸ Alcan, PSBLSJ Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social, tome 2, 1983 :95.

¹⁸⁹ *Le Quotidien*, « Le ministre s'explique », date inconnue.

ciales) pendant une période de près de sept ans. Dans son ensemble, son application, selon Alcan, suit l'étude d'impact dans 95%. À l'égard des mesures décrites audit décret, Alcan doit maintenant tenir [127] compte des attentes du milieu et assurer un suivi auprès des collectivités locales : elle considère d'ailleurs ceci comme la principale contrainte dans l'exécution du programme, car sur le plan technique, son application représente peu de problèmes ¹⁹⁰. Par force du décret, la multinationale est maintenant tenue de consulter les ministères, les MRC et les municipalités ou d'informer les riverains avant d'entreprendre des travaux.

Néanmoins la procédure de consultation instituée dans le décret et les interventions complémentaires prévues au programme de stabilisation des berges ne recueillent pas l'assentiment des riverains de tous les secteurs du lac. Le programme de contrôle et de suivi est sous l'entière responsabilité d'Alcan : elle informe le public et le ministère de l'Environnement de ses intentions et leur remet un rapport annuel. La consultation de la population sur ce rapport repose sur le bon vouloir des MRC et rien n'a été prévu pour faire l'évaluation globale des impacts sociaux et environnementaux du programme de stabilisation des berges à la fin de 1996. Depuis que le programme de stabilisation des berges est en fonction, des organismes se plaignent de ne pas avoir été consultés dans l'évaluation du suivi : « Le processus du suivi, c'est de la frime. Est-ce qu'il y a eu une conférence de presse d'Alcan ou du MENVIQ disant c'était quoi le suivi après les deux premières années ? [...] Il n'y a aucune information qui circule » ¹⁹¹.

La nature des travaux, notamment la construction des épis, ne fait pas l'unanimité chez les riverains. Pour éviter la dérive littorale dans les zones sensibles à l'érosion, cette intervention est recommandée et doit faire l'objet d'une expérimentation avant d'être étendue à l'ensemble du lac (cf. décret). Pour toutes sortes de raisons personnelles, certains y voient une nouveauté intéressante à cause de son aménagement accessible sous forme de quais, permettant la promenade ou l'observation. D'autres par contre s'y opposent farouchement pour conserver le caractère naturel des plages et des berges et [128] ne croient pas à son

¹⁹⁰ Entrevue n° 10.

¹⁹¹ Entrevue n° 2.

efficacité technique. C'est le cas de la Fédération du Banc-de-Sable de Métabetchouan.

« On a refusé la construction d'un épi. Alcan a alors répondu :

— Si vous n'acceptez pas l'épi, vous n'aurez pas de rechargement de sable sur les plages. On est sorti dans les journaux.

Le lendemain, il y a eu une rencontre avec le président d'une association de la Fédération. Alcan avait trouvé quelqu'un chez qui construire l'épi » ¹⁹²

Avant cette opération, cette Fédération avait fait une demande auprès d'Alcan pour tamiser ou enlever le gravier déposé auparavant sur les plages de sable. Cette demande a été refusée car jugée trop onéreuse et peu efficace pour l'érosion.

« Notre intention n'était pas, à ce moment, de rendre les plages sablonneuses, comme des riverains l'ont peut-être espéré dans le passé. Nous croyons que le suivi permettra des interventions d'enfouissement plus efficaces et plus définitives lors des prochaines saisons. Il ne fut pas facile pour nous de prendre cette décision puisqu'elle risque de modifier le climat de confiance que nous avons établi avec les présidents des associations du Banc-de-Sable » ¹⁹³.

Pour arrêter la construction d'épis, une série de lettres a été expédiée aux fonctionnaires, aux politiciens et à Alcan. La logique des priorités et de la nature des travaux laisse aussi perplexes des fonctionnaires du MENVIQ à Québec : « On épand du sable là où il n'y a que deux rangées de chalets. C'est un critère farfelu. Est-ce que ça veut dire que la [129] population qui vit le long du lac en une seule rangée doit être considérée comme des citoyens de second ordre ? »

Vivre avec le décret et surtout avec les mesures qu'il comporte pose des difficultés pour des riverains encore affectés par l'érosion ou

¹⁹² Entrevue no 6.

¹⁹³ Alcan, lettre du 27 mai 1987.

acceptant mal les travaux définis dans le programme de stabilisation des berges. Le décret autorise légalement l'aménagement et la gestion d'une ressource naturelle collective, mais n'accorde pas la légitimité.

ÉPILOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Été 1989. Alcan maintient le niveau du lac au-dessous des 14 pieds minimums prévus dans le décret. Légalement, Alcan utilise une mesure dérogatoire dans les modalités d'application du décret, puisque les précipitations et les amenées d'eau n'ont pas répondu à la moyenne statistique des quarante années précédentes. Si ceci fait le bonheur des baigneurs, les plages voyant leur superficie doublée, cela indispose les utilisateurs des marinas dont les infrastructures ont été prévues pour un niveau plus élevé, doublement indisposés par la façon cavalière dont leur répond Alcan concernant le problème du niveau du lac ¹⁹⁴.

En novembre 1989, le MENVIQ régional demande à Alcan de baisser le niveau du lac, car ce dernier dépasse les limites permises dans le décret. L'érosion frappe à nouveau dramatiquement les berges du lac et des citoyens font publiquement état du recul des berges. Le parc de Pointe-Taillon est largement affecté et, par ailleurs, la productivité biologique des marais est en cause. Pour certains maires, la gestion du lac à 17,5 pieds est devenue socialement inacceptable.

Justifiant sa position, Alcan invoque les problèmes d'approvisionnement en eau pour ses réservoirs en amont. Pourtant, un an plus tôt, une nouvelle indiquait qu'Alcan avait commandé une étude, à la firme Lavallin, afin de rechercher d'éventuels acheteurs pour ses surplus d'énergie. Même avec [130] la nouvelle aluminerie de Laterrière, Alcan peut fournir de l'électricité à des tiers, grâce à un niveau du lac maintenu artificiellement haut ¹⁹⁵.

Un revirement spectaculaire se produit à l'été 1990. Le vice-président régional de Sécäl annonce l'intention de la multinationale de ne plus gérer le niveau du lac passé la barre des 16,5 pieds. La gestion

¹⁹⁴ *Le Quotidien*, 1989-09-11.

¹⁹⁵ *Le Réveil*, 1988-11-15.

du lac à un niveau plus élevé, tel que le permet le décret, ainsi que les travaux de stabilisation n'ont donc pas donné les résultats escomptés. La décision de la compagnie est ainsi justifiée : « Il faut rappeler qu'il y a eu des études exhaustives sur le niveau du lac Saint-Jean et les berges. Il s'agissait de modèles théoriques. Nous ajoutons quatre ans de vécu et il apparaît important d'apporter des modifications sans modifier le décret. Cette décision s'inscrit dans la lignée du développement durable » ¹⁹⁶. Ainsi Alcan échappe à l'ouverture du décret, tel que demandé par la MRC Lac-Saint-Jean, mais doit modifier sensiblement son mode de gestion dans la direction suggérée quatre ans ou cinq ans plus tôt par la population locale.

¹⁹⁶ *Le Quotidien*, 1990-07.

[131]

La recomposition des territoires.
Deuxième partie :
Récits et pratiques d'acteurs locaux

Chapitre III

Appartenance et autonomie locales en jeu : remaniement territorial à Laterrière

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

L'année 1983 est déterminante pour la communauté de Laterrière regroupée autour de deux petites municipalités rurales, soit la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière et la municipalité du Village de Laterrière. En quelques mois, les deux municipalités rurales connaissent de profondes transformations territoriales : elles se fusionnent et, par la suite, perdent, par annexion, le cinquième du territoire au profit de la ville de Chicoutimi. Ce grand remaniement territorial est provoqué par l'avènement du projet de construction du futur Complexe d'électrolyse et d'alumine, l'usine Laterrière d'Alcan.

Si la fusion se déroule sans trop de heurt, le projet initial d'annexion de l'ensemble du territoire laterrois par la ville de Chicoutimi soulève l'ire des citoyennes et citoyens. Aux prétentions annexionnistes de la ville Chicoutimi s'opposent l'autonomie et l'identité de deux municipalités périurbaines qui historiquement ont ouvert la voie à la

colonisation. La lutte du père Honorat et celle des travailleurs forestiers, cherchant à s'affranchir de l'emprise des McLeod et de la compagnie Price afin de pratiquer l'agriculture et d'en faire une « colonie libre », a marqué la dynamique sociospatiale laterroise. Bien que la majorité des Laterrois travaillent dans les villes adjacentes, l'appartenance à ce coin de pays et l'entité territoriale politique demeurent bien vivantes.

C'est la municipalité du Village de Laterrière, la moins étendue et peuplée des deux Laterrière, qui est l'opposante farouche à l'annexion. Le jeune maire prend le leadership du dossier. À l'autre bout du spectre d'action, Chicoutimi, chef-lieu [132] régional, centre commercial et institutionnel, agit comme partie demanderesse. Cette annexion territoriale lui permettrait non seulement d'augmenter ses revenus fonciers de quelque 4 millions de dollars canadiens annuellement, mais du coup, d'agrandir sa superficie, d'améliorer son approvisionnement en eau potable et d'obtenir des revenus industriels comme ses consœurs de Jonquière et Ville de La Baie. Le principal protagoniste, Marc-André Bédard, député de Chicoutimi et ministre de la Justice, bras droit du Premier ministre René Lévesque, initie et négocie les modalités de cette annexion impliquant trois municipalités, le ministère des Affaires municipales (MAM) et Alcan. Connaissant les intentions de la multinationale de relocaliser dans la région ses opérations d'électrolyse concentrées à Arvida, il facilite l'arrivée d'Alcan à Laterrière, moyennant quoi les importants impôts fonciers de l'entreprise reviendront à la ville de Chicoutimi, chef-lieu de son comté. Pour Alcan l'ancrage spatial urbain représente une taxation dix fois supérieure ; mais c'est le prix qu'elle est prête à payer compte tenu des négociations à d'autres niveaux.

Pour une localité dont jusqu'à présent les vocations agricole, forestière, récréative et d'ortoir ont dominé le paysage, l'implantation d'une aluminerie a des impacts majeurs sur l'environnement, l'organisation territoriale de la communauté et son développement futur. Toutefois, ces derniers n'ont pu être évalués systématiquement ni discutés publiquement car les grands projets industriels, telles les alumineries et les cimenteries, sont exemptés du processus réglementaire québécois d'évaluation des impacts environnementaux. C'est autour d'une réorganisation territoriale, c'est-à-dire le projet d'annexion, que le débat

donnera lieu à un enjeu confrontant les petites communautés périurbaines et la ville.

La lunette de la communauté laterroise, la plus directement affectée par le double projet d'annexion-industrialisation, servira à reconstituer cet enjeu, témoin de la recomposition des rapports territoire/société, dans le contexte d'une dynamique sociospatiale significative, soit celle du Saguenay—Lac-Saint-Jean, région-ressources aux prises avec les lourdes conséquences de la modernisation industrielle.

[133]

L'OPPOSITION POLITIQUE LOCALE

[Retour à la table des matières](#)

Municipalité du Village de Laterrière, 6 mai 1983. Dans un communiqué à ses concitoyens et concitoyennes, le maire fait part de la problématique engendrée par l'implantation d'une aluminerie dans son village. Ce que le maire craint par-dessus tout, ce ne sont pas tant les Impacts socio-environnementaux - qu'il reconnaît - que les incidences économiques sur les revenus de taxation et conséquemment sur l'organisation territoriale présente et future de sa municipalité.

« Chers concitoyens et concitoyennes,

[...] ce qui a le plus contribué à faire parler de Laterrière est sans contredit le projet d'implantation d'une aluminerie d'Alcan. Projet gigantesque de près d'un milliard de dollars, projet qui nécessitera l'achat de 870 hectares de terrain. Par ce projet, les deux Laterrière sont étroitement touchées. Ainsi, le projet d'implantation de l'usine prévoit, selon les plans, un chevauchement de celle-ci sur le territoire des deux municipalités.

Mais la venue d'une telle industrie amène bien des préoccupations, Quand on parle de préoccupations, nous pouvons identifier les impacts social, démographique, culturel, géographique, économique et on en oublie...

L'impact économique sur les revenus de taxations est énorme et je répète, problématique pour Laterrière. il suffit de reprendre les paroles de l'un des dirigeants d'Alcan, monsieur Gilles Chevalien « La venue d'une telle entreprise ferait de Laterrière les Arabes de la région du Saguenay—

Lac-Saint-Jean ». Ainsi, l'implantation d'Alcan pourrait amener des conséquences telles que Laterrière, au lieu de demander une taxe foncière à ses contribuables, [134] devrait la leur créditer et même aller jusqu'à des remboursements de revenus. Aussi, dans ce contexte, il n'est pas surprenant d'entendre dire ou de voir divers voisins porter un intérêt marqué et soudain pour Laterrière. Et pourquoi pas les ou l'annexer à Chicoutimi ? Voilà un moyen de profiter et de gagner des gros sous, mais aux dépens de qui ? [...]

Mais Laterrière croit en Laterrière. Elle croit en la conservation, elle croit en la démocratie. Elle croit en son environnement. Elle croit en son entité sociale, culturelle, économique. »

Pour Laterrière l'annexion pure et simple est carrément inacceptable. Cette solution est perçue par les Laterrois comme une menace à leur survie, à leur autonomie comme entité territoriale et culturelle. Si les résidents s'inquiètent de ces conséquences, personne ne semble remettre en cause l'acceptabilité sociale ou environnementale du projet ¹⁹⁷. Dans un contexte empreint de récession économique et de chômage chronique, la venue de tout projet industriel est jugée comme souhaitable ¹⁹⁸. Ce qu'ils craignent par-dessus tout c'est l'annexion subséquente à la ville de Chicoutimi et donc une augmentation du taux des impôts fonciers pour les propriétaires.

LA COMMUNAUTÉ LATERROISE ET SON ORGANISATION TERRITORIALE

[Retour à la table des matières](#)

À l'orée du parc des Laurentides, à la sortie ou à l'entrée de la conurbation du Saguenay, la communauté laterroise occupe une plaine agroforestière située à 15 km au sud de Chicoutimi, bornée par les villes de Chicoutimi, Jonquière et Ville de La Baie. En 1986, Laterrière comptait 4 154 personnes soit une augmentation du simple au double

¹⁹⁷ Société d'expansion économique du Saguenay, *Étude d'impacts socio-économiques*, Chicoutimi, 1983 : 126, 127.

¹⁹⁸ Entrevues n^{os} 14, 17.

en dix [135] ans ¹⁹⁹. Cette expansion rapide s'explique par la recherche des avantages de la campagne à proximité de la ville et du faible taux de taxation foncière. La population active travaille dans les villes avoisinantes et à Laterrière dans le secteur de l'agriculture et de la forêt. Du côté de l'activité économique locale, il existe en 1980 une coopérative forestière, 56 exploitations agricoles, une infrastructure récréotouristique d'importance, quelques commerces et autres services ²⁰⁰. Bien que la majorité des habitants travaille dans les villes, il y a tout de même une activité économique spécifique au milieu.

L'organisation territoriale a été fortement influencée par le tracé de nombreuses rivières, le système cadastral et la topographie des terrains et plus récemment par la proximité de la ville. En effet, le territoire municipalisé est traversé par deux axes routiers régionaux (routes 170, 175), dont un sert de lien avec la ville de Québec et l'autre entre Ville de La Baie et le pôle Chicoutimi -Jonquière. L'aménagement du territoire est contraint par l'existence d'importantes gravières (156 hectares), un lac de boue rouge - résidu toxique de la fabrication d'alumine au complexe industriel d'Alcan à Jonquière - et le dépotoir intermunicipal du HautSaguenay. Avec l'arrivée de l'aluminerie, d'autres contraintes à l'aménagement se sont ajoutées : ligne de chemin de fer, ligne électrique, zone industrielle, utilisation industrielle de la rivière du Moulin, etc.

Les zones forestières et agricoles ainsi que des plans d'eau occupent la majeure partie de la superficie du territoire ²⁰¹. La présence de plans d'eau (lacs et rivières) a favorisé la vocation récréative du territoire : en été, la population augmente considérablement, étant donné la présence de nombreux chalets. L'étude des répercussions environnementales a défini ainsi l'utilisation du territoire :

¹⁹⁹ Statistique Canada, 1986.

²⁰⁰ *Loc. cit.*

²⁰¹ Alcan, Marsan A. et Ass., *Étude des répercussions environnementales. Alcan, Laterrière, Québec*, 1982 : 119.

« La zone d'étude se présente comme une région où les fonctions récréatives (tourisme et villégiature) et agricoles se combinent ; les critères visuels acquièrent dès lors une signification d'autant plus grande qu'ils caractérisent une région au paysage partiellement ouvert où les flux de la population sont importants l'été comme l'hiver ²⁰².

L'ANNEXION : UNE SOLUTION IDÉALE... POUR CHICOUTIMI

[Retour à la table des matières](#)

Décembre 1981. La communauté de Laterrière prend conscience des visées annexionnistes de la ville de Chicoutimi. Les médias viennent de diffuser les propos que le maire de Chicoutimi a tenu lors de la présentation de son budget. L'annexion de Laterrière y est présentée comme une solution à la crise d'endettement de la ville de Chicoutimi et à ses problèmes d'approvisionnement en eau potable : « Avec les revenus générés par l'implantation éventuelle d'Alcan, ceci réduirait le fardeau de la dette tout en permettant d'acquérir de vastes nappes d'eau souterraine » ²⁰³.

« C'est une farce, répond le maire de la paroisse de Laterrière. Je ne vois pas pourquoi avec la venue d'Alcan nous devrions obligatoirement faire profiter Chicoutimi des revenus de taxes » ²⁰⁴, L'annexion et le style plutôt direct de la proposition ne plaisent pas aux deux municipalités rurales concernées, d'autant qu'un des conseillers municipaux, futur député fédéral, exhorte le ministre à travailler immédiatement au protocole d'annexion afin que Chicoutimi profite des taxes industrielles.

Malgré les premières réactions négatives de la part des maires de Laterrière, la municipalité de Chicoutimi continue seule sa démarche en vue de l'annexion du territoire. Elle fait préparer deux dossiers susceptibles de fonder son argumentation : [137] un sur la fusion des municipalités de Laterrière et de Canton Tremblay et l'autre sur les liens historiques entre Chicoutimi et ces municipalités. Le premier rapport

²⁰² *Loc. cit.*

²⁰³ *Le Quotidien*, 1981-12-24.

²⁰⁴ *Loc. cit.*

affirme que Laterrière n'a ni l'infrastructure pour accueillir une usine d'envergure ni la capacité de contrôler la situation. Finalement, la ville argüe de la

« désorganisation de l'espace régional et de ses composantes découlant de l'implantation d'une aluminerie dans un milieu à vocation rurale, imputable à l'incapacité, sinon à l'absence de volonté populaire à l'effet de contrôler les forces économiques générées par un projet de cette importance » ²⁰⁵.

Parce qu'elle appréhende un déséquilibre régional et un transfert disproportionné de la richesse, la ville suggère « de procéder à des ententes intermunicipales d'échanges de biens et services [...] et à des investissements publics majeurs d'intérêt régional » ²⁰⁶. Pour appuyer sa revendication territoriale, l'acteur urbain tente de prouver que Chicoutimi a toujours eu des rapports très étroits avec Laterrière depuis l'époque des fourrures et que cette dernière est en quelque sorte un prolongement naturel de Chicoutimi ²⁰⁷. Fort de l'appui du député provincial, le maire de Chicoutimi, après avoir essuyé deux refus pour une rencontre de la part des maires de Laterrière, tente d'imposer sa solution d'annexion totale. En mai 1983, il revient publiquement à la charge et déclare que Chicoutimi : « compte pouvoir annexer le Village de Laterrière afin de bénéficier de la manne de taxes, se plaçant sur le même pied que ses sœurs jumelles Ville de La Baie et Jonquière qui jouissent d'un tel revenu, permettant de meilleures prévisions budgétaires » ²⁰⁸.

[138]

Étant donné que Chicoutimi justifie sa demande par rapport à ses besoins de revenus fonciers supplémentaires, elle utilise l'argument comparatif. Elle compare ses revenus de taxes industrielles à ceux des autres municipalités voisines, Ville de La Baie et Jonquière qui, elles,

²⁰⁵ Ville de Chicoutimi, *Mémoire sur la fusion des municipalités de Laterrière (village et paroisse), Canton Tremblay et Chicoutimi*, 1983 : 25-25.

²⁰⁶ *Idem.*

²⁰⁷ Gagnon, G., *Les liens historiques entre Canton Tremblay et Laterrière avec Chicoutimi*, Juin 1983, 20 p.

²⁰⁸ *Journal de Québec*, 1983-05-10.

obtiennent, exclusivement d'Alcan, respectivement 7,8 Mdollars et 11,5 Mdollars (chiffres 1989). Elle se plaint de recevoir des revenus fonciers moindres, car sa vocation commerciale l'a toujours emporté sur sa vocation industrielle. Elle compare aussi le taux de taxe foncière. Pour appuyer ses prétentions annexionnistes, Chicoutimi fait appel à une firme de consultants comptables, concernant l'impact fiscal du projet d'usine d'électrolyse sur la taxe foncière de Laterrière, Chicoutimi et Canton Tremblay. Ceux-ci affirment que dans le cas où Chicoutimi retirerait les revenus de la taxe d'Alcan à Laterrière, sans coût d'investissements supplémentaires (ce qui est déjà confirmé par Alcan), cela rendrait le taux de la taxe foncière de la ville de Chicoutimi comparable à celui des villes de La Baie et de Jonquière. Les trois villes du Haut-Saguenay posséderaient alors un taux de taxe et des services comparables, une des conditions préalables à la fusion des villes du Haut-Saguenay.

Le dessein politique de la fusion des villes du Haut-Saguenay

Dans le débat sur l'annexion Laterrière-Chicoutimi, il y a une autre dimension récurrente qui est sous-tendue, soit celle de la fusion inter-municipale. La fusion de Chicoutimi-Jonquière et des municipalités rurales avoisinantes fait depuis longtemps partie des projets gouvernementaux du ministère des Affaires municipales (MAM) et du dessein de certains politiciens locaux. Historiquement, il y a eu la loi favorisant le regroupement des municipalités (L.Q., 1971, chapitre 53) qui devait unir, à compter du 1^{er} juin 1978, les 125 000 contribuables des villes de Jonquière et Chicoutimi en une seule ville : ville Saguenay. Mais l'opposition étant alors trop vive, le gouvernement a fait marche arrière pour l'exécution de la loi, suite à une promesse électorale du Parti québécois.

[139]

Concernant l'annexion de Laterrière, il y a eu une sorte d'entente politique préalable entre les municipalités urbaines et les autres instances politiques, puisque théoriquement Jonquière et Ville de La Baie auraient pu réclamer aussi l'annexion de Laterrière à leur municipalité.

Mais les maires étaient conscients de l'importance d'atteindre un certain équilibre fiscal sous-régional (Haut-Saguenay). Ils pouvaient donc difficilement se mêler du dossier, du moins publiquement. Pour eux, il apparaissait normal que Laterrière partage ses taxes en faveur de Chicoutimi ²⁰⁹. Cela explique peut-être pourquoi les demandes d'appui de Laterrière auprès de Jonquière se soldent par un échec. Pourtant, pense Laterrière, ne s'agit-il pas d'une partie de l'usine d'Arvida, voire des revenus fonciers municipaux qui seront déplacés de Jonquière vers Chicoutimi ? Du côté de Jonquière, on craint, en retour, que la dot politiquement exigée pour ce soutien soit l'annexion Chicoutimi-Jonquière ²¹⁰.

Bien que les deux dossiers ne soient pas associés au niveau du discours, pour Chicoutimi l'annexion de Laterrière représente un atout précieux pour une éventuelle fusion des villes du Haut-Saguenay. Cependant, l'atout de la fusion n'est pas suffisamment fort pour dénouer l'impasse entre les parties. Le mariage ne peut tout de même pas se faire sans un consentement minimal des époux. La situation se cristallise. Les positions se durcissent. Les alliés se manifestent.

Avant même l'éclatement de l'impasse, un acteur, la Société d'expansion économique du Saguenay inc. (SEES), intervient activement dans les coulisses de la scène politique. Il s'agit d'un organisme de promotion économique, voué aux intérêts du milieu des affaires de Chicoutimi. Cet organisme défend l'idée qu'annexer Chicoutimi à Laterrière « va paver la voie à la grande fusion (ville Saguenay) qui pourra se faire ainsi, après la construction d'Alcan, entre des partenaires égaux dans la négociation » ²¹¹. La SEES appuie ses dires [140] sur une étude des impacts socio-économiques de l'aluminerie dont elle est le promoteur, dans le cadre d'un projet de développement de l'emploi. Cette étude a pour objectifs de mesurer les retombées pour la communauté d'affaires de Chicoutimi, d'évaluer les retombées intrarégionales et enfin de déceler la perception de la population face au projet de construction d'Alcan ²¹². Cette étude conclut, entre autres, que

²⁰⁹ Entrevue n° 19.

²¹⁰ Entrevue n° 19.

²¹¹ *Progrès-Dimanche*, 1983-05-08.

²¹² Société d'expansion économique du Saguenay, *Étude d'impacts socio-économiques*, Chicoutimi, 1983 : avant-propos.

la population est favorable au projet, mais qu'au niveau des équipements municipaux, Laterrière n'est pas suffisamment structurée (un service d'incendie, une protection publique, une structure administrative municipale) pour recevoir une usine d'une telle envergure ²¹³. [Pourtant, bien que cet argument soit utilisé à plusieurs reprises par les « annexionnistes », Alcan a déjà annoncé à plusieurs reprises aux différents conseils municipaux qu'elle ne demandera pas d'infrastructure pour son projet. Les axes routiers régionaux passent à proximité de l'usine et les nappes d'eau sont sur le terrain de l'usine. Quant aux services d'incendie et de protection publique, Alcan a déjà des services privés et signe des ententes avec Chicoutimi et Laterrière].

La SEES considère qu'il s'agit d'une occasion unique pour rétablir l'équité fiscale dans la conurbation, intercédant ainsi auprès du député-ministre responsable du dossier. Dès le début de 1982, elle lui suggère par lettre une stratégie d'intervention. La stratégie proposée par l'organisme comprend deux temps : la fusion des deux Laterrière et ensuite l'annexion avec Chicoutimi. L'organisme va jusqu'à recommander au ministre une approche plus feutrée dans le discours :

« On ne devrait pas dire que Chicoutimi veut récupérer les revenus éventuels de Laterrière mais plutôt dire que le gouvernement rétablit les choses en permettant que Chicoutimi se dote d'une fonction industrielle, suite à la perte de la taxe d'affaires. Il faut bien admettre que [141 c'est la perte *de cette* taxe qui a aggravé de façon significative la situation des revenus de la ville. Cette situation doit être corrigée et la fusion avec La terrière fait partie des correctifs *que le* gouvernement doit être disposé à consentir » ²¹⁴.

Et si les négociations n'aboutissent pas à l'annexion, la SEES suggère au ministre de « penser à l'annexion pure et simple imposée par le gouvernement afin de ne pas retarder indûment les décisions de l'Alcan » ²¹⁵. Pour réaliser cette annexion, le directeur général de la SEES propose trois interventions : 1) une rencontre avec Alcan :

²¹³ *Ibid.*, 1983 : 137.

²¹⁴ *Idem.*

²¹⁵ Société historique du Saguenay (SHS), Fonds M.-A. Bédard, lettre du 15 janvier 1982.

« Monsieur Chevalier (*vice-président régional*) est disposé à vous faire un résumé de la situation, vue de son côté et de ses conseillers » ; 2) une entente avec les collègues des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement pour les audiences publiques, le dézonage et la rapidité du traitement des dossiers ; 3) une entente avec le MAM au chapitre des services municipaux. De plus, la SEES sert d'interlocutrice auprès des principaux conseils municipaux pour faire passer le projet d'annexion en relation avec le projet industriel. À ce sujet, le directeur de la Société mentionne au ministre : « Il est bien évident que je n'y suis pas allé avec autant de détails, mais nous avons leur appui pour en faire un dossier d'intérêt commun et non un projet industriel privé, sans plus » ²¹⁶.

D'autres alliés à la cause de Chicoutimi font entendre leur point de vue dans les médias. La Chambre de commerce de Chicoutimi, pour qui les retombées sont évidentes, clame bien fort qu'il faut mettre fin aux chicanes de clochers qui jouent en défaveur de la région et réaliser une répartition équitable des ressources. ²¹⁷ Le journal local, par la voie de son éditorialiste, prône l'annexion. Il avance l'argument que « l'implantation d'une aluminerie d'Alcan à Laterrière représente [142] une occasion historique de corriger l'injustice causée à Chicoutimi par la réforme fiscale » ²¹⁸.

²¹⁶ *Idem.*

²¹⁷ *Le Réveil à Chicoutimi*, 1983-10-19.

²¹⁸ Il est ici question de la récupération d'une taxe d'affaires par le gouvernement provincial. *Le Quotidien*, 1983-08-29.

LES TERMES DU CHOIX : UNE ANNEXION FORCÉE OU VOLONTAIRE ?

[Retour à la table des matières](#)

Les collectivités locales de Laterrière n'entendent pas se laisser annexer sans leur consentement : une annexion volontaire peut-être mais une annexion forcée jamais... À cet égard, la paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière et la municipalité du Village de Laterrière restent fermes. Dans une missive adressée au ministre des Affaires municipales, ces dernières lui demandent de rejeter toute tentative unilatérale d'annexion de la part de Chicoutimi ²¹⁹, bien qu'elles reconnaissent qu'il y a tout de même là un problème à résoudre avec la venue d'Alcan sur leur territoire [Les imposants revenus fonciers générés par le taux de taxe actuel entraîneraient un solde positif dans le budget municipal, bref un retour d'impôts pour les citoyens]. Parallèlement, elles décident de se fusionner sous le nom de municipalité de Laterrière.

La fusion des deux municipalités rurales à Laterrière

Pendant que Chicoutimi tente d'occuper la « terre promise », ainsi était désignée Laterrière au temps du père Honorat, et que la multinationale achète les terrains pour sa future implantation, les deux municipalités rurales reprennent les négociations en vue de leur fusion en une seule unité administrative. Elles reprennent là où elles avaient été laissées lors de la dernière tentative de fusion en 1978. De fait, il y avait déjà eu plusieurs tentatives de fusion depuis une quinzaine d'années - davantage à cause de la loi favorisant le regroupement des municipalités. Mais cela posait problème à la municipalité du Village de Laterrière. Cette fois-ci les intentions d'en arriver à une entente négociée et équitable [143] sont fermes. Le temps presse. Le contexte d'implantation d'une aluminerie crée une pression ostensible : « Ce qu'Alcan a amené à ce niveau, c'est l'obligation pour les deux munici-

²¹⁹ *Le Réveil à Chicoutimi*, 1983-08-31.

palités d'accélérer le processus de fusion » ²²⁰. Désormais, l'organisation territoriale de Laterrière devient intimement liée à celle d'Alcan : « Le problème Alcan fait partie de la problématique de fusion des deux Laterrière » ²²¹.

Les démarches s'enclenchent à partir de mars 1983. Un comité de fusion bipartite est mis sur pied. Le processus d'échanges entre les municipalités en vue de la fusion dure environ trois mois. En avril 1983, les Laterrois et les Laterroises acceptent, lors d'une soirée publique d'information, le principe de la fusion des deux villages de Laterrière. En mai 1983, les conseils municipaux respectifs adressent une requête en regroupement auprès de Québec. Un mois plus tard, les deux conseils municipaux définissent les dernières modalités de la fusion devant les caméras de la télévision. Avec la fusion, les citoyens ont l'impression de se solidariser, de s'unir pour faire face à la menace de l'annexion. « La fusion ça nous donnait de la force pour négocier, pour empêcher l'annexion du territoire. En faisant un, la communauté de Laterrière démontrait qu'elle ne voulait pas se faire annexer. C'était une volonté populaire » ²²². Dans ce contexte d'opposition, la fusion est vue comme un outil pour contrer l'annexion urbaine et protéger « les valeurs rurales tant au niveau social, que culturel et économique » d'une « Influence négative » d'une administration ayant « des intérêts urbains » ²²³. La nouvelle municipalité obtient ses lettres patentes, le 9 novembre 1983, en vertu de l'article 14 de la loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chap. R-19). Une première étape vient d'être franchie.

²²⁰ Entrevue n° 14.

²²¹ Résolution soumise par la municipalité du Village de Laterrière au ministre des Affaires municipales, 27 octobre 1983.

²²² Entrevue n° 14.

²²³ Procès-verbal du Conseil de la municipalité du Village de Laterrière, 1983-06-06.

L'opposition

L'opposition à l'annexion ne vient pas que des deux municipalités de Laterrière. D'autres municipalités rurales, elles aussi menacées d'annexion par la ville, offrent leur appui. De plus, la population locale commence à manifester son désaccord. À un moment donné, l'opposition rurale est suffisamment forte pour faire réfléchir le député qui ralentit la poussée, car il craint de soulever la colère de tout le milieu rural ²²⁴.

Cette opposition du milieu rural est en quelque sorte appuyée par les déclarations du ministre des Affaires municipales qui clame bien haut la richesse que représentent les petites municipalités pour l'avenir du Québec :

« Vous représentez cependant encore un choix de vie différent, vous représentez généralement des citoyens qui gagnent leur vie autrement qu'à la ville. Vous représentez la diversité dans la nation. Il me semble évident que le nombre d'habitants sans relation avec le territoire ne peut vous définir. La notion de ruralité collée à la seule agriculture, non plus, Je considère que la puissance du monde "rural" doit être, par votre entremise, révisée et réaiguillée. Les mines, les carrières, l'exploitation forestière et même les industries de la pêche et du tourisme doivent être incorporées dans la définition du monde que vous représentez. Combinée à l'essor agricole du Québec, la base financière fournie par et pour toutes ces industries vous permet d'atteindre un poids politique important [...]. Vous représentez la diversité d'une nation à l'intérieur du Québec. Vous représentez la force du grenier des ressources du Québec.

[145]

Vous représentez la puissance et les difficultés de l'immensité du territoire » ²²⁵.

Dans leur requête conjointe au ministre (septembre 1983), le priant de rejeter l'annexion à la ville de Chicoutimi, les municipalités ar-

²²⁴ Entrevue n° 18.

²²⁵ Allocution de Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales lors d'une conférence de presse de L'UMRCQ, Montréal 1983, 9 p.

guent : « L'intérêt et la survie du monde rural passent avant tout par l'acceptation et la sauvegarde de son entité que notre gouvernement a d'ailleurs voulu protéger par la Loi sur la protection des terres agricoles » ²²⁶. Pour les élus laterrois, la sauvegarde du territoire agricole est en jeu, et la fusion avec une municipalité urbaine ne fera qu'accentuer le problème ²²⁷. Bien que les intervenants ruraux trouvent auprès du ministre une oreille attentive à leur volonté d'autonomie, à court terme, la bataille politique continue. Devant l'imminence de l'annexion, le maire cherche une autre issue pour que Laterrière ne soit pas tout simplement rayée de la carte.

Officiellement, l'argumentation de Laterrière repose principalement sur la défense du patrimoine rural et de la démocratie :

« Notre population s'est toujours efforcée de conserver l'aspect rural du milieu tout en mettant en valeur son riche patrimoine [...]. En 1983, Laterrière célèbre son centenaire malgré le spectre d'une atteinte à son entité que laisse planer l'arrivée du projet d'implantation de l'aluminerie Alcan. "Les assemblées de 1921 étaient une affaire de trottoirs", les années 80 pourraient être une affaire de respect de l'expression démocratique d'une volonté face au déséquilibre causé par l'arrivée d'une usine en milieu rural » ²²⁸.

[146]

Si l'arrivée de l'usine et l'annexion sont ressenties comme une double menace de disparition pour la localité, c'est davantage l'idée d'une annexion par la force du gouvernement québécois qui suscite la colère. En guise de riposte à cette menace, Laterrière montre les dents : elle ne se laissera pas damer le pion, et s'il le faut, elle utilisera son ultime carte, soit son pouvoir de réglementation en matière de zonage :

²²⁶ Procès-verbal du Conseil de la municipalité du village de Laterrière, 1983-06-06.

²²⁷ *Idem.*

²²⁸ Municipalité du Village de Laterrière, *Communauté de développement et de valorisation du patrimoine*, 1983 : 1.

« Nous pourrions sûrement poser un geste qui pourrait avoir des répercussions quand même assez importantes. Je pense que même si Alcan a obtenu du ministère de l'Environnement l'autorisation de construire sur un terrain agricole, les règlements de construction, les règlements de zonage de Laterrière ne permettent pas de construction d'usine sur ce même terrain. C'est dire qu'il faut un changement de règlement, et j'imagine que si on n'obtient pas une certitude que Laterrière sera respectée et pourra conserver son identité, je pense que la population votera en bloc contre ce changement de règlement et puis Alcan deviendra dans une situation assez précaire » ²²⁹.

Ledit projet d'annexion forcée commence à susciter des inquiétudes dans la population de Laterrière. Spontanément, des citoyens font de l'affichage pour sensibiliser l'ensemble de la population ²³⁰. Manifestant bien haut leur désaccord, un mouvement anti-fusion est créé, des lettres de protestation sont envoyées dans les médias et des activités de sensibilisation publique ont lieu. Une requête contre l'annexion circule et un sondage populaire affirme que 97,8% des personnes dénoncent la fusion immédiate ou future avec Chicoutimi ²³¹. [147] Dans les journaux, des lettres ouvertes font état de l'opinion populaire :

« "Laterrière ne veut pas devenir le faubourg de Chicoutimi "On veut garder La terrière aux Laterrois". "On ne veut pas être aux prises avec le développement anarchique de Chicoutimi ", "Si un privilège doit être accordé concernant une fusion, c'est bien Laterrière qui grâce à sa préséance historique devrait être libre de fusionner si bon lui semble, les villes satellites qui gravitent autour de ses limites". "Nous avons nos racines, notre histoire" » ²³².

²²⁹ CBJ-RADIO-CANADA, 1983-09-01.

²³⁰ Procès-verbal du Conseil de la municipalité du Village de Laterrière, 1983-06-20.

²³¹ Procès-verbal du Conseil de la municipalité du Village de Laterrière, 1983-11-07.

²³² Commentaires recueillis dans les journaux.

Cependant, il n'y a pas que des raisons immatérielles qui motivent l'opposition de la population ; advenant une annexion totale du territoire à Chicoutimi, les contribuables devraient payer le même taux de taxe qu'à la ville. Elle s'oppose à ce changement à même son portefeuille, ayant déjà fait le compromis de l'occupation du territoire (d'agricole à industrielle).

Politiquement, pour le député-ministre, la solution de l'annexion totale devient une position de plus en plus délicate à soutenir. La levée de boucliers de la part du milieu rural du Haut-Saguenay semble telle qu'une annexion totale devient peu souhaitable politiquement ²³³. Une autre solution s'impose. Devant la pression de la négociation, les élus locaux s'engagent sur le chemin de la solution négociée. L'imposition comme le refus pur et simple de l'annexion apparaissent de moins en moins probables : l'heure est au compromis ou du moins aux solutions concrètes.

[148]

LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

[Retour à la table des matières](#)

Laterrière recherche un compromis qui lui permet de sauvegarder son identité et son autonomie administrative tout en obtenant une compensation financière pour la diminution de son territoire au profit de Chicoutimi. Toutefois, au départ, il n'y a pas d'unanimité sur la nature des solutions et les modalités du compromis entre les représentants des deux municipalités affectées. Pour élaborer des solutions et les modalités de cette compensation, les politiciens font appel aux spécialistes des questions fiscales.

Pour le compte de la paroisse Notre-Dame-de-Laterrière, la firme de consultants D. Arbour et Associés recommande l'annexion partielle, c'est-à-dire l'annexion du site industriel avec Chicoutimi, moyennant une compensation financière. Cette firme croit que l'usine occasionnera des nuisances dues aux émissions de poussières et à la circulation accrue lors de la construction ainsi qu'un impact visuel perma-

²³³ Entrevue n° 18.

nent suite à la construction de la voie ferrée et des lignes électriques. « De plus, l'usine restera pour toujours un corps étranger sur lequel Laterrière aura abandonné son pouvoir de contrôle, à moins que des mesures particulières ne soient prévues dans le document » ²³⁴. Cependant, cette municipalité croit que l'annexion de toute la zone tampon n'est pas justifiée et veut conserver ce territoire sous sa juridiction ²³⁵.

La proposition d'une solution d'annexion partielle ne plait pas aux élus de la municipalité du Village de Laterrière, ces derniers jugeant cette cession économiquement et socialement inacceptable ²³⁶. Ils suggèrent de souscrire à un seul projet et d'élaborer une stratégie commune pour se défendre [149] contre Chicoutimi ²³⁷. La municipalité du Village de Laterrière propose plutôt la création d'une Communauté de développement et de valorisation du patrimoine qui générerait, à l'échelle sous-régionale, les retombées économiques locales. Selon eux, cette Communauté faciliterait une « péréquation démocratique des taxes industrielles » entre les municipalités de la MRC du Fjord, tout en laissant une complète autonomie juridique et territoriale à Laterrière ou aux autres pôles industriels.

« Cette idée de péréquation démocratique est reliée premièrement à un esprit de développement régional et deuxièmement à la volonté de conserver et de protéger les identités juridiques des municipalités concernées. Une partie des taxes resterait à la municipalité et l'autre servirait à la région d'appartenance, Soit la MRC du Fjord. Ce solde serait versé dans un fonds de valorisation du patrimoine » ²³⁸.

²³⁴ Arbour, D. et Associés, Analyse des options pour la redistribution des revenus de taxation de l'usine de Sécail, Notre-Dame-de-Laterrière, 1983 : 9.

²³⁵ Québec, MAM, Benoît, R. et Pépin, R., *Projet d'annexion de la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière comprenant le site de la future aluminerie Alcan*, 1983 : 3.

²³⁶ Procès-verbal du conseil de la municipalité de la Paroisse Notre-Dame-de-Laterrière, 1983-10-22.

²³⁷ *Idem*.

²³⁸ Communiqué de la municipalité du Village de Laterrière, 6 mai 1983.

Avec son concept de communauté de développement et de valorisation du patrimoine, la municipalité du Village de Laterrière introduit un nouvel élément dans le débat, soit la notion de développement régional. Selon elle, ce projet de fonds de valorisation du patrimoine assurerait un contrôle plus efficace du développement de son territoire, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, le raffermissement des liens d'appartenance entre les collectivités locales et l'équité sociale face aux avantages et désavantages de la venue d'Alcan à Laterrière ²³⁹.

Projet alternatif en mains, la municipalité du Village de Laterrière s'adresse à la MRC du Fjord afin que cette dernière fasse une étude plus approfondie quant aux modalités de cette nouvelle structure administrative. La proposition [150] d'étude est refusée par les représentants de la MRC, notamment ceux des villes, inquiets que cette éventuelle mise en commun des taxes industrielles de Laterrière les engage dans le partage de leurs propres revenus industriels ²⁴⁰. La municipalité du Village de Laterrière maintient et réitère son désaccord au ministre des Affaires municipales (septembre 1983). Des rencontres ont lieu entre les municipalités sur la base des rapports d'experts respectifs, mais aucune entente formelle ne survient ²⁴¹. Or l'heure des négociations, du face-à-face approche. Une entente doit avoir lieu pour qu'Alcan puisse annoncer officiellement son projet d'usine au début de l'année 1984.

LES NÉGOCIATIONS DIRECTES

[Retour à la table des matières](#)

Le 26 septembre 1983, le député-ministre presse les élus ruraux de s'entendre sur le projet d'annexion et brandit la menace d'une intervention gouvernementale devant un échec des négociations. Il fixe le premier novembre comme date limite pour une entente négociée qui pourrait prendre la forme d'une annexion partielle. Si une entente n'est

²³⁹ Municipalité du Village de Laterrière, *Communauté de développement et de valorisation du patrimoine*, 1983.

²⁴⁰ Entrevue n° 14.

²⁴¹ *Idem.*

pas survenue à ce moment, une « opération bill » forcera la main aux événements. Les élus locaux concernés ont jusqu'au 18 octobre pour présenter une solution négociée.

Bien que le principe d'autonomie territoriale des municipalités soit un droit presque intouchable au Québec, un ultimatum d'annexion est posé. L'échéancier, voire l'étau, se resserre sur Laterrière. Malgré qu'Alcan ait déjà engagé des sommes d'argent dans la mise sur pied du projet Laterrière, le député évalue que les délais impartis par cette négociation risquent de faire perdre, à la région, les retombées économiques :

« Il est évident que le temps nous presse, car nous ne pouvons nous permettre de manquer le bateau. Le Haut-Saguenay n'a pas les [151] moyens de perdre pratiquement 3 millions de dollars [canadiens] de retombées fiscales avec la construction de l'usine projetée par Alcan » ²⁴².

Devant cet ultimatum, les deux municipalités rurales s'entendent pour faire front commun et présenter une seule position lors des négociations avec le député ²⁴³. Le 17 octobre 1983, le député du comté Dubuc, un représentant du ministère des Affaires municipales et les maires des deux Laterrière et de Chicoutimi sont convoqués au bureau du ministre à Chicoutimi. Cette réunion marque un point tournant dans le déroulement du dossier : « C'est à ce moment que la formule d'annexion s'est décidée » ²⁴⁴. Séance tenante, le déroulement de la rencontre bifurque de la stratégie préalablement établie entre les deux Laterrière. Le ministère des Affaires municipales, à la suite d'une demande expresse du député-ministre de Chicoutimi, a préparé un projet d'annexion partielle de l'ensemble du site de l'usine. Pour le député, il s'agit d'une proposition ferme qui, avance-t-il, préservera l'identité de Laterrière et amènera des retombées économiques locales.

Trois jours plus tard, le maire de la municipalité du Village de Laterrière tient une soirée d'information auprès de la population qui refuse l'annexion et propose la solution d'un Fonds de développement et

²⁴² *Le Quotidien*, 1983-09-26.

²⁴³ Entrevue n° 14.

²⁴⁴ *Idem*.

de valorisation du patrimoine. Devant la proximité de l'échéance, la situation évolue rapidement. Le principal protagoniste de l'entente, le maire du Village de Laterrière, fait volte-face : il présente au MAM un document définissant des modalités de compensation selon deux méthodes de calcul, la plus élevée des deux déterminant la compensation réelle ²⁴⁵ ²⁴⁶. Lors de la rencontre du 28 octobre avec le ministre des Affaires municipales, les [152] deux municipalités font valoir leurs conditions relatives à la perte du territoire : le projet de loi instituant l'annexion devrait comporter les terrains de l'usine seulement (environ 90 hectares), une compensation de 30 000 dollars pour la période précédant la construction et par la suite un pourcentage variant de 10 à 11,6% des revenus perçus par Chicoutimi.

Quinze jours plus tard, le député-ministre rend le verdict : l'ensemble du site industriel sera annexé à la ville de Chicoutimi (870 hectares) avec compensations financières pour Laterrière. Un projet de loi viendra sanctionner cette opération unique de découpage territorial. Toutefois, malgré l'apparence d'une solution finale, la négociation entre le député et le maire de la municipalité du Village de Laterrière continue jusqu'à l'ultime moment du dépôt du projet de loi.

²⁴⁵ Québec, MAM, Benoît, R. et Pépin, R., *Projet d'annexion de la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière comprenant le site de la future aluminerie Alcan*, 1983 : 3.

²⁴⁶ Municipalité du Village de Laterrière, *Résolution envoyée au ministre du MAM*, 27 oct. 1983.

LA POSITION D'ALCAN

[Retour à la table des matières](#)

Malgré qu'Alcan ne manifeste pas publiquement son opinion au sujet de l'annexion, elle laisse tout de même savoir aux élus municipaux sa préférence, celle de l'annexion de tout Laterrière à mi ²⁴⁷, ²⁴⁸. Lors de rencontres avec des élus de Laterrière, cette proposition est sur la table ²⁴⁹ :

« Ils sont intervenus au niveau des élus. Ils m'ont invité à différents dîners ou occasions pour en parler et m'inciter à me rallier à l'annexion totale. Ils comprenaient difficilement notre position : le nationalisme, la fierté qu'on avait ²⁵⁰.

Sachant que c'est le ministère des Affaires municipales du Québec qui prendra la décision finale, elle lui manifeste ses [153] inquiétudes et ses réticences, lors d'une rencontre avec le député-ministre et le ministre du MAM. Dans une lettre adressée audit ministre, la firme montre son désaccord sur l'annexion partielle et utilise son argument masqué, soit celui de ses investissements futurs au SLSJ :

« Toutefois les inconvénients qu'entraîne l'annexion partielle nous obligeront sans aucun doute à revoir, dans l'avenir, notre stratégie de localisation de nouvelles usines dans le cadre de notre modernisation au Saguenay-Lac-Saint-Jean » ²⁵¹.

²⁴⁷ Entrevues n^{os} 14, 15.

²⁴⁸ Mémoire du ministre des Affaires municipales au Conseil des ministres, 1983.

²⁴⁹ Procès-verbal du Conseil de la municipalité du Village de Laterrière, 1983-11-07.

²⁵⁰ Entrevue n^o 14.

²⁵¹ Société historique du Saguenay, Fonds M.-A. Bédard, Alcan, lettre adressée au ministre du MAM, 1983-10-14.

Pour cette Société, une autre condition de son investissement à Laterrière s'avère la rapidité de l'entente reliée au remaniement territorial : Alcan veut pouvoir faire l'annonce officielle de son aluminerie en janvier 1984. Ce délai impose une pression incontournable sur le cadre de la négociation et sur son déroulement ²⁵². Quelles sont les raisons pour lesquelles Alcan ne privilégie pas la solution de l'annexion partielle ? Premièrement, cela représente financièrement des déboursés dix fois supérieurs, le taux de taxation à Laterrière étant moindre qu'à Chicoutimi. « Pour Alcan, il y avait un impact financier et elle ne voulait pas passer pour un mauvais contribuable. Ils ne pouvaient pas dire, dès le début de la négociation, qu'ils étaient d'accord à voir doubler leur compte de taxes » ²⁵³. Si le rattachement urbain a lieu, Alcan souhaite que les retombées fiscales de près de 4 millions de dollars engendrent une diminution de l'écart entre les villes :

« De plus, je vous ai signalé qu'Alcan n'avait pas l'intention de se dérober à sa responsabilité de payer plus de taxes municipales équitables [...]. Nous aimerions nous assurer que dans une [154] même région l'écart des taux entre les municipalités soit acceptable » ²⁵⁴.

Deuxièmement, l'autre raison invoquée est le nombre d'interlocuteurs : « La compagnie Alcan ferait face à deux interlocuteurs municipaux avec qui elle aurait à négocier certaines modalités de réalisation de ses projets » ²⁵⁵. La Société préfère toujours négocier avec un seul vis-à-vis, bien que dans les faits, dans ce cas-ci, elle ait dû négocier avec les trois municipalités concernées (achats de terrain, zonage, service d'incendie, etc.).

²⁵² *Idem.*

²⁵³ Entrevue n° 18.

²⁵⁴ Société historique du Saguenay, Fonds M.-A. Bédard, Alcan, lettre adressée au ministre du MAM, 1983-10-14.

²⁵⁵ *Idem*

LA POSITION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

C'est évidemment le rôle de ce ministère de venir en aide aux municipalités qui veulent se fusionner. Il sert de guide et de médiateur afin d'établir les modalités du regroupement municipal tant au niveau administratif, financier, fiscal que politique ²⁵⁶. Cependant, pour le projet politique d'annexion partielle demandée par le député, l'opération est plus délicate, car il ne rencontre pas les normes juridiques. Selon la loi, pour être annexés, les territoires doivent être contigus. Or ces territoires, celui de l'usine et celui de Chicoutimi, ne sont pas contigus. Pour rendre légale cette annexion, les fonctionnaires tracent une bande linéaire, suivant le tracé du boulevard Talbot, une sorte de cordon ombilical entre les terrains de l'usine et les limites de la ville de Chicoutimi. Ce projet de loi crée un précédent juridique au Québec : « Pour être annexés, il faut que les territoires soient contigus. Le boulevard Talbot, c'était une façon de rendre le territoire contigu. On savait que ça pourrait servir de précédent ailleurs » ²⁵⁷.

[155]

La pertinence d'un tel découpage territorial ne fait pas l'unanimité au sein du ministère. Tout de même, deux hauts fonctionnaires, dont un sera par la suite nommé sous-ministre pour services rendus, élaborent les modalités de cette acrobatie administrative et juridique. Dans un rapport qu'ils soumettent le 11 novembre 1983, ils recommandent de verser à Laterrière : 1) un montant fixe de 35 000 dollars pour la première année suivant l'annexion ; 2) à partir du moment où une partie de la valeur des installations est portée au rôle, un pourcentage fixe de 10% du montant total des revenus, jusqu'à concurrence de 300 000 dollars, 3) lorsque le montant est supérieur à 300 000 dollars, le pourcentage sera réduit à 8% ²⁵⁸

²⁵⁶ Entrevue n° 16.

²⁵⁷ *Idem.*

²⁵⁸ Québec, MAM, Benoît, R. et Pépin, R., *Projet d'annexion de la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière comprenant le site de la future aluminerie Alcan*, 1983 : 4.

LES DERNIÈRES HEURES DU DÉNOUEMENT

[Retour à la table des matières](#)

Le calendrier d'exécution coercitif du député-ministre se réalise à quelques jours près. Le 14 novembre 1983, en conférence de presse il annonce,

« L'annexion de 2 000 acres permettra aux citoyens de Chicoutimi et de Laterrière de bénéficier de revenus beaucoup plus élevés provenant de l'implantation industrielle projetée. On peut affirmer que les montants versés par la compagnie Alcan seront dix (10) fois plus élevés avec l'annexion proposée. Le mécanisme de compensation prévu dans le projet de loi permettra à la population de Laterrière de profiter d'une partie des retombées fiscales potentielles, mieux proportionnées à ses besoins réels » ²⁵⁹

Il justifie le choix en faveur de l'annexion partielle à Chicoutimi, par l'équilibre fiscal entre les trois villes du Haut-Saguenay, condition favorisant l'émergence future d'un pôle urbain unifié (ville Saguenay) :

« L'annexion partielle proposée permettra de rétablir l'équilibre fiscal et financier entre trois pôles urbains, puisqu'après l'implantation industrielle projetée, la richesse foncière uniformisée per capita de Chicoutimi devrait se situer à un niveau beaucoup plus comparable aux municipalités de Jonquière et de la Baie. [...] Je suis d'avis que nous créons ainsi des conditions aptes à favoriser l'émergence d'un pôle urbain unifié et plus fort » ²⁶⁰.

Coup de théâtre ! À la sortie de la conférence de presse, le maire du Village de Laterrière se dit offusqué par la formule de compensa-

²⁵⁹ Société historique du Saguenay, Fonds M.-A. Bédard, texte de la conférence de presse de Marc-André Bédard, 14 nov. 83.

²⁶⁰ *Idem.*

tion financière adoptée. « S'il faut on va bloquer la route ! » menace le maire du Village de Laterrière. Une rencontre d'urgence est convoquée et le député propose de réajuster le taux de compensation. Chicoutimi est là, mais le maire ne parle pas. C'est toujours avec le député-ministre que se font les négociations » ²⁶¹. Le maire de Laterrière affirme qu'il ne se ralliera qu'à la condition que l'on respecte ses propositions de compensation financière : 1) la municipalité ne veut pas recevoir moins que le montant qu'elle aurait perçu si elle était l'unique perceptrice des taxes industrielles ; 2) la compensation doit respecter une richesse foncière ne pouvant être moindre que celle des villes où Alcan est déjà établie. « Les citoyens de Laterrière ont le droit d'être avantagés de la venue d'Alcan [...]. Après tout, ce sont eux qui subiront dans leur milieu rural les conséquences environnementales de la venue d'Alcan » ²⁶², argüe le maire. Finalement, Laterrière obtient gain de cause sur les modalités de compensation financière.

[157]

Le député-ministre pilote politiquement le projet jusqu'à la fin. Il a l'aval du Premier ministre et du ministre des Affaires municipales. La loi 53 passe très tard en soirée, lors de la quatrième session de la législature de 1983, sans aucune opposition ²⁶³. Elle entre en vigueur à partir du premier janvier 1984.

ÉPILOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Montréal. Avril 1985. Alcan annonce qu'elle suspend son projet de construction d'une usine d'électrolyse et d'alumine à Laterrière. Motif invoqué : la situation actuelle sur le marché de l'aluminium, notamment la chute des profits, retarde la construction de l'usine ²⁶⁴. La construction de l'usine ne commencera qu'en avril 1988, quatre ans après le premier échéancier, pour un coût total de 800 millions dol-

²⁶¹ Entrevue n° 14.

²⁶² Municipalité du Village de Laterrière, *Une compensation juste et équitable pour Laterrière*, p. 3.

²⁶³ Entrevue n°15.

²⁶⁴ *Le Soleil*, 1985-04-26.

lars : elle ouvre ses premières salles de cuves à la fin de 1989. Toutefois, comme il s'agit d'une usine de remplacement, la perspective de création de nouveaux emplois à l'échelle régionale est largement assombrie. En effet, la mise en opération de cette usine amènera une perte d'environ 300 à 600 emplois, selon la version patronale ou syndicale. Les travailleurs affectés à la nouvelle usine viennent pour la majorité du complexe Jonquière. Ce qui fait maintenant croire aux négociateurs politiques régionaux du bail de la Péribonca qu'il aurait mieux valu qu'Alcan garantisse un plancher d'emplois plutôt qu'une capacité de production de tonnes métriques d'aluminium ²⁶⁵.

La construction de l'usine nécessite d'autres infrastructures lourdes, tel le chemin de fer. En juin 1989, Alcan se présente devant le Bureau des audiences publiques (BAPE) au sujet du tronçon de 14 km de voie ferrée qu'elle doit construire entre Ville de La Baie et Laterrière. Le tracé proposé par la compagnie ne fait pas l'unanimité, notamment chez des propriétaires. Un pôle local de développement récréotouristique [158] sera largement affecté par la présence du chemin de fer. Des négociations houleuses achoppent et se soldent par un projet de loi privé, permettant à Alcan d'exproprier les terrains privés pour la construction de son chemin de fer.

La construction du chemin de fer, l'aspect visuel des abords de l'usine, le rejet des eaux usées dans la rivière du Moulin, les émissions atmosphériques de fluor et leurs impacts sur l'agriculture, le développement local, autant d'éléments qui nécessitent une attention soutenue de la part de la communauté ²⁶⁶. Parce qu'elle partage un même environnement pour des fins différenciées, des ententes (aménagement paysager, piste cyclable) et des mésententes (problèmes d'approvisionnement en eau potable) surviennent entre l'entreprise et la municipalité ou ses citoyens et citoyennes. Même si la zone industrielle fait officiellement partie de Chicoutimi, Laterrière demeure la municipalité voisine la plus directement touchée par la présence du complexe industriel. Quant à la compensation financière, elle permet à Laterrière de récupérer quelque 300 000 dollars par année et d'envisager des projets de développement local et récréotouristique.

²⁶⁵ Entrevue n° 18.

²⁶⁶ Entrevue n° 14.

Laterrière a maintenant le statut de ville (août 1990). Avec les années quatre-vingt-dix, il n'est pas dit qu'une annexion ne pourrait pas avoir lieu - l'idée de la fusion des villes du Haut-Saguenay demeure dans le dessein des politiciens tant en région qu'à Québec. Le fait que Chicoutimi paie à Laterrière une compensation financière ou redevance renforce cette probabilité. C'est du moins ce que redoutent bien des Laterrois et Laterroises qui croient en leur appartenance et leur identité distinctes.

[159]

La recomposition des territoires.
Deuxième partie :
Récits et pratiques d'acteurs locaux

Chapitre IV

Maîtriser son cadre de vie : la qualité de l'air à Ville de la Baie

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Ville de La Baie. C'est là, le long de la rivière Saguenay dans la magnifique baie des Ha ! Ha ! enchassée de montagnes, qu'en 1838 les premiers colons regroupés dans la Société des Vingt-et-un foulent le sol. Aujourd'hui, suite à la fusion de Port-Alfred, de Bagotville et de Grande-Baie, la ville compte 21 000 habitants. Les activités industrielles situées au centre de la baie et du cadre urbain marquent profondément le paysage. C'est autour de l'usine de pâte et papier, du transport maritime et ferroviaire que les premiers quartiers résidentiels et commerciaux se sont développés.

Les installations portuaires appartiennent à Alcan et sont devenues « des éléments stratégiques de l'entreprise répondant à tous ses besoins de transport maritime sur le littoral oriental du Canada » ²⁶⁷. Ces

²⁶⁷ Roche Ltée, *Réaménagement de l'embouchure de la rivière à Mars. Étude d'impact sur l'environnement*, rapport final, mars 1987 : 1.

installations comprennent un chemin de fer et deux quais : Duncan et Powell, ainsi nommés en l'honneur de deux ex-présidents de la compagnie. Adjacent à ces deux quais, Alcan a établi un site d'entreposage formé de silos, d'entrepôts et d'un terrain à ciel ouvert pour l'entreposage du coke vert, populairement appelé charbon.

C'est précisément au sujet de ce site d'entreposage que les résidents des secteurs résidentiels avoisinants portent plainte depuis plus de vingt-cinq ans. Depuis 1964, des citoyens font pression sur la compagnie afin que des mesures soient prises pour enrayer les problèmes et les dommages causés par les retombées de poussières noires qui s'infiltrant dans [160] leurs maisons. Ces retombées de poussières industrielles proviennent de l'entreposage, de la manutention et du transport à ciel ouvert du coke vert.

Plusieurs actions ont été entreprises, auprès d'Alcan, par l'Association de citoyens et citoyennes affectés par ce problème et ensuite par le Comité d'environnement de Ville de La Baie, créé au début des années 80. Afin d'obtenir essentiellement un programme de mesures correctrices et un échéancier fixe d'Alcan, le Comité organise moult rencontres avec le bureau régional du ministère de l'Environnement du Québec (MENVIQ) et le bureau du ministre de l'Environnement. Devant l'impossibilité d'obtenir satisfaction, il décide de faire appel au système juridique, avec l'aide du Fonds d'aide au recours collectif. Le choix d'une procédure judiciaire, pour régler un problème récurrent et affectant leur cadre de vie, apparaît comme l'ultime issue pour obtenir un cadre et une qualité de vie jugés satisfaisants.

Devant les tribunaux (1986), tout au long de la procédure juridique visant à obtenir l'autorisation d'exercer le recours collectif, s'affrontent le requérant, le Comité d'environnement de Ville de La Baie (CEB) et l'intimée, la Société d'électrolyse et de chimie Alcan (Sécal). La stratégie d'Alcan consiste alors à mettre en cause la recevabilité de ladite requête en recours collectif. Cette requête est soumise par plus de deux mille quatre cents propriétaires et locataires dont les résidences sont contiguës aux installations portuaires. Ces derniers demandent à Alcan des compensations financières, pour un total de vingt-et-un millions de dollars canadiens. Avec ces compensations financières pour leurs dommages et intérêts, ils demandent un programme de corrections enrayant les émissions de poussières de coke vert, de bauxite et

d'alumine qui retombent sur leur propriété et nuisent à leur qualité de vie.

Car, depuis quelques années, les citoyens du Comité d'environnement de Ville de La Baie font des pieds et des mains pour en arriver à une solution négociée avec Alcan. S'adressant aux différents responsables et élus municipaux afin d'obtenir un appui à leur démarche, le Comité accuse une fin [161] de non-recevoir à leurs demandes ²⁶⁸. Une lettre d'appui, adressée à la municipalité, fait état des problèmes que vivent les citoyennes et citoyens exaspérés.

« 28 octobre 1995

Monsieur le Maire, messieurs les Conseillers,

Depuis le début des opérations, dans les années 1960, les activités portuaires de la Société d'électrolyse et de chimie Alcan ltée à La Baie entraînent l'émission de contaminants dans l'atmosphère, notamment de l'alumine, du coke et de la bauxite. Ces émissions se produisent lors du déchargement des navires, de la manutention et du chargement des matériaux, de l'entreposage du coke à ciel ouvert et enfin du transport de ces poussières par wagons non couverts. Le secteur le plus affecté est l'avenue du Port, 7^e Avenue, quartier situé à l'extrémité ouest de la 7^e Avenue, de la 8^e Avenue et de l'avenue du Port à la rue Aimé-Gravel et une partie de la rue Elgin. Chaque fois qu'un vent du nord-est se manifeste (vent dominant), l'air ou l'atmosphère est chargé de fines particules de coke, de bauxite et d'alumine qui se déposent et s'accumulent partout. Ces poussières détériorent tout sur leur passage. Comme tout est sale dehors, seulement avec le va-et-vient de la vie quotidienne, une partie de ces poussières se retrouve partout dans la maison. L'aération est difficile parce que les poussières entrent à l'intérieur par les fenêtres même fermées. Bref, l'entretien intérieur et extérieur est onéreux et toujours à recommencer. Ces retombées de poussières se produisent été comme hiver [...].

[162]

Après vingt ans d'identification et d'information, la situation est presque la même. Bien qu'informée depuis le 18 août 1964, Alcan n'a pas pris de mesures efficaces pour enrayer la pollution et par conséquent les citoyens continuent à subir les dommages causés aux propriétés du secteur concerné. Dans le bulletin de septembre, M. Jean-Louis Mongrain, directeur des installations portuaires à La Baie, déclarait que les conclusions (d'une étude) seront disponibles au début du deuxième trimestre (1986) ; « nous pourrons alors établir un échéancier réaliste des travaux à effectuer

²⁶⁸ *Le Quotidien*, 1982-03-30.

au cours des prochaines années. Rassurez-vous, membres du conseil, nous n'avons pas l'intention de fermer l'industrie à La Baie, mais si Alcan rénove ses silos qui ont une structure d'acier, imaginez nos maisons ! Après tant d'années de travail acharné, Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers, une lettre d'appui de votre municipalité dans ce dossier serait grandement appréciable et démontrerait l'intérêt que vous portez à notre milieu. Rappelez-vous qu'il n'y a pas de prospérité durable si notre ville est inhabitable.

Signé : La responsable du dossier Alcan du Comité anti-pollution et environnement de La Baie. »

L'ACTION COLLECTIVE ENVIRONNEMENTALE

[Retour à la table des matières](#)

Dès 1964, l'Association des propriétaires du quartier nord dépose une requête à Saguenay Terminals Limited (filiale d'Alcan). Cette requête, signée alors par 134 propriétaires, donne un délai de quinze jours à la compagnie pour que cette dernière prenne position. Sinon l'Association évoque la possibilité d'aller devant les « Cours de justice ». Le préambule de cette requête mentionne les dégâts causés aux propriétés privées, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, par la montée toujours croissante des poussières de bauxite et de charbon provenant de la manipulation et de l'entreposage à ciel ouvert [163] de charbon par la compagnie, au port de Port-Alfred. Les requérants demandent donc à la compagnie de prendre les mesures nécessaires pour enrayer ces poussières incommodantes pour les citoyens.

Cinq mois plus tard, février 1965, l'Association des propriétaires et la compagnie se rencontrent. L'Association expose les faits : poussières de charbon et de bauxite qui se déposent sur les terrains et les maisons des propriétaires, infiltration à l'intérieur des maisons, difficultés d'entretien, avaries quotidiennes (séchage du linge à l'extérieur, peinture, etc.) et craintes du danger pour la santé. La filiale d'Alcan, Sécral, répond alors que « des mesures sont à l'étude pour résoudre ces problèmes » ²⁶⁹. Après quelques mois d'attente, comme aucun résultat ne

²⁶⁹ Lettre du 26 mai 1965 adressée à Saguenay Terminals.

se fait sentir, l'Association envoie une autre lettre d'avocat signifiant à la compagnie que les dommages subis sont contraires à la loi sur le bon voisinage (il n'y a aucune loi sur la qualité de l'environnement à cette époque). L'Association menace « de référer aux tribunaux pour que les propriétaires signataires de la requête obtiennent compensations »²⁷⁰, si aucun résultat significatif n'est obtenu dans le mois suivant. Les mois passent. Le chassé-croisé se poursuit jusqu'en 1972. Finalement, les dirigeants de l'Association s'épuisent, d'autres disparaissent dont le secrétaire avec tous les dossiers²⁷¹. Ainsi, les citoyens résidant dans le secteur concerné se retrouvent au point zéro.

Ce n'est qu'au début des années quatre-vingt, avec la montée du mouvement environnementaliste, que l'action collective reprend. Une fébrile activité industrielle - construction de l'aluminerie de Grande-Baie - règne à Ville de La Baie. Pour un groupe de citoyens du rang Saint-Pierre, cette situation est devenue intolérable. Depuis quelque temps, de gros camions de transport voyagent jour et nuit à une vitesse accélérée pour transporter de la bauxite au site d'entreposage à ciel ouvert d'Alcan, à proximité de leurs habitations. Les résidents se plaignent des impacts de la circulation lourde et [164] dense qui se pratique dans leur rang - jusqu'à 700 camions par jour. Ils ont aussi peur pour leur sécurité et surtout celle de leurs enfants²⁷². En colère, ils bloquent le passage aux camions qui, sur leur passage, laissent échapper des morceaux de bauxite, et rédigent une pétition remise à Ville de La Baie et à Alcan.

Une autre association des propriétaires, celle du quartier nord, unit ses voix de protestation, souffrant du même achalandage de circulation lourde. Par le biais de ce dossier, les deux associations de propriétaires se fusionnent pour former un organisme local à vocation environnementale : le Comité anti-pollution et de l'environnement de Ville de La Baie (CEB) qui, par la suite, prendra le nom de Comité de l'environnement de Ville de La Baie (CEB)²⁷³. Le Comité se donne

²⁷⁰ *Loc. cit.*

²⁷¹ Entrevue n° 10.

²⁷² *Le Réveil à La Baie*, 1980-09-03.

²⁷³ Pour faciliter la compréhension du texte, le nom utilisé tout au cours du présent texte sera celui du CEB, bien que ce ne soit qu'en 1984 que le Comité change de raison sociale.

comme principal mandat de travailler à l'assainissement de l'air et à la dépollution (bruit), à l'intérieur des limites de leur municipalité. La première action du nouveau comité est de faire cesser le transport de bauxite par camion dans le rang Saint-Pierre. Il fait des pressions auprès du MENVIQ et d'Alcan. Cette dernière se fait rassurante : il n'y aura pas de transport de bauxite par camion dans le rang Saint-Pierre, en 1981-1982. Car ce chargement accéléré du site avait permis à la compagnie de se faire des réserves de bauxite suffisantes pour les années suivantes, compte tenu des objectifs de cette dernière et des prix existant alors sur le marché. Pour vider le site, la compagnie annonce qu'elle étudiera la possibilité d'utiliser son chemin de fer. En avril 1986, Alcan reprend temporairement son transport par camion dans le rang Saint-Pierre afin de fermer le site d'entreposage à ciel ouvert.

Les membres du CEB poursuivent leur travail bénévole pour améliorer la qualité de la vie, notamment la qualité de l'air. Plusieurs rencontres sont organisées avec les représentants du MENVIQ et Alcan. Sensibilisant les uns et les autres, ils reçoivent des appuis directs ou indirects : dans une lettre à un [165] fonctionnaire municipal, le conseiller municipal du quartier nord se dit très préoccupé par la situation environnementale (poussières de bauxite et d'alumine sur les maisons, rues et trottoirs) qu'il juge inacceptable en 1982 ²⁷⁴. Parallèlement à cette activité environnementaliste se poursuit et s'intensifie l'activité industrielle d'Alcan.

L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE D'ALCAN À VILLE DE LA BAIE

[Retour à la table des matières](#)

Historiquement, quelque quatre années après sa venue au SLSJ (1929), une filiale d'Alcan, Terminus maritime, achète les installations portuaires de Port-Alfred, afin de permettre à la compagnie d'exporter directement sa production de lingots d'aluminium et d'importer ses matières premières. L'acquisition antérieure du chemin de fer Roberval-Saguenay lui permettait aussi de relier son port à son usine d'Ar-

²⁷⁴ Lettre du 9 juin 82.

vida. Ce type d'activité industrielle, au centre géographique de la ville, sur les rives de la baie des Ha ! Ha ! « a limité la tenure des terres dans ce secteur » ²⁷⁵. Propriétaire du seul port de mer régional en eau profonde jusqu'au moment de la construction du port de Grande-Anse, Alcan a acquis au fil des ans les terrains adjacents nécessaires à ses activités, une partie des berges de la rivière à Mars, une partie des grèves et du lit de la rivière à Mars et de la baie des Ha ! Ha ! (lots 1352 et 353) ainsi que du lit de la rivière à Mars jusqu'en son milieu ²⁷⁶. Alcan a d'autre part obtenu de la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) l'usage des îles de la rivière à Mars (1982), dont une se localise à l'embouchure, pour une utilisation à des fins autres qu'agricoles ²⁷⁷. Cette société possède également une bande de terrain attenant à la ligne de chemin de fer Roberval-Saguenay, qui se prolonge jusqu'à l'aéroport militaire de Bagotville. C'est ce terrain qui a servi à l'entreposage de la bauxite, dans le rang des Chutes. Au total, pour l'ensemble de la Ville de La Baie, les propriétés [166] foncières d'Alcan occupent une superficie de 29 km², soit environ 13% de la superficie urbaine totale.

À la fin des années soixante-dix, Alcan intensifie ses activités industrielles à Ville de La Baie : elle construit une usine d'électrolyse vouée à la fabrication d'aluminium de première fusion, à quelques kilomètres au sud-ouest de la ville. Dès l'automne 1975, elle achète au total 2 400 acres de terrain au coût d'environ 2 millions de dollars, en prévision de sa nouvelle aluminerie. L'achat des terrains représente 0,5% du coût total de la future usine. Devant la Commission d'enquête du ministère du Travail, un représentant d'Alcan, commentant la transaction des terrains à Ville de La Baie, conclut : « La terre il faut acheter ça quand ça se vend à l'acre ; quand ça se vend au pied carré, il est trop tard » ²⁷⁸. Ces terrains, acquis par Alcan, totalisent une superficie de 9,6 km² soit le double du périmètre urbanisé de Ville de La Baie (4,16 km²).

²⁷⁵ Roche Ltée, *Réaménagement de l'embouchure de la rivière à Mars. Étude d'impact sur l'environnement*, rapport final, mars 1987 : 3-4.

²⁷⁶ Sur toute l'étendue des lots 99 et 99-19. *Ibid*, 1987 : 38.

²⁷⁷ *Loc. cit.*

²⁷⁸ Bureau du Commissaire général du travail, *Transcription de l'enquête*, 1982, vol. III : 539.

La nouvelle aluminerie de Grande-Baie

En 1977, la multinationale annonce la construction de la première phase de l'aluminerie de Grande-Baie. À la fin de l'année 1980, la première fournée de lingots d'aluminium est prête à être expédiée à l'extérieur de la région. L'usine a d'abord été conçue en fonction d'une capacité nominale de 171 kt/a (milliers de tonnes métriques), selon une consommation d'électricité annuelle moyenne de 330 MW ²⁷⁹. L'ouverture de la nouvelle usine d'électrolyse se fait officiellement en septembre 1981. Il s'agit d'une usine dont la technologie permet une diminution des émissions polluantes, notamment celles des fluorures industriels. Par rapport aux deux autres alumineries de la région, cette usine d'électrolyse a aussi une particularité : elle est non syndiquée et les travailleurs choisis ont fait l'objet d'un long processus de sélection.

[167]

Les installations portuaires

Les installations portuaires d'Alcan comportent principalement deux quais, deux entrepôts à bauxite, un entrepôt de papier, trois silos, deux aires d'entreposage du coke et une infrastructure ferroviaire. L'emplacement de ces installations est borné au nord par la rivière à Mars, à l'est par le Saguenay, au sud par la Consolidated-Bathurst (aujourd'hui la Stone-Consolidated) et à l'ouest par une route provinciale et un secteur résidentiel.

Chaque quai a une fonction spécifique : le quai Powell sert à l'expédition des marchandises en provenance d'autres industries, pâte, papier, bois de construction et produits liquides ainsi que des alumineries. Les lingots d'aluminium sont également expédiés à bord de cargos de la Saguenay Shipping, compagnie maritime appartenant à Alcan. Le quai Duncan est le plus important en ce qui concerne l'activité, car les matières premières nécessaires à la fabrication de l'aluminium

²⁷⁹ Alcan, *Grande-Baie*, 1991 : 16.

de première fusion y sont déchargées en vrac. Alcan reçoit par des navires transatlantiques des matières premières nécessaires à la fabrication de l'aluminium, soit la bauxite, une partie de l'alumine nécessaire à ses besoins, du coke de fonderie (houille spéciale), de la cryolithe, du spath fluor, du charbon et de la soude caustique. La bauxite, le coke vert et l'alumine sont déchargés en vrac des cales des navires. Un certain nombre de navires sont chargés de pétrole pour la compagnie Shell.

Le trafic portuaire varie d'une année à l'autre, puisqu'une foule de facteurs, dont les ententes avec les pays producteurs de matières premières, influencent la fréquentation du port. À titre d'exemple exceptionnel, 679 navires, en 1955, avaient accosté au port de mer d'Alcan ²⁸⁰. En 1983, le nombre de navires reçus n'était plus que de 148 ²⁸¹. Toutefois, les bateaux peuvent maintenant recevoir un tonnage supérieur à 60 000 tonnes métriques douze mois par année. En 1986, 511 000 tonnes métriques d'aluminium ont été transbordées. [168] Les matières premières importées et les lingots ou autres produits régionaux sont véhiculés par les trains de la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, propriétés d'Alcan, jusqu'aux différentes usines d'Alcan et de la papetière d'Abitibi-Price. Ce chemin de fer est aussi relié à la ligne de chemin de fer nationale.

La bauxite a été entreposée à l'air libre jusqu'à la fin de 1987, dans le rang des Chutes. Depuis, Alcan a éliminé ce site, car elle n'en a plus besoin, à cause de la régularité des approvisionnements ²⁸². Deux entrepôts reçoivent maintenant la bauxite sur le site portuaire. L'alumine, en provenance de la Jamaïque et de l'Irlande, est entreposée dans les deux silos spéciaux sur le site du port, à cause du coût important de cette matière première. Un des silos sert à l'entreposage du coke calciné. Ces matériaux sont déchargés, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, selon les méthodes traditionnelles : des bennes puisent la matière première dans les cales des navires et la déposent sur un tapis roulant pour l'amener vers un lieu d'entreposage.

Il y a entre 60 000 et 100 000 tonnes de coke vert qui sont déposées à l'air libre sur deux sites spéciaux, aménagés au confluent de la

²⁸⁰ *Le Réveil à Chicoutimi*, 1986-12-09.

²⁸¹ Alcan, *Bulletin spécial*, 1983.

²⁸² *Le Réveil à La Baie*, 1987.

rivière à Mars et du Saguenay. Ce type d'entreposage est problématique particulièrement lorsque des vents soufflent en direction des secteurs résidentiels contigus. La solution de construire un entrepôt fermé a été rejetée par la compagnie, prétextant le coût trop élevé ²⁸³, bien que ce type d'entrepôt soit utilisé par d'autres firmes. À cause des modes de déchargement des matières premières, de leur expédition par wagons ouverts et de leur entreposage à l'air libre (coke vert), des poussières s'échappent de la zone portuaire pour se retrouver en zone habitée ou dans le Saguenay. Ces poussières de coke vert, de coke calciné, d'alumine et de bauxite constituent, selon le MENVIQ, des polluants ²⁸⁴. Le coke vert constitue la source de pollution la [169] plus importante quantitativement et la principale cause des plaintes ²⁸⁵.

L'ESSAI DE MÉDIATION DU MENVIQ RÉGIONAL

[Retour à la table des matières](#)

De façon générale, la création d'un ministère de l'Environnement au Québec, en 1980, suscite beaucoup d'espoir chez les Québécois conscients des problèmes de pollution et de la dégradation des ressources ou de leur qualité de vie. La création de ce ministère renforce en quelque sorte les actions populaires locales. Dès le début du conflit opposant le CEB et Alcan au sujet des retombées incommodes de poussières industrielles, ledit Comité fait appel au nouveau ministère pour qu'il rétablisse la situation de façon acceptable. Des mesures concrètes sont exigées, soit l'installation par ce dernier de postes d'échantillonnage de l'air dans Ville de La Baie :

« Maintenant avec l'existence d'un ministère de l'Environnement, notre gouvernement se doit d'être à l'écoute des populations, qui ont de graves problèmes de pollution. À l'automne 1981, nous avons obtenu du M.E.Q.

²⁸³ *Journal de Québec*, 1985.

²⁸⁴ Québec, MENVIQ, *Rapport Létourneau*, 1984 :1.

²⁸⁵ *Ibid* : 4.

cinq postes d'échantillonnage pour quantifier d'une façon scientifique les retombées de poussières et particules en suspension et en même temps connaître la qualité de l'air à La Baie » ²⁸⁶.

Dans un mémoire qu'il soumet à l'attention du ministre de l'Environnement, le CEB fait état des nombreux problèmes que les citoyens rencontrent pour l'entretien extérieur de leur maison et de leur terrain, de l'entretien intérieur spécial qui doit être régulièrement fait, des inconvénients divers relatifs à la jouissance de la vie, de la dévaluation des maisons du secteur, etc. Il se demande quelles sont les conséquences sur leur santé et celle de leurs enfants de toutes ces poussières indésirables. Et le ministre de répondre :

« J'ai lu avec le plus vif intérêt votre mémoire relatif à la pollution atmosphérique dans l'environnement du port à La Baie. Je suis sensibilisé aux problèmes que vous soulevez et je crois fermement que comme collectivité, vous avez effectivement des droits de vivre dans un milieu où l'air et les espaces salubres permettront la satisfaction des besoins essentiels de santé, d'esthétique et de bien-être. Notre ministère lutte justement pour la sauvegarde de ces droits.

Pour répondre à vos interrogations, le gouvernement a sanctionné, le 24 octobre 1979, le règlement relatif à la qualité de l'atmosphère. Ce règlement émet des normes relativement à la qualité de l'air ambiant. Pour s'assurer du respect de ce règlement, un réseau de surveillance a été installé dans votre municipalité et les premiers résultats des mesures d'échantillonnage sont actuellement disponibles » ²⁸⁷.

En plus d'une expertise scientifique, le CEB s'attend à une réglementation adéquate, en matière de normes d'émission de poussières industrielles dans l'atmosphère. Le CEB croit que la mesure de la qualité de l'air par le biais des postes d'échantillonnage permettra l'application de la réglementation.

L'article de loi sur la qualité de l'atmosphère (L.R.Q., chap. Q-2, art. 20) prévoit que le « responsable de la source de contamination

²⁸⁶ CEB, lettre, 1982-06-15.

²⁸⁷ Lettre du ministre de l'Environnement, 1982-10-05.

doit prendre des mesures requises pour prévenir ces émissions de façon à faire disparaître ces effets », mais aucune norme maximale n'est prévue pour les émissions de bauxite, d'alumine et de coke vert. La loi ne prévoit des normes que pour un certain nombre limité de contaminants, dont les particules en suspension et les retombées de poussières, qu'elles soient dues au transport par convoyeur, camion ou chemin de fer.

[171]

Mise à part l'absence de réglementation concernant ces substances, un autre problème se présente au fil des années, soit celui de l'inadéquation du réseau des postes d'échantillonnage de l'air, installés par le MENVIQ, à Ville de La Baie. L'installation de ce réseau de postes d'échantillonnage d'air ne peut identifier ni la source ni le degré de pollution. Après trois ans d'opération, selon le comité, c'est un échec ²⁸⁸. L'installation du réseau d'échantillonnage, qui devait être un outil de connaissance et de prise de décision, tourne à la dérision totale : aucun rapport d'analyse des données n'a été produit par le MENVIQ, la cueillette des données s'est faite de façon irrégulière et partielle et, comble d'ironie, le système de contrôle ne mesure pas les poussières industrielles problématiques ni leur source, mais plutôt l'ensemble de la qualité de l'air ambiant. Ce qui fait dire au ministère que le « réseau est mal adapté pour la mesure d'une source ponctuelle et ne permet pas d'atteindre les objectifs désirés. Toutefois, des résultats indiquent que les normes sont dépassées à la station située près des installations portuaires » ²⁸⁹.

Les cinq stations déposées dans la ville (aucune aux installations portuaires) ne ramassent que les particules en suspension engendrées par n'importe quel type d'activité urbaine. De toute manière, avoue le représentant du ministère, le réseau ne compte plus que quatre stations opérantes, lorsque tout va bien : « Souvent on perd les échantillons ; l'hiver ça gèle et parfois l'électricité manque » ²⁹⁰. De plus, la pro-

²⁸⁸ Lettre du CEB au ministre de l'Environnement, 1984-04-29.

²⁸⁹ Gouvernement du Québec, MENVIQ, document interne, 1985-02-14.

²⁹⁰ Entrevue no 13.

cédure d'analyse des données s'avère laborieuse, pour ne pas dire inefficace :

« J'ai demandé des analyses à d'autres reprises, mais cela s'est perdu dans les dédales. Nos laboratoires n'avaient ni le temps, ni l'argent. Nos laboratoires ne sont pas rapides. On fait plutôt les urgences d'abord (ex. Saint-Basile-le-Grand) et les échantillonnages d'air des stations passent après tout. Ça peut prendre un an pour [172] avoir les résultats. [...] Pour les analyses des retombées des poussières, nos laboratoires ne le font plus. Il fallait les envoyer à Ottawa, et la première année ça a pris plus d'un an. Après ça nos analyses n'étaient plus pertinentes car je ne cherchais plus de preuves pour aller en Cour. [...] Statistiquement parlant, il faut avoir des données sur dix ans. Là on les cumule. On a regardé l'an dernier mais ce n'était pas significatif » ²⁹¹.

Quant au rapport d'analyse des retombées des poussières (normes prévues dans la loi), le MENVIQ régional l'a amorcé, mais ne l'a jamais terminé :

« C'était pour établir la problématique et savoir s'il y avait de quoi intervenir, on pensait que ça pouvait servir de preuves. [...] Dans l'ensemble, le niveau absolu des poussières est bas, mais on peut admettre que le problème est reconnu par tous. Les poussières sont très inconfortables et arrivent par épisodes aigus » ²⁹²

À un moment donné, devant l'absence d'informations, le comité s'informe des résultats des analyses auprès du MENVIQ et tente d'obtenir un rapport. Le MENVIQ régional remet au comité une série de données brutes qu'il tente, tant bien que mal, d'interpréter « J'ai essayé de l'aire un bilan. C'était fastidieux. Le MENVIQ ne nous envoyait pas les données périodiquement. Et des rapports d'analyse ? Le ministère n'en a jamais fait » ²⁹³. Pour le représentant régional du ministère, le problème est pratiquement réglé sur le plan environnemental et il affirme que la crainte d'un recours collectif a disparu - il y a une de-

²⁹¹ *Idem*

²⁹² *Idem.*

²⁹³ Entrevue n° 11.

mande en Cour d'appel pour faire reconnaître la recevabilité de la demande en recours collectif. La meilleure façon d'obtenir des [172] résultats d'analyses, suggère-t-il, est de s'adresser à Alcan : « Ils nous fournissent des données et les interprètent » ²⁹⁴.

Dans ce dossier le MENVIQ régional affirme suivre le processus habituel : une plainte de citoyens engendre une vérification, voire une intervention du ministère. Le ministère réagit toujours à partir d'une plainte. Pas de plaintes, pas d'inter-ventions.

« On a écouté les citoyens et on a établi la problématique, on a demandé l'étude d'un expert (Le rapport Létourneau "c'est un rapport de visite des lieux"), on a identifié les points d'émissions et on a demandé à la compagnie de corriger ces points. Il y a eu des mesures de mitigation : elles ont été insuffisantes. Après 1986, l'échéancier accepté a été mis en fonction » ²⁹⁵.

En quatre ans, une vingtaine de lettres sont envoyées et autant de rencontres ont lieu : le Comité réitère toujours sa même demande de mesures correctrices. En février 1984, le CEB propose au MENVIQ les solutions suivantes : entrepôt pour le coke, amélioration du système de déchargement et de manipulation des matériaux, wagons couverts pour le transport des matériaux ²⁹⁶.

Dans ses relations avec la multinationale, le MENVIQ procède par étape : il fait parvenir une lettre, en ayant pris soin de faire une réunion avec la compagnie, au préalable. Lors de la réunion, le MENVIQ lui apprend qu'il va lui demander officiellement un programme de mesures de correction. Par exemple, après quatre années de pressions du CEB pour l'obtention d'un programme de mesures correctrices, le MENVIQ en vient à demander à la société, avec son accord préalable, de présenter un programme correctif ²⁹⁷.

²⁹⁴ Québec, MENVIQ, document interne, 1985-02-14.

²⁹⁵ Entrevue n°13.

²⁹⁶ Lettre du CEB, 1984-02-14.

²⁹⁷ *Idem.*

« Ministère de l'Environnement du Québec
Jonquière 25 octobre 1984

SÉCAL
Installations portuaires,

L'objectif de cette opération était d'identifier précisément les sources de rejets dans l'atmosphère et faisait suite aux différentes interventions menées depuis deux ans auprès de votre entreprise.

Il est établi que les principales sources polluantes sont : l'entreposage et la manutention du coke vert ; la manutention de l'alumine lors du déchargement des navires et du chargement des trains.

En conséquence des suites de notre rencontre du 24 octobre dernier, nous demandons que votre entreprise prépare et présente un programme de corrections des sources identifiées avant le 31 décembre 1984. Le programme devra contenir l'échéancier et les coûts des phases de réalisation. Nous vous rappelons que toute modification d'un procédé industriel doit obtenir un certificat d'autorisation du ministère (L. R. Q. Chap. Q.2, art. 22).

Soyez assurés de notre collaboration pour le règlement de ce dossier à la satisfaction de tous » ²⁹⁸.

Le 16 janvier 1985, Alcan répond au MENVIQ qu'il sera en mesure de présenter un programme de travail et un échéancier seulement à l'été 1985. Exaspéré, le CEB en appelle au ministre de l'Environnement :

[174]

« Depuis trois ans que nous travaillons avec la direction régionale du MENVIQ, il y a eu beaucoup de travail de fait mais sans résultat. Vous [monsieur le ministre] décentralisez la structure mais non tous les outils qui accompagnent le pouvoir. [...] comme citoyens nous payons la note et rien ne se règle. [...] Vouloir dépolluer, en édictant

²⁹⁸ *Idem*

des normes, nous apparaît une approche limitée et inefficace. L'expérience nous démontre que le dossier piétine » ²⁹⁹.

Finalement, le ministre de l'Environnement accepte de rencontrer le Comité en présence du député et des fonctionnaires régionaux. Le Comité insiste sur la nécessité que le ministère demeure intransigeant sur l'échéancier du programme correctif d'Alcan ³⁰⁰. Il considère que la population concernée a fait preuve de patience et que si le ministre n'agit pas, il intentera un recours collectif contre Alcan ³⁰¹. Lors de cette rencontre, le ministre reconnaissant cette patience déclare qu'il donne son appui total au Comité et qu'il rencontrera la direction montréalaise d'Alcan, afin de remédier au problème ³⁰² :

« J'ai pu à cette occasion prendre connaissance des problèmes affectant le bien-être de la communauté baie-riveraine, en particulier des résidents du quartier environnant les installations portuaires. Je réitère mon appui à votre démarche en vous assurant que mon Ministère poursuivra ses actions Pour qu'une solution définitive à ces problèmes environnementaux survienne dans les plus brefs délais.

Dans ce sens, la priorité d'action est mise sur la manutention du coke vert et, à cet effet, je vous informe que des recherches d'expertise technique [176] sont menées parallèlement par la Société Alcan et les responsables de mon Ministère » ³⁰³.

Entre les pressions du CEB et celles d'Alcan, le MENVIQ régional tente de naviguer pour éviter que le conflit éclate et conseille au Comité de ne pas intenten un recours collectif ³⁰⁴. À nouveau, le dossier traîne en longueur. Suite au dépôt d'un premier programme de correc-

²⁹⁹ Lettre du 1984-04-29.

³⁰⁰ CEB, document interne.

³⁰¹ *Le Réveil à La Baie*, 1985-01-22.

³⁰² *Idem*.

³⁰³ Lettre du ministre de l'Environnement au CEB, 1985-03-22.

³⁰⁴ Procès-verbal d'une réunion entre le MENVIQ régional et le CEB, 1985-04-29.

tions à l'hiver 1985, le ministère redemande à la grande entreprise, à l'automne 1985, un raccourcissement de l'échéancier qu'elle a proposé.

L'ITINÉRAIRE D'ALCAN JUSQU'AU RECOURS COLLECTIF : DES MESURES INTÉRIMAIRES AUX ÉTUDES

[Retour à la table des matières](#)

Le président de la multinationale Alcan répond au Comité d'environnement et reconnaît que les mesures prises jusqu'alors ne sont pas satisfaisantes :

« Des installations portuaires du genre de celles que nous avons à Ville de La Baie peuvent présenter certains inconvénients pour la population environnante et nous partageons votre désir de voir la situation s'améliorer. [...] Nous sommes les premiers à admettre que ces mesures n'ont pas apporté tous les résultats escomptés. Il reste donc certaines choses à corriger ³⁰⁵.

En fait, cette lettre du président d'Alcan au CEB fait suite à une rencontre entre le directeur des installations portuaires et des membres dudit comité. À cette occasion, le directeur de la filiale Sécal fait un bilan des mesures que la firme entend apporter. À court terme, certaines solutions seront expérimentées et la mise en œuvre de solutions définitives pour le coke, telle celle des entrepôts fermés et la modernisation des [177] équipements de manutention, est envisagée. Toutefois, les solutions à long terme ne peuvent être appliquées, puisque la compagnie ne disposerait pas des fonds nécessaires ces années-ci, « la direction de Sécal doit aussi prévoir des sommes d'argent pour l'application de projets d'environnement qui s'imposent aussi dans d'autres usines de la compagnie. Il nous est donc impossible pour le moment de dire si ces projets auront lieu, et quand ils auront lieu » ³⁰⁶.

³⁰⁵ Lettre de Sécal, 1983-08-04.

³⁰⁶ Sécal, sommaire de la rencontre avec le CEB, 1983-07-04.

Bien que la compagnie dise avoir mis en application plusieurs mesures de correction pour les émanations de coke depuis 1974 - système d'arrosage, clôture antipoussières, chute télescopique, couverture des convoyeurs, réduction des inventaires -, le Comité affirme au président que « le salissage est toujours la réalité » de leur quotidien et qu'il n'est pas très impressionné par le rendement des changements apportés ³⁰⁷. Leur insatisfaction est grande : « Vous qui êtes si préoccupé par votre « image », nous citoyens de Ville de La Baie, le sommes aussi » ³⁰⁸.

En 1984, Alcan identifie, dans une publication interne, deux préoccupations majeures pour ses installations portuaires. Une de ces préoccupations vise la modernisation de l'équipement servant au déchargement de l'alumine et du coke calciné. Les motifs invoqués expliquant ces changements sont : les règles de sécurité très strictes, les objectifs environnementaux et une meilleure efficacité des opérations en vue de l'augmentation prochaine des arrivages de bauxite (à cause des nouvelles alumineries) ³⁰⁹. Toutefois, aucune mention n'est faite sur l'entreposage du coke vert, source principale de pollution ³¹⁰. Ce n'est que quatre ans plus tard, qu'Alcan annoncera la mise en place d'un déchargeur d'alumine et de coke calciné.

[178]

Alcan précise ses intentions en 1985 : pour ce qui est du coke vert, la multinationale dit continuer à chercher des solutions tout en poursuivant des mesures intérimaires, c'est-à-dire temporaires. Elle engage une firme d'ingénieurs pour trouver des solutions et, l'été suivant, elle mandate un laboratoire allemand pour effectuer une étude en vue de réduire au minimum les pertes de poussières de coke, par l'utilisation de murs de protection présentant les mêmes avantages qu'une bâtisse fermée, car « cette solution représente des coûts trop élevés pour les quantités de coke impliquées » ³¹¹. Concernant les mesures des sources de pollution, la compagnie a son propre réseau de stations d'échantillonnage d'air (1985). Elle tient un registre de ses données et après

³⁰⁷ Lettre à Alcan, 1983-07-19

³⁰⁸ *Idem*.

³⁰⁹ Alcan, *Bulletin Portrait*, 1983 : 3.

³¹⁰ Québec, MENVIQ, *Rapport Létourneau*, 1984.

³¹¹ Alcan, communiqué de presse, 1985-09-06.

analyse fournit des rapports au MENVIQ. Ainsi, la multinationale, contrôlant les instruments de mesure, opine et affirme publiquement que la quantité des retombées de poussières et de particules en suspension est en régression depuis deux ans. « L'analyse de poussières révèle que ce sont des « poussières naturelles », provenant surtout du transport urbain, des poussières d'alumine et des poussières de coke, qui se retrouvent dans les postes d'échantillonnage » ³¹². Finalement, en avril 1986, Alcan annonce son programme de trois ans pour diminuer de 80% la pollution causée par le coke vert : hausse du brise-vent du côté de la mer, aménagement de deux autres murs, installation d'un système de gicleurs pour augmenter la porosité du coke, diminution de l'inventaire de la quantité entreposée ³¹³, car dit-elle, la compagnie veut « entretenir de bonnes relations avec les Baieriverains » ³¹⁴.

En fait, cette annonce d'Alcan arrive en pleine procédure d'un recours collectif : le CEB a fait une demande d'aide au tribunal de la Cour supérieure du Québec, afin qu'il juge de la recevabilité de leur requête.

[179]

L'ÉTAPE DU RECOURS COLLECTIF

[Retour à la table des matières](#)

Comme le CEB ne réussit pas à obtenir d'Alcan un programme et un échéancier satisfaisants de mesures correctrices, par le biais du MENVIQ et des pressions politiques, il décide d'amorcer, à l'automne 1985, une procédure à caractère judiciaire : « Quand on a vu qu'on n'était pas pris au sérieux, tout ce qui nous restait c'était le recours collectif. On avait l'impression que c'était seulement des poursuites et des sommes d'argent qui pouvaient sensibiliser et faire bouger une multinationale » ³¹⁵

³¹² *Loc. cit.*

³¹³ *Le Réveil à La Baie*, 1986-04-29.

³¹⁴ *Loc. cit.*

³¹⁵ Entrevue n° 11.

L'objectif premier du CEB, en se lançant dans une telle démarche, c'est de faire cesser les émanations de poussières, et le deuxième, de retrouver une qualité de vie. Le recours collectif et son action en dommages et intérêts contre Sécal deviennent l'ultime moyen pour contrecarrer « une injustice par rapport aux biens et à la qualité de vie, car on n'est pas capable de vivre normalement » ³¹⁶. Pour les citoyens, « le juridique est venu en désespoir de cause » ³¹⁷. Et cela ne va pas sans une certaine perte d'autonomie « à partir du moment où le dossier est entre les mains des avocats, le dossier ne t'appartient plus » ³¹⁸. C'était une décision difficile à prendre ; non seulement à cause de la lourdeur du système judiciaire, mais surtout parce que, dans une petite ville, voire une région de type monoindustrielle, les citoyens se sentent tirillés ³¹⁹. Tirillés parce que tout le monde ou presque, ou encore quelqu'un de la famille a des liens avec la compagnie. Cette dernière est historiquement intégrée dans le milieu ; les pressions sont donc fortes sur les personnes qui réalisent ce type de démarches ³²⁰. D'ailleurs, dans la contestation du recours collectif, la compagnie n'oublie pas de rappeler son rôle dans la collectivité et le développement : « Il est important de rappeler que ce sont les installations portuaires qui ont [180] donné naissance à Port-Alfred, aujourd'hui Ville de La Baie, et qui continuent d'en être la raison d'être » ³²¹.

Les appuis de la municipalité ou d'autres institutions sont minces. Comme Ville de La Baie récupère quelques millions de taxes d'Alcan, le conseil municipal ne peut admettre la pertinence d'une démarche à caractère judiciaire et se propose comme médiateur entre les parties. Deux conseillers municipaux, aussi travailleurs chez Alcan, désapprouvent les propos et les intentions de l'organisme. Selon eux, il n'y a pas que cette entreprise qui pollue et l'impact fiscal du port représente un million de dollars en revenus de taxes tout en créant 400 emplois.

³¹⁶ *Le Réveil à La Baie*, 1986-04-29.

³¹⁷ Entrevue n° 12.

³¹⁸ Entrevue n° 11.

³¹⁹ Entrevue n° 12.

³²⁰ Entrevue n° 11.

³²¹ Sécal, *Contestation*, 1987-07-09 : 3.

Selon ces conseillers, il ne sert à rien d'entreprendre des mesures juridiques ³²².

L'étape de l'autorisation du recours collectif se révèle beaucoup plus complexe que prévue par le CEB. Premièrement, il faut trouver un procureur dans la région qui ne soit pas lié à la compagnie. Ce qui n'est pas évident car tous les gros bureaux d'avocats ont déjà des contrats avec cette dernière. Deuxièmement, il faut trouver un minimum de soutien financier. Troisièmement, l'audition de la requête est reportée trois fois. Donc, entre le dépôt de la première requête (mai 1986) et l'audition (janvier 1988), il s'écoule plus d'un an et demi. Une de ces prolongations de délai stipule qu'il y a des négociations entre les parties sur cette base :

« Sans préjudice, l'intimée (Alcan) propose des correctifs dans ses installations portuaires de l'ordre de douze millions à quinze millions de dollars. De plus, il est question d'indemnisation des citoyens de La Baie relativement aux dommages causés.

Afin d'assurer un succès aux dites négociations, il est essentiel d'éviter toute publicisation, qui [181] *est d'ailleurs une condition essentielle posée par l'Alcan* » ³²³.

Pour les fins de cette négociation avec le procureur d'Alcan, le procureur de la partie requérante demande au FARC une aide financière supplémentaire exceptionnelle, pour confier un mandat d'évaluation à une firme d'experts régionale. Cette première expertise évalue l'indemnité due aux propriétaires affectés à 19 970 dollars. Ensuite, la requérante, le CEB, modifie la première requête pour inclure non plus deux cents personnes lésées, mais 2 400 pour un total de compensations possibles de l'ordre de 21 millions de dollars. Alcan, l'intimée, engage une des meilleures firmes d'avocats au Canada, spécialisée dans le recours collectif. Pour le procureur de la partie requérante, dont c'est la première expérience au niveau du recours collectif, le débat juridique n'est pas évident. De même pour les membres du Comité interrogés : « Les questions sont structurées. Leurs structures de phra-

³²² *Le Réveil à La Baie*, 1985-01-29.

³²³ Requête en prolongation de délai n° 86-03-007, 1986-07-28.

ses ne te permettent pas de parler librement. C'est impressionnant. Tu n'es pas habitué à cela » ³²⁴. Finalement la requête en recours collectif : l'autorisation sera d'abord rejetée par un juge de la Cour supérieure et ensuite acceptée par la Cour d'appel.

Les motifs invoqués par les parties lors de la demande d'autorisation

Les motifs de la partie requérante

Les motifs invoqués par la partie requérante réfèrent au fait que chaque membre du groupe a subi et subit encore des troubles et des inconvénients occasionnant de sérieux dommages causés par les émanations de charbon, d'alumine et de bauxite provenant de la manipulation, du transbordement et de l'entreposage de ces matières sur les installations portuaires du port Alfred, propriété d'Alcan. Le deuxième motif concerne la perte de la valeur marchande des propriétés. Le troisième identifie la perte de jouissance de vie à l'extérieur de la résidence principale. Quatre autres motifs réfèrent à [182] l'entretien difficile des résidences, au lavage plus fréquent des murs extérieurs, à la poussière intérieure et à l'impossibilité d'étendre du linge. Enfin un dernier motif stipule la perte d'aménité.

Les motifs de la défense

La défense soutient qu'aucune faute spécifique commise n'a été identifiée précisément par l'intimée - ce qui est repris par le juge - et que la dépréciation des valeurs des maisons n'est pas justifiable. Les faits allégués ne justifieraient pas les conclusions recherchées et la requérante ne serait pas en mesure de représenter adéquatement les membres du groupe. Selon l'avocat d'Alcan,

³²⁴ Entrevue n° 11.

« la requérante n'a fait aucune recherche scientifique pour établir la provenance des poussières qui causeraient des dommages aux membres. [...] Elle n'a obtenu d'aucune façon des informations pouvant lui permettre d'établir les différents taux de poussières dans le secteur concerné. Ainsi la requérante n'est pas en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres » ³²⁵.

Au soutien de sa contestation, la défense invoque que la composition du groupe permettrait l'utilisation d'autres recours puisque les membres du groupe visé sont facilement identifiables ; elle soutient également « qu'en utilisant la voie du recours collectif, la requérante désire multiplier des réclamations qui de toute façon n'intéressent que peu de résidants du secteur » ³²⁶. Finalement, la défense fait état d'une faute de distinctions quant au statut des membres du groupe, au type d'immeubles, au type de revêtements des maisons pour démontrer qu'il n'y a pas de questions de droit ou de faits identiques, similaires ou connexes.

[183]

Après les interrogatoires et la plaidoirie, le juge rend son verdict : rejet de la requête. Motifs : questions de faits particuliers et non identiques et similaires, il n'y a aucune difficulté réelle d'exercer des recours individuels, la requête fait défaut de démontrer qu'il existerait des faits générateurs de la faute susceptibles d'être prouvés ³²⁷. Selon une analyste juridique, l'invocation de ce motif est courant dans les recours collectifs :

« C'est devenu une stratégie de la part de la défense dans les recours collectifs complexes de faire état de tellement de distinctions que le juge se dit qu'il y a tellement de questions individuelles qu'on ne pourra rendre un jugement collectif [...] On laisse supposer que c'est tellement compliqué (ex. les divers revêtements des maisons) qu'il ne pourra y avoir de recours collectif » ³²⁸.

³²⁵ Sécal, *Contestation*, 1987-07-09 : 5, 6.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ Jugement de l'honorable Jacques Philippon, 1988-02-17 : 9.

³²⁸ Entrevue n° 12.

Malgré ce premier rejet, le CEB décide de poursuivre ses démarches : il inscrit sa cause en appel. Le CEB se voit dans l'obligation de destituer son procureur, trouvé coupable par le Barreau du Québec de trois chefs d'accusation ³²⁹. Le nouveau procureur est volontairement choisi à l'extérieur de la région. Cette fois c'est un spécialiste en recours collectif. Un nouveau mémoire doit être présenté pour l'audition de l'appel. Dans une argumentation de plus de trente-six pages, le procureur fait valoir, entre autres, qu'il y a suffisamment de questions similaires, identiques et connexes pour justifier l'exercice du recours collectif. Dans le « mémoire de l'appelante », le procureur conclut :

« En fait, l'étude attentive et approfondie du type d'arguments étroits soulevés par l'intimée dans sa contestation et le niveau où elle souhaite ramener cette cause sont une illustration douloureuse de l'irresponsabilité sociale et civique [184] *atteinte par les pollueurs de notre temps, lorsqu'ils ne sont pas le point de mire exacerbé de l'opinion publique, à cause des catastrophes qu'ils provoquent de temps à autre* » ³³⁰.

En février 1990, la Cour d'appel rend son jugement : l'autorisation en recours collectif est accordée au CEB ³³¹.

ALCAN ET LE DRAGAGE DE LA RIVIÈRE SAGUENAY

[Retour à la table des matières](#)

Parallèlement au dossier des émissions atmosphériques de poussières polluantes en milieu urbain, un autre dossier préoccupe les environnementalistes, soit celui du dragage du port. Bien que les deux dossiers ne soient pas directement liés, la directive du ministre, concernant l'étude d'impact d'Alcan pour le dragage à ses installations

³²⁹ *Le Quotidien*, 1988-08-02.

³³⁰ Larochelle, J., *Mémoire de l'appelante*, 1988-11 : 36.

³³¹ Ce ne sera pas le premier recours collectif en droit de l'environnement, puisqu'un premier jugement a déjà eu lieu en 1988 (Robitaille/ Désourdy).

portuaires, suscite un rapport entre les deux. En effet, l'étude d'impact sur le dragage doit comporter, entre autres choses, une analyse sur la nature des sédiments, notamment l'évaluation de la contribution due à la manutention des matériaux en vrac du port. L'étude d'impact doit aussi contenir une évaluation des quantités de substances toxiques dans les sédiments, telles les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), notamment les benzo-pyrènes (BPC), provenant des usines d'Arvida ³³².

Comme le stipule le décret de décembre 1980 (n° 3734-80) de la loi sur la qualité de l'environnement, tout projet de dragage est assujéti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux, c'est-à-dire qu'une étude d'impact doit être produite avant que le ministre n'accorde une autorisation de dragage. En 1981, 1982 et 1983 le MENVIQ autorise le dragage. Mais ce n'est qu'en 1981 et [185] 1983 qu'Alcan commande des études d'impact à des experts. En 1983, voyant que les délais requis pour la réalisation de l'étude et la procédure d'évaluation des études d'impact étaient beaucoup trop longs pour permettre le dragage, Alcan invoque « les motifs d'une catastrophe appréhendée pour pouvoir draguer d'urgence le minimum nécessaire pour assurer le maintien des opérations aux quais » ³³³. Elle obtient, par décret, l'autorisation du ministre. En 1984, elle justifie ainsi la nécessité de ses opérations de dragage :

« À cause de sa vocation de port en eau profonde et de l'engagement contractuel d'Alcan, spécifiant que les bateaux peuvent toujours accoster en toute sécurité "vessels always afloat", celle-ci doit veiller à maintenir une profondeur minimale de 11,9 m au quai Duncan et 10,5 au quai Powell. Si ces conditions ne sont pas respectées, la bonne réputation d'Alcan s'en trouvera affectée et des pertes monétaires s'ensuivront. Des dragages périodiques sont donc effectués sur une base presque annuelle afin de maintenir les profondeurs requises aux deux quais, et ce, depuis 1927 » ³³⁴.

³³² Québec, MENVIQ, *Directive du ministre indiquant la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement*, février 1983 : 1.

³³³ IEC Beak, *Projet de dragage d'entretien aux installations portuaires d'Alcan à Ville de La Baie et d'élimination des déblais dans la baie des Ha ! Ha !, étude d'impact sur l'environnement*, juillet 1984 : 23.

³³⁴ *Ibid* : 24.

L'analyse des sédiments de la rivière : des HAP dans le coke vert

Ce n'est qu'à l'été 1984 que les résultats de l'étude d'impact du dragage des eaux de la baie sont connus. L'analyse des sédiments démontre que la bauxite et l'alumine comptent dans une proportion de 2,7% à 4,6% ³³⁵. L'analyse révèle aussi que les sédiments contiennent des BPC et des HAP. Or, la source la plus importante de HAP proviendrait du coke brut qui est entreposé à ciel ouvert au port : « En outre, même si les tas de coke (50 000 à 150 000 tonnes) sont protégés [186] par un brise-vent, des émissions de poussières fugitives sont entraînées vers la baie lorsque les vents soufflent de l'ouest » ³³⁶. Toujours selon cette étude, les usines d'électrolyse d'Arvida et d'Isle-Maligne sont identifiées comme deuxième source d'émission des HAP pour un total de dispersion de 4,125 kg par jour.

« Quelle que soit cependant la source de HAP, il n'en demeure pas moins que les sédiments présentent une certaine contamination qui doit être interprétée en terme de danger pour l'environnement » ³³⁷.

En effet, c'est maintenant un fait connu que la présence des HAP dans la chaîne écologique est néfaste à cause de ses propriétés cancérigènes. En comparant les résultats obtenus aux environs des quais d'Alcan par rapport à ceux d'autres milieux, il appert que la contamination par les HAP aux quais d'Alcan est du même ordre de grandeur que celle du port de Boston et de l'ensemble de la baie du Massachusetts ³³⁸. Pourtant, Ville de La Baie ne peut se comparer, de par ses activités, à ces villes américaines. Il y a donc la présence dans les sédiments du Saguenay, à proximité du port d'Alcan, de HAP dont la principale source serait reliée à la présence de l'entreposage à l'air libre du coke vert. Avec ces données en mains depuis 1984, Alcan af-

³³⁵ *Ibid* : tableau I.

³³⁶ IEC Beak, *op. cit.*, 1984 : 3.8.

³³⁷ *Ibid* : 3.11.

³³⁸ *Ibid* : 3.12.

firme tout de même que « les déblais sont constitués essentiellement de terre et de sable. Donc d'aucune matière toxique » ³³⁹.

Depuis 1981, Alcan obtient donc des autorisations du MENVIQ pour draguer deux sites, soit le long des quais Duncan et Powell. Les impacts du dragage sur l'environnement sont importants. Cependant, chaque année, à cause principalement des dépôts de sédiment ³⁴⁰ apportés par la rivière à Mars, contiguë aux installations, la compagnie [187] drague pour que le fonctionnement du port ne soit pas affecté. Or la solution pour diminuer le matériel à draguer serait d'aménager l'embouchure de la rivière afin de maintenir la profondeur nécessaire aux opérations de navigation et éviter un certain nombre de problèmes aux installations de la compagnie ³⁴¹. Pour régler ce problème, Alcan propose au MENVIQ et à la municipalité le réaménagement de l'embouchure de la rivière à Mars, qui comprendra un aménagement récréatif des berges. Toutefois, ce projet est soumis au processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux et peut donc faire l'objet d'audiences publiques ; Alcan met donc en branle un processus de consultation et d'étude d'impacts sur l'environnement.

LE RÉAMÉNAGEMENT DE L'EMBOUCHURE DE LA RIVIÈRE À MARS

[Retour à la table des matières](#)

Le projet de réaménagement de la rivière à Mars vise à faire des travaux à l'embouchure de la rivière, aussi rivière à saumons, afin de diminuer l'accumulation de matériaux dans le fond marin (sédimentation) à proximité des installations portuaires, nuisant ainsi à l'accostage des bateaux. À cette fin, Alcan est prête à dépenser plus de trois millions de dollars. Les travaux envisagés par Alcan comprennent la construction d'une digue prolongée par un épi submergé, l'excavation d'un nouveau chenal et la relocalisation des ponts et de la voie ferrée sur la nouvelle digue. Les travaux projetés se situent à l'intérieur d'un zonage industriel, dit « sans facteurs contraignants » et peu d'impacts

³³⁹ *Le Réveil à La Baie*, 1988-11-05.

³⁴⁰ IEC Beak, *op. cit.*

³⁴¹ Laboratoire LaSalle de Montréal, 1978.

sont prévus au chapitre de la faune aquatique. Pendant la période des travaux, les principaux impacts sur le milieu humain sont : le bruit, les poussières, et le trafic lourd dû au transport des matériaux d'emprunt ³⁴².

Le CEB s'inquiète sérieusement des impacts négatifs sur l'environnement physique et humain des travaux liés au réaménagement de la rivière. Par la voie de son avocat, il [188] pose une demande, au ministre de l'Environnement, en vue de la tenue d'audiences publiques de concert avec le Conseil régional de l'environnement (CRE). Dans sa requête d'audiences publiques, le CEB invoque des imprécisions quant à la manutention et à l'entreposage de matériaux sur le terrain récupéré lors des travaux et le non-engagement d'Alcan en vue de l'amélioration de la qualité de l'air comme de l'eau. Le Conseil régional de l'environnement craint des répercussions environnementales significatives devant l'importance des travaux (180 000 tonnes de matériaux d'emprunt).

Cette demande en audiences publiques connaît de multiples rebondissements. D'abord les deux organismes environnementaux ne reçoivent pas à temps l'étude d'impact pour les fins de la consultation. Ils se voient donc dans l'obligation de demander une prolongation officielle du délai de consultation au ministre. La demande est accordée. Ensuite, le « timing » de la sortie de l'étude d'impact tombe en pleine période de vacances estivales ; il est donc difficile pour le Comité de regrouper les bénévoles et d'avoir recours à des expertises ³⁴³.

La négociation d'Alcan avec le CEB

Évidemment, le promoteur voudrait bien éviter la tenue d'audiences publiques. Ainsi la compagnie convoque officiellement le CEB et la municipalité à des rencontres afin d'en arriver à une entente négociée. En moins d'un mois, il y a une série de rencontres et un échange de correspondance entre des conseillers de la ville (un des membres directeurs du CEB est aussi conseiller municipal), des représentants du CEB et Alcan, concernant le trajet et les heures de circulation du

³⁴² Roche, *op. cit.*, 1987 : 3.

³⁴³ *Le Quotidien*, 1987-07-16.

trafic lourd à l'intérieur de la ville. L'entente concernant les engagements d'Alcan prévoit un plan de circulation visant à n'utiliser le trajet urbain de la rue du Port qu'une semaine sur deux ³⁴⁴ et l'obligation pour les camionneurs de poser des toiles sur les camions. En contrepartie, Alcan s'engage « pour l'avenir prévisible » à ne pas utiliser à court terme le terrain [189] récupéré pour des fins d'entreposage - mais pourrait à moyen ou long terme déplacer du coke vert sur une partie de ce terrain - et à ne pas augmenter le tonnage de coke vert. Le promoteur est si confiant dans la tournure des événements qu'il informe directement le BAPE que les groupes environnementaux retireraient leur demande d'audiences. Le Conseil régional de l'environnement, qui n'est pas au courant de cette entente négociée et dont la demande d'audiences publiques porte sur des aspects différents de ceux du CEB, conteste cette manière de procéder de la part du promoteur : « Le promoteur du projet n'a pas à accélérer le dossier au détriment des groupes environnementaux qui estiment que le projet doit être discuté publiquement » ³⁴⁵. Néanmoins, le comité local retire sa demande d'audiences et le Conseil régional en fait autant.

Finalement, Alcan obtient, par décret (n° 1493-87), un certificat d'autorisation pour ses travaux de réaménagement de l'embouchure de la rivière à Mars. Ce certificat est accompagné de quatre conditions, dont deux réfèrent directement à l'entente négociée. Le décret mentionne que Sécal (Alcan) devra se conformer aux mesures décrites dans les lettres qu'il a adressées aux deux organismes environnementaux. Alcan et la Ville de La Baie sont grandement satisfaits de l'entente survenue entre les parties. Le relationniste d'Alcan témoigne : « Les quelques imprécisions relevées par le Comité d'environnement ont heureusement pu trouver réponse sans avoir besoin d'audiences publiques » ³⁴⁶. Du côté du CEB, le son de cloche est plus nuancé. Bien qu'il soit content d'avoir pu négocier pour une première fois avec Alcan, il dit avoir subi « des pressions pour que le dossier n'aille pas en audiences publiques. Ça s'est fait par le pouvoir local, car Alcan fonctionne par personne interposée » ³⁴⁷.

³⁴⁴ Ville de La Baie, lettre du 1987-08-12.

³⁴⁵ *Le Quotidien*, 1987-08-20.

³⁴⁶ *Le Réveil à La Baie*, 1987-08-18.

³⁴⁷ Entrevue n° 11.

Pour la multinationale, ce projet de réaménagement de la rivière à Mars s'inscrit dans un programme de modernisation de son port, ce dernier étant un lieu stratégique pour la [190] production et l'exportation de l'aluminium de première fusion. Sa vocation est d'autant plus importante que les capacités de production des alumineries augmentent à l'échelle régionale, depuis le début des années quatre-vingt. De façon spécifique, le programme de modernisation vise, d'une part, à accroître de deux à trois fois la capacité de déchargement et d'entreposage d'alumine, afin de diminuer la perte coûteuse des poussières d'alumine et, d'autre part, à augmenter la flexibilité d'Alcan quant à l'importation de ce produit comme de la bauxite. À cet égard, deux nouveaux silos sont prévus dans le programme, doublant ainsi la capacité d'entreposage, afin de répondre à la nouvelle demande d'alumine occasionnée par la mise en opération de l'usine de Laterrière ³⁴⁸.

La modernisation vise à améliorer les activités d'entreposage et l'équipement de manutention du coke vert ³⁴⁹, substance responsable du litige entre le CEB et Alcan. Avec le nouvel équipement, il y a un système fermé de manutention, des écrans pare-vent et des gicleurs pour éviter la dispersion aérienne de poussières provenant d'une pile de 50 000 à 70 000 tonnes métriques de coke vert (chiffres 1989). D'autres mesures sont prises par Alcan pour diminuer les retombées de poussières de l'immense pile de coke vert : la récupération des eaux de pluie de ce sous-produit des pétrolières et le non-déchargement lors de grands vents. Ce programme de modernisation, mis en marche à la fin des années quatre-vingt, est-il en lien avec les pressions du CEB ? Selon le directeur du port, ça n'a pas changé le plan initial, « Je ne dis pas que je ne me suis pas servi de ça pour aller chercher plus d'argent (à la maison mère) », mais il fallait d'abord trouver les solutions adéquates au problème ³⁵⁰. Cependant, si la modernisation est associée à un gain environnemental par le MENVIQ et la compagnie, elle est, d'autre part, synonyme de perte d'emplois pour les travailleurs du port d'Alcan. Selon le Syndicat, les nouveaux [191] investissements occa-

³⁴⁸ *Le Réveil à Chicoutimi*, 1988-01-19.

³⁴⁹ Roche, *op. cit.*, 1987 : 3-4.

³⁵⁰ Entrevue n° 20.

sionnent la perte d'une trentaine d'emplois, seulement pour le quai Duncan ³⁵¹.

ÉPILOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Début 1990. La Cour d'appel autorise la requête en recours collectif, renversant ainsi le premier jugement de la Cour supérieure du Québec. Alcan manifeste son intention de porter le dossier jusqu'en Cour suprême du Canada. Finalement, à l'été, la Cour suprême confirme la recevabilité du recours collectif et prononce ainsi un jugement permettant la continuité des démarches entreprises par le CEB. Le Fonds d'aide aux recours collectifs soutient la démarche. Les démarches légales s'enclenchent. Parallèlement - et ce durant tout le processus judiciaire -, des négociations directes ont lieu entre les deux parties, en vue d'un règlement hors cour. Un an et demi plus tard un règlement à l'amiable a lieu : un protocole d'entente est signé entre les dirigeants des installations portuaires (Sécal) et le Comité. L'entente, approuvée par la Cour supérieure, prévoit des dédommagements, aux victimes de la pollution atmosphérique réparties dans 1 100 unités d'habitation, variant entre 245\$ et 14 700\$ pour un total d'un million et demi de dollars - la demande initiale était de 21 millions mais la Cour n'a pas reconnu les préjudices encourus avant 1984. Mis à part ces compensations, Alcan paiera les frais judiciaires et les honoraires extra-judiciaires.

En retour, le Comité donne à Alcan quittance de toute réclamation, demande, action, coûts et frais passés, présents et futurs de quelque nature que ce soit découlant des circonstances relatées dans le recours collectif. La lutte de 29 ans du Comité visait à faire modifier une situation intolérable pour la qualité de vie en milieu résidentiel urbain, soit le dépôt et l'infiltration de poussières rouges et noires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs habitations. Officiellement, la Compagnie s'est engagée à poursuivre, d'ici l'an 2 000, un programme d'améliorations environnementales du procédé d'entreposage [192] et de transbordement des matières premières sur le site de ses installations

³⁵¹ *Le Réveil à La Baie*, 1988-06-28.

portuaires à Ville de La Baie. Toutefois, comme ces travaux n'enrayent pas définitivement, dans l'immédiat, le problème, le protocole d'entente institue un Comité de bon voisinage, composé de représentants d'Alcan et du CEB, afin d'entendre et de gérer les plaintes provenant des citoyennes et citoyens des secteurs urbains concernés. Pour Alcan, il importe que les entreprises obtiennent le soutien du milieu dans lequel elles évoluent, eu égard au contexte de concurrence internationale.

[193]

La recomposition des territoires.

Troisième partie

La maîtrise sociale
du territoire

[Retour à la table des matières](#)

[194]

[195]

La recomposition des territoires.

Troisième partie :

La maîtrise sociale du territoire

Chapitre V

Éléments d'analyse et de compréhension

« La pratique spatiale d'une société sécrète son espace ; elle le pose et le suppose, dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant » ³⁵².

[Retour à la table des matières](#)

La première partie du chapitre 1 a documenté quelques-unes des tensions constitutives des territoires : 1) la mondialisation ; 2) la singularité du lieu ; 3) la maîtrise versus la non-maîtrise sociale du territoire ; 4) la marginalisation versus l'équité. La lecture des enjeux relatés dans les trois chapitres précédents pourrait passer à travers le filtre de chacune de ces tensions. Toutefois, compte tenu de la nature des enjeux, du poids occupé par les rapports environnement/ développement/ communautés et de l'importance heuristique de la tension de la maîtrise sociale du territoire dans le processus de *recomposition des*

³⁵² Lefebvre, H., 1974 : 48.

territoires, notre analyse se limitera à cette tension. Deux champs d'observation structurent le présent chapitre : les stratégies et argumentations d'acteurs ainsi que les limites et possibles de la maîtrise sociale du territoire. Pour chacun de ces éléments, des catégories d'analyse ont été créées. L'analyse prend appui sur des notions de complexité et de réseau. L'inclusion de la notion de réseau, dans l'analyse de la dynamique sociospatiale urbaine ou régionale, permet de prendre en compte la complexité des rapports agissant dans la fabrication du territoire. Comme les réseaux entretiennent avec les territoires des rapports complexes, le réseau traduit bien « certains types de rapports espace/ temps/ information/ territoire » (Dupuy, 1991 : 10).

[196]

À travers le mouvement de déconstruction et de reconstitution des territoires, à travers cette dialectique entre l'économique et le social, les tentatives de maîtrise sociale de son territoire et de ses réseaux nous apparaissent l'enjeu fondamental à explorer pour la compréhension du sens du changement social. Quels sont les lieux qui visibilisent les limites et les possibles de cette recherche de maîtrise sociospatiale par les acteurs locaux ? Quelle est la marge de manœuvre des communautés et des acteurs sociaux, compte tenu des tensions prégnantes qui traversent et fabriquent les territoires ? Existe-t-il une nouvelle marge de manœuvre, un espace de pouvoir inexploré par les communautés locales, créé par la recomposition des territoires, la confrontation des tensions et les pratiques des acteurs ?

STRATÉGIES ET ARGUMENTATIONS D'ACTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Pour les fins d'une analyse transversale des enjeux, sur la base des stratégies et des argumentations des acteurs, ces derniers ont ici été regroupés en trois grandes catégories de réseau : le réseau des acteurs sociaux, le réseau politique et le réseau du privé. Les stratégies recourent ici tout autant des pratiques implicites qu'explicites d'acteurs. La compréhension de l'argumentation des acteurs de ces réseaux s'appuie sur le discours contenu dans les divers documents consultés. Dans cet-

te sous-section, nous tenterons de lire la structuration de l'argumentation des acteurs selon deux logiques : une logique territoriale, davantage axée sur la survie et la reproduction des communautés locales, et une logique fonctionnelle, guidée par des impératifs macroéconomiques et productivistes. De plus, nous nous demanderons dans quelle mesure il existe une stratégie propre à chaque catégorie d'acteurs.

Le réseau des acteurs sociaux

La majorité des acteurs sociaux, qui structurent les enjeux territoriaux, a un ancrage spatial local et institue un réseau spatial microrégional. Par acteurs sociaux, nous désignons aussi bien les associations, les corporations (syndicats, [197] conseils régionaux, organismes de services, chambres de commerce) que les individus. Dans l'étude de cas sur les berges du lac Saint-Jean, plus de 160 acteurs individuels et collectifs ont participé de façon concrète, par le biais d'une intervention (écrite, orale). À peine 1% des intervenants proviennent de l'extérieur de la région du SLSJ ³⁵³. Environ 12% (une vingtaine) proviennent de l'autre sous-région, c'est-à-dire le Saguenay.

Les trois conflits étudiés font ressortir un lieu commun aux acteurs sociaux, soit la préservation d'un espace vécu, la protection des ressources et de la qualité de l'environnement. Lorsque l'environnement immédiat est ressenti ou perçu comme menacé par un changement externe à la communauté, les acteurs sociaux mettent en branle tout un arsenal de stratégies, allant de la simple pétition à la poursuite judiciaire. Ils revendiquent publiquement leur cause et réclament auprès des politiciens l'intervention de l'État (Québec) afin de rétablir l'équilibre ou de régler le conflit.

Cependant, d'un enjeu à l'autre et même à l'intérieur de chaque enjeu territorial, les acteurs sociaux forment un ensemble diversifié structuré par des réseaux formels ou informels. Cependant, les acteurs sociaux n'adoptent pas une stratégie commune avec une argumentation uniforme. Ils ne poursuivent pas nécessairement les mêmes objectifs. Par exemple, dans le cas des berges du lac Saint-Jean une centai-

³⁵³ Malgré les efforts des écologistes pour intéresser la presse nationale et la population québécoise, la gestion des berges n'a eu qu'un écho régional.

ne de mémoires ont été présentés lors des audiences publiques du BAPE : 97 mémoires réclament une modification de la gestion historique du lac par Alcan. Toutefois, l'examen des mémoires révèle des différences sensibles quant aux modalités du changement désiré. Selon les activités pratiquées (par exemple, observation des oiseaux ou sport nautique), l'emplacement de la résidence autour du lac (chalet à Saint-Gédéon ou habitation permanente à Desbiens, etc.), les caractéristiques des berges (sable ou glaise, etc.), leur état de dégradation (degré d'érosion), les infrastructures présentes [198] (quai, aménagement récréotouristique, camping etc.), les positions varient d'un individu à l'autre, d'un groupe à l'autre. Il n'existe ni de représentation unifiée du lac Saint-Jean, ni de compréhension globale du problème, ni de consensus quant aux solutions.

Toutefois, globalement l'argumentation de la base sociale s'arrime au paradigme écologiste et à la logique territoriale. L'argumentation se résume en cinq points :

- * le lac Saint-Jean représente une richesse collective unique, un patrimoine ;
- * il faut protéger l'environnement et le caractère naturel des plages ;
- * il faut mettre en valeur la vocation récréotouristique du lac ;
- * la gestion précédente a compromis les trois usages précédents ;
- * il y a eu recul des berges et pertes de terrain pour les résidents.

Une autre position, cette fois-ci plus radicale et politique, est défendue par les écologistes :

- * il faut réviser les droits d'Alcan concernant la gestion des eaux du lac (niveau maximal de 17,5 pieds), - leur demande implique que le gouvernement du Québec ouvre l'acte de 1922 consenti à la Quebec Development Co. et à ses auteurs (Alcan).

Non seulement la question technique du mode de gestion du niveau des eaux du lac ne fait pas l'unanimité chez les acteurs sociaux locaux, mais cette dimension cristallise et réduit le débat, occultant d'autres dimensions, telle la démonstration des besoins en hydroélectricité d'Alcan par rapport à sa consommation et ses ventes, la réclamation des dommages subis par les riverains, les besoins des communautés vivant autour du lac, l'état des ressources fauniques.

Dans le cas de Laterrière, les acteurs sociaux n'occupent pas l'avant-scène : ils font front commun avec la classe politique. [199] Leur position est plutôt défensive avec le rejet de toute forme d'annexion à la ville de Chicoutimi. La perte d'identité de la communauté, les craintes relatives à l'augmentation du compte de taxes, la diminution des services, la perte de contrôle de son influence sur le pouvoir local ³⁵⁴ se révèlent les principaux arguments invoqués. Contrairement à Laterrière, les acteurs sociaux sont complètement isolés de la classe politique. Les acteurs sociaux ne sont pas nombreux à participer au débat : seul, le Comité d'environnement de ville de La Baie défend la qualité de l'air, son espace résidentiel devant l'empiètement des activités industrielles portuaires. D'un enjeu à l'autre, il ne semble donc pas exister de stratégie commune entre les réseaux d'acteurs sociaux. Selon la nature et les circonstances de l'enjeu et de la négociation, leur position dans la dynamique locale, ils optent pour une stratégie relevant tantôt de la consultation et de la démocratie (participation aux audiences publiques sur les berges), tantôt de l'appui à la classe politique locale (Laterrière), ou de la voie legaliste (CEB). Le lieu central des acteurs sociaux demeure la défense de conditions et d'un lieu de vie.

³⁵⁴ « Ici le maire on peut lui parier facilement, il vit sur place comme les autres conseillers et fonctionnaires », Cf. Entrevue n° 17.

Le réseau politique

Le réseau politique comprend ici les élus ou non-élus qui siègent dans les institutions politiques tant locales, microrégionales, régionales, provinciales que fédérales. Dans un premier temps, c'est la position des élus municipaux qui sera analysée tandis que dans un second temps c'est celle de l'État québécois et de ses institutions.

Dans l'étude de cas sur les berges du lac Saint-Jean, la position des élus municipaux oscille entre la position de la compagnie et celle des acteurs sociaux. Entre le début et la fin du récit, il est possible d'observer des revirements significatifs. En 1981, trois conseils municipaux (Desbiens, Saint-Méthode et Alma) votent une résolution en faveur d'une révision des droits d'Alcan et donc d'une baisse du niveau du [200] lac, à la suite d'une demande d'une association de riverains. Lors des audiences publiques, deux de ces trois municipalités, ne se prononcent pas sur les travaux de stabilisation et le mode de gestion, laissant ainsi flotter un doute quant à leur position. Par ailleurs, quelques semaines seulement après le dépôt de la volumineuse étude d'impact, neuf municipalités et deux MRC envoient une sorte de signal d'appui au service des relations publiques d'Alcan, suite aux représentations actives de la compagnie. La lecture des lettres d'appui montre qu'il ne s'agit pas forcément d'une intervention en faveur du programme de stabilisation des berges, mais plutôt d'un appui global face aux intentions d'aménagement de la compagnie. Toutefois, dans un contexte de négociation, entre des intérêts divergents, l'effet de l'appui est sans doute le même.

Lors des audiences publiques du BAPE, les 17 municipalités concernées par le programme de stabilisation des berges d'Alcan réclament toutes des interventions spécifiques de la compagnie, selon un modèle de liste d'épicerie plutôt que selon une évaluation systématique des travaux en fonction des besoins ou projets futurs de la municipalité et de l'ensemble du développement de la sous-région. Le discours officiel, des députés provinciaux des circonscriptions du Lac-Saint-Jean et des ministres du gouvernement, se modifie au fur et à mesure que l'enjeu évolue et que les positions se durcissent. Dans un premier temps, les députés laissent la porte ouverte au changement

concernant le mode de gestion du lac par Alcan et encouragent les citoyens à « protéger ce beau lac ». Par la suite, les députés se font de plus en plus discrets et nuancent leurs encouragements, reportant les demandes concernant une enquête sur les agissements de la multinationale. L'absence de déclarations publiques dans les médias ne signifie évidemment pas qu'ils sont inactifs. Au contraire ! Ils négocient, dans le plus grand secret, les conditions du renouvellement du bail de la Péribonca avec Alcan alors même qu'une partie de la population demande une révision des droits d'Alcan relatifs au mode de gestion du lac ³⁵⁵. Du [201] coup, le pouvoir de négociation de la région s'effondre comme la glace du lac par une belle journée de mai.

Dans l'enjeu sur le remembrement territorial de Laterrière, les deux municipalités, concernées par les intentions d'annexion de Chicoutimi, rejettent catégoriquement, au départ, cette proposition. Elles qualifient ce projet de non démocratique car, selon elles, il ne respecte pas l'identité et l'appartenance de la communauté laterroise. Des efforts sont tentés par la municipalité du village de Laterrière, pour dépasser l'échelle locale et resituer le problème dans un contexte de développement, à l'échelle de la MRC du Fjord. Elle propose alors que les taxes industrielles, générées par la localisation de l'aluminerie, servent à la création d'un fonds de valorisation du patrimoine pour l'ensemble de la MRC. Cette proposition ne reçoit aucun appui. Devant la persistance de l'opposition du milieu rural à l'annexion unilatérale, le député de Chicoutimi à l'Assemblée nationale modifie sa position de départ en favorisant une annexion partielle (le terrain de l'usine d'électrolyse) de Laterrière à Chicoutimi. L'argumentation officielle porte sur l'importance de la récupération des taxes foncières par la ville pour l'équilibre de la richesse foncière régionale (en fait, Chicoutimi renforcera ainsi son poids dominant dans la région).

³⁵⁵ Rappelons que la rivière Péribonca est à la base du système hydroélectrique d'Alcan. La signature de ce bail, qui survient à quelques mois des audiences publiques, aura un impact crucial sur le pouvoir de négociation de la base sociale. Lors desdites audiences, Alcan affirme, avec toute assurance, ne pas considérer les audiences comme un lieu de négociation, ni sa position comme une position de négociation, soumettant, à l'appui de ses dires, la signature du bail comme une preuve du soutien du gouvernement du Québec face à ses opérations industrielles.

Du côté du conseil municipal de ville de La Baie, dans le dossier opposant le CEB et Alcan, aucune intervention publique ne survient jusqu'au moment où la poursuite judiciaire du CEB se fait imminente. Alors, des conseillers s'offrent comme médiateurs. La conduite du Comité est désapprouvée. Quant au député provincial, il reçoit les doléances du Comité et agit comme médiateur en facilitant les rencontres avec les ministres successifs de l'Environnement. Ces derniers encouragent l'action du Comité (avant la demande de [202] recours collectif), profitant de l'occasion pour justifier la pertinence des actions entreprises par le ministère.

À la lecture des enjeux, globalement, la position du réseau politique local se révèle plutôt distante par rapport aux revendications des acteurs sociaux. Tout se passe comme si le discours de ce réseau priorisait d'abord la logique fonctionnelle tout en maintenant un discours à saveur territoriale. En fait, les élus remettent leur marge décisionnelle - particulièrement dans les cas de conflits entre la grande entreprise et les communautés - aux spécialistes (consultants), aux appareils d'État ou aux institutions publiques (Bureau des audiences publiques, ministère des Affaires municipales, CPTAQ, ministère de l'Environnement, Cour supérieure). Dans deux cas sur trois, les municipalités diffèrent leur pouvoir dans le sens où elles préfèrent laisser le soin au niveau supérieur (ou à l'autre gouvernement : cas des berges) de régler le problème. Elles évitent à tout prix de prendre part au débat public. Pourtant une analyse rigoureuse, dans une perspective d'aménagement et de développement durables - non pas uniquement selon les impératifs de l'institution politique locale mais selon l'ensemble des besoins de la communauté - aurait favorisé la résolution du conflit en faveur de la pérennité du développement.

Le réseau politique comprend aussi les institutions et ministères divers engagés dans le conflit social. Dans le cas du mode de gestion du lac Saint-Jean, les différentes études et rapports du MENVIQ ont arboré, dès le départ, une position respectant les intérêts à la fois sociaux et économiques. Une première étude fait état des propriétés biophysiques du lac questionne la réfection des berges par Alcan et prononce un verdict de privatisation des berges (Rapport 19). Lors de la directive concernant l'étude d'impact, le ministère de l'Environnement stipule qu'Alcan doit recueillir l'opinion et les attentes des riverains quant au niveau du lac. Par la suite, le mandat de la Commission du

BAPE s'inscrit dans un objectif d'harmonisation des intérêts économiques, sociaux et écologiques, orientant ainsi ses travaux en termes d'animation et de médiation. Le rapport du BAPE propose donc un compromis entre la solution Alcan et le milieu, compromis accepté [203] par la base sociale. À la fin du processus d'évaluation des impacts environnementaux, une dissension apparaît dans l'équipe d'analyse environnementale du MENVIQ. Une dissension existe aussi entre la position du MLCP et le MENVIQ concernant le mode de gestion. Les alliés institutionnels des acteurs sociaux se retrouvent par ailleurs davantage au MLCP qu'au MENVIQ. Enfin, le décret, voté par le Conseil des ministres établissant les conditions finales du programme de stabilisation des berges, marque une rupture par rapport aux recommandations précédentes du MENVIQ et du BAPE.

Le CEB trouve très peu d'appuis au bureau régional du MENVIQ. À plusieurs reprises, le Comité se plaint et s'adresse directement au ministre en vue de faire avancer le dossier. Les fonctionnaires régionaux adoptent une position attentiste ³⁵⁶ pas de plainte, pas d'intervention. Pourtant les émissions de poussières industrielles sont connues depuis vingt ans : il s'écoule cinq ans et une requête en recours collectif avant que le MENVIQ régional obtienne d'Alcan un programme de mesures correctrices pour ses installations portuaires. Dans ce cas, la position du MENVIQ régional relève davantage de la médiation politique que de l'exercice d'une expertise. Dans le cas de l'affrontement entre Laterrière et Chicoutimi, l'État change ses propres règles du jeu. Comme la loi sur l'annexion des municipalités exige un espace géographique contigu, deux hauts fonctionnaires du ministère des Affaires municipales à Québec, spécialement mandatés à cette fin, à la demande du ministre de la Justice, élaborent un projet de loi spécial permettant l'annexion partielle.

Le réseau politique n'adopte pas une position symétrique à l'intérieur de chaque enjeu. Dans le cas des berges du lac Saint-Jean, les conclusions du MENVIQ et BAPE vont dans le même sens que celles des acteurs sociaux, mais l'intervention de dernière minute de quelques politiciens influents détermine les modalités finales du décret. Comme [204] pour les deux autres grandes catégories d'acteurs la po-

³⁵⁶ À plusieurs reprises, le bureau régional du MENVIQ signifie à Alcan qu'il attend qu'elle fournisse des solutions et les données du problème.

sition de l'État québécois n'est pas homogène dans le temps. La multiplicité de ses rôles : législateur, gardien des normes et des biens collectifs, promoteur de projets économiques, entraîne des positions paradoxales ³⁵⁷.

Le réseau privé

Une première lecture pourrait faire croire que le réseau privé, ici Alcan et ses filiales, adopte une seule et même position, basée sur une logique fonctionnelle, où dominent les impératifs de profits de l'organisation dans un contexte de production à l'échelle internationale. Certes on ne peut nier cette orientation structurante du capital. Mais là comme ailleurs, il existe des dissensions internes et des revirements qui sont cependant plus difficilement détectés car mieux contrôlés à l'intérieur de l'organisation. Comme le montre bien l'épilogue du chapitre 11, Alcan a dû revenir sur sa décision première quatre ans après et adopter un mode de gestion du lac tel que demandé par les acteurs sociaux. Une autre volte-face s'est opérée dans le dossier de la qualité de l'air, Alcan acceptant de compenser, dans une entente hors cours, les citoyennes et citoyens lésés.

Alcan ne peut pas non plus ne s'enfermer que dans une logique fonctionnelle, bien que cette dernière serve toujours d'argument masqué en cas de conflit. Dans ses rapports avec les communautés régionales, elle accuse une stratégie territoriale. Cette dernière est particulièrement visible dans son approche partenariale avec les municipalités ³⁵⁸ dans son discours du compromis et de mise en valeur du dynamisme local ou régional (voir Gagnon, 1992). Profitant de ressources naturelles importantes, Alcan doit entretenir des relations [204] socio-politiques favorables à son égard et un contexte dynamique : « Une

³⁵⁷ Dans les trois audiences publiques qui se sont tenues par exemple au Saguenay, en 1989, deux des promoteurs étaient publics : dans un cas, il s'agissait d'une société d'État (SQAE) relevant du même ministre de l'Environnement que le BAPE et dans l'autre d'une municipalité. Nous faisons ici référence aux audiences sur l'assainissement des eaux, l'agrandissement du boulevard Saguenay et le tracé du chemin de fer d'Alcan.

³⁵⁸ Alcan, Rapport annuel, 1989, page endos.

entreprise ne se développe pas dans le vide : elle vit au sein d'une société et elle en fait partie » ; car, si l'entreprise ne parvient pas à traiter convenablement ces éléments, « cela peut réduire le rendement de l'entreprise et même lui nuire » ³⁵⁹. La stratégie territoriale d'Alcan l'amène, par exemple, à mettre en avant son image patrimoniale, lors des audiences publiques sur l'environnement. Affirmant qu'« elle fait partie du patrimoine collectif » et que l'étude d'impact réalisée est « un ajout précieux au patrimoine régional », elle se présente aussi comme un partenaire du développement, réclamant la participation de la population à la résolution du problème des berges et l'adoption d'un équilibre entre les besoins économiques, environnementaux et sociaux de la région. La firme présente son mode de gestion comme étant le fruit d'un équilibre, d'un compromis. Devant la mise en doute par des acteurs locaux et des membres de la commission d'audiences, de l'existence d'un véritable compromis, la Société sort les « gros » arguments, soit ceux d'ordre économique : ce mode de gestion, affirme-t-elle, est lié à son programme de modernisation dans cette région et aux futures alumineries. Argumentation agissant comme une véritable épée de Damoclès. L'utilisation d'une argumentation tantôt fonctionnelle (investissements) et tantôt territoriale (patrimoine, compromis) met en évidence l'action à multiple niveaux et paradoxale de la Société : elle fait à la fois une chose (mode de gestion accentuant l'érosion) et son contraire (réparation et prévention de l'érosion) ³⁶⁰.

L'entreprise privée, même contrôlée hiérarchiquement, n'exclut pas les divergences entre les dirigeants ou les filiales. Par exemple, dans le récit sur la gestion privée du lac Saint-Jean, une divergence s'installe entre la filiale Sécal, localisée régionalement, et la maison-mère, localisée à Montréal, concernant [206] la responsabilité de la dimension sociale de l'étude d'impact. D'abord, cette dimension relève du consultant et de son sous-traitant, ensuite elle est récupérée par le Service des relations publiques qui change la procédure de consultation publique précédemment amorcée. En cours de route, il est décidé que

³⁵⁹ Alcan, *Allocutions de David M. Culver et David Morion*, Montréal, 1988-04-28 : 3-5.

³⁶⁰ Au sujet des travaux, Alcan dira : « On n'aime pas les faire, parce que ça coûte des factures, mais si les données sont là, si la volonté du gouvernement est là, si la volonté de la région est là, il faut le faire » (entrevue n° 10).

toutes les stratégies passeront désormais par le centre décisionnel (la maison-mère), par un comité composé du président d'Alcan, du vice-président régional et du directeur de la Division hydroélectrique ³⁶¹. « Alcan s'en est mêlée, mais Sécal (la filiale) a mis sur pied la stratégie. Normalement, on fait front commun » ³⁶². La distance apparaît encore plus clairement avec le consultant : au sujet du type de consultation pour la population (comme vu ci-haut) et, ensuite, dans le choix du mode de gestion à privilégier. Là, trois scénarios sont initialement présentés par le consultant, lors de la première version de l'étude d'impact. Pour la version officielle, Alcan demande à son consultant d'intégrer d'autres scénarios de mode de gestion dont celui qu'elle a choisi préalablement. Plus ou moins d'accord avec l'option défendue par le promoteur, le consultant mène sa propre campagne de sensibilisation et revient dans la région à plusieurs reprises, sur une base personnelle, pour tenter de convaincre certains intervenants clés. Ce qui explique peut-être pourquoi le consultant a été considéré par les opposants davantage comme un allié que comme un adversaire.

Bien que la stratégie territoriale puisse exister, elle n'est certes pas, là, dominante : en choisissant, en toute connaissance de cause, le mode de gestion qui ne rencontrait pas le plus haut taux de satisfaction chez les acteurs locaux, la compagnie a affirmé la prédominance de la logique fonctionnelle - le choix s'est fait en fonction du mode de gestion qui représente les profits les plus importants - sur le territorial.

Cette contradiction entre le discours et l'action est tout aussi visible dans les deux autres enjeux territoriaux. Bien que le [207] choix de localisation de l'aluminerie Laterrière (Chicoutimi), soit subrepticement rattachée aux conditions sur les redevances de l'utilisation des forces hydrauliques de la rivière Péribonca - conditions avantageuses négociées avec le député de Chicoutimi - la firme manifeste par écrit sa position auprès du ministre des Affaires municipales du Québec. Elle manifeste par écrit son désaccord quant à l'annexion partielle de ses terrains au territoire de la ville de Chicoutimi, car elle devra payer dix fois plus de taxes sur un terrain zoné urbain. Dans le cas opposant

³⁶¹ Entrevue n° 10. Indubitablement, cela reflète l'importance économique de l'enjeu (cf. production hydroélectrique) pour Alcan et de la menace de la pression sociale à cet égard.

³⁶² *Idem.*

les installations portuaires d'Alcan et le Comité d'Environnement de La Baie (CEB), le paradoxe demeure entre le discours territorial et l'action selon une logique fonctionnelle : d'un côté, elle augmente l'entreposage à l'air libre de ses stocks de coke vert, abandonne les mesures correctrices définitives faute d'argent et, de l'autre, affirme vouloir « entretenir de bonnes relations avec les baieriverains ». Ces différentes stratégies illustrent la perméabilité de la grande entreprise, surtout celle liée à l'exploitation des ressources naturelles, dans un contexte social informé et démocratique.

L'analyse des stratégies et des discours des acteurs démontre que certains peuvent intégrer de multiples niveaux, allant du mondial (universel) au local (spécifique), de l'économique au territorial, du culturel au social, à l'écologique ³⁶³. Plus ils intègrent et contrôlent la complexité de ces niveaux et des réseaux qui les structurent, plus leurs capacités de maîtrise du territoire d'action s'accroissent. Les stratégies et les argumentations d'acteurs ne survivent pas au schéma dualiste ou s'opposeraient deux logiques : une logique territoriale et une logique fonctionnelle. En effet, dans les récits relatés, il apparaît que certains des acteurs manipulent tout aussi bien les deux logiques ou bâtissent leur argumentation sur d'autres paradigmes.

Il existe des divergences à l'intérieur de chaque réseau et des relations de pouvoir asymétriques entre les réseaux. Le pouvoir semble éclaté entre les réseaux d'alliances qui vont [208] bien au-delà des organisations elles-mêmes. Les acteurs sociaux, à travers leurs luttes incessantes, exercent leur pouvoir en vue de maîtriser leur territoire d'appartenance et définir de nouvelles règles du jeu quant à l'occupation et à la gestion de leurs lieux de vie. C'est la recomposition sociale des territoires.

³⁶³ Barel, Y., 1981 et 1986.

LIMITES ET POSSIBLES DE LA MAÎTRISE SOCIALE DU TERRITOIRE

[Retour à la table des matières](#)

La dynamique suscitée par les tentatives de maîtrise sociale des territoires par les acteurs sociaux est au cœur de ce mouvement perpétuel de recomposition territoriale. La maîtrise absolue n'existant pas, c'est la confrontation des limites et des possibles, des logiques d'acteurs, qui opère une avancée, une percée sociale. Comme le mentionne Barel,

« Être autonome, c'est découper dans l'ensemble social un sous-ensemble (qui comporte des éléments sociaux mais aussi des éléments non sociaux, par exemple par rapport à la matière, à la technique, au cadre naturel ou bâti) dans lequel son action a sens et efficacité » ³⁶⁴.

À la lumière des enjeux étudiés, six lieux médiatisent, selon notre analyse, cette recherche collective de maîtrise : 1) le mode de gestion des ressources naturelles ; 2) les représentations des acteurs ; 3) le sentiment d'appartenance ; 4) la négociation partenariale ; 5) la résurgence du local ; 6) les usages endogènes du territoire.

Le mode de gestion des ressources naturelles

Dans un espace régional où domine l'exploitation des ressources naturelles, le mode de gestion des ressources naturelles, plus que l'exploitation elle-même, demeure un outil majeur de maîtrise sociale ou non du territoire. Depuis les [209] débuts de la colonisation (150 ans), la région du SLSJ a éprouvé de sérieuses difficultés quant au contrôle du mode de gestion de ses principales ressources naturelles, telles que la forêt et l'hydroélectricité. Ce mode de gestion s'est avéré largement centralisé et privatisé. Les modalités de mise en valeur de ces ressur-

³⁶⁴ Barel, 1984 : 17.

ces, c'est-à-dire leur développement, sont déterminées et négociées par l'État québécois et l'entreprise privée. Sur ces modalités, les acteurs régionaux et institutionnels sont peu intervenus, du moins jusque dans les années 80. Quant aux profits découlant de l'exploitation privée des ressources ils sont externalisés, dans le sens où ils sont majoritairement réinvestis à l'extérieur de leur lieu d'extraction et d'exploitation. Par exemple, Alcan tire une large partie de son bénéfice aux Antilles et au Canada, c'est-à-dire là où elle exploite des gisements de bauxite ou le potentiel hydroélectrique ; elle n'y effectue là qu'une transformation primaire (alumine et lingot).

Au SLSJ, les ressources dites naturelles s'avèrent largement mobilisées par le capital industriel, notamment par l'industrie de l'aluminium. Dans le cas de la ressource eau, notons que le lac Saint-Jean sert de réservoir pour des fins de production hydroélectrique, qu'une des plus grandes nappes phréatiques du Québec (Laterrière) approvisionne une aluminerie, tandis que la rivière Saguenay recueille les eaux des effluents industriels. La ressource naturelle, longtemps conçue comme gratuite et « appropriable » pour des fins privées et industrielles, a été en conséquence lourdement hypothéquée, limitant d'autres types d'usages économiques (pêche commerciale de la crevette, tourisme) ou territoriaux (loisirs). Par exemple, au Lac-Saint-Jean, il existe d'autres types d'occupation du littoral du lac, soit agricole (8,5%), forestière (27,8%), récréative (40,6%) et non productive (41%). Or, dans un contexte d'exploitation du lac pour des fins industrielles, ces autres usages peuvent être modifiés par les incidences suivantes : un coût résultant de l'érosion ; la baisse de l'attrait du paysage, des plages et des accès à l'eau ; l'altération de la jouissance de la propriété ; la diminution de l'érosion ; des problèmes au niveau des prises d'eau municipales ; des refoulements d'égoûts et des ennoyements d'installations septiques ; une variation de la nappe phréatique ; [210] un drainage superficiel ; un taux d'érosion des berges ; une perte de terrains boisés.

La gestion des ressources étant centralisée, les redevances, tirées de l'exploitation privée des ressources naturelles de la région, sont accaparées par Québec, sans que les collectivités territoriales puissent y être associées. Les redevances sont versées au gouvernement québécois, sans que ces dernières puissent en orienter leur affectation ou en tirer directement quelques bénéfices en fonction des priorités régiona-

les de développement. Un mode de gestion mieux maîtrisé localement permettrait, au seul niveau des redevances sur l'exploitation privée de l'hydroélectricité et des forêts, l'injection de quelque 600 M\$ sur dix ans ³⁶⁵ dans un fonds de développement, en vue de la création d'emplois régionaux utiles socialement ³⁶⁶.

Les représentations des acteurs

La maîtrise sociale du territoire ne passe pas seulement que par des faits dits objectifs mais par des faits subjectifs, telles les représentations que les acteurs sociaux entretiennent sur et avec leurs territoires. Les représentations conditionnent, a priori, les interventions des acteurs et les possibles de l'autonomie territoriale. Comme les représentations se situent en quelque sorte en amont de l'action sociale, elles orientent tout autant la fabrication du territoire. Au sujet du lac Saint-Jean, un riche discours - contenu dans la centaine de mémoires soumis par des individus et des groupes, lors des audiences publiques sur le programme de stabilisation des berges (1985) - cible des représentations : « Mon beau lac » ; « C'est quelque chose de formidable qui nous appartient » ; « Notre lac est un site naturel » ; « Notre lac ... un bien collectif précieux sur lequel toute la population dispose d'un droit de [211] regard légitime ». Ce fort sentiment d'appartenance manifesté envers le lac, comme entité vivante, joue sans aucun doute un rôle important dans l'engagement des acteurs locaux pour la défense d'un autre mode de gestion et d'aménagement de ses berges. Les riverains font du lac un « site de loisir unique », un « haut lieu de villégiature », « une thérapie estivale » ou encore un « site de communication et de transport » et lui accordent des vertus inestimables : « Un don précieux, que la nature dans sa sagesse a mis des milliers d'années à réaliser ». « Le plus beau lac du Canada ». « Un écosystème unique ». Toutefois, le lac n'est pas perçu seulement comme un objet extérieur :

³⁶⁵ *Le Réveil à Chicoutimi*, 1990-01-23, fait état de redevances de 185 M\$ pour les forêts de la région, pour les cinq dernières années. Pour ce qui est de l'hydroélectricité Alcan verse en moyenne 30 M\$/année.

³⁶⁶ Cette idée de récupérer les redevances commence à faire son chemin dans le discours politique régional. La MRC du Fjord du Saguenay a fait une demande dans ce sens en 1993.

« C'est un creuset de vie. Un milieu de vie ... qui sera aussi celui de nos enfants ». À cette représentation se superpose celle du lac comme un réservoir, comme une « source énergétique pour le développement industriel ».

Toutefois, cette représentation fonctionnelle du lac est avant tout véhiculée par la multinationale : le lac Saint-Jean, disait-elle, est la raison principale de sa localisation dans cette région, car il garde l'eau pour faire fonctionner les centrales. Pour Alcan, le lac est avant tout un réservoir pour la production hydroélectrique, comme le montre une des premières illustrations, diffusée par Alcan, lors du débat public sur les berges. Mais tout au cours des audiences, le discours se modifie pour s'imprégner d'une représentation plus territorialisée : « Le lac Saint-Jean est une ressource naturelle unique et un centre d'intérêt majeur. Personne n'en est plus conscient que nous », dira Alcan. Finalement, le lac vu et représenté comme une cuvette remplie par des tuyaux et fermée par des robinets est remplacé, peu à peu au cours de l'enjeu, par un territoire traversé par l'information : « Un lac qu'on connaît mieux » a servi de slogan pour la campagne publicitaire d'Alcan.

Les acteurs, en se représentant le lac comme un milieu de vie, en identifiant cet écosystème naturel comme une partie prenante de leur culture, de leur mode de vie, de leurs réseaux sociaux, marquent et découpent l'espace vécu. Des rapports d'appartenance et d'intériorité prennent forme entre l'acteur social et son territoire, ce qui subsequmment oriente de l'action individuelle et collective sur ce même territoire.

[212]

Le sentiment d'appartenance

Le sentiment d'appartenance des citoyennes et citoyens à leur environnement local et leur attachement sentimental à leur milieu de vie demeurent un lieu commun visible dans tous les enjeux territoriaux des années 80. L'intégrité et la préservation du territoire d'appartenance - de plus en plus local et de moins en moins national ou régional - s'avèrent des nouveaux credo de l'action collective. Or ce territoire

d'appartenance ne correspond pas forcément aux limites administratives de la municipalité ou de la région. Dans le cas de l'enjeu sur les modifications territoriales à Laterrière ³⁶⁷, l'appartenance est avant tout d'ordre communautaire, en opposition à une possible annexion avec le milieu urbain. Au lac Saint-Jean, le territoire d'appartenance se calque davantage sur la présence d'un écosystème imposant par géographie, soit celui du lac, dans un processus de distinction par rapport à la conurbation industrielle du Haut-Saguenay. L'observation fine de trois enjeux territoriaux (Gagnon, 1991 ; Gagnon, Hirsh et Howitt, 1993) porte à croire que la tension de globalisation, d'homogénéisation favorise la multiplicité des réseaux d'appartenance. Tout se passe comme s'il y avait une sorte de retranchement de la société civile et des individus vers la plus petite unité sociospatiale à partir de laquelle elle se reconnaît, soit le local. La région constitue de moins en moins une unité qui se ressemble et s'assemble, si l'on tient compte seulement de l'accentuation intrarégionale des écarts sociospatiaux (Écobes, 1990). L'identité régionale semble s'édulcorer dans son expression pour faire davantage place à l'identité locale ou micro-régionale, comme lieu d'une certaine cohésion sociale. Elle s'inscrit dans des réseaux sociaux qui agissent eux selon une autre logique spatiale axée sur la qualité du cadre de vie local.

La négociation partenariale

Un troisième lieu de maîtrise sociale du territoire s'articule autour de la récente négociation partenariale des acteurs [213] sociaux avec les acteurs traditionnels du développement, soit l'entreprise et l'État. Dans tous les trois enjeux territoriaux étudiés, les acteurs sociaux négocient - implicitement ou explicitement, avec l'État ou la grande entreprise - les modalités de la reconstitution de leurs territoires. Qu'il s'agisse des conséquences de la gestion industrielle du lac, d'une aluminerie sur une communauté agroforestière ou de l'entreposage de matériaux industriels en milieu urbain, ce sont des petites organisations à but non lucratif (dans deux des trois cas) et aussi des individus qui, par leur détermination et leur adhésion à des valeurs autres, pous-

³⁶⁷ Petite municipalité périurbaine de moins de 5 000 h. à 8 km de Chicoutimi.

sent le promoteur à bonifier le projet, à mieux évaluer les aspects sociaux d'une part, et forcent la classe politique et les institutions à se positionner d'autre part. D'une certaine manière, ce sont ces organisations - d'ailleurs plus ou moins acceptées par le système politique officiel - qui détiennent en quelque sorte la « balance du pouvoir ». Par leurs nombreuses interventions et tenaces revendications, elles occupent la place publique, forcent le changement dans le sens d'un développement mieux adapté aux besoins diversifiés des communautés.

L'examen des récits d'acteurs démontre cependant l'existence d'une négociation qui dépasse l'objet immédiat de l'enjeu. Il s'agit, en quelque sorte, de la négociation d'un nouveau contrat social. Que ce soit dans le cadre des audiences publiques sur les berges du lac Saint-Jean, d'une intention de poursuite juridique ou de l'implantation d'un méga-projet (usine Laterrière), les termes de ce contrat ont été négociés, en quelque sorte, entre l'État, l'entreprise privée et le milieu local. Cette négociation redéfinit non seulement les pouvoirs de chacune des parties, mais établit de nouvelles règles du jeu en matière de rapports sociospatiaux : l'acceptation, le suivi et la réussite de tout projet ou tout changement, d'initiative privée ou publique, passent désormais par le local et ses acteurs. Sinon, à plus ou moins brève échéance, c'est le retour à la case départ. Cette règle du jeu de plus en plus incontournable force les grandes organisations privées et étatiques à revoir les termes de leur insertion spatiale, non seulement pour des raisons économiques, mais aussi parce que la certitude d'un pouvoir unitaire est ébranlée : le pouvoir [214] se situe probablement dans la compréhension de la complexité des réseaux et du système. Les dirigeants d'Alcan ont, d'une certaine manière, compris que le succès de leur restructuration industrielle n'est pas indépendant du processus de partenariat qu'ils peuvent établir non seulement avec les travailleurs mais avec les communautés locales.

La résurgence du local

Dans une société complexe où s'accroissent les interdépendances entre le social et le spatial, toute tentative de maîtrise absolue du territoire, dans le sens d'une autarcie, est d'avance vouée à l'échec. C'est dans sa relation avec le couple mondial-économique que le local

prend toute sa signification. Dans la mesure où, par exemple, les collectivités territoriales établissent elles-mêmes et/ou entre elles un réseau plus large d'action et de collaborations, qu'il s'agisse des sphères économique, scientifique, socio-communautaire ou autres, qu'elles renforcent les capacités du local. La résurgence du local, prise dans le sens d'un contrôle sur l'orientation de son lieu et cadre de vie par un nombre d'acteurs de plus en plus imposant et sociaux de la pérennité des ressources, n'engage pas forcément un repli sur son environnement immédiat, une cristallisation de son identité, mais peut contenir une ouverture sur l'autre, une prise de conscience de son existence comme partie intégrante de multiples entités et identités redécoupées territorialement et socialement. La pérennité et la reproduction des communautés, comme unités sociospatiales, passent par une intégration à la fois des jeunes, des femmes, des personnes âgées, des groupes ethniques à la vie sociale et économique.

La lecture des enjeux confirme qu'il existe un dénominateur commun à l'action collective : les groupes sociaux marginalisés (économiquement ou socialement ou politiquement) n'acceptent plus une modification ou une altération de leur environnement au nom d'une simple rationalité macroéconomique. Ce qui est recherché c'est non seulement la préservation ou la réhabilitation d'une qualité de vie et d'un environnement, une planification et une gestion intégrées des ressources, mais en bout de piste des retombées [215] économiques locales qui assureront ou stimuleront la création d'emplois locaux.

La résurgence du local, de la communauté, de la ressource humaine comme fondements et lieux de cohésion sociale, ne laisse pas indifférentes des entreprises intégrées territorialement comme Alcan. Elles réclament leur association au patrimoine, adoptent un marketing culturel et exercent des interventions visibles sur le territoire pour des fins autres que la production : travaux contre l'érosion du littoral habité, aménagement paysager, conférences médicales, symposiums sur l'environnement, etc.

Toutefois, la résurgence du phénomène local est liée avant tout à la reconnaissance de la singularité et aux tentatives de maîtrise du territoire par et pour et les acteurs sociaux. Le local peut devenir un levier de maîtrise sociale du territoire dans la mesure où les acteurs ne définissent pas leur étendue d'action en fonction d'un territoire physique

protégé, mais plutôt de réseaux de solidarité multiterritoriaux, tant à l'égard des personnes que des ressources.

Les usages endogènes

Les usages endogènes du territoire, c'est-à-dire les usages reliés au développement des communautés locales, tels l'habitation, la formation et le récréatif, n'appartiennent pas exclusivement à un seul type d'acteur. Les collectivités territoriales, les associations, de même que l'entreprise privée produisent des usages spatiaux à caractère endogène. Par exemple, du côté du privé, on peut noter que certains aménagements (pistes cyclables, infrastructures de protection du littoral) effectués par Alcan permettent de nouveaux usages de type récréatif. En outre, les études, réalisées dans le cadre du processus d'évaluation et/ou d'examen public des impacts environnementaux, ont fourni aux collectivités de l'information utile en matière d'environnement et d'aménagement. Par exemple dans le cas du comportement de l'écosystème du lac Saint-Jean, il est clair que la connaissance privilégiée, acquise par le promoteur, peut être réutilisée (du moins la partie publiée) par les acteurs locaux. Quant aux [216] usages endogènes contrôlés par la communauté ils demeurent encore marginaux. Ils s'articulent principalement autour d'activités agricoles et forestières de type coopératif, d'activités éducatives et récréotouristiques, de gestion des ressources naturelles, développées par les collectivités territoriales et les associations. Ce type d'activités autocentrées, inscrites dans une stratégie de développement local viable, pourrait fournir aux communautés locales un renforcement de la maîtrise sociale du territoire.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

La compréhension du mouvement de recomposition des territoires, sous lequel oscillent à la fois les possibles et les limites de la maîtrise sociale, ne répond pas à un schéma dualiste ou manichéen selon lequel des acteurs domineraient leurs pratiques et élaboreraient a priori des

stratégies gagnantes. Dans une société où règnent de plus en plus l'incertitude et la complexité, la maîtrise effective ou virtuelle du territoire n'appartient pas à un seul type d'acteurs, contrôlant, par exemple, les réseaux de l'économie et du mondial. Il y a une négociation (formelle ou informelle, directe ou indirecte) constante entre les divers acteurs convoitant les usages d'un même territoire, des progressions et des reculs pour tous les protagonistes. Il n'y a pas de frontières définitives séparant les gagnants des perdants : tout dépend des critères, du temps et de l'espace de référence utilisés. Ce n'est pas parce que en apparence la dynamique sociospatiale historique d'une région n'a pu être renversée, suite à l'intervention des acteurs sociaux, qu'il faut conclure à l'échec. Au contraire. Comme le laissent entrevoir notamment les épilogues des trois enjeux, des retournements imprévisibles se sont produits dans le dénouement.

En introduction à ce chapitre, nous avons mis en avant l'hypothèse que les communautés locales sont investies d'une nouvelle marge de manœuvre (pouvoir), compte tenu des tensions (globalisation, singularité, marginalisation et équité, maîtrise et non-maîtrise) qui traversent et fabriquent les [217] territoires. Comme l'ont démontré les différents enjeux territoriaux, cette marge de manœuvre se forge dans un rapport de négociation partenariale entre les organisations privées et/ou publiques et les communautés, concernant l'aménagement du territoire, la qualité de l'environnement et du cadre de vie et la gestion des ressources naturelles. Notre regard sur une dynamique sociospatiale singulière visait une mise en contexte concrète en vue d'une confrontation des limites et des possibles de la maîtrise sociale du territoire, tension constitutive centrale du développement des communautés. En focalisant sur le couple local-communautés et ses rapports avec la grande entreprise, nous ne mésestimons pas l'importance du rôle de l'État, mais cherchons davantage à faire ressortir d'une part, la valeur heuristique de la résurgence du local dans le changement sociospatial qui marque la fin de ce siècle et, d'autre part, l'espace de pouvoir créé par les nouvelles règles du jeu à l'échelle mondiale.

Comme le notait Lefebvre en 1974, « le mondial n'abolit pas le local ». De même le regard sur le local n'abolit ni la ville, ni la région, ni le pays. Au contraire. Le local intègre de multiples réseaux sociaux et spatiaux qui sont, selon chaque cas, plus ou moins subordonnés aux réseaux techniques et/ou aux réseaux économiques. Le local peut

s'instituer comme un lieu de mobilisation des ressources humaines en vue de leur intégration dans des réseaux plus larges. La nouvelle marge de manœuvre dont semblent être investis le local et ses communautés n'est pas exclusivement conférée par le contexte économique ou par des politiques institutionnelles mondiales ou par la restructuration des entreprises. La marge de manœuvre actuelle et virtuelle des collectivités territoriales peut trouver appui dans l'adoption de stratégies de développement local viable. Dans la mesure où les collectivités territoriales réussissent à orienter ou maîtriser la gestion des ressources en fonction des besoins essentiels et des usages endogènes de leur population, à intégrer les diverses représentations des acteurs sociaux, à mettre en valeur le sentiment d'appartenance et de responsabilité de leurs communautés et, qu'elles négocient des modalités partenariales viables avec les agents privés, la maîtrise sociale des territoires prend racine.

[218]

À ce titre les collectivités territoriales, en étroite collaboration avec tous les acteurs sociaux, peuvent assumer un leadership significatif. En offrant à tous les acteurs sociaux un lieu ouvert et permanent d'échanges et de formation, ils susciteront la naissance d'initiatives de développement local viable susceptibles de faire échec à une déstructuration des territoires et à une dévitalisation des communautés.

[219]

La recomposition des territoires.

Troisième partie :

La maîtrise sociale du territoire

Chapitre VI

Habiter son territoire : une stratégie viable de développement local

[Retour à la table des matières](#)

Que l'on vive dans une localité rurale ou urbaine, au centre ou à la périphérie, au nord ou au sud, les tensions qui chamboulent les territoires obligent les communautés à formuler rationnellement des stratégies de développement, en guise de réponse, d'alternative aux changements sociospatiaux devenus parfois intolérables. Et l'une de ces stratégies passe non seulement par la maîtrise de ses territoires d'appartenance mais par la reconsidération de son territoire comme un espace social habitable et viable.

Habiter son territoire signifie que les individus et les communautés élaborent des stratégies de développement qui priorisent le **savoir** et le **pouvoir** des **acteurs sociaux**, l'**identité**, la **viabilité** des écosystèmes autant physiques qu'humains, la **solidarité** et l'**équité** entre les individus et les communautés, tant localement que mondialement.

Il a été vu que la fabrication du territoire sous-tend un ensemble complexe d'interactions entre le social (et ses acteurs) et le lieu. Elle s'effectue selon un processus itératif, non déterminé et dialectique. Les

incertitudes - créées par les changements sociospatiaux survenus à l'échelle mondiale - ouvrent toutefois de nouveaux champs, des espaces de pouvoir que peuvent s'approprier les acteurs locaux, dont les collectivités territoriales. Repenser son territoire devient donc un processus visant à se réapproprier des espaces aliénés ou devenus « en friche », suite à la déstructuration - restructuration globale. Si une première étape peut consister à prendre acte des forces, des faiblesses et des tensions qui agitent son territoire, une seconde étape, plus difficile, porte sur le comment. Comment, compte tenu de ses spécificités et des contraintes exogènes, repenser le territoire ? Comment le socialiser ? La réponse, défi collectif, appartient d'abord à [220] chaque communauté. Les éléments qui suivent ne font figure que d'outils de réflexion dans une perspective anticipatrice.

SAVOIR ET POUVOIR DES ACTEURS SOCIAUX

[Retour à la table des matières](#)

Savoir et pouvoir des acteurs sociaux sont inextricablement liés dans une stratégie de développement local viable visant à repenser son territoire. Les phénomènes de restructuration économique et industrielle, du désengagement de l'État providence, de rurbanisation etc. ont entraîné un repositionnement des acteurs et des forces sociales. Dans cette recomposition territoriale, une négociation, formelle et/ou informelle, prend place entre les communautés locales et les acteurs institutionnels privés ou publics. Selon l'analyse du chapitre précédent, ce changement accéléré peut fonder un pouvoir pour les communautés locales. Cependant, l'actualisation de ce pouvoir passe, selon nous, par la reconnaissance et le renforcement du savoir social. Cela sous-tend la création de mécanismes souples et accessibles où tous les groupes sociaux et les individus désireux puissent décider - selon une approche partenariale et responsabilisée - des formes qu'empruntera la réorganisation de leur territoire, sur la base de leurs acquis, de leurs ressources, et de leurs valeurs culturelles.

Évidemment, aussi longtemps que la mobilisation sociale autour d'un enjeu sera perçue, par le pouvoir technocrate ou politique, com-

me une réaction sans intérêt, un empêchement à la réalisation d'un projet ou un bois dans le rouage de l'agenda politique, l'adaptation harmonieuse des territoires aux changements restera compromise. L'expression des acteurs sociaux et leurs manifestations d'opposition ne sont pas seulement un signe de vitalité démocratique mais de viabilité du développement. Par exemple, la participation sociale, sous forme de contestation ou non, autour d'une question d'allocation des ressources territoriales, témoigne de l'intérêt fondamental d'une communauté pour son lieu de vie. L'engagement des acteurs dans un débat ou la création d'un enjeu par des acteurs sociaux permettent des choix éclairés et le renforcement du savoir collectif. Ce faisant, les acteurs locaux construisent le territoire et formulent des réponses [221] adaptées à leurs capacités d'intégrer les changements. Ils expérimentent ainsi les limites et les possibles de la maîtrise sociale du territoire, refusent la subordination du fonctionnel au territorial et la gestion exclusive des ressources par l'État ou l'entreprise.

La reconnaissance de l'importance du savoir social dans la gestion du territoire et de ses ressources permet une reconstitution du territoire, qui prend en compte les spécificités du lieu, les capacités d'intégration et d'adaptation de chaque communauté et localité. Certains projets industriels ou changements technologiques peuvent avoir un sens dans un lieu, compte tenu du projet social ou des priorités de la communauté et, dans d'autres cas, peuvent être représentés ou perçus comme une menace. La représentation individuelle et collective des incidences d'un projet ou d'un changement technologique par les acteurs sociaux constitue un matériel instructif de première importance pour les décideurs comme pour l'ensemble de la communauté engagée dans un processus de choix. Certes, cela exige de la part des collectivités territoriales et des institutions une ouverture - qui ne soit pas une opération de maquillage, des consultations factices ou formelles, mais une démarche respectueuse du savoir social - qui à moyen et long terme se traduit par une stratégie gagnante.

L'intégration du savoir social à toutes les étapes de la planification et de la prise de décision renforce la mise en place d'un modèle alternatif de développement, conçu comme un processus d'apprentissage multidimensionnel et collectif. Ce développement ne s'appuie pas exclusivement sur la mise en valeur des potentiels écologiques et humains par des forces hétéronomes, sur la valeur ajoutée, ou sur la su-

perposition de projets industriels ou commerciaux. Il s'appuie aussi sur la reconnaissance du savoir social tant par les collectivités territoriales que par les détenteurs d'une expertise ou de connaissances. Le fait de reconnaître et d'intégrer l'existence d'un savoir social, en vue de la maîtrise du territoire, entraîne une conception autre de l'exercice du pouvoir à l'échelle locale. La maîtrise partielle du territoire ou de ses ressources est la résultante d'un jeu de forces sociales qui se confrontent [222] et s'affrontent, d'une multitude de négociations qui s'exercent de façon continue et quotidienne. Cette maîtrise, dans une société démocratique, ne peut être le fait d'un seul acteur : aucun acteur ne peut prétendre contrôler l'Incertitude, détenir le Pouvoir de façon définitive. L'issue de chaque conflit s'avère difficilement prévisible. Car il ne préexiste pas une logique implacable déterminée à l'avance, bien que le conflit ou l'enjeu prenne place dans un système de relations dissymétriques où l'une des parties consent un coût supérieur au gain et met en danger sa propre survie en tant qu'entité territoriale.

Les pouvoirs locaux de négociation sont renforcés par le nouveau credo du partenariat (Gagnon et Klein, 1992). Désormais, les collectivités territoriales comme les groupes sociaux sont sollicités comme partenaires de l'État accompagnateur (Québec, 1992) et de la grande entreprise intégrée territorialement (Alcan, 1989). Les communautés deviennent avec leurs réseaux un élément clé de la restructuration, voire de la *recomposition des territoires*. Bien que les espaces d'intervention des firmes transnationales correspondent aux grands continents, l'accès aux ressources naturelles demeure localisé et dépendant de la négociation politique. Alors que les ressources ont jusqu'à présent été considérées comme relativement accessibles et gratuites, cette perception se modifie peu à peu devant leur rareté, leur dégradation ou leur caractère non renouvelable. Cette situation risque de limiter la mobilité de l'industrie grande consommatrice de ressources. Au fur et à mesure que la conscience et la connaissance collectives des potentialités du territoire et des écosystèmes s'affirment, l'entreprise n'a pas d'autre choix que de « faire avec » la demande sociale qui sous-tend à la fois la préservation des ressources et l'optimisation des retombées économiques à l'échelle locale. Les entreprises prennent en compte de plus en plus des critères non marchands [immatériels] dans leur mode de production tandis que les collectivités territoriales ou les municipalités interviennent dans des activités économiques, afin d'orienter ou

soutenir le développement à l'échelle locale. La brèche entaillée par les nouvelles exigences de restructuration du capital industriel et de l'État ainsi que par l'émergence de pratiques partenariales [223] et d'initiatives singulières locales ouvre une porte sur la régénération du pouvoir du local. La reconnaissance de la richesse du savoir social constitue un des éléments clés d'une stratégie viable de développement, en vue d'assurer la survie et la reproduction des communautés locales.

IDENTITÉ

L'identité est une création collective, culturelle, toujours en devenir. [...] L'identité à notre époque ne peut plus être fondée exclusivement sur la quête et le culte de ses racines et de ses traditions. Cette tendance porterait les germes d'asphyxie. Par conséquent, l'identité n'a de sens que si elle est aussi affrontée et associée aux dissemblances du présent et de l'avenir. (Bassand, 1990 : 217)

[Retour à la table des matières](#)

L'identité est sans aucun doute un des pivots d'une stratégie de développement local viable. La survie des territoires passe par une appartenance forte des communautés à leur milieu de vie, à leurs territoires. L'analyse des enjeux territoriaux, dans le contexte de la région du SLSJ, suggère que le lieu d'appartenance se déplace graduellement de la région vers la localité. « La région » ne semble plus agir comme lieu intégrateur, c'est-à-dire comme projet social commun. L'identité locale prend forme, entre autres, à travers la défense d'un mode et d'une qualité de vie, selon une argumentation axée sur la préservation des ressources liée à une spécificité locale ou microrégionale. Dans un mouvement de survie et d'appartenance, les acteurs sociaux tentent de maîtriser l'orientation du développement et minimiser les impacts négatifs des changements externes sur leurs conditions de vie en fonction de leur environnement immédiat. Or la région comme environnement immédiat et global à sauvegarder ne fait plus consensus.

L'écart entre les conditions de vie se creuse entre les villes, entre la ville et le rural, entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean. La redistribution inégale de la richesse collective régionale - au Haut-Saguenay les industries et les [224] institutions, au Lac-Saint-Jean l'exploitation des ressources - a donné naissance à un conflit latent entre les deux sous-régions, dont les manifestations dites d'« esprit de clocher » sont récurrentes.

Comme Bassand l'a souligné (voir citation ci-haut), l'identité comporte toutefois un potentiel de fermeture comme d'ouverture. L'identité en fonction d'un seul territoire peut conduire à une manipulation idéologique comme à un enfermement de la communauté sur elle-même. Dans ce scénario, la communauté valorise exclusivement ce et celui qui lui ressemblent, refusant tout changement perçu comme extérieur et exogène. Il y a alors fermeture sur son territoire immédiat. La défense et la promotion du local peuvent, à la limite, amener un refus du changement, du partage et de l'hétérogénéité. L'individualité territoriale et le retour à une communauté symbiotique primeraient alors sur des principes de diversité et d'ouverture sur les autres. Dans un tel processus de repli, les ressources, les emplois, etc. seraient affectés sur une base territoriale ou d'ancienneté d'occupation ce qui introduirait une forme de discrimination. Les individus deviendraient prisonniers de leur identité territoriale. L'appartenance à un territoire signifierait alors la fermeture et la récusation de l'interdépendance des territoires et des communautés.

Dans un autre scénario, la renaissance du sentiment identitaire dans des communautés en voie d'anomie progressive comporte une ouverture. Ouverture sur un autre modèle de développement respectant leurs potentiels, leurs caractéristiques culturelles et capacités de support écologique. Acceptation de l'altérité à travers la reconnaissance et l'affirmation de l'identité ou des identités locales, à travers des réseaux d'échanges interdépendants, affinitaires et souples, à l'échelle régionale aussi bien qu'internationale. La valorisation des spécificités et des potentiels de chaque communauté avec ses territoires et avec son identité s'avère sans aucun doute un moyen de freiner la dévitalisation, tel l'exode des ruraux ou des jeunes, une source de créativité, un agent de mémoire collective porteur d'initiatives locales, en somme de développement pérenne et viable.

[225]

LA VIABILITÉ DES ÉCOSYSTÈMES HUMAINS ET PHYSIQUES

[Retour à la table des matières](#)

La viabilité de la diversité des écosystèmes tant physiques qu'humains est un élément clé d'un processus visant à repenser son territoire et conséquemment sa stratégie de développement. Face à la diminution catastrophique des capacités de la Terre de subvenir aux besoins essentiels, « des centaines de millions d'hommes et de femmes dans les communautés rurales des pays en développement sont contraints de détruire des ressources qui leur permettraient de se libérer de la famine et du dénuement » ³⁶⁸. Lorsque ce n'est pas de quitter leur patrie. La prise en compte des capacités de support des écosystèmes, en fonction d'un temps et d'une localité, lors du processus de planification et de décision, suppose une évaluation détaillée, cumulative (historique) et qualitative des capacités des communautés locales d'intégrer ou non le changement ou la contrainte. Un tel processus d'évaluation des impacts sociaux (incluant économiques), vu comme un outil de planification et de gestion des projets ou des changements, favoriserait ainsi une connaissance pertinente de la viabilité des écosystèmes humains et physiques, l'élaboration de scénarios de rechange et une prévision quant à la nature et aux incidences sociales des changements. La capacité des communautés locales de s'adapter aux changements et d'y apporter des réponses adéquates s'y trouve alors renforcée.

Il demeure que la mise en œuvre de politiques locales et nationales donnant la priorité à la satisfaction des besoins sociaux, dans un contexte global de préservation à long terme des ressources ou de leur usage modéré et prudent à court terme, est une condition qui préside à une stratégie de développement viable : « Pour assurer la pérennité du développement, il faut tenir compte des facteurs sociaux et écologiques, ainsi que des facteurs économiques, de la base des ressources

³⁶⁸ Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, *Stratégie mondiale de la conservation*, 1980 : résumé.

vivantes et non vivantes, et des avantages et [226] des désavantages à long terme et à court terme des autres solutions envisageables » ³⁶⁹.

Intégrer la viabilité des écosystèmes humains et physiques, comme une composante essentielle du développement, s'avère une stratégie gagnante à long terme dans le redressement des déséquilibres sociospatiaux. Il n'y a pas de recette miracle, de réponse univoque : chaque communauté territoriale connaît mieux que quiconque ses propres réalités. Tenter de redresser les déséquilibres, qu'ils soient d'ordre démographique ou écologique (l'exploitation inconsidérée des ressources, la disparition de la diversité d'espèces), s'inscrit dans un paradigme de solidarité et d'équité.

SOLIDARITÉ ET ÉQUITÉ

[Retour à la table des matières](#)

La recherche d'une solidarité et d'une équité constitue la clef de voûte de la stratégie viable de développement local. L'interdépendance des territoires, des sphères d'activités, des problèmes - qu'il s'agisse de dégradation de l'environnement à l'échelle de la planète, de la pauvreté et de la violence urbaines, des ententes commerciales entre nations, de l'état de santé économique ou démographique régionale, de l'intégration au travail des jeunes générations - force maintenant à revoir le développement d'une communauté comme partie à la fois intégrante et résultante de plusieurs réseaux et systèmes. Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement rappelle non seulement comment ces deux sphères sont indubitablement liées, mais comment le sort de toutes les nations est imbriqué et contingent. Ainsi, la seule consommation effrénée d'énergie (le Canada arrive dans le peloton des pays industrialisés) exerce des pressions indues sur les ressources naturelles et non renouvelables non seulement d'un pays mais du stock mondial. Dans une perspective de solidarité avec les pays les plus pauvres, le mode de consommation excessif et destructeur des pays les plus riches doit être modifié. Pour que les pays en développement [227] puissent aussi atteindre un ni-

³⁶⁹ Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, *Stratégie mondiale de la conservation*, 1980 : 1.

veau de consommation énergétique acceptable pour leurs besoins essentiels en fonction des capacités de support de la planète, il faut évidemment revoir l'usage excessif de l'automobile dans les pays industrialisés, principal responsable de la consommation énergétique. Cela pose immédiatement des questions controversées et épineuses : sommes-nous prêts à diminuer le nombre d'automobiles par famille, à investir localement dans le transport en commun ? Quelle organisation ou quel gouvernement est prêt à augmenter le niveau des dépenses publiques pour soutenir des stratégies, telle celle de la diminution de la consommation d'énergie, au profit d'un repartage des ressources ? Pour que le développement local viable ne s'enferme pas sur lui-même ou demeure dans un état de folklore contre-culturel, courant ainsi à son échec, les communautés comme les élus doivent envisager des stratégies qui tiennent compte d'une perspective mondiale traversée à la fois par l'économie-monde et par des réseaux d'échanges et d'interdépendances avec les plus démunis comme avec les peuples du Sud.

Repenser son territoire engage une prise de conscience de l'interrelation étroite entre le destin de chaque communauté locale, voire régionale, et celui de la planète et de l'humanité. L'émergence de nouvelles valeurs liées au partage, à la compassion, à la solidarité synchrone entre une région et les autres régions du monde, l'avènement des nouvelles technologies de communication et la multiplication de réseaux de solidarité sapent l'hégémonie de la logique fonctionnelle et les inégalités sociospatiales érigées en système. L'expression de la solidarité entre les membres d'une même communauté territoriale - par le biais du don ou du bénévolat - renforce le tissu communautaire et améliore les possibilités de redéveloppement urbain ou local, sur une base moralement plus acceptable. Toutefois, pour que l'engagement volontaire de personnes en faveur d'un mieux-être individuel et collectif arrive à contrer l'iniquité, le rôle de l'État central et des collectivités territoriales devient indispensable.

[228]

La recherche de l'équité, comme celle de la maîtrise sociale du territoire, s'inscrit dans une véritable praxis, une confrontation quotidienne entre des tendances hétéronomes et autonomes. Il est possible de dégager des espaces d'équité, mais l'équité totale demeure une utopie créatrice. Un choix social d'équité en réponse à des pressions de marginalisation suppose la mise en œuvre des capacités stratégiques

des acteurs sociaux à l'échelle locale. Collectivement et individuellement, des choix d'équité et de viabilité s'imposent devant l'urgence de la dégradation socio-environnementale. Reste à savoir jusqu'à quel point, au-delà de la conscience et de la volonté, la conjonction du local et du mondial donnera lieu à un véritable changement social.

Dans un contexte où les crises tendent à se généraliser et les inégalités sociospatiales à s'amplifier, repenser son territoire devient un défi éthique majeur pour la survie et le développement qualitatif de l'ensemble des communautés locales. De la façon dont elles résoudront les tensions de la double interface développement social-économique et insertion locale-mondiale dépend leur avenir pérenne et équitable. Il n'y a pas d'opposition manichéenne et achevée, entre l'État central et les collectivités territoriales, l'économique et le social ou le local et le global, mais des lieux de complémentarité, d'interdépendance, de contingence et de réappropriation agissants ou en devenir. Notre regard sur la recomposition *des territoires* réfléchit, sous un angle singulier, quelques-unes des multiples facettes de cet inéluctable et incessant mouvement des communautés locales en quête d'un développement viable.

[229]

La recomposition des territoires.

Annexe I

L'affaire du Lac Saint-Jean :
le relèvement du lac (1926)

[Retour à la table des matières](#)

[230]

[231]

Tiré de : Jean-Paul Simard ³⁷⁰, *Mgr Victor Tremblay se raconte*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1981, p. 105- 113.

La région a toujours été très riche en pouvoir hydroélectrique. Le lac Saint-Jean particulièrement, autrefois à trois cent quinze pieds au-dessus du niveau de la mer, présentait un réservoir d'énergie potentielle considérable. Très vite, des Américains s'y sont intéressés. Le premier, un certain Wilson, avait acheté le bas de la décharge de la Chute-à-Caron, mais il était mort avant de mener son entreprise à bien. Quelques traces des fondations de son usine y sont encore visibles. Ses droits sur cette chute, après avoir passé d'un individu à l'autre, ont fini par être rachetés par un groupement québécois au nom anglais - c'était la coutume quand on voulait avoir l'air sérieux - : « Quebec Development ». L'une des âmes dirigeantes de cette compagnie était un homme d'affaires de Roberval, un politicien anglophone : B.-A. Scott. Grâce à cet homme, « Quebec Development » avait réussi à acquérir une autre chute à l'Isle-Maligne.

Évidemment, « Québec Development » était désireuse que ses investissements lui rapportent au plus tôt de l'argent. Or, pour développer cette partie du Saguenay de façon rentable, il fallait s'assurer que le débit régulier de la rivière puisse s'y maintenir à vingt-deux mille pieds cubes à la seconde. L'expérience avait démontré malheureusement que tel n'était pas le cas. Il n'était pas rare en effet que le débit du Saguenay tombe, au cours de certains hivers, en deçà de quinze mille pieds cubes à la seconde. La solution s'imposait donc par [232] elle-

³⁷⁰ Mgr Victor Tremblay était un historien. Il a écrit *La tragédie du lac Saint-Jean*. Il était particulièrement touché par cette page de l'histoire régionale puisque sa famille a été au cœur du débat et de la lutte menée par les agriculteurs contre l'exhaussement des eaux du lac Saint-Jean en 1926.

même : créer un réservoir naturel capable de garantir en tout temps le débit d'eau nécessaire.

Il eût été possible de créer ce réservoir à la rivière Péribonca, qui baignait de grandes solitudes sablonneuses où nulle culture n'était possible. Mais alors « Quebec Development » aurait eu à acheter ces territoires, déboursé auquel elle ne voulait se soumettre à aucun prix.

« Quebec Development » décida par conséquent de construire son barrage à l'Isle-Maligne et d'utiliser le lac Saint-Jean comme bassin potentiel.

Scott est alors venu voir mon père, afin qu'il le seconde dans son projet. C'était en 1903.

Mais mon père se souvenait encore très bien des conséquences tragiques qu'avaient eues, de lointaines années auparavant, des travaux un peu semblables effectués par la compagnie Price pour forcer ses billots à emprunter la Petite Décharge. En 1856-1860, Price avait fait construire une estacade pour barrer la Grande Décharge, dont la gorge rétrécie et la hauteur variable des eaux nuisaient à la libre circulation des billots. Des barrages avaient ensuite été ajoutés pour maintenir partout un niveau d'eau suffisant.

Le lac, en se voyant ainsi interdire l'accès à l'un de ses exutoires, inondait ses rives pendant les grandes crues du printemps. Saint-Méthode, où les colons venaient alors à peine de s'installer, avait été complètement recouvert par les eaux du lac. Tout autour, il y avait eu des dégâts considérables. En 1890, mon père avait été celui qui avait collaboré avec l'arpenteur Dumais, de Chambord, en vue de convaincre la compagnie Price de faire sauter son installation à la Grande Décharge. Ce n'est qu'après la destruction de ce barrage que les colons de Saint-Méthode et les habitants du lac avaient pu recouvrer la jouissance de toutes leurs terres.

Inutile alors de préciser quelle a été la réponse de mon père à l'offre de Scott ! Immédiatement, mon père et d'autres cultivateurs se sont regroupés. Grâce à des pressions auprès [233] des autorités, ils sont parvenus à bloquer le projet de « Québec Development ».

Cependant la compagnie n'avait pas dit son dernier mot. En 1915, elle obtenait la permission de construire des barrages tout au long de la Grande Décharge. À cette fin, elle achetait tous les terrains du bas-

sin de cette chute, en vue de prévenir les dédommagements qu'elle aurait dû verser après l'inondation.

Du côté d'Alma, à cause du relief, il n'y avait pas de problème. Mais de l'autre côté, à Saint-Cœur-de-Marie notamment, de nombreuses terres étaient menacées. « Quebec Development » acheta ces terres, en les payant un prix inférieur à leur valeur réelle. Quant à ceux qui refusaient de vendre, elle s'est tout bonnement résolue à les exproprier.

À cette époque, l'expropriation était un privilège réservé à l'État seulement. Cette expropriation, effectuée par « Quebec Development », apparaissait donc parfaitement illégale. Les cultivateurs sont allés devant les tribunaux. Mais les juges ont donné raison à la compagnie, parce qu'il s'agissait de développement industriel. Les colons se sont donc vus contraints d'accepter les offres de la compagnie.

Les cultivateurs, échaudés, n'abordaient plus cette affaire qu'avec méfiance. Mon père, encore une fois, s'était tenu au cœur de la défense. Alors, un jour, Scott est venu à la maison proposer à mon père des intérêts financiers dans son entreprise, espérant sans doute mater sa résistance. Mon père ne fut pas dupe de cette tentative déguisée de corruption. Il congédia Scott sur le champ, en perdant toute confiance en cet homme, qu'il avait autrefois estimé.

On n'entreprit les travaux de construction du barrage qu'une dizaine d'années plus tard, et d'ailleurs dans le plus grand secret. En 1925, on a pourtant commencé à voir apparaître des échafaudages qui dépassaient très nettement le niveau régulier du lac. Les cultivateurs, alertés, se regroupèrent encore une fois. Toutes les municipalités organisèrent des requêtes officielles ; des pétitions contre le relèvement des [234] eaux du lac furent signées et acheminées auprès du gouvernement.

Pourtant, plus tard, quand il fallut liquider l'affaire, il ne restait rien de ces requêtes dans les bureaux du ministère. Tout avait été détruit, à l'exception de la requête de Saint-Félicien.

Mais toutes les demandes, adressées à leur gouvernement par les habitants du lac, demeurèrent lettre morte : le 24 juin 1926, jour de la Saint-Jean-Baptiste, « Quebec Development » inaugurait son barrage à l'Isle-Maline. Peu après l'eau commençait à monter.

L'année suivante, l'eau recouvrait toutes les terres des battures du lac, et même encore plus loin. Nos ormes commençaient à être inondés, Saint-Méthode voyait à nouveau le jour où le village serait détruit. Tous les cultivateurs s'alarmaient. Ils revinrent voir mon père afin qu'il organise une nouvelle fois leur défense. Mon père avait alors soixante-douze ans, mais il était en bonne santé.

Un comité de défense fut mis sur pied, et l'on chargea mon jeune frère Antoine, qui avait fait son cours classique et qui était très calé dans les chiffres, de veiller à l'évaluation des dommages. Un autre Antoine Tremblay travailla avec mon frère, en vue d'organiser cette contre-offensive.

Adélarde Perron, de Saint-Prime, Basile Maltais, de Saint-Gédéon, Irénée Duguay, de Saint-Méthode et beaucoup d'autres encore, décidés, instruits, renseignés, consacrèrent toutes leurs énergies à élaborer notre défense.

Ils entreprirent de longues démarches auprès du gouvernement et assiégèrent les bureaux des politiciens et des hauts fonctionnaires, dans l'espoir d'alerter les autorités et de les amener à défendre notre cause. Mais à mesure qu'ils avançaient, ils se rendaient compte jusqu'à quel point le gouvernement était engagé auprès de la compagnie. Par exemple, un grand nombre de députés, tant ceux du parti au pouvoir que de l'opposition, s'étaient vu donner des parts [235] dans la « Québec Development ». Tous ces hommes n'avaient pas du tout l'intention de freiner le progrès des affaires de la compagnie !

Le 4 octobre 1926, notre comité de défense songea que, puisqu'il n'y avait aucun espoir de convaincre leurs députés de travailler pour eux, il fallait alerter l'opinion publique. L'affaire tourna alors en polémique, dans laquelle *L'Action catholique*, dirigée par monsieur Dorian, et *Le Devoir*, dirigé par monsieur Bourassa, prirent position en notre faveur.

Voyant que le débat avait lieu sur la place publique et qu'ils risquaient d'y perdre leur prestige, les députés se réunirent au mois de mars et votèrent une loi spéciale qui mettait la compagnie de B.-A. Scott en possession légale de toutes les terres inondées : soixante mille acres de bonne terre arable devenaient à jamais incultes.

Il fallut réorganiser notre défense. « Quebec Development » devant quand même dédommager les cultivateurs, il fut décidé de porter l'affaire des compensations devant les tribunaux.

À cette époque malheureusement, aucune norme n'existait dans les questions d'évaluation des terres agricoles. Et comme tous ces juges ne connaissaient rien à l'exploitation d'une ferme, ils évaluèrent les terres en vertu d'une moyenne, qui ne tenait compte ni du rendement de la terre à l'acre, ni de la valeur productive de son sol.

Ils basèrent leur évaluation sur la maison, les bâtiments et les machineries, tous des éléments qui ne constituent en rien la valeur réelle d'un sol. Ils établirent ensuite un prix d'achat, comme s'il s'agissait ni plus ni moins d'un petit terrain de ville, et ajoutèrent une maigre compensation, en vue de « dédommager » l'argent et l'énergie perdus.

Cependant, pour éviter de nouvelles difficultés, le gouvernement avait institué une commission afin d'effectuer le plus de règlements possible hors cours. Quand les cultivateurs présentaient des dossiers qui leur étaient favorables, ils [236] étaient reçus par une compagnie chaleureuse qui leur offrait de l'argent pour les faire taire.

En cette époque de misère où l'instruction n'était pas monnaie courante, il était bien difficile de faire comprendre à certains habitants que leurs pertes réelles devaient se calculer non seulement en fonction de leur avoir, mais d'abord et essentiellement en fonction de la partie productive de leurs terres.

Enfin, et pour achever le tableau, le gouvernement s'assura les services d'une soutane, un évêque du sud de la province appelé Langlois, qui fit en chaire des sermons sur l'obéissance aux autorités. Ainsi cautionnés par le clergé, la compagnie et le gouvernement réussirent, par le biais de la commission, à régler quatre-vingt-deux cas sur les neuf cent quarante cas litigieux auxquels ils avaient à faire face...

L'affaire du lac Saint-Jean : le procès

Environ cent quarante autres cas, surtout ceux dont les dommages n'étaient pas élevés, furent réglés sans intermédiaires. Restaient sept cent dix-huit cas. Celui de mon père faisait partie de ceux-là.

Quatre-vingt-seize acres de terre avaient été inondés chez nous, dont vingt-deux étaient déjà en culture à cette époque. Les soixante-quatorze acres qui restaient étaient couverts d'une forêt d'ormes, dont la valeur commerciale, sans tenir compte du bois de chauffage ni de la présence de beaucoup d'autres types d'arbres, était évaluée à quarante-quatre mille dollars.

D'autre part, les recherches de Gustave Prince nous permettaient de connaître la valeur brute de notre terre à l'acre : mille cinquante-quatre dollars. Je peux garantir qu'on était bien loin du montant que la compagnie nous proposait.

Mon père prit le parti d'attendre. Un à un, les habitants capitulèrent. Mon père attendait toujours : le capitaine doit débarquer le dernier, n'est-ce pas ?

[237]

Un soir, un homme prestigieux, quelqu'un de la région qui occupait alors de hautes fonctions, se présenta chez nous. Il était porteur d'un chèque en blanc. Il a dit à mon père : *Ce chèque est signé. Il est à vous. Écrivez-y le montant que vous désirez et tout sera dit.*

Comment accepter l'argent de l'injustice ? Nous savions si bien jusqu'où le gouvernement et la compagnie étaient allés pour priver toute une région de ses droits les plus fondamentaux ! Raoul, à qui la terre appartenait depuis longtemps, épousa l'opinion de mon père sans hésitation. Plus qu'une question d'argent, il s'agissait à présent de notre dignité. Il n'était pas question de laisser les malversations et l'intérêt gagner notre camp !

L'homme s'en est retourné, son chèque en poche, sans que mon père y ait inscrit le moindre montant.

Peu de temps après, mon père recevait un avis qui l'obligeait à paraître devant les tribunaux et à y signer un reçu pour le montant officiel que la compagnie lui avait offert. Mon père en appela de cette décision.

Pendant que d'autres cultivateurs recevaient une compensation plus raisonnable en regard des dommages qu'ils avaient subis, le gouvernement demandait aux curés d'avertir la population que tout ce qu'on disait au sujet de la complicité entre la compagnie et le gouvernement n'était que pures calomnies, destinées à nuire au développement de la

région. Les curés ayant une influence considérable sur l'esprit de leurs ouailles, cette campagne fut couronnée de succès.

Entre-temps, la cause de mon père se retrouvait en Cour supérieure, laquelle se prononça pour la compagnie. Un nouvel appel ne rencontra pas plus de succès, la cause ayant traîné par la suite de la mort successive de trois juges.

Enfin, on nous conseilla d'aller jusqu'à Ottawa, à la Cour suprême. Malheureusement, une trahison de notre avocat eut comme conséquence de nous en interdire l'accès.

[238]

Or, il est arrivé qu'un jour, j'ai été appelé au chevet de l'un des avocats de la compagnie, monsieur Hector Boulianne, chargé de régler les petites causes. Il était très malade et avait dû fermer son bureau. Cet homme, très sympathique aux cultivateurs, avait fait tout son possible pour leur obtenir, dans les limites de son influence, le maximum de compensations. À présent, pratiquement à l'article de la mort, il me faisait venir pour m'apprendre une nouvelle spectaculaire, qui avait été tenue secrète pour des raisons bien évidentes : notre cause était inscrite au Conseil privé d'Angleterre. Mais, pour qu'elle puisse être entendue, il fallait qu'avant huit jours, nous ayons effectué un dépôt de neuf mille cinq cents dollars, assez pour garantir les frais qui allaient être encourus en Angleterre.

Nous n'avions pas cet argent.

Le premier homme que je suis allé voir était monsieur Jos Gagnon, de « Gagnon & Frères ». C'était un ami et, à plusieurs reprises, il s'était montré pour nous homme de bon conseil et de jugement. Je le croyais capable de m'aider à trouver les fonds dont nous avions besoin pour obtenir réparation.

Chacun des habitants du Lac-Saint-Jean accepta d'endosser pour nous. Le curé d'Hébertville-Station, monsieur Jérémie Gagnon, qui avait lui-même quelques valeurs, endossa également pour nous. Si bien qu'en une semaine, j'avais réuni une petite somme qui nous garantissait un emprunt à la banque, malgré une conjoncture difficile. Grâce à la solidarité et à la générosité de tous, mes neuf mille cinq cents dollars purent être déposés à temps en Angleterre.

La compagnie entreprit alors des démarches pour nous fermer les portes du Conseil privé, prétextant que nous n'avions pas épuisé tous les recours au Canada. Leur demande fut déboutée, *tous les citoyens britanniques ayant le droit d'aller plaider leur cause devant le trône de Sa Majesté*. Effectivement, le Conseil privé apparaît plutôt comme une sorte de comité. Ce n'est pas un tribunal. En voyant que notre cause serait entendue, la compagnie s'assura les services des [239] meilleurs avocats du pays, parmi lesquels figurait monsieur Pattenaude, qui devint lieutenant-gouverneur.

L'année suivante, tous les intéressés reçurent une réponse : Une injustice a été commise qui doit être réparée. Cette injustice, c'est un avocat de Londres qui l'avait trouvée : le montant que la compagnie reconnaissait officiellement devoir était de mille dollars supérieur à celui qu'elle offrait effectivement. Notre cause était gagnée.

Comme par hasard, le premier ministre du Québec décida alors de prendre quelques jours de vacances, incognito, du côté de l'Angleterre !

Ce haut personnage expliqua à ces messieurs du Conseil privé que, s'ils nous donnaient raison, à nous dont la cause était devenue entre-temps la cause type du litige entre « Quebec Development » et les habitants du Lac-Saint-Jean, ils mettraient la compagnie en fâcheuse posture et menaceraient de bouleverser l'économie du Québec, d'une façon irrémédiable.

Je présume que ces arguments leur parurent indestructibles puisque, peu de temps après, nous recevions une réponse : *Il n'y a pas lieu d'intervenir*.

Cette décision nous coûtait soixante mille dollars : nous étions ruinés.

[240]

[241]

La recomposition des territoires.

BIBLIOGRAPHIE

CATÉGORIES RELATIVES À LA BIBLIOGRAPHIE

- I. OUVRAGES GÉNÉRAUX MULTIDISCIPLINAIRES
- II. DOCUMENTS RELATIFS À LA RÉGION DU SLSJ ET AUX ENJEUX TERRITORIAUX TRAITÉS
 - 1. DOCUMENTS ET ÉTUDES SUR ALCAN
 - 2. DOCUMENTS ET ÉTUDES SUR L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM
 - 3. DOCUMENTS RELATIFS AUX ENJEUX TERRITORIAUX
 - 3.1. Documents de nature juridique
 - 3.2. Études ou documents sectoriels
 - 3.3. Documents relatifs au programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean
- III. AUTRES SOURCES

[Retour à la table des matières](#)

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX MULTIDISCIPLINAIRES

AMIN, S., *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1988, 617 p.

AMIN, S., *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 1973, 365 p.

ANDREW, C., « La gestion du local : un enjeu pour les femmes ? » in *Revue internationale d'action communautaire*, 13/53, p. 103-107.

AROCENA, J., *Le développement par l'initiative locale*, Paris, L'Harmattan, 1986.

AURIAC, F, et R. BRUNET (sous la direction de), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 1986, 343 p.

[242]

AYDALOT, P. (sous la direction de), « À la recherche de nouveaux dynamismes spatiaux » in *Crise et espace*, Paris, Économica, 1984, p. 60-65.

AYDALOT, P., « La crise économique et l'espace : recherche sur les nouveaux dynamismes spatiaux » in *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. VII, n° 1, printemps 1984, p. 9-33.

BAREL, Y., « Le social et ses territoires » in *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 1986, p. 131-139.

BAREL, Y., *La société du vide*, Paris, Seuil, 1984.

BAREL, Y., « Modernité, code et territoire » in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 10/ 11, 1981, p. 3-21.

BASSAND, M., *Culture et régions d'Europe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1990.

BASSAND, M., *Mal développement régional et identité : pour un développement endogène*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1982, 200 p.

BEAUD, M., *[L'économie mondiale dans les années quatre-vingt](#)*, Paris, Éditions la Découverte, 1989.

BENKO, G. et A. LIPIETZ, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

BERGSTEN, C.F., HORST, T. et T. MORAN, *Les multinationales aujourd'hui*, Paris, Économica, 1983.

BOISVERT, M. et P. HAMEL (sous la direction de), *Redéploiement industriel et planification régionale*, Montréal, Université de Montréal, 1985.

BOUDON, R., *La place du désordre*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

BOURDIN, A. (sous la direction de), *Figures de la ville, Autour de Max Weber*, Paris, Aubier, 1985.

BROWN, L.R., *L'État de la planète*, Paris, Économica, 1989.

CANADA, Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, *Les collectivités mono-industrielles au Canada : une volonté fière de survivre*, Ottawa, 1987.

[243]

CASTELLS, M. (sous la direction de), « High Technology, Space and Society » in *Urban Affairs Annual Reviews*, Beverly Hills of London, Sage, vol. 28, 1985.

CASTORIADIS, C. et D. COHEN-BENDIT, *De l'écologie à l'autonomie*, Paris, Seuil, 1981.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT, *Notre avenir à tous*, Québec, Éditions du Fleuve, 1988.

COORNAERT, M., « Le local : nouvelle figure de la vie urbaine et sociale ? » in Bourdin, A. (sous la direction de), *Figures de la ville, Autour de Max Weber*, Paris, Aubier, 1985, p. 150-159.

COOKE, P., *Theories of Planning and Spatial Development*, London, Hutchison, 1983, 311 p.

CROZIER, M. et E. FRIEDBERG, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, 500 p.

DIONNE, H., « De la région-ressources à la région-milieu de vie : à la recherche de partenaires » in Gagnon, C. et J.L. Klein, *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1992.

DIONNE, H., GAGNON, C., et J.-L., KLEIN, *Du local à l'État : les territorialités du développement*, Rimouski et Chicoutimi, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec et Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1986.

DIONNE, H., KLEIN, J.-L. et J. LARRIVÉE (sous la direction de), *Vers de nouveaux territoires intermédiaires ?* Rimouski et Chicoutimi, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec et Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1985.

DOMMERGUES, P., « Les prémices d'une société de partenariat aux États-Unis » in *Le monde diplomatique*, nov. 1988-a, p. 4-5.

DOMMERGUES, P. (sous la direction de), *La société du partenariat*, Paris, Anfor-anthropos, 1988-b.

DULONG, R., *Les régions, l'État et la société locale*, Paris, Presses universitaires de France, 1978.

DUMONT, R., *L'utopie ou la mort*, Paris, Seuil, 1975.

DUPUY, G., *L'urbanisme des réseaux. Théories et méthodes*, Paris, Armand Collin, coll. « Géographie », 1991.

[244]

ELLUL, J., « Recherche pour une Éthique dans une société technique » in Soscher, J., et al. (sous la direction de), *Ethique et Technique*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 1983.

ELLUL, J., « La politique ne pourra rien résoudre si nous ne changeons pas de vie » in *Le nouvel observateur*, n° 1435, 7-13 mai 1992.

Environnement and planning A, New perspectives on the locality debate, vol. 23, n° 2, 1991.

FAUCHER, P. et J. BERGERON, *Hydro-Québec, La société à l'heure de pointe*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986.

FONDATION DAG HAMMARSKJÖLD, « Rapport Dag Hammarskjöld, Que faire ? » in *Développement Dialogue*, n^{os} 1-2, Uppsala, 1975.

FOURNIER, P., *Le patronat québécois au pouvoir : 1970-1976*, Montréal, Hurtubise HMH, coll. « Cahiers du Québec », 1979, 308 p.

FOURNIER, P., « Projet national et affrontements » in Léonard, J.F. (sous la direction de), *La chance au coureur*, Montréal, Édition La nouvelle optique, 1978, 253 p.

FRANK, A.G., *Le développement du sous-développement*, Paris, Maspero, 1972 (2^e édition).

FRANK, I., *Multinationales et développement*, Paris, Masson, 1981, 209 p.

FREMONT, A. et alii, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 1984.

FRIEDMANN, J. et C. WEAVER, *Territory and Function : the Evolution of Regional Planning*, London, Edward Arnold, 1979, 239 p.

FRIEDMANN, J., « Auto-développement ou auto-dépendance ? » in *Le redéploiement industriel et planification régionale* (sous la direction de M. Boisvert et P. Hamel), Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1985, p. 289-300.

GAGNON, C., HIRSCH, P. et R. HOWITT, « Can SIA [Social Impact Assessment] Empower Communities ? », *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 14, n^o 4, 1993, p. 229-253.

GAGNON, C. et J.-L., KLEIN (sous la direction de), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1992.

[245]

GAGNON, C., « Le local partenaire de la restructuration globale : stratégie territoriale et grande entreprise » in Gagnon, C. et J.L. Klein (sous la direction de), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1992.

GAGNON, C., « Développement viable, politique québécoise et industrie de l'aluminium » in *Revue Canadienne des Sciences Régionales*, vol. XIV, n° 2, 1991-a, p. 234-256.

GAGNON, C. et J.-L., KLEIN, « Le partenariat dans le développement local : tendances actuelles et perspectives de changement social », *Les Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n° 95, 1991-b, p. 239-255.

GAGNON, C, *Dynamique sociospatiale, enjeux territoriaux et re-déploiement de l'industrie de l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, Faculté de l'aménagement, 1991-c, 343 p. et annexes.

GAGNON, C, « Le mouvement associatif : à la recherche d'espaces d'autonomie ? », *Le local en mouvements*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1989, p. 105-118.

GAGNON, C, J.-L. KLEIN, TREMBLAY M, et P.A. TREMBLAY (sous la direction de), *Le local en mouvements*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1989, 395 p.

GAGNON, C., *Pratiques écologistes et développement alternatif en Sagamie*, mémoire de maîtrise, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985, 163 p.

GERBAUX, F., « Développement local et mouvements sociaux : les modèles alternatifs dans les zones de montagne et les zones défavorisées en Europe » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 22, n° 62, 1989, p. 117-126.

GODARD, O. et J.P. CERON, « Développement local et décentralisation » in Guesnier, B. (sous la direction de), *La décentralisation en France : un levier pour le développement local*, Paris, Éditions régionales et européennes, 1986, p. 147-171.

GORE, C., *Regions in Question : Space, Development Theory and Regional Policy*, London and New York, Methuen, 1984, 290 p.

GREGORY, D. et J. URRY, *Social Relations and Spatial Structures*, New York, Saint-Martin's Press, 1985.

GRELLET, G., *Tendances nouvelles de l'économie politique*, Paris, Édition du Centurion, 1979, 166 p.

HAMEL, P., *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, 231 p.

HAMEL, P., « Le développement local en milieu urbain : un modèle controversé » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 22, n° 62, 1989, p. 127-137.

HAMEL, P. et A. GERMAIN (textes rassemblés et présentés par), *Aménagement et pouvoir local*, Montréal, ACFAS, 1985.

HAMEL, P. et J.F. LEONARD, *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Éditions Nouvelle Optique, 1981.

HARRISON B. and B. BLUESTONE, *The Great U-Turn. Corporate Restructuring and the Polarizing of America*, New York, Basic Books, 1988.

HARRISON, B. AND BLUESTONE, B., *The deindustrialisation of America : Plant Closings, Community Abandonment and the Dismantling of Basic Industry*, New York, Basic Books, 1982, 323 p.

HENDERSON, J. et M. CASTELLS (sous la direction de), *Global Restructuring and Territorial Development*, Beverly Hills, Sage Publications, 1987, 251 p.

HIGGINS, B., « Subsidies, Regional Development, and the Canada-U.S. free Trade Agreement » in *Revue Canadienne des sciences régionales*, vol. 23, n°s 2/3, 1990, p. 259-272.

IGARTUA, J.E., « Corporate Strategy and Locational Decision-Making : The Duke-Price Alcoa Merger, 1925 » in *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, 1985, p. 82-99.

ILLICH, Y., *Énergie et équité*, Paris, Seuil, 1975.

ISARD, W., « Rétrospective et prospective de la science régionale » in *La science régionale*, n° 112, Unesco, 1987, p. 171-178.

JACOBS, P. et B. SADLER, *Développement durable et évaluation environnementale : perspectives de planification d'un avenir commun*, Ottawa, Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale (sans date).

KIDRON, M. et R. SEGAL, *Nouvel atlas encyclopédique du monde*, Paris, Calman-Lévy, 1984.

KLEIN, J.-L. et C. GAGNON, *Le social apprivoisé. Le mouvement associatif, l'État et le développement local*, Asticou, Hull, 1989, 146 p.

[247]

LATOUCHE, S., *Faut-il refuser le développement ?* Paris, Presses universitaires de France, 1986.

LEFEBVRE, H., *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.

LEVESQUE, B., JOYAL, A., et O. CHOUINARD (textes réunis par), *L'autre économie. Une économie alternative ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 p.

LEVESQUE, B. et L. MAGER, « Vers un nouveau contrat social ? Éléments d'une problématique pour l'étude du régional et du local » in Gagnon, C. et J.-L. Klein (sous la direction de), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 1992.

LEVITT, K., *La capitulation tranquille*, Montréal, Réédition Québec, 1972.

LIPIETZ, A., *Choisir l'audace. Une alternative pour le vingt et unième siècle*, Paris, Éd. La Découverte, 1989.

LIPIETZ, A., *Le national et le régional : quelle autonomie face à la crise du capitalisme mondial*, texte ronéotypé, Intervention au séminaire de Lesvos, 1985.

LITUAK, I.A. et C.J. MAULE, *The Canadian Multinationals*, Toronto, Butterworths, 1981.

MASSEY, D., *Spatial Division of Labour : Social Structures and the Geography of Production*, London, Macmillan, 1984, 339 p.

MASSEY, D., « Industrial Restructuring as class restructuring : Production decentralization and local uniqueness » in *Regional Studies*, vol. 17, n° 2, 1983, p. 73-89.

MASSEY, D., « In what sense a Regional problem » in *Regional Studies*, 1979, vol. 13, p. 233-243.

MATTEACCIOLI, A., *Diversité régionale et cohérence nationale*, Paris, Économica, 1981.

MAY, N., « Constitution d'un regard : fordisme et localisme » in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 29, 1986, p. 5-12.

MELA, A., « Sociologie du territoire : alternatives au postmodernisme » in *Flux* 8, avril-juin 1992.

[248]

MELLUCI, A., « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 10, n° 15, 1983, p. 13-30.

MELLUCI, A., « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux » in *Sociologie et Sociétés*, vol. 10, n° 2, 1978, p. 37-52.

MICHALET, C.A., « États-nations, firmes multinationales et capitalisme mondial », *Sociologie et Sociétés*, vol. 11, n° 2, 1979, p. 39-57.

MORMONT, M., « Le local convié au développement » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 22, n° 62, 1989, p. 151-165.

NEUFVILLE (DE), J.I., « Entre le savoir et le faire : vers un trait d'union » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 15, n° 55, 1986, p. 41-53.

NEUFVILLE (DE), J.I., « Production de connaissances et planification » in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 19, n° 59, 1988.

NIOSI, J. (sous la direction de), *Firmes multinationales et autonomie locale*, Montréal, Édition Albert Saint-Martin, 1983.

NIOSI, J., *Les multinationales canadiennes*, Montréal, Boréal Express, 1982.

OCDE, *L'État de l'environnement*, Paris, OCDE, 1991-a.

OCDE, *Indicateurs d'environnement. Une étude pilote*, Paris, OCDE, 1991-b.

OCDE, *Les mécanismes de la création d'emplois. L'exemple américain*, Paris, OCDE, 1989.

OFFE, C., « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics » in *Social Research*, n° 52, 1984, p. 4.

PALLOIX, C., « L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales », tome 2, Paris, Maspero, *Économie et socialisme*, n° 25, 1975, 328 p.

PARTANT, F., *La fin du développement*, Paris, Maspero, 1982.

PEET, R. (sous la direction de), *International Capitalism Industrial Restructuring*, Boston, Allen and Unwin, 1987.

PERRIN, J-C., *La région revisitée*, texte ronéotypé, 1982.

[249]

PERROUX, F., *Pour une philosophie de nouveau développement*, Paris, Aubier-Montaigne, Presses de l'UNESCO, 1981.

PIERRE, F., *Stratégies du capital : l'aluminium*, Paris, Université de Vincennes.

PLAN URBAIN, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN ET DÉLÉGATION DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE, *Mutations économiques et urbanisation*, Paris, La Documentation française, 1987.

POLIN, R. et alii, *Innovation et changement social*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1986.

QUÉBEC, Rapport Picotte, *Développer les régions du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 1992.

QUÉBEC. CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES, *Un Québec solidaire : rapport sur le développement*, Québec, Gaétan Morin, 1992.

QUÉBEC. CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES, *Agir ensemble : rapport sur le développement*, Québec, Gaétan Morin, 1990.

QUÉBEC. CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES, *Deux Québec dans un : rapport sur le développement social et démographique*, Québec, Gaétan Morin, 1989.

RAFFESTIN, C., « Ecogénèse territoriale et territorialité » in *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, 1986, p. 173-185.

REDCLIFT, M., *Sustainable Development. Exploring Contradictions*. New York, Methuen, 1987.

RESS, G. et alii, *Political Action and Social Identity*, London, île Macmillan Press Ltd, 1985.

REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE, *Les ambiguïtés du pouvoir local*, Montréal, Albert Saint-Martin, vol. 13, n° 53, 1985.

REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE, *De l'espace pour le local*, Montréal, Albert Saint-Martin, vol. 22, n° 62, 1989.

RIEFF, D., Los Angeles : *Capital of the Third World*, New York, Simon and Schuster, 1991.

SACHS, I., « Développement ou maldéveloppement ? Plaidoyer pour une économie qualitative » in Greffe, X. (sous la direction de), *Science économique et développement endogène*, Paris, UNESCO, 1986-a, p. 53-65.

SACHS, I., « Un autre développement : le développement intégré » in *De la crise au codéveloppement*, Louvain-La-Neuve, Ciaco, 1986-b, p. 111-121.

SACHS, I. (sous la direction de), *Initiation à l'écodéveloppement*, Paris, Privat, 1981.

SACHS, I., *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Éditions Ouvrières, 1980.

SAUNDERS, P., « The Forgotten Dimension of Central-local Relations : Theorising the "Regional State" » in *Environment and Planning C*, vol. 3, 1985, p. 149-162.

SAVARY, J., « L'économie-territoire. À la conquête de l'économie-monde ? » in Dommergues P. (sous la direction de), *La société du partenariat*, Paris, Anfor-Anthropos, 1988, p. 87-107,

SAYER, A., *Method in Social Science, A realist approach*, London, Hutchinson, 1984, 267 p.

SAYER, A., *Theory and Empirical Research in Urban and Regional Political Economy : a Sympathetic Critique*, Brighton (Angleterre) University of Sussex, 1979.

SCOTT, A.J., et M. STORPER, « Industries de haute technologie et développement régional : revue critique et reformulation théorique » in *La science régionale*, n° 112, Unesco, 1987, p. 237-256.

SCOTT, A.J. et M. STORPER, *Production, Work and Territory : the Geographical Anatomy of Industrial Capitalism*, Boston, Allen and Unwin, 1986.

SMITH, N., *Uneven Development : Nature, Capital and the Production of Space*, Oxford, Basil Blackwell, 1984.

SOJA, EW., « Regions in Context : Spatiality, Periodicity and Historical Geography of the Regional Question » in *Environnement and Planning D, Society and Space*, vol. 3, 1985, p. 175-190.

STÖHR W.B., « Le développement régional et la crise économique mondiale » in *Revue internationale des sciences sociales*, n° 112, 1987, p. 209-219.

[251]

STÖHR, W.B., « La crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement régional ? Vers un nouveau paradigme du développement régional » in *Crise et espace*, Paris, Économica, 1984, p. 184-206

STÖHR, W.B. et F. TAYLOR, *Development from Above or Below ?* New York, John Wiley and Sons, 1981.

TAYLOR, M. et N. THRIFT (sous la direction de), *The Geography of Multinationals*, London, Croom Helm, 1982.

TOURAINE, A., [*Le retour de l'acteur*](#), Paris, Fayard, 1984.

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES, *Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des ressources vivantes au service du développement durable*, Gland (Suisse), Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, 1980.

URRY, J., « Social Relations, Space and Time » in Gregory, D. et J. Urry (sous la direction de), *Social Relations and Spatial Structures*, 1985.

WEAVER, C., « Regions, Decentralization, and the New Global Economy : an Overview » in *La revue canadienne des sciences régionales*, vol. VIII, n° 3, 1985, p. 286.

WEBER, M., *La ville*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, 218 p.

WEBER, M., *Économie et société*, tome 1, Paris, Plon, 1971, 650 p.

WEBER, M., *[Essais sur la théorie de la science](#)*, Paris, Plon, 1965.

WEBER, M., *[L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme](#)*, France, Plon, 1964, 286 p.

WOLCH J. et M. DEAR (sous la direction de), *The Power of Geography. How Territory Shapes Social Life*, London, Unwin Hyman, 1988, 393 p.

YIN, R., *Case Study Research. Design and Methods*, Beverly Hills, Sage, 1984.

[252]

II. DOCUMENTS RELATIFS À LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ET AUX ENJEUX TERRITORIAUX TRAITÉS

1. DOCUMENTS ET ÉTUDES SUR ALCAN

ALCAN, « La naissance de l'aluminium », *Voici la Compagnie*, Montréal, The Herald Press Limited, 1946, p. 5-11.

ALCAN, « Les entreprises hydro-électriques », *Voici la Compagnie*, Montréal, The Herald Press Limited, 1946, p. 18-20.

ALCAN, *Coup d'œil sur l'exercice 1949*, Aluminium Limited, Montréal, 1949.

ALCAN, *Aluminium Panorama*, Montréal, 1953.

ALCAN, *Mémoire présenté par Aluminium Company of Canada Limited et Saguenay Power Company Limited à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Arvida, 1954, 27 p.

ALCAN, *Submission on to the Royal Commission of Canada's Economics Prospects*, Montréal, 1956, 49 p.

ALCAN, « Nos centrales », *Ici la Compagnie*, Montréal, 1957, p. 31-36.

ALCAN, « Première usine canadienne d'aluminium : Arvida », *Ici la Compagnie*, Montréal, 1957, 24 p.

ALCAN, *Précis Alcan 1967*, Montréal, 1967, 24 p.

ALCAN, *Une entreprise en plein essor*, Montréal, 1968, 30 p.

ALCAN, *Rapports annuels*, 1970-1989.

ALCAN, *Proposition pour l'implantation d'un nouveau complexe d'électrolyse et de transformation de l'aluminium au Saguenay, Québec*, Montréal, 1975.

ALCAN, *Mémoire soumis par la Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée à la Commission élue permanente des Richesses naturelles et des Terres et Forêts qui étudie les politiques énergétiques du Québec*, sans lieu, 1977.

ALCAN, SOCIÉTÉ D'ÉLECTROLYSE ET DE CHIMIE ALCAN, *Rapports annuels aux employés*, 1980-1989.

ALCAN, *Alcan au Québec*, 1981, 31 p.

[253]

ALCAN, *Grande-Baie*, Montréal, 1981, 23 p.

ALCAN, *Précis Alcan 1982*, Montréal, 1982, 38 p.

« Alcan à la conquête du monde » in *Commerce*, 1983.

ALCAN, *Bauxite, Hydrate, Alumine*, Montréal, 1983, 15 p.

ALCAN, *Bulletin spécial*, 1983.

ALCAN, *Mise à jour, Précis 1983*, Montréal, 12 p.

ALCAN, *86 Profil de l'entreprise. Alcan Aluminium Limitée. L'entreprise mondiale de l'aluminium*, Montréal, 1986.

ALCAN, *Allocutions de D.M. Culver et D. Morton*, 1988.

ALCAN, *Énergie Électrique Québec*, 1988, texte ronéotypé.

ALCAN, *Précis Alcan 1989*, Montréal, 1989.

ALCAN, *Rapport 10-K*, 1989.

ALCAN, *Aluminium and the Saguenay*, sans lieu, sans date, 28 p.

ALCAN, *L'énergie hydro-électrique au service de l'aluminium. L'électricité au Saguenay*, Arvida, sans date, 16 p.

ALCAN, *Le réseau hydro-électrique du Saguenay*, sans lieu, sans date, 14 p.

ALCAN et LAVALLIN, *Projet de construction d'une voie ferrée pour l'usine d'électrolyse d'alumine de Laterrière*, Chicoutimi, sans lieu, 1988.

ALCAN et MARSAN, A. et Associés, *Étude des répercussions environnementales*, Alcan Laterrière, sans lieu, 1982, 2 volumes et annexes.

ALCAN et ROCHE LTEE, *Réaménagement de l'embouchure de la Rivière à Mars. Étude d'impact sur l'environnement*, Sainte-Foy, Roche Ltée, 1987.

BERGERON, J., *L'Alcan Aluminium et les mécanismes de la politique industrielle au Canada*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1981.

BROCK, T.L., *Alcan's Business History Program, Paper for the Annual Meeting of the Canadian Historical Association*, Edmonton, 4 juin 1975, 47 p.

[254

BROWN, A.C., « Alcan Shakes the Aluminium Market » in *Fortune*, février 1983, p. 124-127.

CAMPBELL, C.D., *Mission mondiale. Histoire d'Alcan*, Ontario Publishing Company Limited et Imprimerie Trandek Limitée, 1985 et 1993.

CLARK, P., *Rivers of Aluminium, the Story of Alcan*, Montréal, 1964, 496 p.

CSN, *L'Alcan : une société qu'il faut mieux connaître pour mieux s'organiser*, Montréal, 1981, 51 p.

DACK, W.L., « Alcan on Again in Eire », *Financial Post*, 3 décembre 1977.

DUFOUR, J., « L'emprise spatiale de l'Alcan au Saguenay—Lac-St-Jean », in *Protée*, vol. VII, n° 1, 1979, p. 145-150.

LAPOINTE, P-A., *Évolution et crise du rapport fordiste aux usines de Jonquière de l'Alcan, 1943-1981*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1985, 333 p.

LITVAK, I. A. et C. J. MAULE, *Alcan Aluminium Limitée*, Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés, étude n° 13, Ottawa, 1977, 181 p.

NIONCEL, J., « Alcan deuxième producteur d'aluminium dans le monde » in *Revue de l'aluminium*, avril 1977, p. 161-166.

OPPENHEIMER, *Company Report : Alcan Aluminium Ltd*, New York, 1973.

OVERSTALL, R., « Alcan : The Militarization of a Canadian Multinational » in *Ploughshares Monitor*, Institute of Peace and Conflict Studies, vol. V, n° 4, p. 7-8, traduit par Madeleine Sauvé, 1985.

PAINCHAUD, C., « L'Alcan et l'aluminium : procès d'internationalisation » in Fournier, P. (sous la direction de), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, p. 359-388.

PILON, R. et CSN, « L'Alcan : une société multinationale qu'il faut mieux connaître pour mieux s'organiser, Colloque des travailleurs de l'Alcan, Montréal du 5 au 9 octobre 1981 », Montréal, 1981, 51 p.

PROULX, G., « Difficultés et perspectives globales de l'industrie de l'aluminium », *Le marché mondial de l'aluminium : perspectives et contraintes de développement*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, document de travail n° 7, 1986, 33 p.

[255]

TRÉPANIÉ, J., *Étude géographique du complexe hydro-électrique de la compagnie Aluminium du Canada Limitée au Saguenay—Lac-Saint-Jean*, mémoire de licence (géographie), Québec, Université Laval, 1973, 66 p.

TREMBLAY, R., *Sur la publicité de l'Aluminium Company of Canada pendant la grève d'Arvida en 1957*, thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1961, 175 p.

TREMBLAY, V., « 50 ans de l'Alcan chez nous », *Saguenayensia*, vol. 17, n° 5, septembre-octobre 1975, p. 114-116.

2. DOCUMENTS ET ÉTUDES SUR L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

CSN, *Mémoire*, présenté à la Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, 1977.

DUMAIS, M., *Étude sur l'histoire du développement hydro-électrique (1940-1965) et son influence sur le développement industriel du Québec* (thèse), Montréal, Université de Montréal, 1971.

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MÉTALLURGIE, *Empire aluminium : l'Aluminium Limited, son histoire, sa puissance, ses profits, etc.*, Arvida, 1957.

GAGNON, C., « Aluminium Industry redeployment and modernization strategy : their sociospatial impact on Saguenay—Lac-Saint-Jean Region », texte présenté au colloque international *Political Ecology and Economy of the International Aluminium Industry*, Wisconsin, 4-5 mai 1990.

GRAHAM, R., *The Aluminium Industry and the Third World*, London, Zed press, 1982, 64 p.

GROUPE DE RECHERCHE POUR UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE ALTERNATIVE (GRESEA), *Géopolitique de l'aluminium*, Gresa, Bruxelles, 1983, 250 p.

HOGUE, C. et alii, *Québec un siècle d'électricité*, Libre expression, 1979, 1984, 430 p.

HYDRO-QUÉBEC, *Rapports d'activité de l'Hydro-Québec*, Hydro-Québec, Montréal, 1974-79.

HYDRO-QUÉBEC, *Statistiques ventes et revenus*, Hydro-Québec, Montréal, 1986.

[256]

JOBIN, C., *Les enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité (1962-1963)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978.

LAPOINTE, P.-A., « Le Québec : vallée de l'aluminium ou République d'aluminium », texte présenté au colloque international *Political Ecology and Economy of the International Aluminium Industry*, Wisconsin, 4-5 mai 1990.

LAPOINTE, P.-A., MARY, M. et C. SAINT-PIERRE, *Analyse sociologique des changements technologiques et de l'organisation du travail dans les usines de production de l'aluminium*, Rapport de recherche, tome 1, Université de Montréal, département de sociologie, mars 1987, 137 p.

LEE, W.S., *Building a Hydroelectric Plant of the Saguenay River for Duke-Price Power Co.*, sans lieu, sans date.

LEE, W.S., *Hydroelectric Development of the Saguenay River*, sans lieu, sans date, 15 p.

LEGRIS, C.-E., « Le barrage de la Grande Décharge par la Cie Duke-Price » in *Annuaire des comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean*, 1927, p. 305-320.

LEVY, Y., *Aluminium : Past and Future*, Federal Reserve Bank of San Francisco, 1971, 64 p.

MARLIO, L., *The Aluminium Cartel*, Washington D.C., The Bookings Institution, 1947.

McGUIRE, B.J., « Aluminium - The Story of Fifty Years of Growth by the Canadian Industry », *Canadian Geographical Journal*, vol. 43, n° 4, octobre 1951, p. 144-163.

McGUIRE, B.J., « The Saguenay Valley and Aluminium », *Canadian Geographical Journal*, vol. 27, n° 3, septembre 1943, p. 130-147.

McGUIRE, B.J. et H.E. FREEMAN, « How the Saguenay River Serves Canada », *Canadian Geographical Journal*, vol. 35, n° 5, novembre 1947, p. 200-205.

McGUIRE, B.J. et J. SARRAZIN, *Aluminium. L'histoire de l'Alcan*, sans lieu, sans date, 24 p.

NAPPI, C. « Canada : a expanding industry » in M.J. Peck (sous la direction de), *The World Aluminium Industry in a Changing Energy Era*, 1988, p. 175-221.

[257]

OCDE, *Aluminium Industry. Energy Aspects of Structural Change*, Paris, OCDE, 1983, 135 p.

OCDE, *L'adaptation industrielle dans l'industrie de l'aluminium de première fusion*, Paris, OCDE, 1973.

PAQUIN, M., *La mise en valeur des ressources hydro-électriques du Québec et ses incidences économiques*, (thèse), Montréal, École des hautes études commerciales, vol. 6, 1967, p. 1-88.

PECK, M. J. (sous la direction de), *The World Aluminium Industry in a Changing Energy Era*, Washington, D.C., Resources for the Future, 1988.

QUÉBEC, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *L'industrie de l'aluminium au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1975, 106 p.

QUÉBEC, Ministère de l'Énergie, *L'énergie au Québec*, livre blanc sur la politique énergétique au Québec : Les traits signifiants, Québec, Éditeur officiel, 1977.

QUÉBEC, Ministère d'État au Développement économique, *L'Électricité facteur de développement industriel au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1980, 255 p.

STILITZ, S. A., *Employment in Quebec's Aluminium Industry at the Dawn of Aluminerie de Bécancour*, Montréal, mémoire présenté à l'Université du Québec à Montréal, 1987.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, *Centre de recherche sur la métallurgie et l'utilisation de l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean, Chicoutimi*, 1985.

3. DOCUMENTS RELATIFS AUX ENJEUX TERRITORIAUX

3.1 Documents de nature juridique

Arrêté en conseil n° 393 du 9 avril 1914 concernant les forces hydrauliques de la Grande Décharge.

Arrêté en conseil n° 2478 du 9 décembre 1922 concernant la Grande Décharge du lac Saint-Jean.

Arrêté en conseil n° 1762 du 11 octobre 1923 portant sur l'approbation de certains plans et devis des ouvrages hydrauliques situés à l'issue du lac Saint-Jean.

[258]

Arrêté en conseil du 16 juillet 1925 concernant les travaux de la Quebec Development Company Ltd à la Grande et à la Petite Décharges sur le lac Saint-Jean.

Arrêté en conseil n° 2347 du 17 décembre 1926 portant sur l'approbation finale des plans et devis des ouvrages à l'issue du lac Saint-Jean.

Arrêté en conseil n° 1132 du 28 mars 1973 portant sur le taux de la redevance de 0,50\$ à 1,10\$ du HP/an produit, et ce pour 21 ans à partir du 12 décembre 1972.

Arrêté en conseil n° 3312 du 29 septembre 1976 concernant certains terrains affectés par l'aménagement et le maintien du barrage de l'Isle-Maligne à l'issue du lac Saint-Jean, notamment dans le canton de Taillon.

Bail du 12 décembre 1922 intervenu entre l'honorable Honoré Mercier et Quebec Development Company Limited.

Bail de la Péribonca, 1984, L.Q. chap. 19.

Décret n° 819-86 concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour la réalisation du programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, 11 juin 1986, 16 p.

Extrait de deux conventions donnant suite à l'Arrêté du 29 septembre 1976, datées respectivement du 29 septembre 1976 et du 1^{er} février 1977.

Jugement de l'honorable Jacques Philippon, dans la cause opposant Sécal au Comité de l'environnement de La Baie, 1988.

Larochelle, J., *Mémoire de l'appelante*, 1988.

Loi concernant la fixation des indemnités exigibles en raison de l'élévation des eaux par les barrages à l'issue du lac Saint-Jean (sanctionnée le 1^{er} avril 1927).

Ordre-en-Conseil numéro 1053, daté du 25 août 1923 du gouvernement du Canada.

Sécal, *Contestation*, 1987.

3.2 Études ou documents sur un des aspects des enjeux

ARBOUR, D. et Associés, *Analyse des options pour la redistribution des revenus de taxation de l'usine de Sécal, Notre-Dame-de-Laterrière*, 1983, 12 p.

[259]

ACHARD, E., *Le Royaume du Saguenay*, Québec, collection pour la jeunesse canadienne, 1942.

BERGERON, G., « La création de réseaux d'innovation technologique territorialisés : une stratégie de maîtrise des transformations technologiques » in *Technologie et territoire, La maîtrise territoriale du changement technologique*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, p. 51 -68.

BERGERON, J., *La cité*, Montréal, École sociale populaire, 1929.

BLANCHARD, R., « Le Saguenay et le Lac-Saint-Jean » in *L'Est du Canada français. « Province de Québec »*, tome 2, Montréal, Beauchemin, 1935, p. 7- 155.

BOUCHARD, L.-M., *Les villes du Saguenay : étude géographique*, Montréal et Chicoutimi, Leméac et la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi, 1973, 212 p.

BRASSARD, M.J, *La restructuration institutionnelle en région*, thèse de maîtrise, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1985.

BUREAU DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL DU TRAVAIL, *Transcription de l'enquête tenue à Chicoutimi en décembre 1982 et en janvier 1983*, vol. I, II et III.

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC, *Le droit québécois de l'eau*, Montréal, Université de Montréal, 1977, 482 p.

CHABOT, R. et M. PARÉ et ASS., *Projet de l'aluminerie Alcan, Impôt sur la taxe foncière de Laterrière, Laterrière-Chicoutimi, Laterrière-Chicoutimi-Canton Tremblay*, Chicoutimi, 1983.

CONSEIL CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT, *Avis sur les fluorures d'origine industrielle dans l'environnement québécois - Consultations*, Québec, 1986, 221 p.

CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT, *États généraux de l'environnement*, Alma, 1987.

ECOBES, *Espace urbain et différenciation sociale au Saguenay : l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière*, Jonquière, Cégep de Jonquière, 1990.

GAGNON, G., *Les liens historiques entre Canton Tremblay et Laterrière avec Chicoutimi*, 1983, 20 p.

GIRARD, C. et N. PERRON, *Histoire du SLSJ*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1989.

[260]

IEC BEAK, *Projet de dragage d'entretien aux installations portuaires d'Alcan à Ville de la Baie et d'élimination des déblais dans la Baie des Ha ! Ha !*, étude d'impact sur l'environnement, 1984.

LAPOINTE, A., PRÉVOST, P. et J.P. SIMARD, *Économie régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1981, 272 p.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LATERRIERE, *Communauté de développement et de valorisation du patrimoine*, 1983, 37 p.

OUELLET, M. et H.G. JAMES, *Les fluorures dans l'environnement*, INRS-eau, 1983, 25 p.

PÉPIN, P.-Y., *Le royaume du Saguenay en 1968*, recherche effectuée à la requête de la direction générale du développement rural, publiée avec l'autorisation de l'honorable Jean Marchand, C.P., député et ministre de l'Expansion économique régionale, Ottawa, 1969, 435 p.

PERREAULT, J., *Le Saguenay et le Lac-Saint-Jean. Ressources et avantages qu'ils offrent aux colons et aux capitalistes*, Ottawa, Ministère de l'Agriculture, 1879, 54 p.

QUÉBEC, Bureau d'étude sur les substances toxiques du gouvernement du Québec, *Contamination de l'environnement par l'usine chlore-alcali de la compagnie Alcan*, Arvida, Québec, 1980.

QUÉBEC, Commission des eaux courantes de Québec, quatrième rapport, *Lac Saint-Jean, rapport sur sa valeur comme réservoir pour l'emménagement des eaux*, 1915, p. 70-84.

QUÉBEC, MAM, BENOÎT, R. et R. PÉPIN, *Projet d'annexion de la ville de Chicoutimi d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière comprenant le site de la future aluminerie Alcan*, 1983.

QUÉBEC, MAM, *Mémoire au Conseil des ministres*, 1983.

QUÉBEC, MENVIQ, *Rapport Létourneau*, 1984.

QUÉBEC, MENVIQ, *Directive du ministre indiquant la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement*, 1983.

QUÉBEC, MER, *Ressource et industrie forestières*, 1985.

QUÉBEC, MSSRFP et R. PAWALON, *Géographie de la santé au Québec*, 1985, 392 p.

QUÉBEC, MMSRFP, *Compilations spéciales*, 1989.

QUÉBEC, MMSRFP, *Perspectives du marché du travail*, 1987, 1988.

[261]

QUÉBEC, MMSRFP, *Profil socio-économique de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, sept. 1985.

QUÉBEC, MMSRFP, *Bulletin régional sur le marché du travail*, 2^e trimestre, région de l'Outaouais, 1982.

QUÉBEC, MMSRFP, GAUTHIER, G., *Forum pour l'emploi au Saguenay—Lac-Saint-Jean, État de la situation du marché du travail de la région 02*, Chicoutimi, MMSRFP, 1989.

QUÉBEC, OPDQ, *Bilan socio-économique, région du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, 1989, 44 p.

SAUVÉ, A., *La tragédie du Lac-Saint-Jean*, Discours prononcé à la Législature par le chef de l'opposition provinciale (16 mars 1927), Montréal, Imprimerie populaire, 32 p.

SIMARD, J.P., *Mgr Tremblay se raconte*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1981, 121 p.

SOCIÉTÉ D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DU SAGUENAY, *Étude d'impacts socio-économiques*, Chicoutimi, 1983.

TREMBLAY, V., *La tragédie du Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Éditions science moderne, publication de la Société historique du Saguenay, n° 36, 1979, 231 p.

TREMBLAY, V., *Alma au Lac-Saint-Jean : son histoire*, Alma, Société historique du Saguenay, 1967, 512 p.

TROTTIER, D., « Le mouvement écologique » in *Possibles*, vol. 12, n° 2, 1988, p. 97-102.

UQAC, Laboratoire de géographie, *Atlas régional*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1981.

VILLE DE CHICOUTIMI, *Mémoire sur la fusion des municipalités de Laterrière (village et paroisse), Canton Tremblay et Chicoutimi*, 1983.

3.3 Documents relatifs au programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean

ALCAN, *Analyse des résultats de simulation du ministère de l'Environnement du Québec pour les différents scénarios d'abaissement du lac Saint-Jean*.

ALCAN, *Bulletin*, 17 septembre 1981.

[262]

ALCAN, *Bulletin, Le lac Saint-Jean, un lac qu'on connaît mieux*, 3 décembre 1982.

ALCAN, *Déclaration de C. Faffard. Conférence. Stabilisation des berges du lac Saint-Jean*, 20 juin 1986.

ALCAN, « Cahier spécial sur les berges du lac Saint-Jean », *Le Lingot*, 30 novembre 1982.

ALCAN, « Ce qu'Alcan propose pour l'avenir », *Le Lingot*, 15 avril 1983, 4 p.

ALCAN, *Document position sur le programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean*, Alma, 1985.

ALCAN, Dossier de presse - Conférence de presse du 3 décembre 1982, *Alcan rencontre la population*.

ALCAN, *Les participants à la visite du Laboratoire d'hydraulique LaSalle*, le 1^{er} janvier 1982.

ALCAN, *Liste des avis et commentaires des organismes ou municipalités du Lac-Saint-Jean*, sans date, 24 p.

ALCAN, *Présentation à l'assemblée d'information tenue à Sainte-Monique le 16 décembre 1982*.

ALCAN, *Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, dépôt de l'étude d'impact et de l'énoncé de la solution retenue par Alcan*, 22 novembre 1982, 9 p. et annexes.

ALCAN, *Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, résumé de l'étude d'impact sur l'environnement et le milieu social*, septembre 1983, 45 p.

ALCAN, « Société d'électrolyse et de chimie Alcan limitée », *Le Lingot*, septembre 1983, 47 p.

ALCAN et A. MARSAN et Associés, *Application et durée du programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean*, 8 janvier 1985, 8 p. et tableaux.

ALCAN, *Mémo*, 1985.

ALCAN et A. MARSAN et Associés, *Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean. Étude d'impact sur l'environnement et le milieu social*, sans lieu, 1982-1983, 3 vol. + 19 annexes.

[263]

COMITÉ POUR LA PROTECTION DES BERGES DU LAC SAINT-JEAN, *Mémoire présenté à la Compagnie : Les forces motrices du Saguenay*, 11 janvier 1971, 8 p. et annexes.

CONSEIL RÉGIONAL DES LOISIRS, Lettre aux maires des municipalités riveraines du lac Saint-Jean concernant la position gouvernementale sur l'érosion des berges du lac Saint-Jean, Alma, 13 juin 1986.

CONSEIL RÉGIONAL DES LOISIRS, *Quelques points de réflexion entourant la conjoncture du programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean*, Alma, juin 1985.

CONSEIL RÉGIONAL DES LOISIRS, *Comparaison entre le modèle de gestion proposé par le BAPE et le mode de gestion retenu par Alcan*, Alma, été 1985, 2 p.

CONSEIL RÉGIONAL DES LOISIRS, *Extrait du procès-verbal de la réunion du CA.*, tenue le 6 novembre 1985 à Alma.

DOLBEC, M., *Influence sur la production d'énergie*, Ministère de l'Environnement, Direction générale des ressources hydriques, avril 1985, 55 p.

OUELLET, Y., *Évaluation du modèle mathématique utilisé par A. Marsan et Associés dans le cadre du programme de stabilisation des berges du Saguenay—Lac-Saint-Jean de la compagnie Alcan*, Québec, Université Laval, avril 1983.

QUÉBEC, ASSEMBLÉE NATIONALE, *La procédure d'évaluation des impacts sur l'environnement*, Commission permanente de l'aménagement et des équipements, Québec, Assemblée nationale du Québec, 1986.

QUÉBEC, BAPE, *Audience publique sur le programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean*, les 11, 12, 13, 15, 16 et 17 janvier 1985, 233 p., transcription des audiences, Québec, BAPE, 1985.

QUÉBEC, BAPE, *Rapport d'enquête et d'audience publique*, Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean, Québec, BAPE, 1985.

QUÉBEC, BAPE, *Communiqués de presse*, Sainte-Foy, 1984-1985.

QUÉBEC, BAPE, *Audience publique*, mémoires déposés, Québec, BAPE, 1985.

QUÉBEC, CONSEIL CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT, *Base d'une politique de conservation pour le littoral du Québec*, Québec, Conseil consultatif de l'environnement, 1984, 2 vol.

[264]

QUÉBEC, MENVIQ, Cabinet du ministre, *Stabilisation des berges du lac Saint-Jean : Québec annonce la signature d'une entente avec l'Alcan*, communiqué de presse n° 1, Alma, 1986, 6 p.

QUÉBEC, MENVIQ, Cabinet du ministre, *Entente avec Alcan : le potentiel du lac Saint-Jean sera préservé*, communiqué de presse n° 2, Alma, 1996, 3 p.

QUÉBEC, MENVIQ, *Le milieu riverain : un potentiel à conserver*, document de travail, 18 février 1985, 123 p.

QUÉBEC, MENVIQ, Direction des évaluations environnementales, *Analyse environnementale*, Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean par la Société d'électrolyse et de chimie Alcan limitée, Sainte-Foy, 1985.

QUÉBEC, MENVIQ, Direction des évaluations environnementales, *Avis du ministère de l'Environnement sur la recevabilité de l'étude d'impact*, Sainte-Foy, 1984, 12 p.

QUÉBEC, MENVIQ, Direction générale de l'amélioration et de la restauration du milieu aquatique, *Étude préliminaire de la mise en valeur des rives du lac Saint-Jean, Bassin hydrographique Saguenay—Lac-Saint-Jean, Rapport 19*, 1980.

QUÉBEC, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES, *Commission d'étude des problèmes juridiques de l'eau*, 15 octobre 1970, 279 p.

QUÉBEC, OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC (OPDQ), Direction générale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, *Problématique intégrée de la zone limitrophe du lac Saint-Jean*, août 1983, 105 p.

SOCIÉTÉ DE RECHERCHES EN SCIENCES DU COMPORTEMENT (SORECOM), *Les résidents des berges du lac Saint-Jean ; faits saillants des opinions recueillies par sondage*, Montréal, 34 p.

III. AUTRES SOURCES

Archives nationales du Québec.

ASSEMBLÉE NATIONALE, *Journal des Débats*, 1977.

Bulletin d'affaires publiques et bulletin de nouvelles entre 1981-1989 de CBJ-RADIO-CANADA, CKRS-TV, CJPM-TV.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

[265]

Business Periodical Index.

Communiqués et conférences de presse.

Correspondance d'organismes régionaux, de comités locaux et de ministères.

Coupures de presse entre 1970 et 1990 dans les revues et journaux suivants : *American Metal Market*, *Fortune*, *Les Affaires*, *Commerce*, *L'aut'Journal*, *Le Devoir*, *L'Étoile du Lac*, *L'Hebdo du Lac*, *le Journal de Québec*, *Le Lac-Saint-Jean*, *Le Lingot*, *Le Quotidien*, *Le Réveil* (Chicoutimi, Jonquière, Ville de La Baie), *Financial Post*, *Fortune*, *Le Soleil*, *La Presse*, *Le Progrès-Dimanche*, *Metals Week*.

Documents internes de ministères, d'organismes régionaux et de municipalités.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ALUMINIUM, Conférence FSSA, Chicoutimi, UQAC, 1990-02-19.

FEDERATION DES SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ALUMINIUM, Communiqué de presse, 1989-01-16.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS DU SECTEUR DE L'ALUMINIUM, *Contact*, 1988-1989.

OFFICE NATIONAL DU FILM, *Le combat d'Onésime Tremblay* (scénario du film), 1995, 30 p.

Procès-verbaux et résolutions de municipalités du SLSJ.

Rôles d'évaluation des municipalités de Chicoutimi, Alma, Jonquièrre et Ville de La Baie.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU SAGUENAY, *Fonds M.-A.-Bédard ; Fonds Mgr V. Tremblay*

STATISTIQUE CANADA, *Recensements de 1971, 1976, 1981, 1986*.

Fin du texte